

Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15647 - 7 F

JEUDI 18 MAI 1995

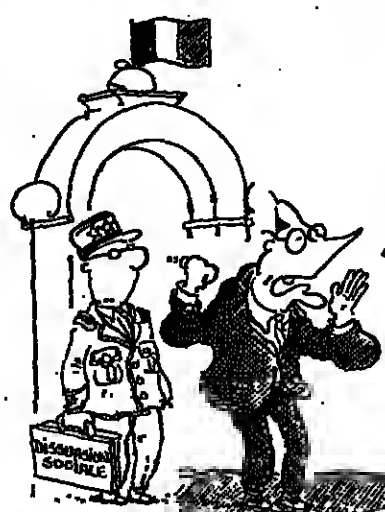
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Chirac s'engage à « renouer le pacte républicain entre les Français » et à défendre un « Etat impartial »

Dans son discours d'investiture, le président de la République place son septennat sous le signe du « changement » et s'affirme « dépositaire d'une espérance ». Le gouvernement comporterait de nouveaux ministères sociaux, chargés notamment de la lutte contre l'exclusion

LE NOUVEAU président de la République a pris ses fonctions mercredi 17 mai au palais de l'Élysée, où il a été accueilli par son prédécesseur, François Mitterrand, avec lequel il a eu un entretien. Jacques Chirac, installé par le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a prononcé devant les représentants des corps constitués et devant ses invités - dont le futur premier ministre, Alain Juppé -, un discours dans lequel il a rendu un bref hommage à M. Mitterrand et affirmé sa volonté de placer son septennat « sous le signe de la dignité, de la simplicité, de la fidélité aux valeurs essentielles de notre République ».

M. Chirac a souligné son engagement pour un « Etat impartial » et pour un retour à la répartition des pouvoirs voulue, selon lui, par le général de Gaulle, fondateur de la V^e République : « Le président arbitre, a-t-il dit, fixera les grandes orientations, assurera l'uni-



té de la nation, préservera son indépendance. Le gouvernement conduira la politique de la nation. Le Parlement fera la loi et contrôlera l'action gouvernementale. » Le pré-

sident de la République a insisté, en outre, sur la nécessité de « restaurer la cohésion de la France » et de « renouer le pacte républicain ».

L'emploi, a-t-il dit, sera ma préoccupation de tous les instants. M. Juppé envisage de former un gouvernement composé de vingt-cinq à vingt-huit ministres et ministères délégués. La composition

de la nouvelle équipe devait être rendue publique dans l'après-midi du jeudi 18 mai. Sa constitution a donné lieu à des discussions difficiles avec les centristes. François

Bayrou, président du CDS, a dû finalement accepter les conditions imposées par le RPR. Le ministre de l'éducation nationale du gouvernement d'Edouard Balladur pourrait retrouver le même portefeuille dans celui de M. Juppé, en dépit de son hostilité au référendum sur l'école annoncé, pendant sa campagne, par M. Chirac. La structure gouvernementale pourrait comprendre des ministères aux attributions nouvelles, comme le ministère de la solidarité entre les générations ou celui de la lutte contre l'exclusion sociale.

Dès le jeudi 18 mai, le nouveau président de la République devait reconstruire, à Strasbourg, le chancelier allemand Helmut Kohl afin de passer en revue les grands dossiers intéressant les deux pays.

Lire nos informations pages 2, 8, 9 et 34, ainsi que le portrait d'Alain Juppé page 16

Parcours parallèles

QUAND François Mitterrand entre à l'Élysée, en 1981, au terme d'une « longue marche » marquée notamment par deux tentatives infructueuses, ses opposants déconcentrent en lui l'ambition, l'opportunisme sans convictions qui s'est converti au socialisme, dix ans plus tôt, par pure tactique.

Les adversaires de Jacques Chirac usent volontiers des mêmes arguments à l'égard de celui qui, après deux échecs, vient enfin d'accéder à la magistrature suprême : sa volonté de changement ne serait qu'un leurre destiné à tromper les électeurs et ses idées sociales un déguisement masquant à peine le vide de sa pensée. Au moment où le représentant de la droite rénovée succède officiellement à l'Élu du « peuple de gauche », les deux hommes, qui se sont combattus sans merci pendant près de trois décennies, offriraient ainsi plus de traits communs que de dissemblances.

Au-delà de la polémique qui caractérise les comportements de l'un et de l'autre, il est permis de relever d'étranges similitudes dans les parcours de l'ancien et du nouveau président. Ils ont tous deux commencé leur carrière en adoptant le profil classique de l'homme politique de leur époque. Sorti de la guerre avec une image de résistant que les révélations sur son passé vichyste n'avaient pas encore ternie, François Mitterrand, avocat lettré issu de la bourgeoisie de province, était représentant des milieux politiques de la IV^e République, dont il est vite devenu l'un des principaux acteurs. A la génération suivante, Jacques Chirac, Parisien attaché à ses racines bourgeoises, entre dans la vie politique par les cabinets ministériels, via l'ENA et la haute fonction publique, empruntant ainsi la voie suivie au même moment par la plupart des cadets de la République.

M. Mitterrand occupe son premier poste ministériel à trente et un

ans, M. Chirac entre au gouvernement à trente-cinq ans. Ils s'imposent peu à peu, chacun dans son style, comme des piliers des équipes gouvernementales qui se succèdent, sous la IV^e République pour l'un, sous la V^e pour l'autre. Ils occuperont l'un et l'autre, à vingt ans d'intervalle, la fonction de ministre de l'Intérieur - signe de l'autorité qu'ils ont acquise, la quarantaine venue, auprès de leurs collègues et marchepied pour de plus hautes destinées.

Les voilà face à face dans les années 70 : l'un est le chef de la gauche, l'autre n'est encore que le second de la droite, derrière Valéry Giscard d'Estaing, dont il a favorisé l'élection et dont il est devenu le premier ministre.

Thomas Ferenzi

Lire la suite page 18

Pas de retraite pour l'évêque de Rome

A L'ÂGE de soixante-cinq ans, le jeudi 18 mai, Jean Paul II devrait démissionner. C'est précisément l'âge auquel tout évêque renonce à sa fonction selon le code de droit canon. La règle en a été fixée en 1970 par Paul VI, qui avait aussi décidé de priver les cardinaux de quatre-vingts ans et plus du droit d'entrer en conclave pour élire le pape. Le pape n'est-il pas, avant tout, l'évêque de Rome ? Sa charge devrait donc lui être retirée automatiquement.

Or, il n'en sera rien et le 18 mai sera, au Vatican, une journée comme les autres. Au début des années 70, Paul VI, qui connaissait bien la France et était le général de Gaulle (« La vieillesse est un naufrage »), avait songé à se retirer. Il s'était même publiquement interrogé sur le cas d'un pape devenant comateux ou grabataire. Mais il n'avait osé prendre aucune disposition particulière. Et si le droit canon n'exclut pas l'hypothèse d'une « renonciation libre » du pape, rien n'est dit du terme de son mandat. Rien n'est même spécifiquement envisagé en cas d'incapacité de gouverner.

Un seul précédent de renonciation volontaire existe : celui du pape Célestin V, élu le 5 juillet 1294 et qui, moins de six mois plus tard, devait abdiquer. Ce complot n'était pas du tout préparé à l'exercice du pouvoir pontifical et avait préféré remettre ses in-

signes aux cardinaux qui l'avaient élu par erreur. Cette audace lui avait valu d'être expédié dans l'Enfer de Dante. Paul VI, pape scrupuleux, hésitant, de santé fragile, avait de la tendresse pour ce pape démissionnaire.

Question de tempérament. Jean Paul II n'a jamais fait mystère de son intention d'aller au bout de sa mission et de préparer l'Eglise catholique au cap de l'an 2000. L'hypothèse d'une démission avait pourtant effleuré les esprits en 1994, après une série de chutes et d'opérations. On lui prête ce mot, alors qu'il était entouré des médecins de l'hôpital Gemelli, en juillet 1994 : « Vous devez me guérir, car il n'y a pas de place dans l'Eglise pour un pape émérite. » Pour quelles raisons le pape échappe-t-il à la règle de la démission à soixante-cinq ans ? Les uns soutiennent que le pontificat n'est pas un « mandat », ni une « fonction » comme les autres, mais une mission. Les autres affirment que le pape n'a pas de supérieur hiérarchique à qui remettre sa démission. Jean Paul II lui-même utilisait cet argument. Il n'emportera guère la conviction de ceux pour qui la papauté est l'une des dernières monarchies absolues et viagères.

Henri Tincq

Bombardements sur Sarajevo

La capitale bosnienne subit les plus forts bombardements depuis le 16 mai 1994. L'attaque du mardi 16 mai aurait été déclenchée par l'armée bosnienne, selon la Forprou. Le secrétaire général de l'ONU se prononce en faveur d'un redéploiement des « casques bleus » pour améliorer leur sécurité. p.3

Prémices électorales en Russie

Les élections à la Douma, en décembre, opposeront les partis « réformateurs » et deux formations « élitistes ». Six mois de guerre en Tchétchénie n'ont pas servi de catalyseur à un regroupement pacifiste. p.3

Le danger des coupe-faim

Le caractère potentiellement dangereux d'une dizaine de médicaments anorexigènes conduit les autorités sanitaires françaises à réserver ces produits aux obèses majeurs. p.13

Vargas Llosa et l'Argentine

L'écrivain péruvien met en garde contre les effets pervers de sanctions radicales envers les tortionnaires de l'époque de la dictature militaire. p.17

Jeunes chanteurs et nouveau style

La dernière génération de auteurs-compositeurs-interprètes français concilie l'influence du rock et une écriture littéraire. p.28

Les éditoriaux du « Monde »

Couples franco-allemands : Retour au PS. p.18

La « guerre » nippono-américaine

NOMMÉ représentant américain pour le commerce en janvier 1993 par Bill Clinton, dont il a toute la confiance, Mickey Kantor est devenu l'artisan d'une politique commerciale « dure » des Etats-Unis avec ses partenaires. Son différend avec le Japon concernant l'industrie de l'automobile en est l'illustration la plus agressive.

« Avocat des pauvres » dans sa « première vie » de juriste, M. Kantor, depuis qu'il est au gouvernement, ne ménage pas ses interlocuteurs, dont beaucoup le jugent « brutal ». Les Européens en ont fait l'expérience, et notamment la France, dans le cadre des négociations du GATT sur le volet agricole et sur l'audiovisuel.

Au nom de la défense des intérêts de l'industrie des Etats-Unis, M. Kantor n'hésite pas à brandir l'arme législative de la « section 301 », qui permet de prendre des sanctions contre les concurrents étrangers accusés de faire subir une concurrence déloyale aux producteurs américains. C'est la menace qu'il fait planer actuellement sur les Japonais pour les obliger à ouvrir leur marché automobile quasiment imperméable aux importations étrangères, alors que les constructeurs nippons ne sont privés d'aucun débouché sur le marché américain.

Les sanctions éventuelles an-



MICKY KANTOR

noncées le mardi 16 mai, qui pourraient entrer en vigueur le 28 juin, concernent treize modèles de voitures japonaises de haut de gamme. Ces véhicules se verraient appliquer des surtaxes de 100 %.

Comme aucun des deux belligérants ne souhaite apparemment envenimer le conflit, Washington et Tokyo pourraient demander à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), héritière du GATT, d'arbitrer leur différend. La jeune institution, en place depuis le 1^{er} mai, aurait ainsi à trancher entre les deux superpuissances économiques pour son baptême du feu. Un test délicat pour Renato Ruggiero, son président, dont les Etats-Unis avaient combattu la nomination en le jugeant insuffisamment libéral.

Lire page 20

Louis



Allemagne, 3 DM; Andorre-Guyane, 9 F; Autriche, 25 S; Belgique, 25 F; Canada, 25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 16 KRO; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 16 £; Grèce, 350 DR; Islande, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Malaisie, 3 MY; Norvège, 16 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 20 KCS; Suède, 200 FSK; Suisse, 1 Franc; USA (HVA), 2 \$; USA (téléphone), 230 S.

M 0147-0518-7.00 F



هكذا من الازل

RENCONTRE A l'occasion de leur première rencontre au sommet, le jeudi 18 mai à Strasbourg, Jacques Chirac - qui aura pris officiellement, la veille, ses nouvelles

fonctions à la présidence de la République - et le chancelier allemand Helmut Kohl passeront en revue les grands dossiers politiques et économiques intéressants

les deux pays. ● LA CONSTRUCTION EUROPEENNE sera naturellement l'un des principaux points à l'ordre du jour, afin de préparer le Conseil européen de Cannes, qui

clôturera la présidence française de l'Union, les 26 et 27 juin. ● LA VOLONTÉ de faire de la lutte contre le chômage une priorité a incité certains proches de Jacques

Chirac à lui conseiller de faire preuve de fermeté face à Bonn sur la politique commune à mener dans les domaines économique et monétaire.

L'Allemagne veut jouer un rôle majeur dans la construction européenne

Jacques Chirac, qui s'apprête à rencontrer le chancelier Kohl pour la première fois en tant que président, devra traiter avec une Allemagne qui entend désormais s'affirmer davantage. Plusieurs nouveaux documents sur l'Europe sont en préparation à Bonn

BONN
de notre correspondant
« L'Allemagne unifiée est le numéro un en Europe - on ne doit pas trop l'afficher publiquement, et mieux vaut en parler le moins possible, tous nos voisins le savent (...). Notre rôle dirigeant est là, non pas parce que nous le cherchons, mais parce que c'est un fait. » Ces propos ont été tenus par le chancelier Kohl le 8 mai dernier, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. C'était, probablement par hasard, le lendemain du jour où Jacques Chirac, tout juste élu président de la République, annonçait que la France allait redevenir un « phare » pour le reste du monde.

L'Allemagne n'a pas besoin de proclamer sa puissance : elle l'a été sur des atouts que lui envient de nombreux partenaires : une unification en passe de réussir, un dialogue social fructueux, une monnaie prestigieuse, des institutions démocratiques avancées... Ces avantages, elle entend les mettre au service d'une Europe renforcée. Plus que jamais, les di-

rigents allemands sont convaincus que l'intégration européenne doit être accélérée, même si l'Europe doit être façonnée à leur façon : fédérale, libre-échangiste, décentralisée, obéissant au principe de la subsidiarité.

L'ambition prioritaire du chancelier est de parachever l'œuvre accomplie depuis le traité de Rome et d'entrer dans l'histoire non seulement comme le chancelier de la réunification allemande, mais aussi comme le « chancelier de l'unité européenne » (il y a cent ans, Bismarck avait été celui de l'unité allemande). Il entend dès maintenant peser de tout son poids pour faire aboutir la conférence intergouvernementale de 1996, chargée de réviser le traité de Maastricht. La rencontre avec le président Chirac, jeudi 18 mai à Strasbourg, sera l'occasion d'un premier échange de vues : les dirigeants allemands répètent à l'envi que la France, quelle que soit l'équipe au pouvoir, restera le partenaire privilégié de l'Allemagne.

Or, à l'approche de 1996, les dirigeants allemands développent leurs idées de manière approfondie. Ils affichent, pour l'avenir de l'Europe, des ambitions généralement beaucoup plus grandes que leurs partenaires. A Bonn, où les réflexions portent depuis longtemps sur un plus large recours au vote à la majorité au Conseil européen, on est avant tout guidé par la volonté d'améliorer l'efficacité des prises de décision européennes.

D'après un document interministériel encore confidentiel (récentement cité par le *Wall Street Journal*, Bonn prévoit d'appliquer le principe de la majorité - qui suppose la suppression du droit de veto - au domaine très sensible de la politique étrangère et de sécurité commune. Un pays ne devrait plus avoir la possibilité de bloquer aucune décision en la matière : la Grèce, par exemple, ne pourrait plus s'opposer à la reconnaissance de la Macédoine par l'Union. La liberté de décision des Etats membres pourrait être préservée grâce à une « option de sortie » (*opting out*) qui permettrait à chaque pays de ne pas s'engager auprès de ses partenaires sans pour autant bloquer leur ac-

tion (notamment en cas d'engagement de moyens militaires).

Toujours selon ce document, le secrétaire général du conseil européen serait doté d'une « unité de travail » comparable à un centre d'analyse et de prévisions. Le secrétariat général agirait comme une courroie de transmission entre le Conseil européen et la Commission de Bruxelles, et pourrait, à terme, être réuni avec le secrétariat général de l'UEO, elle-même fondue avec l'Union européenne.

« TROISIÈME PILIER »

Ces propositions devraient être officialisées au cours d'un conseil des ministres à Bonn, le 13 juin prochain, et constituer une première base de négociation pour la conférence de 1996. Elles reflètent d'autres avancées ambitieuses : renforcement du vote à la majorité en ce qui concerne le « troisième pilier » de l'Union (Justice et affaires intérieures), mise en commun de la politique des visas, mais aussi renforcement du droit d'initiative du Parlement européen. Le ministère des fi-

nances allemand serait tenté de son côté d'introduire, dès 1996, une base juridique qui permettrait à l'Allemagne de limiter ses contributions nettes au budget européen.

Ces idées étaient, en partie, déjà contenues dans le texte du groupe parlementaire de la CDU/CSU, qui avait rencontré un très large écho dans tous les pays de l'Union après sa publication en septembre dernier (le document « Schaubel-Lamers »). Or le groupe parlementaire CDU/CSU du Bundestag s'apprête à publier, à nouveau, un ou plusieurs documents de réflexions sur les grands thèmes d'avenir de l'Europe : politique étrangère et de défense commune, justice et affaires intérieures, et sans doute l'Union monétaire.

Ces nouvelles réflexions seront connues à l'issue d'une large discussion qui aura lieu lors d'une réunion de travail du groupe parlementaire à Berlin, les 12 et 13 juin prochains. Contrairement au document du mois de septembre, il ne sera plus question d'un « noyau dur » européen : les députés de la CDU estiment qu'il

s'agit désormais d'un « acquis ». Le chancelier Kohl, par ailleurs, devrait être associé de beaucoup plus près à la rédaction de ces nouveaux documents - ce qui n'avait pas été le cas au mois de septembre.

Reprenant l'idée d'un président du Conseil européen, avancée par Jacques Chirac lors de son discours du 16 mars dernier, les députés de la CDU envisagent de confier au secrétaire général du Conseil une mission de « proposition, de surveillance, d'exécution », mais aussi de représentation de l'Union européenne à l'extérieur. Ils veulent cependant éviter de renforcer le pouvoir du Conseil aux dépens de celui de la Commission européenne, qui est, selon eux, « gardienne de l'intérêt général ». Aussi le secrétaire général devrait-il être doté d'une cellule de planification à la disposition du Conseil, de la Commission, et de l'UEO. Selon Karl Lamers, l'inspirateur de ces propositions, « il s'agit de créer une décision politique cohérente en Europe ».

Lucas Delattre

D'un tandem à l'autre

JACQUES CHIRAC et le chancelier Kohl vont inaugurer jeudi, autour d'une des bonnes tables dont l'Alsace a le secret, et qu'ils sauront l'un et l'autre apprécier, un nouveau couple franco-allemand. Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, François Mitterrand et Helmut Kohl, ont incarné tour à tour cette volonté de faire de la France et de l'Allemagne les moteurs d'une Europe unie, seule capable à leurs yeux d'oublier les tragédies du passé pour permettre à leurs citoyens de construire ensemble leur avenir.

Du traité franco-allemand de l'Elysée, en 1963, au défilé sur les Champs Elysées des unités allemandes de l'Eurocorps, en 1994, en passant par la création du système monétaire européen, chacun de ces trois couples aura marqué de façon décisive son époque, témoignant chacun à leur manière que le respect mutuel pouvait naître des amitiés profondes. Georges Pompidou et Willy Brandt auront fait exception, le premier se préoccupant davantage de l'armement de la Grande-Bretagne à l'Europe, le second de sa politique à l'Est. Rien ne portait à croire que François Mitterrand et Helmut Kohl, arrivés au pouvoir en octobre 1982, un peu plus d'un an après le président français, sauraient si bien se comprendre. Entre l'Intellectuel parisien et un chancelier emporté à ses débuts dans une gaucherie qui lui valait bien des dé-

boires, les points communs n'étaient pas évidents. Tous deux se sont retrouvés pourtant dans une même conception de l'histoire du continent. En apportant son soutien à la crise des missiles, face à Moscou et aux pacifistes allemands, François Mitterrand inaugurait une complicité qui ne s'est que rarement démentie avec le chancelier.

Helmut Kohl, l'ainé, saura-t-il trouver en lui les ressources pour poursuivre avec un autre président français cette relation privilégiée ? Peu de choses rapprochaient le chancelier d'Edouard Balladur. Les rares rencontres entre les deux hommes n'ont guère été chaleureuses. En pleine campagne électorale, la visite effectuée par le chancelier Kohl à Chamonix était surtout là pour témoigner que la relation franco-allemande dépassait les hommes.

Fidèle en amitié, Helmut Kohl aura toujours eu du mal à gérer les deux périodes de cohabitation en France. Jacques Chirac l'a senti à ses dépens, lui qui espérait peut-être, en 1986, qu'appartenir au même bord politique que le chancelier lui apporterait des attentions particulières. Mais les deux hommes s'estiment. De par leurs expériences, leur façon d'être en politique, ils ont des similitudes. En l'absence de François Mitterrand, ils pourront désormais s'expliquer sans tard.

H. de B.

L'autre scénario monétaire

Certains experts chiraquiens recommandent une « refondation » du SME

LE VOYAGE à Strasbourg de Jacques Chirac est aussi le premier acte de politique économique du nouveau président français. M. Chirac peut naturellement considérer que sa rencontre avec le chancelier Helmut Kohl doit d'abord marquer la continuité de l'amitié franco-allemande au plus haut sommet de l'Etat et ne doit donc pas être perturbée par de viles considérations économiques et monétaires. Il pourrait cependant aussi saisir cette occasion pour engager avec les Allemands la « mise à plat » annoncée pendant la campagne électorale. Philippe Séguin suivra avec attention ce premier test.

Que faire ? Certains partisans de Jacques Chirac ont leur idée. Sans brusquer M. Kohl, le nouveau chef de l'Etat français devrait, selon eux, lui proposer le lancement rapide d'une initiative politique franco-allemande en vue de « refonder » rapidement le système monétaire européen (SME). En reconstituant, autour de l'ECU, un nouveau SME que rejoindraient immédiatement les Britanniques et les Italiens et en redéfinissant une nouvelle grille de

parités, l'Europe retrouverait les conditions d'une plus grande stabilité des changes. Elle pourrait ainsi consolider sa croissance et accélérer les créations d'emplois. Conforme aux traités de Rome et de Maastricht, une telle démarche laisserait la voie ouverte à la monnaie unique pour 1999. Ce projet répondrait tout à la fois à la volonté de changement exprimée en France (l'emploi), aux préoccupations du chancelier allemand (la stabilité) et à celles des partisans du nouveau gouvernement (l'Europe).

Si, en 1993, Edouard Balladur, premier ministre, n'avait pu procéder, pour cause de cohabitation, à une claire explication avec Bonn, la situation est aujourd'hui différente. Jacques Chirac est le président. Il est l'interlocuteur naturel du chancelier. Il sait aussi qu'Helmut Kohl l'Européen souhaite maintenir la relation privilégiée qu'il avait établie avec l'Elysée du temps de François Mitterrand. Il peut donc penser que M. Kohl serait prêt à l'aider, si nécessaire. Avant même d'évoquer son initiative franco-allemande, M. Chirac devrait raconter longuement à son « ami Helmut » ce qui a contribué à sa victoire le 7 mai : sa dénonciation permanente de la « fracture sociale » et sa volonté de retenir comme priorité absolue « la

lutte contre le chômage et l'exclusion ». M. Chirac ne devrait pas manquer de rappeler aussi, au passage, que, pour beaucoup de Français - de nombreux RPR notamment - l'Allemagne a une grande part de responsabilité dans la situation sociale que connaît aujourd'hui la France.

Il devrait brandir enfin, incidemment, la menace d'une « dévaluation compétitive à l'italienne ». Si l'Allemagne n'adapte pas aujourd'hui le « changement raisonnable » en France (l'option Juppé), elle aura demain le « vrai changement » (l'option Séguin). Dans son rôle d'épouvantail, Philippe Séguin évoquait d'ailleurs une nouvelle fois dimanche à « 7 sur 7 » le « dogmatisme de la Bundesbank ». Après tout, la France de De Gaulle avait connu un long cycle « dévaluation-inflation-dévaluation ». A cette époque, la croissance avait été forte et le chômage n'avait pas explosé. L'Italie, ensuite, ne s'en sort pas si mal depuis qu'elle a laissé filer sa monnaie.

LA SURÉVALUATION DU MARK

Plus positif, le président français devrait ensuite proposer son projet à M. Kohl. L'emploi est l'objectif commun des deux hommes. L'un et l'autre peuvent donc travailler à un pacte franco-allemand pour l'em-

ploi. Mais pour qu'il y ait création d'emplois, en Allemagne comme en France, il faut qu'il y ait croissance. La stabilité des changes et des parités monétaires, réalistes sont à cet égard essentiels. Or, depuis les crises de l'automne 1992, il n'y a plus en Europe de véritable stabilité des changes. Le SME a éclaté. Avec la chute du dollar, les parités actuelles n'ont plus aucun rapport avec la réalité. Le niveau actuel du mark en particulier menace la croissance allemande, au dire même des industriels d'outre-Rhin. Même la Bundesbank reconnaît la surévaluation du mark.

Pour rétablir la stabilité des changes sur le Vieux Continent, pour reconstruire l'Europe monétaire des quinze et pour retrouver des parités plus raisonnables, la France et l'Allemagne pourraient donc proposer à leurs partenaires cette véritable « refondation du SME », précédemment évoquée, sur la base d'une nouvelle grille des parités organisée autour de l'écu et de la réintégration de la lire et de la livre dans le mécanisme de change du SME. Les pays concernés s'engageraient simultanément à une coordination accrue de leurs politiques monétaires et budgétaires. Pour convaincre l'Allemagne de sa bonne foi, la France s'engagerait à réduire rapidement, et d'une manière brutale, ses déficits publics et sociaux.

Ce n'est naturellement pas à Strasbourg qu'une telle stratégie franco-allemande pourrait être arrêtée. Si Jacques Chirac décidait de s'engager dans cette voie, il vaudrait à ce que rien n'en soit dit jeudi. A l'issue de leur rencontre, les deux dirigeants confieraient à leurs ministres le dossier. Et ils s'en tiendraient à une déclaration marquant leur détermination à parvenir à « une plus grande stabilité des changes en Europe ».

Les partisans d'un tel projet craignent - et c'est le plus probable - que le nouveau chef de l'Etat français ne les néglige et prenne, dès son installation à l'Elysée, les habits du président sortant, devenant, « dans la minute », un chaud partisan de l'Europe de Maastricht et du franc fort. A Strasbourg, Jacques Chirac se féliciterait alors de l'accueil favorable des marchés à son élection et de la relative bonne résistance du franc vis-à-vis du deutschemark - un franc tenu, en réalité, par de solides béquilles (des taux d'intérêt élevés). La France recommencerait alors à attendre la prochaine baisse des taux par la Bundesbank. Ce jeudi... ou un autre jeudi. Et Séguin à attendre son tour.

S. Gh.

Erik Izraelowicz

La lire italienne est poussée par un vent d'optimisme

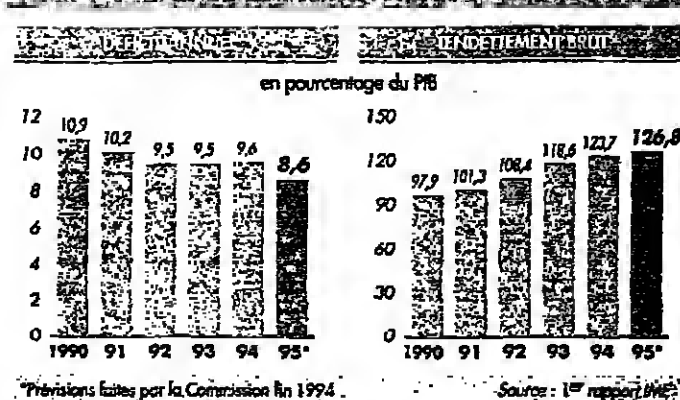
C'EST un Lamberto Dini heureux qui s'est exprimé mardi 16 mai dans un long entretien avec le directeur de *La Repubblica*, Eugenio Scalfari. La remaniée spectaculaire de la lire a en effet de quoi réjouir le président du conseil italien : « la confiance est revenue, tout est là », constate-t-il benoîtement.

La lire a regagné 12 % - dont 2 % dans la seule journée de lundi - par rapport au mark allemand depuis le calamiteux 17 mars, lorsque la devise allemande avait frôlé les 1300 liras. Un cambiste milanais exulte : « La lire rentre chez elle, autour des 1000 pour un mark. Les 1280 liras pour un mark étaient une absurdité créée par les noires prophéties largement diffusées par Berlusconi et ses télévisions. A mes clients qui pleurent parce qu'ils avaient joué le mark, je dis : essayez d'envoyer la note au Cavaliere. » Les investisseurs étrangers reviennent en force, ce qui explique la reprise simultanée du cours de change, de la Bourse et des titres d'Etat. Les dernières émissions de

bons du Trésor ont été faites avec des taux d'intérêt en baisse : « Un point et demi sur l'emprunt à dix ans ; jusqu'à l'autre jour, nous étions euphoriques pour un déplacement de 0,20 ! », s'exclame Lamberto Dini, plus « technicien » que jamais. L'enjeu n'est pas mince : un point de taux d'intérêt en moins en année pleine correspond à 20 000 milliards de liras (65 milliards de francs) retranchés au service de la dette, soit l'équivalent de presque 1 % du PIB !

Le déficit budgétaire s'annonce déjà inférieur aux 134 000 milliards de liras (445 milliards de francs) prévus pour 1995 après l'adaptation du collectif Dini. Cette année, après quinze ans d'augmentation ininterrompue, le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut - 126 % actuellement - devrait se stabiliser, voire commencer à baisser. Ce résultat pourra être obtenu grâce à un excédent budgétaire primaire (c'est-à-dire hors service de la dette) de 38 000 milliards de liras, soit 5,5 %

du PIB. L'autre bonne nouvelle, c'est l'adoption de la réforme des pensions, « rigoureuse et équitable » selon M. Dini, qui ne doute



L'Italie est très loin de satisfaire aux critères fixés par le traité de Maastricht pour participer à l'Union monétaire qui imposent de ne pas dépasser 3 % de déficit annuel et 60 % d'endettement brut.

pas un instant de sa ratification par le Parlement et confirme qu'elle permettra d'économiser 10 000 milliards de liras par an sur

la prochaine décennie. « Les marchés avaient anticipé l'accord avec les syndicats, maintenant, ils anticipent le vote de la loi », se félicite-t-il.

Mais les arguments technocratiques suffisent-ils à expliquer les succès actuels ? Le président du conseil avoue qu'il existe une troisième raison : le résultat des dernières élections locales. La victoire du centre gauche saluée par la haute finance ? « Oui, car elle prolonge la vie de ce gouvernement ou moins jusqu'à l'automne. Dans ces délais, plusieurs choses utiles pourront être faites et les marchés y voient un bon augure. » Le cadre budgétaire pour 1996 sera tracé dès juin, et M. Dini annonce des projets de loi, dès la semaine prochaine, pour relancer la politique de l'emploi et l'investissement en Italie du Sud. Pour ce gouvernement, en suris dès sa naissance, six mois paraissent un laps de temps respectable, surtout quand tout semble aller mieux.

S. Gh.

Erik Izraelowicz

Plusieurs centaines d'obus sont tombés sur Sarajevo

La ville a connu mardi les plus fortes violences depuis février 1994

De violents combats à l'artillerie lourde et à l'arme automatique ont éclaté, mardi 16 mai, à Sarajevo et dans ses environs. A New York, le secrétaire général des Na-

tions unies, M. Boutros-Ghali, s'est prononcé en faveur d'un redéploiement des « casques bleus » pour améliorer leur sécurité et rassurer les pays contributeurs.

SARAJEVO

de notre correspondant

En quelques minutes, les rues de la capitale bosniaque sont devenues désertes. Oubliées, les tranquilles promenades matinales. Oubliées, les longues marches à la recherche de farine et de pain. Envoyées, les chaises adossées aux murs des cafés. Les échoppes sont closes, les trottoirs recouverts de gravats et d'éclats de métal brillant. Sarajevo attendait une reprise des combats depuis plusieurs semaines. Un parfum de poudre flottait déjà sur la ville et les habitants sentaient que la guerre allait de nouveau s'emparer d'eux.

Elle n'avait pas vraiment disparu, puisque la capitale est toujours assiégée et que les forces séparatistes serbes ne manquent jamais une occasion de montrer qu'elles font la loi. Mais ces combats sont les plus violents depuis février 1994, depuis qu'un obus de mortier a tué soixante-huit personnes sur le marché de Markale et que l'OTAN a lancé un ultimatum aux Serbes. Officiellement, les armes lourdes avaient, à cette époque, été reculées d'un périmètre de vingt kilomètres autour de la capitale. Le pilonnage de mardi 16 mai a rétabli une vérité que la Forpro-avait de reconnaître : les artilleries sont à leurs postes autour de la ville et ont les moyens de la bombarder quand ils le désirent.

BALLET AÉRIEN DE L'OTAN

L'attaque à, selon la Forpronu, été déclenchée par l'armée bosniaque, qui a lancé quatre obus de mortier sur la caserne serbe de Lukavica, près de l'aéroport. Très vite, au nord et au sud, les fronts se sont embrasés, les explosions succédant au feu nourri des mitrailleuses lourdes. Sur les collines, des maisons ont été incendiées, a, en fait, mené son offensive : les Bosniaks tentaient de couper la route stratégique serbe Lukavica-Pale. Les Serbes essayaient d'avancer au-delà du quartier de Grbavica qu'ils contrôlaient au centre-ville. Mardi soir, les positions ne paraissent pas avoir notablement évolué. L'extrême violence des tirs a incité les milliers de Sarajéviens qui déambulaient dans les rues à se mettre immédiatement à l'abri.

Les passants qui persistaient à rester dehors ont dû rejoindre les abris, sous la pression de policiers nerveux.

Les premières victimes de ces combats furent une fillette de dix ans, Azra, et son frère Medin, âgé de quinze ans. En dépit du danger, les enfants voulaient apporter de la nourriture à leur chien, à l'extérieur de la maison. Azra est morte, criblée d'éclats d'obus. Leur mère hurlait dans les couloirs de l'hôpital, tandis que les brancardiers amenaient d'autres blessés, des civils, des soldats, et un journaliste bosniaque. Le bilan provisoire est de six morts et de vingt-quatre blessés. Deux « casques bleus », un Français et un Russe, ont également été blessés par des éclats d'obus.

La Forpronu, dès les premiers combats, a précisé qu'elle demeurerait « neutre ». Serbes et Bosniaks sont « responsables du regain de l'activité militaire autour de Sarajevo », déclarait un porte-parole. L'aviation de l'OTAN a été invitée à manifester sa présence dans le ciel bosniaque, mais il ne fut jamais question d'effectuer des frappes aériennes. Des Sarajéviens s'estimaient choqués par ce ballet aérien, d'autres reprochaient à la Forpronu de ne pas utiliser ses moyens terrestres afin de protéger la population. Durant plusieurs heures, les « casques bleus » se sont terrés dans leurs abris, s'isolant de la fureur et des cris. De rares automobilistes servaient de chauffeurs de taxi à des vieillards piégés par les bombardements, pendant que des blindés de l'ONU fonçaient à travers la ville sans prendre garde aux gens paniqués.

ARRIVÉE DE RENFORTS

Le président bosniaque Alija Izetbegović a fortement critiqué l'attitude de la Forpronu, se félicitant toutefois que les troupes gouvernementales « se défendent bien ». Depuis plusieurs semaines, M. Izetbegović a évoqué l'éventualité que l'armée bosniaque tente de briser seule le siège de Sarajevo, en l'absence de résultats diplomatiques. Il a promis aux Sarajéviens, dans ses discours télévisés, que la situation évoluerait avant l'hiver prochain. Cependant,

les experts militaires estiment que l'armée bosniaque ne possède pas encore une puissance de feu, ni un savoir-faire, nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Les forces serbes, postées dans les montagnes, tiennent les tranchées bosniaques à portée de leurs canons et ne peuvent être surprises par des soldats lancés à l'assaut des collines. A l'ouest de l'aéroport, une autre bataille a toutefois lieu depuis plusieurs jours. Mardi, des troupes fraîches ont, selon des sources militaires, rejoint la zone des combats, amenant d'importants chargements d'armes et de munitions.

Sarajevo attend désormais de savoir si ces combats furent un acte isolé, ou s'ils sont le signe annonciateur d'une violente bataille. Malgré le choc, malgré le sentiment de profonde injustice, tous les habitants de la capitale n'étaient pas, mardi, effondrés à l'idée que les combats continuent. « L'armée doit réagir, dit une femme. Nous ne pouvons vivre éternellement encerclés par des assassins. Personne ne nous libérera. » Certains commentateurs étaient parfois enthousiastes, et des hommes promettaient de rejoindre les rangs de l'armée pour la « bataille finale ». Cette exaltation, cette ivresse de la guerre, furent toutefois de courte durée. Les sentiments ont changé, le soir venu, lorsque la télévision a diffusé les images sanglantes du corps de la petite Azra. « Plutôt la défaite et la paix que ces atrocités », dit une jeune femme. Déchirée entre l'envie de combattre et le besoin de répit, Sarajevo retient son souffle.

Rémy Ourdan

« Le casque-bleu » français de vingt-trois ans, blessé à la tête le 11 mai par un tireur embusqué à Sarajevo, est décédé, lundi soir, à l'hôpital militaire Sainte-Anne de Toulon, a annoncé le ministère de la Défense. La mort du caporal Houlel El Hadi, du 21^e régiment d'infanterie de marine de Frejus, porte à trente-sept le nombre de soldats du contingent français tués en trois ans dans l'ex-Yugoslavie. — (AFP)

M. Boutros-Ghali présente à l'ONU différentes « options » sur l'avenir des « casques bleus »

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a remis en cause, mardi 16 mai, la viabilité et le concept même des « zones de sécurité » décrétées par l'ONU en Bosnie. Alors que les pays fournisseurs de troupes s'inquiètent de la dégradation de la situation sur le terrain, le secrétaire général a présenté quatre options possibles aux membres du Conseil de sécurité : retrait de la Forpronu, maintien du statu quo, réponse militaire plus robuste des contingents, ou réduction et redéploiement des forces avec une modification de leur mandat. Selon des diplomates, le secrétaire général aurait personnellement privilégié la dernière de ces options. Un rapport écrit et détaillé doit être présenté au Conseil par les responsables militaires de la Forpronu à la fin de la semaine.

Les quatre options de M. Boutros-Ghali sont restées assez vagues pour donner lieu à des interprétations très variées. Selon certaines délégations, dans le souci de mieux assurer la sécurité des soldats de l'ONU, le secrétaire général propose dans les faits l'« abandon » des zones de sécurité. A ce propos, un diplomate estime que « l'option préférée » de M. Boutros-Ghali assurerait peut-être la sécurité des soldats mais « certainement pas la sécurité de ces zones ». Le secrétaire général a par ailleurs écarté l'hypothèse d'une attitude plus « musclée » de la Forpronu avec recours à des frappes aériennes, mais il a souligné qu'il appartenait aux pays membres du Conseil de décider.

A la fin de la longue journée de mardi, consacrée presque entièrement à la question bosniaque, un diplomate anglo-saxon disait aux journalistes : « Faites toutes les options que vous voulez des propos de M. Boutros-Ghali, mais n'oubliez pas qu'au bout du compte l'option qui l'emportera se trouve à Paris. » Dans la conférence de presse qu'il a donnée à la suite de la réunion avec les membres du Conseil, M. Boutros-Ghali a expliqué que son objectif est de faire « tout ce qui est nécessaire » pour maintenir les « casques bleus » en Bosnie. Il a rappelé que, depuis trois ans, 162 soldats de la Forpronu, dont 37 français, sont morts et que 1 420 ont été blessés.

« La situation en Bosnie a changé et le rôle de l'ONU doit aussi changer », a dit M. Boutros-Ghali, en ajoutant que pour éviter « le syndrome somalien », à savoir le départ des troupes à la suite de pertes, l'ONU pourrait envisager la réduction et la reconfiguration des ses forces en Bosnie. Evitant à plusieurs reprises des questions sur les zones de sécurité, le secrétaire général a tout de même noté que le Conseil n'avait toujours pas répondu à ses demandes sur la redéfinition de ces zones : « Le concept des zones de sécurité n'est pas clair et l'ONU n'a pas les moyens de les protéger. J'ai dit cela à deux reprises au Conseil de sécurité. »

En somme, si la sécurité des soldats de la Forpronu semblait être à la base des réflexions de M. Boutros-Ghali, ainsi que de la plupart des membres du Conseil, alors que Sarajevo subissait ce mardi 16 mai

des combats féroces, la vulnérabilité de la population civile en Bosnie ne semblait pas être à l'ordre du jour à New York.

Pour le représentant de la Bosnie-Herzégovine, les options de M. Boutros-Ghali restaient « extrêmement suspectes ». « Si la réduction du nombre des soldats dans les zones de sécurité veut dire que le gouvernement bosniaque sera doté des moyens de les défendre lui-même, à savoir la levée de l'embargo sur les armes, nous nous en félicitons », déclarait l'ambassadeur Mohamed Sacitbey. Mais si l'ONU a décidé de réduire le nombre des soldats sans nous donner quoi que ce soit en échange, c'est inacceptable. »

Afsané Bassir Pour

■ LA HAYE : le Tribunal pénal international (TPI) chargé de juger les crimes commis dans l'ex-Yugoslavie a annoncé, mardi 16 mai à La Haye, sa décision de reprendre l'enquête menée par les autorités de Sarajevo sur les leaders politique et militaire serbes bosniaques, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, ainsi que sur l'ancien chef de leur police spéciale, Mico Stanisic. Chés le mois dernier comme suspects de « crimes de guerre et crimes contre l'humanité », les trois hommes pourraient faire l'objet « d'ici à la fin de l'année » d'une mise en accusation. Faisant explicitement référence aux procès de Nuremberg et de Tokyo, le juge a insisté, lors d'une audience publique, sur « la responsabilité individuelle des personnes en position d'autorité ». — (AFP)

Les partis « réformateurs » russes tentent de se regrouper face à M. Eltsine

Alors que le président souhaite créer deux blocs centristes pour dominer la Douma, Choix de la Russie, de l'ancien premier ministre Egor Gaidar, et Iabloko, de l'opposant Grigori Iavlinski, tardent à s'entendre

MOSCOU

de notre correspondant

Dans la foulée du « parti du pouvoir », les opposants réformateurs russes se sont publiquement lancés, lundi 15 mai, dans les manœuvres préélectorales. Six mois de guerre en Tchétchénie, que la population désapprouve toujours dans sa majorité, n'ont pas servi de catalyseur à un regroupement anti-guerre. Les réformateurs ont, en revanche, frémé quand Boris Eltsine a annoncé, lors du sommet russo-américain, sa décision de créer deux grands blocs centristes pour dominer la future Douma.

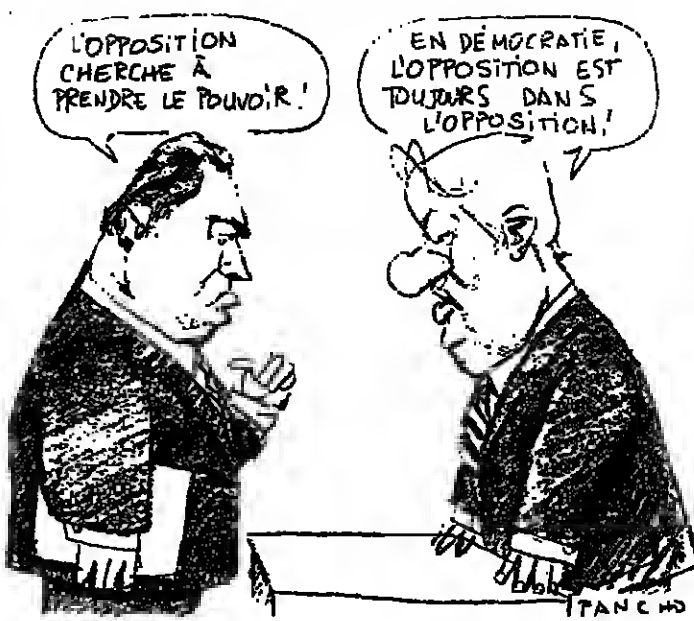
Les opposants démocrates ne peuvent plus se retrancher derrière leurs craintes — par ailleurs fondées — que les occupants du Kremlin, au plus bas dans les sondages, cherchent à reporter les élections législatives de décembre prochain et la présidentielle de juin 1996. Dès le 12 mai, en effet, l'un des deux blocs « eltsinistes » tenait son congrès constitutif en prévision des élections à la Douma. Son nom officiel — « Notre maison la Russie » — a immédiatement été écarté au profit de « parti du pouvoir », que ses promoteurs ne désavouent pas. Et pour cause : la majorité des ministres en place et une bonne moitié des gouverneurs régionaux ont été sommés d'y participer. Le président n'est autre que Viktor Tchernomyrdine, le chef du gouvernement, qui a aussi la haute main sur les principales richesses du pays : le secteur énergétique et les banques qui s'en nourrissent. Des banquiers et chefs d'entreprise — ceux-là mêmes qui, il y a quelques semaines, annonçaient qu'ils aimeraient soutenir des partis prônant le report des élections — étaient d'ailleurs présents au congrès de ce premier bloc électoral. Ce parti de M. Tchernomyrdine n'a donc aucun souci à se faire pour le financement. Les voix des innombrables victimes de la politique de « stabilisation monétaire » n'étant pas négligeables, un deuxième bloc « eltsiniste » était prévu : regroupé autour du président de la Douma, Ivan Rybkine, il devait entraîner les agrariens et autres partis de centre-gauche, dont les Femmes de Russie, pour faire contrepoids au Parti communiste et aux ultra-nationalistes. Mais les « agrariens » comme les Femmes refusent de se fonder dans un bloc patronné par le pouvoir.

MARCHE ARRIÈRE

La même logique est partiellement à l'œuvre dans le « camp démocrate ». Comme lors des élections de décembre 1993, il s'agit principalement de deux partis : Choix de la Russie d'Egor Gaidar et Iabloko de Grigori Iavlinski. Le premier souffre d'avoir été le parti au pouvoir en 1992 — au temps de la brutale libération des prix — et d'avoir approuvé l'assaut contre le Parlement en octobre 1993. Le second ne porte pas ces tares et bénéficie de la relative popularité de son chef, le seul à pouvoir espérer, dans le camp réformateur, un succès lors d'une présidentielle. Ce qui explique en partie pourquoi ils n'arrivent pas à s'entendre malgré, semble-t-il, une forte attente dans la population.

Un pas a cependant été fait, dimanche dernier, lors de l'émission télévisée « Itogou » : sur le plateau, MM. Gaidar et Iavlinski ont échangé de bonnes paroles, le premier n'excluant pas de soutenir le second lors de la présidentielle. Le lendemain, M. Gaidar annonçait avoir reçu mandat de son parti pour engager des négociations avec Iabloko en vue d'une alliance électorale. Mais M. Iavlinski faisait aussitôt marche arrière : son état-major, dit-on, estime que le nom de M. Gaidar accolé au sien lui ferait perdre des voix.

Pour autant, les prises de position publiques sont en passe de s'ajouter aux jeux de couloirs, « à treize mois de l'élection présidentielle », comme l'a souligné Grigori Iavlinski, pour bien marquer que seule cette dernière compte vraiment. Boris Eltsine n'aurait pas



d'autre choix que d'accepter des élections à la Douma, dont le poids dans la conduite des affaires est pratiquement nul, comme l'a démontré la guerre en Tchétchénie. C'était aussi, pour le Kremlin, le seul moyen de connaître l'état réel du pays pour ajuster son action en vue de la présidentielle. Avec, de plus, une Cour constitutionnelle qui lui est favorable, les ambitions du « parti du pouvoir » sont loin d'être désespérées. C'est pourquoi Grigori Iavlinski a souligné, lorsqu'il fut reçu avec une poignée d'autres chefs de file de l'opposition par Bill Clinton à Moscou, que l'avenir de la démocratie en Russie tient moins à la tenue des élections aux dates prévues qu'à la façon dont elles se dérouleront. Le parti Iabloko n'était pas le seul à douter de leur honnêteté.

Ce qui ne dispense pas les hommes politiques d'annoncer des programmes, et c'est là qu'Egor Gaidar cherche à gagner des points. Alors que Grigori Iavlinski se borne à cultiver l'image d'un opposant irréductible, le chef de Choix de la Russie a énuméré les points fondamentaux de divergence qui l'empêchent de participer au bloc électoral de « centre-droit » créé par le Kremlin : la Tchétchénie, la militarisation du pays (où la réforme de l'armée est

remplacée par un allongement du service militaire) et les privilèges toujours accordés, dit-il, aux secteurs énergéto-matériau et aux lobbies agricoles.

En revanche, affirme Egor Gaidar, son parti soutient la politique économique menée au Kremlin par un de ses membres, le premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubaï, le « père des privatisations ». Mais ce dernier, également sollicité par le « parti du pouvoir », a annoncé, lundi, qu'il suspendait sa participation aux deux mouvements « pour se concentrer sur ses responsabilités économiques ». C'est ce qui avait valu son succès, il y a un an et demi, à Viktor Tchernomyrdine. Et la retenue que manifeste à son tour M. Tchoubaï paraît assez raisonnable pour un homme qui a de l'ambition dans la Russie d'aujourd'hui.

Sophie Shihab

■ ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : M. Gorbatchev envisagerait d'être candidat à l'élection présidentielle de 1996, a indiqué, mardi 16 mai, le journal autrichien Der Standard, qui se réfère à une conversation entre un de ses collaborateurs et l'ancien président de l'URSS, en marge d'un colloque organisé à Saint-Petersbourg. — (AFP)



صحة من العمل

2

4 / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

INTERNATIONAL

Virulente campagne électorale en Espagne

Les polémiques se multiplient entre le gouvernement et l'opposition conservatrice à l'approche des municipales

MADRID
de notre correspondant
José María Aznar, chef de l'opposition au pouvoir socialiste n'est pas encore président du gouvernement, mais c'est comme s'il l'était. « Même avant d'arriver au gouvernement de l'Espagne, nous assumons les responsabilités de ceux qui ont la charge de gouverner. Nous ne les jetons pas, nous prenons des engagements et nous faisons des propositions concrètes pour l'avenir du pays », s'est exclamé le 16 mai le président du Parti populaire (PP, droite), lors d'un meeting placé dans le cadre de la campagne pour les élections municipales et régionales du 28 mai. C'est pour cette raison que M. Aznar ne veut pas répondre aux attaques des socialistes. « J'ai déjà reçu trop d'insultes, trop de critiques; qu'ils se consacrent à cela, nous autres nous nous consacrons à la tâche de gouverner », a-t-il déclaré, serein et hautain, celui qui a effectivement de bonnes chances de devenir le prochain responsable de l'exécutif. D'ici là, il faudra malgré tout gagner le scrutin à venir mais surtout les élections législatives qui, en principe, ne devront avoir lieu qu'au printemps de 1997.

REFORME FISCALE

L'échéance du 28 mai ne s'annonce pas, il est vrai, trop difficile pour la principale formation d'opposition. Mais si l'on en juge par les premières passes d'armes, dès l'ouverture de la campagne à la fin de la semaine dernière, la bataille sera à coup sûr très dure. Une violente polémique a surgi entre le gouvernement et le parti conservateur sur la réforme fiscale proposée par le PP, qui a refusé de répondre clairement aux contradictions soulevées par les modifications de la baisse de l'impôt sur le revenu. Francisco Alvarez Casco, numéro deux du PP, a même affirmé sans rire que les détails de la réforme ne seraient connus que quand son parti serait au pouvoir. Ce que Pedro Solbes, ministre de l'économie et des finances, a qualifié de « chèque en blanc ».

Pour le moment, le PP pratique l'esquive et brandit son tout nouveau programme après s'être fait tant reprocher de ne pas en avoir. Le parti au pouvoir tente d'en débiter les lacunes afin d'amener son rival à se découvrir un peu plus. Mais le PP reste de marbre face aux attaques violentes du numéro deux du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), Alfonso Guerra, qui n'hésite pas à lancer que José María Aznar a plus ou moins flirté avec les phalanges dans sa jeunesse ou à l'accuser de « parler avec ceux de l'Opus Dei ». Face à ce durcissement des socialistes, qui font campagne sur le thème « Justement maintenant » (il faut voter socialiste), le PP oppose le mot d'ordre « solutions », car, pour José María Aznar, le 28 mai va indiquer au PSOE « la partie de sortie ».

LA BOURSE REMONTE

En attendant, le régime menacé du président Felipe Gonzalez a sorti toute l'artillerie pour tenter de limiter les dégâts dans les municipalités et à la tête des administrations régionales. L'amélioration des indices économiques, à l'exception de l'inflation (5,2 % sur un an), vient à point nommé pour démontrer le bien-fondé d'une politique économique rigoureuse. La croissance devrait dépasser les 3 % cette année et M. Solbes parie que, en 1996, l'Espagne aura l'indice européen le plus élevé. Le chômage - dont le taux est le plus fort d'Europe - est en baisse pour le troisième mois consécutif. Sur un an, la baisse est de 237 000 personnes pour se situer désormais à 2,5 millions de chômeurs selon les chiffres de l'INEM, équivalent de l'ANPE. L'objectif de création d'une moyenne de mille emplois par jour est pour le moment tenu.

Autre bonne nouvelle, qui réconforte les socialistes, la nette remontée de la Bourse et l'amélioration de la peseta qui, au cours des deux dernières semaines, ont pratiquement récupéré les pertes des cinq derniers mois. La dévaluation

de 7 % du 5 mars est effacée, ce qui fait dire au gouvernement que ce quatrième réajustement de la monnaie espagnole n'était pas aussi dramatique que les prophètes de malheur le disaient. On est passé d'une situation « trop pessimiste à une autre trop optimiste », tempèrent les analystes.

Dans ces conditions, Felipe Gonzalez espère bien amortir la probable défaite du 28 mai pour ensuite profiter de la relance économique qui s'annonce ferme et utiliser le tremplin de la présidence européenne du deuxième semestre afin de magnifier l'action de son gouvernement. Ces deux facteurs placeraient les socialistes dans une position meilleure au début de l'an prochain au cas où il faudrait anticiper les élections générales, ce que le président Gonzalez refuse actuellement, arguant du soutien des nationalistes catalans qui lui confère une majorité absolue.

GRÈVE DES MÉDECINS

Dans l'immédiat toutefois, le pouvoir est aux prises avec un conflit social qui, depuis le début de la semaine dernière, ne cesse de prendre de l'ampleur. Les deux tiers des hôpitaux du secteur public sont affectés par une grève des médecins qui réclament une augmentation de salaires de 100 000 pesetas (4 000 francs), alors que l'administration n'offre que 30 000 pesetas. Toutes les tentatives de négociations ont pour l'instant échoué et le mouvement continue de s'étendre. Ce conflit dur a d'importantes répercussions sur le système sanitaire déjà défectueux en raison de l'adaptation de l'offre par rapport à la demande. S'il s'étend, il risque de déborder sur la campagne électorale déjà passablement crispée.

Michel Bole-Richard

AVIS AU PUBLIC

Route Nationale 11

Aménagement à 2 x 2 voies entre Ferrières et le Département des Deux-Sèvres.
Sections : Ferrières/La Laigne - Déviation de La Laigne - La Laigne/Mauzé sur le Mignon

La Préfecture de la Charente Maritime
- Direction Départementale de l'Équipement - Communique :

Par arrêté préfectoral n° 95.873 du 15 mai 1995 pris en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le Préfet a prescrit l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de mise à 2 x 2 voies de la Route Nationale 11 entre Ferrières et le Département des Deux-Sèvres - section Ferrières/La Laigne - Déviation de La Laigne et La Laigne/Mauzé sur le Mignon, situés sur le territoire des communes de Benon, La Laigne, Saint Pierre d'Amilly et Cram Chaban :

du 06 juin 1995 au 17 juillet 1995 inclus

Une commission d'enquête, désignée par le Tribunal Administratif de Poitiers, en date du 24 avril 1995 est composée :

- d'un président Monsieur Roger FRAIGNEAUD, Ingénieur Agronome en retraite.
- de deux commissaires enquêteurs titulaires Messieurs Henri PINEAU, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics en retraite et Maurice HOUDEAU, Directeur Départemental Honoraire du Travail et de l'Emploi.

- et de deux commissaires enquêteurs suppléants Messieurs Roland RAYELAÏE, Lieutenant Colonel en retraite et André DELAHAYE, Officier de gendarmerie en retraite.

Pendant la durée de l'enquête, soit du 06 juin 1995 au 17 juillet 1995 inclus, le dossier d'enquête sera déposé à la mairie de La Laigne, siège de l'enquête, ainsi que dans les mairies de Benon, Cram Chaban et Saint Pierre d'Amilly pour y être consulté par les personnes qui voudront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public, soit :

- La Laigne : du lundi au vendredi de 13 h à 15 h.
- Benon : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 16 h à 18 h.
- Cram Chaban : les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi de 9 h à 12 h.
- Saint Pierre d'Amilly : les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 14 h à 17 h.

Dans chacun de ces lieux, les intéressés pourront à leur choix formuler leurs observations directement sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit à un membre de la commission d'enquête dans chacune des mairies concernées qui devra les annexer aux registres d'enquête.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public, aux jours et heures suivants, en mairies de :

- Cram Chaban : le mardi 06 juin 1995 de 9 h à 12 h et le samedi 08 juillet 1995 de 9 h à 12 h
- La Laigne : le mardi 06 juin 1995 de 13 h à 16 h
- Benon : le vendredi 16 juin 1995 de 14 h à 17 h
- St Pierre d'Amilly : le mercredi 21 juin 1995 de 14 h à 17 h

La commission d'enquête recevra également les observations du public en mairie de :

- La Laigne : le lundi 17 juillet 1995 de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30.

A la clôture de l'enquête, la commission d'enquête dispose d'un délai de 30 jours (trente) pour entendre toutes personnes qu'elle paraît utile de consulter pour établir un rapport et formuler ses conclusions.

Les copies du rapport et des conclusions seront déposées à la Préfecture de la Charente Maritime, dans les mairies concernées pour y être tenues à la disposition du public aux heures d'ouverture des bureaux pendant 1 an à compter de la clôture de l'enquête.

Une circulaire que la NRA, le groupe de pression américain sur les armes à feu, a adressée à ses millions d'adhérents fait scandale : on y compare

les agents du FBI à des « nazis ». C'est ce type de rhétorique qui alimente la mouvance d'extrême droite dont sont issus les deux suspects inculpés

dans l'attentat d'Oklahoma City. Incidemment, le débat sur l'interprétation du « droit » des Américains à posséder des armes est ouvert.

WASHINGTON

de notre correspondante
Le lobby américain des armes à feu, la toute-puissante National Rifle Association (NRA), a perdu l'un de ses trois millions quatre cent mille membres. Pas de quoi, a priori, semer le trouble dans l'imposant immeuble de verre bleu qui abrite, en Virginie, le siège de l'organisation. Pourtant, dans l'onde de choc de l'attentat d'Oklahoma City, cette défection-là ébranle la NRA, grande pourvoyeuse de fonds électoraux : le transfuge n'est autre que l'ancien président George Bush, qui a fait connaître les raisons de sa démission.

Chasseur invétéré, George Bush a voulu, par ce geste, protester contre le contenu d'une lettre de la NRA à ses adhérents peu avant l'attentat à la bombe qui a causé, le 19 avril, la mort de 167 personnes dans un bâtiment fédéral d'Oklahoma City. En comparant les agents fédéraux des forces de l'ordre à des « nazis », en les qualifiant de « bandits » prêts à « tuer les citoyens respectueux de la loi », cette circulaire, a déclaré M. Bush, « offense profondément [son] sens de la décence et de l'honneur ». Tandis que le président Clinton enfonce le clou, lundi 15 mai, en rendant hommage à « la belle lettre » de son prédécesseur républicain, la NRA, sur la défensive, achetait, le même jour, une page entière de publicité dans une douzaine de journaux, dont le New York Times et le Washington Post, afin de répondre à George Bush.

Bien que commis à l'explosif et non à l'arme à feu, l'attentat d'Oklahoma City a remis la NRA sur la sellette. Sa rhétorique, sous couvert de défendre le droit à porter des armes, alimente la mouvance d'extrême droite dont sont issus les deux suspects jusqu'ici inculpés, Timothy McVeigh et Terry Nichols, mouvance hostile aux

agents de l'autorité fédérale. Cette rhétorique s'appuie essentiellement sur une interprétation de la Constitution que la plupart des juristes estiment erronée : le deuxième amendement, affirmant les partisans des armes à feu, consacre « le droit inviolable des gens à porter et détenir une arme », sorte de spécificité du folklore américain. L'équivalent, pour eux, du sacro-saint premier amendement qui proclame, lui, la liberté d'expression, de réunion et de religion.

était, dans l'esprit des pères fondateurs, d'« assurer la continuation et l'efficacité » des milices d'État, a estimé la Cour dans un arrêt-clé de 1939, *United States versus Miller*. Plus récemment, la justice américaine n'a rien trouvé à redire lorsqu'une ville de la grande banlieue de Chicago, Morton Grove, a décidé d'interdire les armes de poing sur le territoire de la commune : « Le deuxième amendement ne garantit pas le droit de porter et de détenir des armes », a jugé une cour d'appel fédérale ; la Cour suprême

deuxième amendement est devenue absolue, écrit un professeur de droit de Columbia University ; le président n'a pas à s'en préoccuper ». Faux, rétorquent trois de ses collègues d'autres universités, c'est là « une vision discréditée du deuxième amendement ».

La tragédie d'Oklahoma City a, au moins provisoirement, brisé l'élan des républicains et du lobby des armes à feu pour repousser la législation sur le contrôle des armes ; il s'agit essentiellement de deux lois, votées en 1993 et en 1994 sous l'impulsion de Bill Clinton, l'une instituant une période d'attente de cinq jours avant l'achat d'une arme pour vérifier les antécédents judiciaires du client, l'autre interdisant dix-neuf types d'armes d'assaut. L'abrogation de cette dernière par le Congrès était inscrite à l'ordre du jour pour la mi-mai : les dirigeants républicains viennent d'en reporter la discussion à l'automne.

Par une étrange coïncidence, c'est dans ce climat peu propice à la libre circulation des armes que la Cour suprême a invalidé, le 26 avril, par cinq voix contre quatre, une loi fédérale de 1990 interdisant la possession d'armes à feu dans un rayon de 300 mètres autour des écoles. Le président Clinton s'est dit « terriblement déçu » par cette décision, qu'il a promis d'essayer de contourner par de nouvelles approches. En réalité, cette décision ne traduit pas une hostilité de principe au contrôle des armes à feu, mais une volonté de freiner une dérive « fédéraliste » du Congrès qui, depuis un arrêt historique de 1937, a tendance à légiférer dans des domaines relevant traditionnellement de la compétence des autorités locales ou des États, comme la sûreté publique ; quarante des cinquante États américains ont d'ailleurs leurs propres lois interdisant les armes à feu à l'école. Les partisans de la limitation des armes à feu ont néanmoins pris la décision de la Cour suprême comme un avertissement : pour le sénateur démocrate Herb Kohl, « c'est une invitation à attaquer en justice d'autres lois fédérales sur les armes, sur la drague, sur les droits civiques ou sur l'environnement ». Une brèche est-elle ouverte ? L'ironie serait que, à défaut de parvenir à ses fins politiquement au Congrès, le lobby des armes à feu obtienne, par ce blais juridique, gain de cause devant la Cour suprême.

Sylvie Kauffmann

Les habits neufs du président argentin

A peine réélu, Carlos Menem s'attache à modifier son image

BUENOS AIRES

de notre envoyé spécial

Décidément, Carlos Menem est un homme dévouant à plus d'un titre. Certes, il n'a jamais cessé de l'être, mais il persiste à surprendre son monde avec une singulière application. Alors qu'il vient d'être réélu à la présidence - ce qui est on ne peut plus remarquable en Argentine - et bien réélu, puisqu'il dispose désormais d'une majorité absolue au Parlement, M. Menem reste insatiable.

Dimanche soir, pour sa première apparition publique, juste après l'annonce de sa victoire, un journaliste vedette de la télévision s'est étonné ouvertement de ne pas le voir « triomphant ». M. Menem a eu une excuse immédiate : il ne pouvait se joindre outre mesure, puis, qu'il portait toujours le deuil pour la mort de son fils « Carito », tué dans un accident d'hélicoptère deux mois plus tôt.

Lundi soir, M. Menem a réjoui avec constance cette scène du triomphe très modeste. Devant un groupe de journalistes européens, il s'est évertué à compléter sa nouvelle image. Coiffé court et avec soin, vêtu d'un costume bleu marine très strict, il a parlé avec une courtoisie appuyée, sur un ton un peu las. Et cependant, il ne s'est pas privé de dénoncer l'image « déplorable » que

continue de véhiculer à son endroit la presse, étrangère notamment.

Qu'on se le dise : son parti et son pays ont « changé », sous-entend-il. Carlos Menem aussi. Que ceux qui l'avaient connu au moment de sa conquête du pouvoir oublient l'image qu'il s'était soigneusement construite alors, celle d'un fils d'immigrants proche-orientaux, qui avait poussé le sens de l'intégration jusqu'à se donner l'allure d'un « gauchiste » aux cheveux longs. Et entendait résolument reprendre le flambeau vénéré du péronisme.

PÉRONISME « MODERNISÉ »

Quel « changement » ! - mot qui revient sans cesse dans sa conversation. Peron avait nationalisé, Menem a privatisé. Le très populaire général Peron était considéré comme anti-américain, au point d'être fustigé pour son « neutralisme » quasi « nazi » durant la deuxième guerre mondiale. M. Menem s'est rabiboché avec les États-Unis, comme il a trouvé un *modus vivendi* avec la Grande-Bretagne, en souhaitant parvenir à un gentleman agreement sur la souveraineté des Malouines.

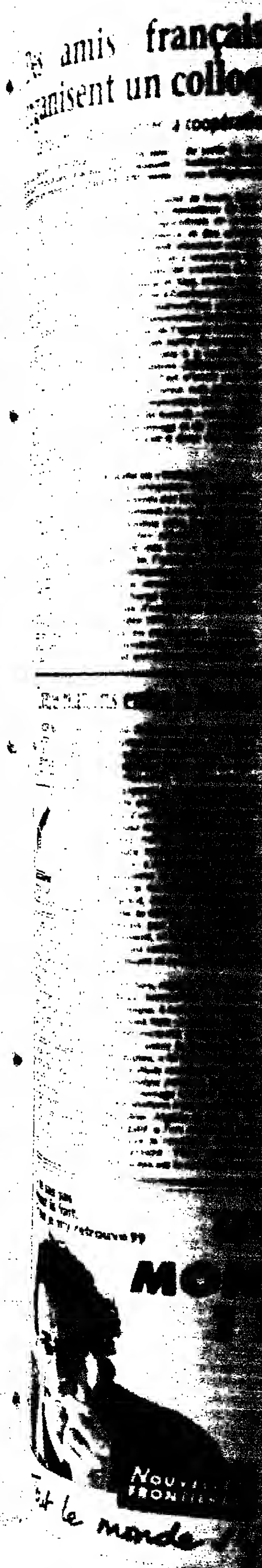
L'Argentine a oublié son nationalisme pour se lancer avec détermination dans l'expérience du Mercosur, le marché commun de l'Amérique australe, et s'est repla-

cée dans la communauté internationale jusqu'à fournir ses contingents de « casques bleus » ici ou là.

Pour les prochaines années de son nouveau mandat, M. Menem n'a qu'un sobriquet d'ordre : « Combattre la réforme », c'est-à-dire libéraliser davantage et tous azimuts. Quand on lui dit qu'il a contredit le péronisme, il répond que si des portraits du général Peron et de sa « sainte » femme « Evita » sont au mur de sa salle d'audience, cela ne peut surprendre dans un pays où son prédécesseur radical, Raúl Alfonsín, avait pris la décision de baptiser deux artères de Buenos Aires des noms de ce couple toujours béni par la plupart des Argentins.

Mais quand le chef de l'État soigne sa nouvelle image, son « ami » Eduardo Duhalde, gouverneur de la province de Buenos Aires, se veut plus direct. Il dit que le parti péroniste est « davantage un mouvement, un outil électoral, en permanente évolution, qui n'a jamais eu de véritable doctrine ». Dans ces conditions, comment s'étonner que le péronisme se soit « mal démodé », comme le déclare M. Menem, et que ce dernier ait oublié ses frasques et ses éclats, ses promesses presomptueuses, pour se présenter comme un chef d'État « comme les autres ».

Francis Comu



Des « amis » français de l'Irak organisent un colloque à Paris

Ce forum vise à relancer la coopération avec Bagdad

Munie de visas délivrés par le Quai d'Orsay, une délégation de hauts fonctionnaires irakiens, parmi lesquels un diplomate déclaré *persona non grata* en 1990, tente de sortir de son isolement international le régime de Saddam Hussein. Ce dernier vient d'envoyer un chaleureux télégramme de félicitations au président Chirac.

IL FAUT VOUEUR à l'Irak une indéfectible « amitié » pour organiser, mercredi 17 mai – jour de la passion de pouvoirs entre François Mitterrand et Jacques Chirac –, un colloque sur les « perspectives de coopération avec l'Irak ». L'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf) n'a pas hésité à le faire. Une délégation irakienne de sept membres, conduite par Salah el Moukhtar, président de l'Organisation pour la paix, l'amitié et la solidarité assistera à ce forum, qui aura lieu à l'Assemblée nationale.

Créée en 1991, l'Adraf est une association privée. Son président, Ahmed Chaker, qui a maille à partir avec la justice française, a ses entrées en Irak, où il pilote les hommes d'affaires étrangers. Mais sont annoncées, lors du colloque, des « interventions » de deux députés de la « majorité », Yves Bonnet – ancien directeur de la DST sous la gauche, député UDF-RPR de la Manche –, et Jacques Féron – député CNL, app. RPR à Paris, adjoint au maire. M. Bonnet a été contacté dans le cadre des consultations visant à former un nouveau gouvernement (Le Monde des 14-15 mai). Deux sénateurs – Serge Mathieu et Jean-Jacques Robert – devraient, eux aussi, prendre la parole.

La délégation irakienne, dont

les membres sont de hauts fonctionnaires des ministères de l'industrie, de l'agriculture, de la santé, du commerce et des affaires étrangères, doit séjourner une semaine à Paris, et y rencontrer des représentants de sociétés françaises. Oudal el Tayi, ancien attaché de presse à l'ambassade d'Irak en France, aujourd'hui vice-président de l'association Irak-France et directeur de l'agence irakienne de presse, fait partie du voyage. Il n'y aurait rien à y redire, si, comme d'autres diplomates irakiens, M. el Tayi n'avait pas été déclaré *persona non grato* en France, en septembre 1990 – après l'invasion du Koweït – pour activités d'espionnage et de renseignements. Aurait-il donc été « blanchi » ?

LA LEVÉE DE L'EMBARGO

Cette délégation est munie de visas délivrés par le Quai d'Orsay, contrairement à ce qui s'était passé en octobre 1994, lorsque le ministère des affaires étrangères avait été mis devant le fait accompli de l'arrivée imminente d'une délégation irakienne, à laquelle le ministère de l'Intérieur s'était chargé d'accorder les autorisations d'entrée (Le Monde du 31 octobre 1994).

Tout en demeurant extrêmement prudents – la France, disent-ils, quel que soit son président, est

liée par les résolutions du Conseil de sécurité vis-à-vis de l'Irak –, les « amis » de Bagdad, toutes tendances politiques confondues, espèrent que, sous la présidence de M. Chirac, les choses bougeront. Les Amitiés franco-irakiennes – qui viennent d'élire un nouveau président en la personne de l'ambassadeur Marc Bonnefous, ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay et ancien conseiller diplomatique du gouvernement de M. Chirac – ont lancé un nouvel appel pour la levée de l'embargo contre l'Irak, qui a déjà recueilli une cinquantaine de signatures d'intellectuels.

Dans une lettre adressée au président élu, Saddam Hussein a appelé de ses vœux une amélioration des relations avec Paris, « je souhaite vous rappeler l'action commune que nous avons menée il y a vingt ans pour construire des relations privilégiées entre l'Irak et la France », écrit-il. Et d'ajouter : « Après votre accession à la présidence de la France, nous espérons que les relations entre nos deux pays reprendront leur cours, sur les mêmes bases et avec la même vitalité, dans l'intérêt mutuel et celui de la paix, de la sécurité, du développement et de la justice, dans notre région et dans le monde. »

Mouna Naim

L'avenir des relations entre la France et le monde arabe

JACQUES FRÉMEAUX a choisi de traiter les relations de la France avec « le monde arabe », depuis 1958, sous l'angle de « la politique de défense », entendue comme

« l'ensemble des moyens destinés à assurer le maintien de l'identité française ». Rétrospective condensée mais

complète tant pour ce qui concerne les relations bilatérales que les événements ou thèmes-clés de cette région. Spécialiste d'histoire coloniale des XIX^e et XX^e siècles et de l'histoire du monde arabe contemporain, l'auteur est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV (Sorbonne). De la guerre d'Algérie à celle du Golfe, en passant par les ventes d'armes, la guerre du Liban, la menace terroriste, l'islamisme et l'immigration, son ouvrage déborde sur les voisins du monde arabe, l'Iran et Israël, mais aussi sur la sécurité en Méditerranée et en Europe.

Sans jamais contester le devoir de « vigilance », voire la nécessité de construire « un solide système de défense, de nature à dissuader les aventuriers de tous ordres »,

Jacques Frémeaux n'en relativise pas moins les menaces. Il ne faut pas, dit-il, que les Français voient « de nouveaux Hitler dans les Saddam (Husseïn), les Khoméini et leurs épigones ». Rien ne prouve à son avis que « les islamistes soient animés d'une idéologie plus dangereuse pour la paix mondiale que des régimes notionalistes, comme l'exemple irakien l'a amplement montré ». L'auteur met aussi en garde contre la tentation d'« amplifier » le terrorisme. La France, estime-t-il, doit se construire un système de défense qui ne soit pas contredit par les exportations d'armement, et se doter d'une politique qui contribue à la stabilité économique et sociale de cette région.

Dans *Paris, capitale arabe*, Nicolas Beau, journaliste à L'Exposition, évoque, à travers les réseaux qui se sont faits et défaits à Paris, le dépeçage progressif des relations entre la France et les États arabes. « Ni histoire diplomatique, ni étude sociologique, encore moins analyse politique internationale », l'ouvrage est une enquête sur les relations avec quatre pays : Irak, Libye, Algérie et Maroc. Bilan négatif si l'on exclut les soutiens que le royaume chérifien s'est assuré. Plus grouillant d'anecdotes est le récit des tenta-

tives avortées de créer des groupes de pression et du follement éphémère de la presse « sous influence ». Un chapitre sur l'Institut du monde arabe (IMA) en dit long sur les grenouillages en tous genres et les influences exercées par les régimes arabes sur son président Edgar Pisani. D'où la paralysie de l'IMA, censé être une « oasis de liberté », mais devenu un centre culturel « sans âme, sans impulsion, sans actualité ».

Un long développement est consacré aux immigrés et à la montée de l'islamisme. L'auteur mise sur le « sang neuf » de l'immigration et souhaite que Paris se focalise sur ces « solides anticorps » à la « dérive islamiste » qui se constituent au sein des communautés d'origine étrangère. Paris pourrait aussi devenir, selon lui, « la capitale d'une théologie musulmane moderniste, d'une presse arabe vivante, d'échanges universitaires au long cours, de transferts technologiques fructueux ».

M. Na.

★ *Le Monde arabe et la Sécurité de la France depuis 1958*, par Jacques Frémeaux, Presses universitaires de France, 327 p., 198 F.
★ *Paris, capitale arabe*, par Nicolas Beau, Le Seuil, 319 p., 130 F.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »

Tourisme Québec

MONTREAL 1 790 F



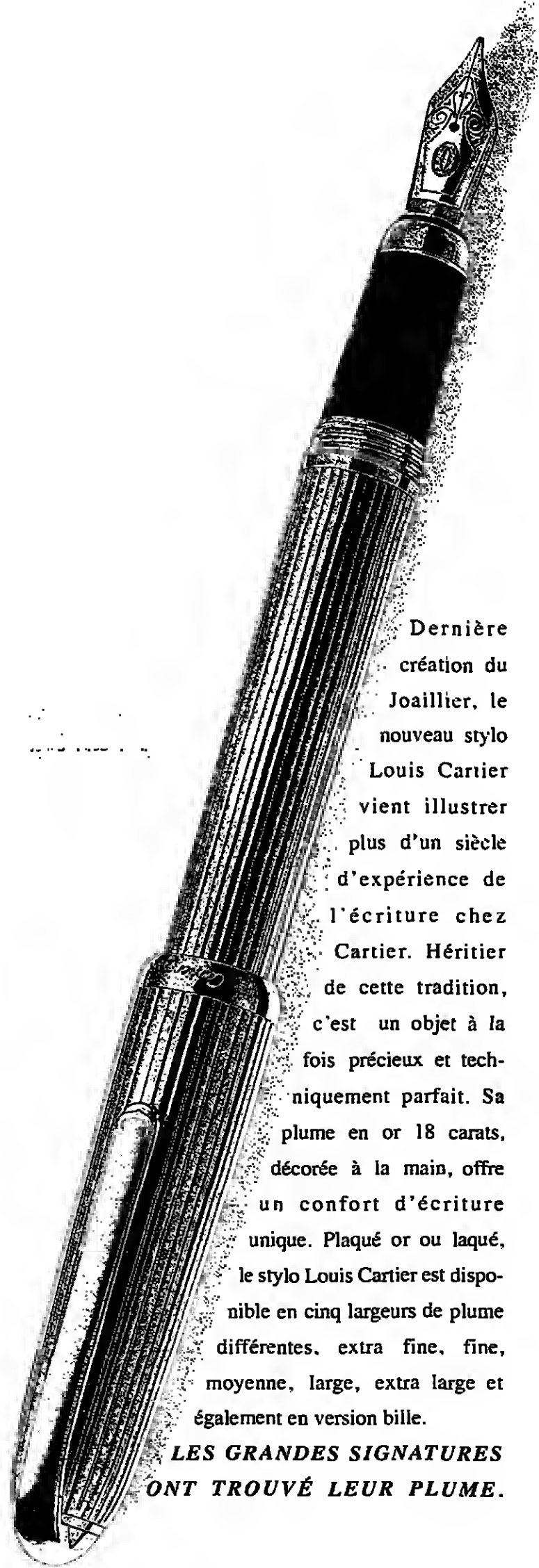
NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

- vol aller retour
- départ de Paris
- hors taxes aériennes
- à certaines dates
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF*

* 1,27 la minute

Nouveau Stylo
Louis Cartier



Dernière création du Joaillier, le nouveau stylo Louis Cartier vient illustrer plus d'un siècle d'expérience de l'écriture chez Cartier. Héritier de cette tradition, c'est un objet à la fois précieux et techniquement parfait. Sa plume en or 18 carats, décorée à la main, offre un confort d'écriture unique. Plaqué or ou laqué, le stylo Louis Cartier est disponible en cinq largeurs de plume différentes, extra fine, fine, moyenne, large, extra large et également en version bille.

LES GRANDES SIGNATURES ONT TROUVÉ LEUR PLUME.

Cartier

JOAILLIERS DEPUIS 1847

EN VENTE DANS LES BOUTIQUES CARTIER ET CHEZ LES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS - INFORMATIONS AU 42.18.55.18

50

Les « étudiants en religion » afghans vont de défaite en défaite

Le camp de l'ex-président Rabbani conforte sa position politique

Dirigées par le commandant Massoud, les forces de l'ancien président Rabbani - installées à Kaboul depuis fin 1992 et toujours en place malgré ses

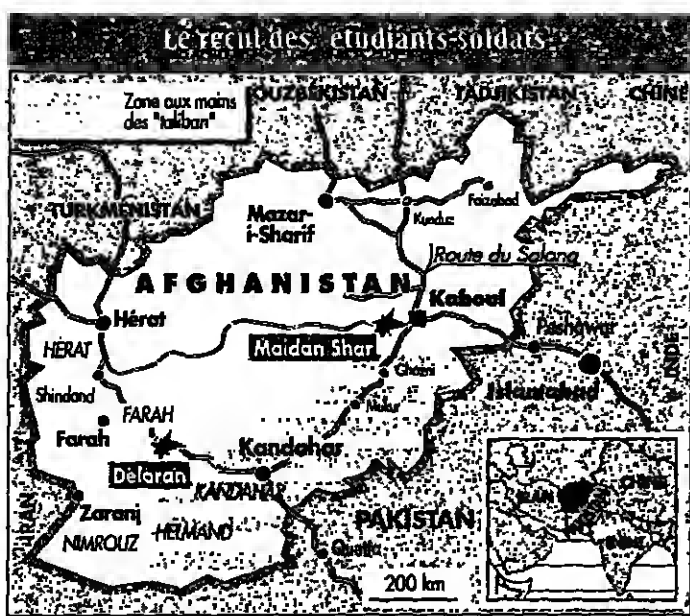
promesses de départ - marquent des points sur le terrain face à ces talibans qui avaient défrayé la chronique cet hiver. Le « camp présidentiel »

cherche aussi à reprendre l'initiative politique, renouant le dialogue avec un homme-clé du pays : le général ouzbek Rashid Dostom.

DÉJÀ DUREMENT refoulés de Kaboul, début mars, par les forces loyales à l'ancien président Rabbani sous le commandement d'Achmed Shah Massoud, et désormais harcelés sur une nouvelle ligne de résistance située à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale afghane, les talibans sont en train de subir une autre défaite dans l'ouest du pays, annonce l'AFP.

Les « étudiants en religion » avaient entrepris, au printemps, de tourner leur effort stratégique contre le principal allié de l'ex-chef de l'Etat : Ismail Khan, un Tadjik qui, après avoir tenu en respect l'armée rouge dans les années 80, a été nommé « Emir de l'Ouest » par les notables d'une demi-douzaine de provinces centrées sur Herat. Or, après une poussée qui les avait menés, en avril, à 65 kilomètres au sud de cette métropole de l'Afghanistan occidental, ils se font, depuis le début mai, repousser vers leur propre « camp de base » : Kandahar - principale ville du sud de l'Afghanistan et capitale de l'ethnie majoritaire pashtoune - dont ils s'étaient emparés sans coup férir, début novembre 1994.

Après avoir essuyé une défaite devant la base jérémienne ex-soviétique de Shindand et avoir ainsi perdu la province de Farah, ils ont livré de durs combats à Zaranj, chef-lieu de la province de Nimroz. Là, l'aviation et l'artillerie des « présidentiels » (les soldats d'Ismail Khan ont été rejoints par deux mille hommes envoyés en renfort par Kaboul) ont bombardé leurs positions pendant deux jours avant de réussir, selon une source iranienne, à les chasser, le mardi 16 mai. Un grand nombre de talibans auraient été tués, selon l'agence iranienne Ima. Les « étudiants-soldats » ont été, en outre, vivement « accrochés », mardi, autour de Delaran, à 200 kilomètres à l'ouest de Kandahar. Leurs adver-



saires auraient déjà pris des positions dans l'Helmand, province limitrophe de Kandahar.

Entrés dans le « grand jeu » afghan à l'automne 1994, les talibans - de jeunes guerriers aux convictions intégristes qui s'étaient d'abord réunis autour d'écoles coraniques, notamment dans les camps de réfugiés du Pakistan - avaient rapidement accumulé les succès, jusqu'à dominer, à la fin de l'hiver, une douzaine de provinces du sud de l'Afghanistan, la seule partie du pays qui, à ce jour, demeurait sans structure politique après la chute, en avril 1992, du communisme.

« TUTEUR » DES CHITES

Si ces succès se confirmaient, ils renforceraient la main de M. Rabbani, qui n'évoque plus l'hypothèse de son retrait du devant de la scène politique. Il est vrai que nul ne le lui demande plus avec insistance depuis que le secrétaire général des Nations unies, prenant

acte des échecs successifs de son organisation en Afghanistan - en dernier lieu de celui, cet hiver, de l'ancien ministre des affaires étrangères tadjik Mahmoud Mesini - a renoncé à avoir un représentant personnel dans ce pays.

Devenu « tuteur » de fait des nombreux chites de Kaboul depuis qu'il a infligé une rude défaite à leur organisation (Wahdat) au début de mars dans le sud de la capitale, le camp présidentiel tente maintenant de se réconcilier avec un autre de ses anciens alliés devenu son adversaire dans ce puzzle complexe et mouvant : le chef des milices ouzbèkes ex-communistes Rashid Dostom, « patron » de fait d'une bonne partie du nord du pays autour de la grande ville de Mazar-i-Sharif, qui jouit de surcroît de l'appui inconditionnel de l'Ouzbékistan et de celui, plus nuancé, de la Russie. Le 1^{er} janvier 1994, le général Dostom s'était, en un nouveau retournement, allié au chef intégriste Gulbuddin Hekma-

tyar, après qu'il eut aidé le commandant Massoud d'abord à renverser le régime de Najibullah hérité de l'ex-URSS, puis à conforter à Kaboul son pouvoir face aux autres factions islamiques.

Le camp présidentiel a reconnu pour la première fois le 15 mai, indique l'AFP, qu'un « contact » a été pris avec Rashid Dostom, contre lequel M. Rabbani avait pourtant lancé une déclaration de « djihad » (guerre sainte) en 1994. Abdur Rahman, ministre de l'aviation et bras droit politique d'Achmed Shah Massoud, a déclaré avoir récemment rencontré le général Dostom à Moscou. Les contacts portent notamment sur la réouverture de la route du Salang, qui relie la capitale au nord du pays à travers l'Hindou Kouch. Les autres points en discussion, précise l'AFP, sont la fin de « l'état de guerre » entre les deux factions, la libération mutuelle de leurs prisonniers et la levée de l'ordre de « guerre sainte » lancé contre le Jumbish (Mouvement national islamique) de Rashid Dostom.

Cette annonce est importante. Le retournement du général ouzbek, début 1994, avait en effet été consécutif à des menaces formulées à son encontre par le camp Rabbani et partiellement mises en œuvre sur le terrain militaire dès l'automne de 1993. Et maint observateur avait pu alors noter que l'échec du commandant Massoud avait été son incapacité - à lui, Tadjik, membre d'une minorité - à concevoir et mettre en œuvre une politique reconnaissant les autres minorités, qu'il s'agisse des Ouzbeks ou des Hazaras chites. Le contact ainsi repris avec le chef de l'une des principales ethnies d'Afghanistan augure peut-être, de la part de l'homme fort de Kaboul, d'une approche nouvelle, moins « jacobine », et donc plus afghane.

Jean-Pierre Clerc

L'Ukraine propose de fermer Tchernobyl d'ici à 1999

KIEV. Le gouvernement ukrainien a présenté un calendrier de fermeture de la centrale de Tchernobyl, lors d'une rencontre, mardi 16 mai à Kiev, avec une délégation du G 7. D'après ces propositions, l'Ukraine prévoit l'arrêt du premier réacteur en 1997 et du troisième en 1999. Le second réacteur, à l'arrêt après un incendie en 1991, sera définitivement mis hors service en 1996. Les désaccords persistent, en revanche, sur l'évaluation du coût global de la fermeture de Tchernobyl. Les occidentaux estiment que le chiffre de 4 milliards de dollars avancé par l'Ukraine est trop élevé. - (AFP)

Manifestation

d'exilés cubains à Miami

MIAMI. Plus de 10 000 exilés cubains vivant en Floride ont manifesté, mardi 16 mai à Miami, contre les mesures annoncées au début du mois par le président Clinton, visant à refouler presque automatiquement les boat people cubains, auparavant systématiquement reçus comme réfugiés politiques. La Fondation cubano-américaine, principale organisation anticubaine d'exilés cubains, avait initialement prévu d'organiser une grève d'une journée ; elle s'est contentée de demander la fermeture des bureaux et commerces pendant deux heures, avant le défilé. - (AFP)

EUROPE

■ SLOVAQUIE : environ 15 000 personnes ont manifesté, mardi 16 mai à Bratislava, pour soutenir le président Michal Kovac que le gouvernement de Vladimir Meciar tente de faire démissionner. Dans une lettre ouverte lue à la manifestation, le président Kovac a dénoncé le risque d'une « dégradation de la démocratie slovaque, fragile et parfois désarmée, en un totalitarisme ouvert ou masqué ». - (AFP)

■ HONGRIE : le Parlement a rejeté à une écrasante majorité (251 voix contre 45), mardi 16 mai, un projet de loi sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Le Parti des petits propriétaires, à l'origine de ce projet, avait recueilli une pétition de 200 000 signatures pour demander un référendum sur cette question. - (AP)

■ ALLEMAGNE : la police a trop souvent brutalisé et même « torturé » les étrangers dans les commissariats, affirme Amnesty international dans un rapport publié, mardi 16 mai. Amnesty a recensé plus de 70 cas de mauvais traitements infligés dans les commissariats allemands depuis janvier 1992. Dans deux cas, les coups et les humiliations étaient « assimilables à des tortures ». Le ministre de l'Intérieur a estimé que ces accusations étaient « démesurées ». - (AFP)

ASIE

■ JAPON : un paquet piégé a explosé, mardi 16 mai, entre les mains du secrétaire du maire de Tokyo qui a dû être emporté de plusieurs doigts. Cette agression a eu lieu quelques heures après l'arrestation du chef de la secte Aum Shinri-kyo. La mairie a, en effet, entamé la procédure visant à la dissolution de la secte, qui doit être prononcée par un tribunal. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ MAROC : la sécheresse qui frappe le pays cette année est une catastrophe nationale et, pour y faire face, « le pays a besoin de 3,7 milliards de dirhams (2,5 milliards de francs) », a estimé le roi Hassan II dans une allocution diffusée mardi 16 mai. « La moitié de cette somme est disponible mais les [1,2 milliard de francs restants] doivent provenir du public », a ajouté le souverain, avant de préciser que la récolte céréalière ne dépasserait pas 1,6 million de tonnes cette année, soit le quart d'une récolte moyenne. - (Reuters)

■ ALGERIE : le procès de l'assassin présumé du président Boumediène, le sous-lieutenant Lameur Boumediène, reprendra mercredi 17 mai. Le tribunal criminel d'Alger, après délibération, a estimé illégal le retrait des quatre avocats commis d'office et leur a ordonné de continuer à assurer la défense de l'accusé qui s'est retranché derrière un farouche mûdisme. M. Boumediène promettrait de faire des « révélations » à condition de pouvoir choisir ses défenseurs. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ Les experts de 31 pays et de l'OLP ont entamé, mardi 16 mai au Caire, une réunion sur les institutions de financement du développement au Proche-Orient. « Notre but n'est pas d'annoncer la création d'une banque [de développement] mais d'assurer qu'elle soit viable, efficace et capable de mobiliser les ressources privées et publiques », a indiqué un haut responsable égyptien, Saad el-Faraghi. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ SALVADOR : l'archevêché de San Salvador a accusé, mardi 16 mai, les autorités salvadoriennes de « folles faire » une organisation clandestine nommée « l'Ombre noire », qui a revendiqué une trentaine d'assassinats de présumés délinquants et menacé de mort plusieurs juges. La manière d'opérer des groupes clandestins montre qu'ils sont formés « par les mêmes structures qui dans un passé récent ont organisé les escadrons de la mort », ajoute l'archevêché. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : la fortune personnelle de la famille Clinton est estimée entre 760 015 et 1 775 million de dollars (entre 3,8 et 8,87 millions de francs), a fait savoir la Maison Blanche, mardi 16 mai. Cependant, le président américain a accumulé entre un et deux millions de dollars de dettes auprès de cabinets d'avocats, en raison de frais de justice engagés, notamment dans le cadre de l'affaire de trafic d'influence Whitewater. - (AFP, Reuters)

ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS : le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a plaidé mardi 16 mai pour la stabilité des prix et la réduction du déficit budgétaire. « Il est essentiel d'accélérer le mouvement vers une réduction, voire une élimination, du déficit », a-t-il déclaré. La défiance de l'épargne intérieure oblige les États-Unis à emprunter à l'étranger pour financer le déficit. Il est « peu vraisemblable que nous puissions dépendre indéfiniment des sources étrangères de capital (...). Ce pourrait bien être exactement là le message des marchés de capitaux étrangers ». - (AFP)

■ La production industrielle américaine a baissé de 0,4 % en avril par rapport au mois précédent. Ce recul, qui est dû pour une bonne part à la chute de la production automobile (-4,4 %), survient après la baisse de 0,3 % enregistrée en mars par rapport à février. Sur un an, la progression est de 3,8 %. La Réserve fédérale a indiqué que les capacités de production étaient utilisées à 84,1 % en avril.

■ UNION EUROPÉENNE : la croissance économique devrait atteindre 3,1 % en 1995 et 2,9 % en 1996, selon la prévision adoptée, mardi 16 mai, par la Commission européenne. Cette croissance du PIB des Quinze a été revue à la hausse pour 1995 et à la baisse pour 1996, puisque, à l'automne 1994, la Commission prévoyait des taux de 2,9 % pour 1995 et de 3,2 % pour 1996. - (AFP)

■ MEXIQUE : les investisseurs étrangers ont davantage confiance, cinq mois après la crise financière qui avait provoqué le retrait de trésor, Robert Rubin. Celui-ci s'est cependant déclaré inquiet « de la fragilité » du secteur bancaire. Par ailleurs, la dette extérieure publique du pays a atteint 87,5 milliards de dollars (435 milliards de francs) au premier trimestre, selon le ministère de l'économie. - (AFP)

Une épidémie due au virus Ebola sévit chez des primates de Côte-d'Ivoire

SANS L'ACTUELLE épidémie zairoise, l'information serait sans doute restée confinée au cénacle des réunions et des revues spécialisées de biologie et de médecine tropicale. Elle sera détaillée dans les colonnes de l'édition du 20 mai de l'hebdomadaire britannique The Lancet. Il est acquis qu'une épidémie due à une nouvelle souche du virus Ebola sévit, depuis plusieurs mois, chez des singes primates de Côte-d'Ivoire. Le fait a été confirmé à l'Institut Pasteur de Paris par le docteur Bernard Le Guenno et l'équipe du Centre national de référence des fièvres hé-

morragiques, qu'il dirige avec le docteur Marie-Alice Camprasse.

L'isolement de ce virus a pu être récemment fait chez une éthologie suisse qui a participé, il y a quelques mois, à une mission scientifique en Côte-d'Ivoire. En novembre 1994, lors de l'autopsie d'un singe contaminé, cette femme s'est infectée après avoir manipulé du sang de cet animal. L'apparition de symptômes infectieux inquiétants devait conduire à son hospitalisation à Abidjan puis à son rapatriement dans un établissement helvétique. Les différentes investigations biologiques

ne devaient pas permettre de conclure. Le diagnostic de dengue hémorragique initialement évoqué n'a pu être confirmé.

Grâce aux investigations du docteur Pierre Formenty, médecin vétérinaire et spécialiste d'épidémiologie en poste en Côte-d'Ivoire, le sérum de la malade suisse devait être adressé, en décembre 1994, au docteur Le Guenno qui, après une

indique-t-on de bonne source. De prochaines investigations pourraient permettre d'en apprendre davantage sur les mécanismes de diffusion du virus Ebola au sein des espèces vivantes. Pour l'heure, avant la fin d'une campagne de vulgarisation auprès des populations concernées, les autorités sanitaires ivoiriennes souhaitent que le minimum d'informations soient

86 morts au Zaïre

L'épidémie de fièvre hémorragique due au virus Ebola a fait 86 morts pour 93 cas recensés à Kikwit, à 400 kilomètres à l'est de la capitale zairoise Kinshasa, et dans la région environnante, selon un nouveau bilan publié, mardi 16 mai, par les autorités locales. Le chiffre ne paraît pas démesuré sept semaines après le déclenchement de l'épidémie pour une ville d'un demi-million d'habitants. Dans le centre du Mali, une épidémie de choléra a tué 40 personnes en quelques jours. Mais la spécificité du virus Ebola - plus de 90 % de décès parmi les malades - continue d'effrayer, y compris à l'étranger, où une dizaine de pays, dont le Japon et la Turquie, imposent des mesures prophylactiques à l'arrivée des avions en provenance de Kinshasa.

mise en culture, réussit, pour la première fois, à identifier une nouvelle souche de virus Ebola, différente des trois (Zaïre, Reston et Soudan) déjà connues. Cette nouvelle souche semble très meurtrière chez les primates ivoiriens. « Il faut préciser que les animaux malades se cachent pour mourir, précise le médecin. On ne les retrouve que dans un état de putréfaction avancée, ce qui nous a encore interdit de procéder à des recherches virologiques plus précises ».

Ces nouvelles données devraient rapidement permettre de compléter la cartographie mouvante, biologique et internationale des virus de fièvres hémorragiques. C'est en effet la première fois que l'on réussit à observer un cycle sauvage - naturel - de diffusion de l'un de ces virus. « Le phénomène survient aux confins d'un parc naturel qui, pour des raisons agricoles et économiques, a subi de profonds bouleversements dans ses équilibres écologiques traditionnels ».

Jean-Yves Nau

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

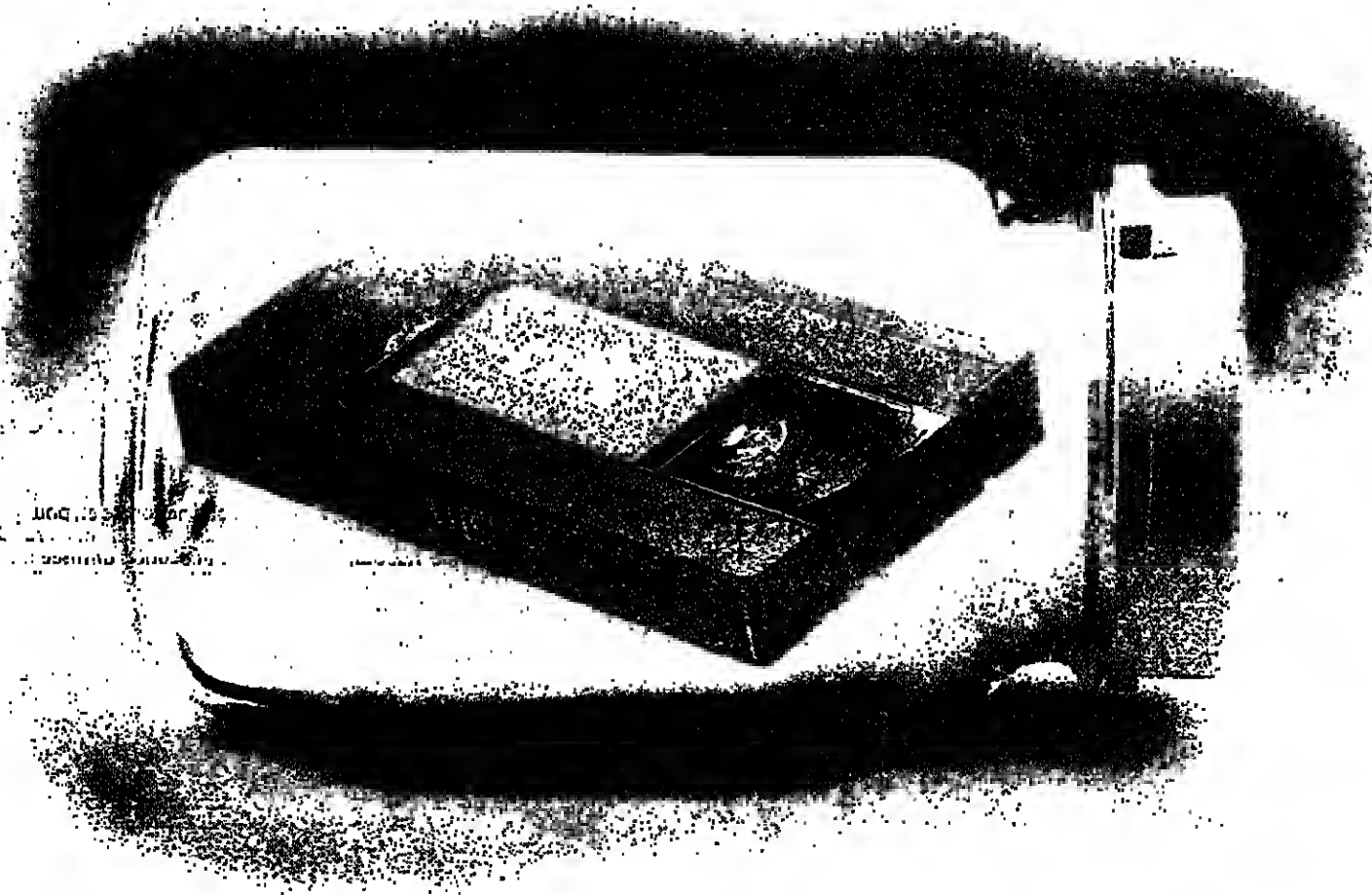
UN APPARTEMENT de 4 PIÈCES PRINC.
au 2^e étage et CAVÉ - à PARIS (6^e)
6, RUE BONAPARTE
Mise à Prix : 2 000 000 F
S'adresser à M^{re} J.-P. PETRESCHI, avocat à PARIS (16^e),
128, bd Saint-Germain. Tél. : 46-33-84-54
VISITES sur les lieux les 24 et 30 MAI 1995, de 10 h 30 à 12 heures

UN APPARTEMENT de 2 PIÈCES PRINC.
au 3^e étage bdt. A - UNE CAVE et UN PARKING
11-11 bis, RUE DES RECOLLETS - PARIS-10^e
Mise à Prix : 800 000 F
S'adresser à M^{re} Didier NAKACHE, avocat à PARIS (16^e),
67, bd Lannes. Tél. : 46-04-61-61 - M^{re} André JACQUIN, avocat à PARIS (17^e),
3, rue Anatole-de-la-Forge. Tél. : 42-67-67-57.
VISITES sur place, le 30 MAI 1995, de 14 heures à 16 heures

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995 / 7

Monsieur le Président, ne laissez pas l'Etat réduire l'industrie vidéo en compote !



Monsieur le Président,

Les sollicitations de toutes parts ne manquent pas...

Il faut cependant que vous sachiez que l'industrie vidéo, c'est aujourd'hui :

Des milliers d'emplois directs et indirects dans des secteurs de pointe en pleine mutation technologique.

Des milliers de programmes, films, documentaires, fictions, films d'animation, reflets d'une production hexagonale riche et d'une production internationale enrichissante.

Plus de 30 millions de vidéos, vendues ou louées, auprès des 15 millions de foyers possesseurs de magnétoscopes.

Un marché de plus de 6 milliards de chiffre d'affaires.

La vidéo, c'est aussi et surtout un formidable espace de liberté qui donne à tous, grâce à une large répartition

géographique de sa distribution, accès à des programmes audiovisuels et cinématographiques de toutes natures...

Or aujourd'hui, une réglementation passiste bloque cette industrie et limite le choix et l'accès de tous à un produit culturel reconnu et populaire.

La chronologie des médias retarde les sorties vidéo et constitue un handicap sérieux pour bon nombre de vidéogrammes.

La taxe vidéo créée récemment pénalise le consommateur et ne favorise en rien la nouvelle production hexagonale.

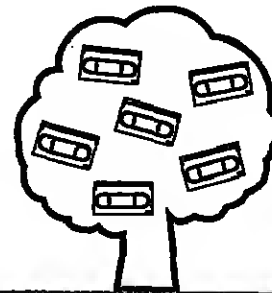
Monsieur le Président,

Permettez aux Français de découvrir en vidéo les films 6 mois après leur sortie en salles, comme c'est le cas dans tous les pays où la création cinématographique est dynamique.

Supprimez la taxe qui a pour seul effet d'handicaper une industrie jeune qui a su enthousiasmer et conquérir les consommateurs.

Alignez la TVA des produits culturels sur le plus faible taux européen.

Pour cela, et pour tout le reste, soyez, Monsieur le Président, par avance remercié.



**Des vidéocassettes pour tous
AVEC LE SYNDICAT DE L'ÉDITION VIDÉO**

**SYNDICAT DE L'ÉDITION VIDÉO
24, rue Marbeuf 75 008 Paris.**

ARSENIC

صحة والبيئة

2

8

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

CHANGEMENTS Après l'investiture officielle du nouveau président de la République, Jacques Chirac, ce dernier devait procéder, mercredi 17 mai dans la soirée, à la

nomination du premier ministre, qui sera, comme prévu, Alain Juppé. Le futur gouvernement comprendra de vingt-cinq à vingt-huit ministres, dont Alain Madelin (économie, fi-

nances et budget), Jean-Louis Debré (Intérieur) et Jacques Toubon (Justice). L'équipe comptera aussi une dizaine de secrétaires d'Etat. ● L'ARRIVÉE à Bercy de M. Madelin

annonce des changements dans le fonctionnement de ce ministère, après ses multiples attaques récentes contre la politique monétaire française. ● LE NOUVEAU gouverne-

ment devrait procéder à une réorganisation des structures de l'Etat. Il pourrait s'inspirer du rapport que Jean Picq a récemment rédigé, à la demande d'Edouard Balladur.

Le gouvernement comportera des ministères aux attributions nouvelles

L'équipe dirigée par Alain Juppé serait notamment marquée par la création d'un ministère de la solidarité entre les générations et d'un ministère de la lutte contre l'exclusion sociale

JACQUES CHIRAC a été officiellement investi, mercredi 17 mai, au Palais de l'Élysée, dans ses fonctions de vingt-deuxième président de la République française depuis Louis-Napoléon Bonaparte, premier président de la 1^{re} République. M. Chirac devient ainsi le cinquième président de la V^e République après le général de Gaulle (1959-1969), Georges Pompidou (1969-1974), Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) et François Mitterrand (1981-1995). Avant de se rendre à l'Élysée, son premier geste a été de rendre hommage à Charles de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne). Cette référence au père du gaullisme, M. Chirac a tenu, également, à la faire dans la courte allocution prononcée à l'Élysée (lire page 34).

La veille, Philippe Séguin a reçu M. Juppé à déjeuner. La journée

de mardi avait été consacrée, une fois de plus, aux spéculations entourant la formation du gouvernement qui sera dirigé par Alain Juppé. Celui-ci devait être nommé dans la soirée du 17 mai ou dans la matinée du 18 mai. Le gouvernement comportera de vingt-cinq à vingt-huit ministres pleins et ministres délégués secondés par une dizaine de secrétaires d'Etat. De nouvelles dénominations ministérielles devraient faire leur apparition comme un ministère du travail, du dialogue social et de la participation, un ministère de la lutte contre l'exclusion sociale où l'on parle de Xavier Emmanuelli, fondateur du Smu social de Paris, et un ministère de la solidarité entre les générations qui pourrait être confié à Colette Codaccioni, député (RPR) du Nord.

Si Alain Juppé, nouveau premier ministre, perd son directeur de ca-

binet du Quai d'Orsay, Dominique de Villepin, qui va prendre le secrétariat général de l'Élysée, il gardera son directeur adjoint, Maurice Courdault-Montagne, qui deviendra directeur du cabinet à l'hôtel Matignon. Ce dernier aura deux adjoints : Patrick Stéfani en charge des affaires régaliennes et Pierre-Mathieu Duhamel responsable des affaires économiques, sociales et financières. Deux chargés de mission compléteront cette équipe rapprochée : Yves Cabana (réforme de l'Etat et Nouvelle Calédonie) et Bruno Racine (questions stratégiques). Chacun des deux directeurs adjoints du cabinet de M. Juppé aura trois conseillers à sa disposition.

La présence d'un trio composé du vice-président du PR et actuel ministre des entreprises, Alain Madelin (pour l'économie, les finances et le budget), du premier

secrétaire général adjoint du RPR, Jean-Louis Debré (pour l'intérieur), du maire (RPR) du treizième arrondissement de Paris et actuel ministre de la culture, Jacques Toubon (justice) semblait acquise dans les allées du nouveau pouvoir, la majorité des autres noms restant tributaire d'équilibres compliqués.

LA RÉSISTANCE DE M. BAYROU

C'est particulièrement vrai pour la mosaïque compliquée de l'UDF, divisée entre « balladuristes » et « chiraquistes », et écartée en six familles d'importance inégales. La composition du gouvernement permettra de tout cas de mesurer l'influence réelle des nouveaux hommes forts de la confédération libérale, en dehors de M. Madelin. Il s'agit, notamment, de Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, de

Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, particulièrement ménagé par M. Chirac et, dans une moindre mesure, de François Bayrou, président du CDS.

Premier en effectifs - il revendique la moitié des 215 députés du groupe UDF de l'Assemblée nationale -, le PR sera le plus richement doté. A son importance numérique s'ajoute, en effet, le choix tactique et finalement payant d'une forte escouade de ses personnalités, M. Madelin, Charles Millon, M. de Charette, Philippe Vasseur et Jean-Pierre Raffarin, entre autres, qui ont soutenu M. Chirac. Il n'en a pas été de même au CDS, tout entier acquis à M. Balladur, à l'exception notable de Claude Gossu, député de Paris et proche de M. Chirac. Ministre de l'éducation nationale dans l'équipe de M. Balladur, le président du CDS s'est opposé vi-

vement au projet de référendum dans ce secteur proposé par M. Chirac au cours de la campagne.

Désireux de quitter ses fonctions actuelles, M. Bayrou, qui revendiquait un grand ministère, a dû composer avec la volonté du RPR de le faire passer sous de ses fourches caudines. Le président du CDS s'est efforcé d'y résister en mettant, un instant, en balance la participation toute entière de sa formation au gouvernement, avant de se raviser. La composition du gouvernement aura évidemment de multiples retombées et notamment à l'Assemblée nationale, où le poste de président du groupe UDF devrait être libéré par M. Millon, appelé au gouvernement.

Olivier Biffaud et Gilles Paris

Alain Madelin, un hérétique dans la citadelle de la « pensée unique »

L'UNE DES GRANDES SURPRISES que devrait réserver la composition du gouvernement d'Alain Juppé est la place qu'y occupera Alain Madelin. A la différence de nombreux autres dirigeants de l'UDF, il n'a pas attendu que Jacques Chirac fasse fi de lui pour lui apporter son soutien ; il en sera remercié en recevant un portefeuille stratégique englobant l'économie, les finances avec tutelle sur le ministre délégué (ou secrétaire d'Etat) au budget.

Sa nomination à la tête de la citadelle de Bercy est inattendue, cependant, pour une double raison : d'abord parce que sa personnalité tranche avec celle de tous ses prédécesseurs ; ensuite, parce que son arrivée ira de pair avec une réorganisation du ministère qui devrait confier à celui-ci des pouvoirs renforcés.

Tous les anciens ministres des finances le savent : le pouvoir de cette fonction, c'est d'abord celui du verbe. A l'arrêt devant leurs écrans Reuters, les opérateurs sur les marchés financiers soupèsent en permanence le moindre propos des grands argentiers du monde entier. A ce poste, mieux vaut pratiquer la langue de bois que de s'exposer à un faux pas. Or M. Madelin, lui, n'a jamais eu sa langue dans sa poche. Théoricien invétéré du libéralisme, il a sur tous les grands dossiers économiques des points de vue arrêtés. L'ouvrage qu'il a pu-

blié cet hiver (*Chers compatriotes... Programme pour un président*, Editions J.-C. Lattès) en porte la trace. S'il a fortement inspiré M. Chirac pour l'élaboration de son programme présidentiel, il comprend, aussi, des pistes de réflexion iconoclastes, comme « l'ouverture à la concurrence de nombreux secteurs abrités » comme « l'énergie, les télécommunications, les transports, dans certains secteurs de la protection sociale ».

Sur la politique monétaire, dont il aura la responsabilité, en cogestion avec la Banque de France, M. Madelin a tenu dans un passé récent des propos encore plus sulfureux. Alors que le franc est pris dans des turbulences, il fait une première sortie, le 10 décembre 1992, dans *Le Figaro* : « L'Allemagne est sortie durablement des critères de convergence de Maastricht. Un système de parité franc-mark est intenable. Il ne pourra donc être tenu. » Le 18 décembre 1992, il affirme dans *La Tribune* : « Des choses que ce décrochage « doit être négocié avec nos partenaires », et le 21 décembre suivant, au micro d'Europe 1, il critique Valéry Giscard d'Estaing, soldat de la politique monétaire du gouvernement socialiste, en estimant qu'il est « imprudent de jouer sa crédibilité économique de façon aussi péremptoire ». Enfin, devenu ministre des entreprises, il essaie, au printemps 1993, de convaincre Edouard Balla-

dur, à qui il adresse plusieurs notes confidentielles, de la nécessité d'une sortie du deutschmark du système monétaire européen (SME).

Ces prises de position ne sont, certes, pas réhabilitées pour devenir ministre des finances. En d'autres temps, Pierre Bérégovoy avait fait partie du clan des « Albonois », comme on appelait ironiquement ceux qui recommandaient à François Mitterrand, à la veille des municipales de 1983, de mettre le franc en congé du SME. Cela ne l'avait pas empêché, par la suite, d'être reconnu par les marchés financiers comme le garant de la politique du franc fort.

Des propos récents et sulfureux sur la politique monétaire

Pour remplir les obligations de sa charge, M. Madelin, qui avait hérité en 1993 d'un tout petit ministère pour cause d'hérésie monétaire, devra-t-il faire de même ? En fait, depuis plusieurs mois, il ne cesse de répéter que la « fenêtre de tir » dont la France disposait pour infléchir sa politique monétaire est maintenant refer-

mée et que le débat ne se pose plus en 1995 dans les mêmes termes qu'en 1993. De plus, dans le domaine des finances publiques, il est partisan d'une réduction sensible des dépenses, ce qui devrait calmer l'inquiétude des marchés financiers.

Il est tellement convaincu de cette priorité qu'il a même défendu dans son dernier ouvrage un point de vue qui s'écarte du plan antichomage esquissé par M. Chirac durant la campagne présidentielle. Alors que le gouvernement de M. Juppé, pour diminuer le coût du travail, devrait baisser les charges sociales d'environ 50 milliards de francs et relever d'autant la TVA, M. Madelin faisait dans son livre la recommandation suivante : « Une augmentation de la TVA, sauf à amputer le pouvoir d'achat des consommateurs, se réajuste automatiquement, tôt ou tard, par une hausse des salaires, sans influer de façon déterminante sur le coût du travail. [...] Bien sûr, une diminution des charges sociales - et donc des prélèvements sur le travail - est sans doute souhaitable, mais attention, pour être efficace, elle doit provenir d'une diminution des dépenses publiques. Sinon, il y a tromperie. »

Malgré ces propos rigoureux, les marchés financiers, qui n'ont pas la mémoire courte, risquent fort de placer sous surveillance, au moins pour un temps, le turbulent ministre des finances, d'autant

plus, qu'il va disposer de prérogatives considérablement renforcées. Au cours de ces dernières années, Bercy aura en fait connu deux systèmes de fonctionnement radicalement opposés. A l'époque de Pierre Bérégovoy, ce dernier avait des fonctions quasi équivalentes à celles d'un vice-premier ministre en ayant la tutelle sur une pléthore de ministres délégués ou de secrétaires d'Etat (industrie, commerce extérieur, consommation, poste et télécommunications, budget).

Devenu premier ministre, M. Bérégovoy a voulu casser la citadelle qu'il avait construite et n'a laissé à son successeur, Michel Sapin, qu'un mini-ministère. Il en a été de même avec M. Alphonse quand M. Balladur est arrivé à Matignon. M. Madelin, lui, bénéficierait d'une organisation intermédiaire. Ce n'est pas le retour au « super-Bercy » d'autrefois, mais ce n'est pas, non plus, le ministère peu de chagrin d'aujourd'hui. En réalité, la vraie surprise réside dans le fait que le nouveau ministre obtiendrait aussi la tutelle sur le budget, d'ordinaire dévolu à un homme issu directement du sérail présidentiel. Même si M. Juppé ne l'a visiblement pas accepté de gaieté de cœur, M. Madelin, qui révolté depuis des années de ce grand portefeuille, aurait obtenu gain de cause.

Laurent Mauduit

Le « rapport Picq », guide de la réorganisation gouvernementale

Mis sous le boisseau par Edouard Balladur, ce document inspire le chef de l'Etat et son futur premier ministre

LES HAUTS FONCTIONNAIRES en font des cauchemars ; les postulants à un portefeuille ministériel le feuilletent avec inquiétude : le « rapport Picq » est la base de réflexion de Jacques Chirac et d'Alain Juppé dans leur recherche de structures gouvernementales conformes à leur volonté de changement. Ils bénéficient, ainsi, d'un travail commandé par Edouard Balladur, mais que celui-ci avait soigneusement rangé au fond d'un tiroir.

En novembre 1993, le premier ministre avait confié à une commission composée de membres de la haute fonction publique ayant l'expérience du secteur privé et présidée par Jean Picq, conseiller-maire à la Cour des comptes et ancien membre du cabinet de M. Chirac sous la première cohabitation, le soin de réfléchir « aux responsabilités que doit exercer l'Etat et de proposer les voies et les moyens d'assurer une meilleure adéquation des structures des administrations centrales et des services extérieurs à leur mission ». Après un long travail de réflexion et d'audition, cette commission avait remis son rapport à M. Balladur au début de l'été, mais, n'en approuvant pas le résultat, celui-ci l'avait condamné à une diffusion restreinte (*Le Monde* du 27 août 1994). L'intérêt suscité, malgré cela, par ce texte a conduit le gouvernement à le publier à la Docu-

mentation française. MM. Chirac et Juppé n'avaient pas attendu cela pour le lire, ni pour dire tout le bien qu'ils en pensaient. D'où la certitude de beaucoup qu'aujourd'hui ils s'en inspirent.

Ce rapport commence par exposer une très haute vision de l'Etat, en expliquant que « nous avons besoin de cette forme spirituelle d'unité qui fait qu'un peuple traverse l'histoire, et, conformément à notre tradition particulière, nous l'obtenons d'abord de l'Etat ». Il ajoute que l'Etat ne dispose plus d'« une idée claire de ses missions ». Dans celles-ci, il distingue les « responsabilités de souveraineté » et les « responsabilités partagées ». Au rang des premières figurent la justice, la sécurité et la promotion

Des cabinets restreints

Le rapport de la commission animée par Jean Picq recommande que les ministres se dotent de cabinets fort restreints, puisqu'ils ne comprendraient plus de directeur de cabinet, mais seulement un secrétaire particulier, un chef de cabinet, un conseiller politique et un attaché de presse. Il leur est demandé de travailler avec les directeurs de leurs administrations centrales, réunis au sein d'un « comité de direction » présidé par le ministre.

Afin que « les services administratifs puissent travailler dans une atmosphère de liberté intellectuelle complète », leurs directeurs doivent devenir leurs « patrons véritables », responsables de « la mise en œuvre des orientations essentiellement stratégiques, c'est-à-dire formulées en termes généraux, (définies) par le ministre ». Pour « disposer des meilleurs talents », l'Etat, indique le rapport, doit « réduire l'écart qui prévaut, aujourd'hui, pour la rémunération des cadres supérieurs, entre les entreprises privées et la fonction publique ».

« intérêts de la France dans le monde ». Pour cette dernière mission, il souhaite un rapprochement des services du ministère de la coopération et du ministère des affaires étrangères.

LE PRIVÉ EN MODÈLE

Dans les domaines de ce qu'il appelle les « responsabilités partagées », le rapport Picq explique que l'Etat est parfois un simple « régulateur », parfois en même temps « régulateur et opérateur », et il souhaite qu'il s'inspire dans son organisation des méthodes ayant fait leurs preuves dans le secteur privé. Pour l'éducation et la formation, il propose que l'Etat « se limite à fixer les principaux objectifs d'éducation » en laissant aux

enseignants le « choix des méthodes d'enseignement » et aux responsables des établissements « une grande liberté d'utilisation de leurs moyens de fonctionnement ». Il suggère la création d'un ministère « compétent pour l'ensemble des réseaux de communication, qu'ils concernent le transport des hommes, des marchandises ou des informations ».

Fort critique sur le fonctionnement des administrations sociales, il propose la création d'une « direction générale de la population et de la solidarité », regroupant, notamment, les directions de la sécurité sociale, des rapatriés, des anciens combattants, les délégations à la ville, à l'insertion sociale, au RMI, le secrétariat général à l'intégration. Il estime, aussi, qu'il faut « interroger sur l'utilisation du partenariat dans la gestion des régimes sociaux ». En revanche, partisan d'un rapprochement des organismes ayant actuellement en charge « le recensement et le placement des chômeurs (ANPE), l'indemnisation du chômage (Unedific) et la délivrance des aides directes à l'emploi », il recommande « plutôt d'en confier la responsabilité aux partenaires sociaux ».

Le rapport Picq préconise une récomposition de l'administration économique qui se traduirait par un éclatement de l'actuelle direction du Trésor. Une direction aurait en charge la gestion de la tré-

sorerie de l'Etat, le financement public, la monnaie, les marchés financiers et le financement de l'économie. Une autre « aurait à connaître des problèmes horizontaux des entreprises (...) et des problèmes plus spécifiques à chaque secteur ». « Elle assurerait, indique-t-il, s'il subsiste, un rôle d'assistance exceptionnelle aux entreprises en difficulté. Elle représenterait l'Etat actionnaire. »

Serait aussi créée au ministère de l'économie « une direction des affaires internationales ». Favorable à la séparation du ministère de l'économie et de celui du budget, il déconseille le rattachement de ce dernier à Matignon. Les pouvoirs de la direction du budget seraient fortement réduits, puisqu'il est préconisé que, « dans l'enveloppe de progression ou de réduction arrêtée collectivement par grandes catégories de dépenses pour son ministère, chaque ministre établisse librement son budget dans le respect des orientations arrêtées par le gouvernement ».

QUINZE MINISTÈRES

De toutes ces propositions découle une organisation gouvernementale à structure réduite et fixe, le rapport souhaitant qu'elle soit inscrite dans la loi. Il propose ainsi quinze ministères et sept ministères délégués, dont deux auprès du premier ministre pour le service public et les relations avec le

Parlement : justice, défense (avec un délégué), intérieur et territoire (avec un délégué), affaires étrangères (avec deux délégués), budget, économie (avec un délégué), population et solidarité, travail et emploi, santé, éducation, culture, recherche et technologie, monde rural et maritime, environnement et urbanisme, transports et communications.

Le souci de responsabiliser l'administration se retrouve à tous les étages de la fonction publique. Ainsi, le rapport demande que la gestion des établissements publics s'inspire des « agences » mises en place en Grande-Bretagne par Margaret Thatcher. Il souhaite même qu'il en soit créé de nouvelles, par exemple pour le contrôle de la sécurité, des installations classées, de la qualité des produits, pour la délivrance des documents administratifs. Avec un tel programme, la conclusion du rapport Picq vient d'elle-même : « [Ces] recommandations ne pourront être mises en œuvre sans une volonté politique durable au sommet de l'Etat, la mobilisation de tous les fonctionnaires et une compréhension active des citoyens. »

Thierry Bréhier

★ L'Etat en France : servir une nation ouverte sur le monde. Rapport au premier ministre, La Documentation française, 218 p., 95 F.

M. Mitterrand adresse aux Français ses « vœux de bonheur »

Le président sortant, qui a souhaité à son successeur de « conduire la France dans la paix et la justice », n'a pas voulu faire ses adieux à la télévision



LA DERNIÈRE JOURNÉE de François Mitterrand à l'Élysée, mardi 16 mai, a été occupée par l'audience qu'il a accordée au président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, venu lui faire « une visite de courtoisie », comme il l'avait annoncé dimanche 14 mai sur TF1. Après le déjeuner, le chef de l'État est allé se promener à pied dans le quartier de l'école militaire, où sont installés les bureaux qu'il occupera à partir du 17 mai.

Dans l'après-midi, M. Mitterrand a donné une petite réception en l'honneur de Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel, qui avait été le premier garde des sceaux de la gauche au pouvoir, de 1981 à 1986, et l'auteur du projet de loi abolissant la peine de mort, en septembre 1981. Roland Dumas, successeur de M. Badinter, à la présidence du Conseil constitutionnel et ancien ministre des affaires étrangères, participait à cette réception.

Avant de quitter le palais, mardi

soir, le président sortant a eu la surprise de recevoir la visite d'une soixantaine de personnes venues lui dire leur amitié.

Danielle Mitterrand, qui était à l'origine de cette initiative, a fait ouvrir les portes de l'Élysée pour cette petite troupe, que M. Mitterrand a accueillie dans le hall. Se disant surpris de voir ainsi « surgir du pavé » ces hommes et ces femmes, brandissant des roses, il les entraîna vers le salon Murat, où se réunir, le mercredi, le conseil des ministres. Il a serré les mains qui se tendaient, se montrant touché de l'hommage qu'avaient tenu à lui rendre, notamment, le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, la journaliste Kathleen Evyn et d'anciens collaborateurs de l'Élysée.

Assis à l'écart, sur un canapé, avec le porte-parole de la présidence, Jean Musitelli, M. Mitterrand a rédigé le message aux Français par lequel il entendait prendre congé des Français. « Mes chers compatriotes, demain matin, à 11 heures, je remettrai la haute

charge que vous m'avez confiée au président de la République, M. Jacques Chirac, indique ce texte. Je souhaite à ce dernier de conduire la France dans la paix et la justice. Je vous dis ma gratitude pour tout ce que je vous dois et je forme des vœux pour le bonheur de chacune et chacun d'entre vous. »

Contrairement à son prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, M. Mitterrand a estimé ne pas devoir faire ses adieux aux Français dans une déclaration télévisée, n'ayant, a-t-il confié aux journalistes, « pas de goût pour les adieux de théâtre ». Certains de ses collaborateurs, toutefois, ont participé à des émissions spéciales sur la fin de sa présidence.

Sur France 2, Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée jusqu'au 17 mai, et Michel Charasse, conseiller, après de M. Mitterrand, ont évoqué les instructions données par le président sortant sur la transmission des pouvoirs. M. Védrine a souligné, notamment, que la transition se faisait dans des conditions très différentes de celles de 1981, l'alternance au pouvoir étant renforcée dans les mœurs. Il a indiqué que les contacts étaient établis avec l'équipe de M. Chirac depuis le 8 mai et que l'organisation du passage était assurée en étroite concertation.

Mercredi, après la passation des pouvoirs à M. Chirac, M. Mitterrand devait se rendre rue de Solferino, au siège du Parti socialiste, qui organisait une « manifestation d'amitié, de respect et de fidélité » envers son ancien dirigeant. La direction du PS a convié tous ceux qui le souhaitent à « se porter sur le trajet (qu'il) empruntera ».

P.J.

Le CNPF fait une ouverture sur le temps de travail

Les syndicats se montrent réservés

Mardi 16 mai, le CNPF a timidement levé son veto à toute discussion sur la réduction de la durée du travail. Pressés d'agir, alors que le nouveau gouvernement va

se mettre en place, les partenaires sociaux ont parlé d'heures supplémentaires et de temps de travail. Mais les négociations demeurent lentes et difficiles.

POUR LEUR TROISIÈME réunion de travail, mardi 16 mai, le CNPF a présenté aux cinq centrales syndicales un texte d'accord. Cette initiative vise à effacer en partie la mauvaise impression laissée par la précédente rencontre, les discussions s'étant enlisées sur les heures supplémentaires. Le résultat avait paru bien maigre au vu des objectifs assignés. Se tenant sous la pression des pouvoirs publics, avant même la mise en place du nouveau gouvernement, les partenaires sociaux estiment que tout échec rejallerait sur leur crédibilité. Avant la rencontre du 16 mai, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, avait fait monter la pression d'un cran, craignant que « la réunion ne se passe pas très bien ». La CGT a annoncé son intention de se joindre à la CFDT, qui organise le 14 juin, jour fixé pour la réunion-bilan au sommet entre les syndicats et le patronat, une journée nationale d'action sur la réduction du temps de travail. A FO, la décision de se joindre ou non à cette journée est entre les mains de Marc Blondel.

Or c'est sur le temps de travail que la position du CNPF a le plus bougé. Il y a deux mois, le sujet était encore tabou, Arnaud Leenhardt, président de la commission sociale du CNPF, déclarant même qu'« il ne serait jamais question de réduction du temps de travail dans cette maison ». Le texte soumis mardi aux syndicats admet que « la réduction de la durée du travail constitue un élément de la lutte contre le chômage, à chaque fois que tout ou partie des gains de productivité résultant de la mise en place de nouvelles formes d'aménagement peut être consacré à des réductions d'horaires permettant le maintien ou la création d'emplois ». Cette avancée sur les principes a été saluée par la CFDT, la CFEC et la CGC. FO et

la CGT sont restées plus critiques. Le texte du CNPF comporte trois séries de mesures. La première, dans le prolongement de la précédente discussion, porte sur les heures supplémentaires : au-delà d'un contingent annuel de 100 heures, les entreprises seraient obligées de payer les heures supplémentaires en repos compensatoire et non plus en salaires. En second lieu, le patronat propose une nouvelle forme de modulation du temps de travail ouverte à toutes les entreprises. Dans ce cadre, les entreprises disposeraient d'un volume annuel de 50 heures n'ou-

syndicats ne se sont pas montrés convaincus qu'en termes d'emploi et de lutte contre le chômage ces mesures aient un effet positif. Ils reprochent aussi au patronat de ne pas tenir compte de leurs propres propositions. Pour « établir un dialogue, il faut être deux ; cela se passe à sens unique », a expliqué Paulette Hoffman (FO). Sur le fond, ils ont opposé un front commun sur la création d'un quatrième type de modulation, alors qu'avec la loi quinquennale sur l'emploi il en existe déjà trois. Ils ont préconisé une simplification des dispositifs déjà existants. Jean-René Masson

Réforme difficile dans les services

La question des salaires est « le principal facteur de blocage de la réduction du temps de travail dans les services et la distribution », note une étude du ministère du travail réalisée dans vingt entreprises de ce secteur. Les effets d'une baisse en deçà de 39 heures dépendraient de trois facteurs : les modes de rémunération, les gains de productivité potentiels et les stratégies des acteurs en entreprise. Le « rendement » en emplois ne serait maximum (+10 %) pour un passage aux 35 heures que « sous plusieurs hypothèses restrictives » : extension du travail en équipe pour accroître la durée d'utilisation des équipements, acceptation par les salariés de baisses de salaires et d'horaires atypiques, faible coût pour les entreprises des réorganisations nécessaires. Une forte individualisation des horaires existant dans les services, il est « difficile d'anticiper l'effet » d'une telle réforme sur « la durée réelle du travail et, a fortiori, sur l'emploi ».

vrant droit ni au repos compensatoire ni à une majoration de salaire mais compensées par « un nombre égal d'heures non travaillées dans l'année ». En aucun cas la durée hebdomadaire de travail ne pourrait dépasser 44 heures. Enfin, la troisième proposition prévoit une rencontre avant le 1^{er} avril 1996 puis « suivant une périodicité régulière, dans chaque branche professionnelle, pour aborder l'ensemble des questions liées au temps de travail ».

Les critiques syndicales ont surtout porté sur les deuxième et troisième points. Au premier chef, les (CFDT) s'est aussi opposé à l'accès direct à l'entreprise que sous-tend le dispositif patronal.

Alain Beuve-Méry

Des économistes et des chefs d'entreprise prônent un « compromis historique » pour l'emploi

LES ADEPTES de la « pensée unique », dénoncée par Jacques Chirac, les fatalistes qui pensent que la France vivra durablement avec 3 millions de chômeurs et les chefs d'entreprise obnubilés par la baisse des charges et la flexibilité seront sidérés par tant d'audace. Dans un rapport au président de la République et aux partenaires sociaux, un groupe d'économistes, de sociologues, d'enseignants, de chefs d'entreprise, de cadres et de chômeurs, regroupés au sein de

l'association Un travail pour chacun, animée notamment par Jacques Nikonoff et François Leconte, estime que « notre pays a les moyens financiers d'organiser une société de pleine activité » et que « la création de 3,9 millions de vrais emplois ne coûterait que 90 milliards par an ».

Cette conclusion iconoclaste intervient au terme d'une longue analyse de la situation française. Le chômage n'est plus un mal passager auquel un système d'assurance - l'Unedic - permettrait de remédier. Or aucune politique, aujourd'hui, centrée sur la baisse du coût du travail ou la réduction de sa durée, ne pourra « remettre au travail » 3,9 millions de chômeurs, près de 1 million de RMIstes et les 700 000 bénéficiaires de contrats emploi-solidarité. « N'est-il pas temps de passer d'une société d'indemnisation, d'allocation, de subventions, à une société d'activité, de responsabilité, d'initiative ? », s'interroge ce groupe de travail.

UN « STATUT DE L'ACTIF » On croit lire du Jacques Chirac ou du Alain Madelin ! On en est pourtant fort éloigné. C'est un « compromis historique » entre l'État, le patronat et les syndicats qui proposent les auteurs du rapport. Ce compromis négocié par les partenaires sociaux, estiment-ils, passe notamment par la création d'un « statut de l'actif » qui, sans remplacer le contrat de travail, assurerait à chacun « une continuité dans l'exercice de l'activité et la perception d'un revenu ». Par exemple, un même individu pourrait être « ouvrier d'usine à mi-temps, maçon chez un entrepreneur individuel et dirigeant du club de football de sa commune ». Cela suppose un maillage sur tout le territoire de « bassins d'emploi et de vie » ayant une cohérence économique, sociale et culturelle. Ils offriraient un ensemble d'emplois et d'activités complémentaires dans le secteur marchand et

Jean-Michel Bizzi

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Edmond Alphonse

À LA SUITE de notre article intitulé « Le ministère de l'économie serait profondément transformé » et du document qui l'accompagnait - une lettre d'Edmond Alphonse à Edouard Balladur en date du 27 janvier 1994 - dans Le Monde daté 14-15 mai, le ministre de l'économie nous a adressé, au titre du droit de réponse, la lettre suivante :

« Le vendredi 5 mai dernier, votre journal m'a informé qu'il détenait le double d'une lettre confidentielle que j'avais adressée au premier ministre le 27 janvier 1994. Depuis lors, vous avez publié ce document dans votre édition datée 14-15 mai.

« De la part de la personne qui vous l'a communiquée, il s'agit d'un manquement très grave. C'est pourquoi j'ai diligenté une enquête administrative au sein de mes services. En outre, le 14 mai, j'ai suggéré au premier ministre d'ordonner lui-même une enquête à son niveau, celui de chef de l'administration.

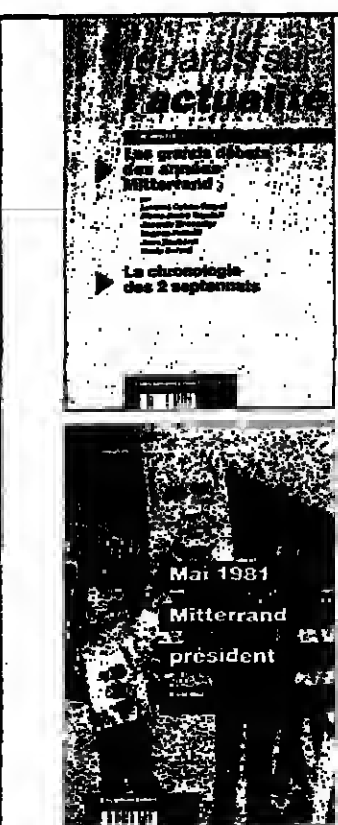
« S'il ne me revient pas d'apprécier qu'un journal disposant d'une telle information la publie, je tiens en revanche pour une faute exceptionnelle qu'un document de cette nature ait pu être détourné. La banalisation de ce genre de pratique affecte gravement le fonctionnement de l'État. La correspondance entre un ministre et le chef du gouvernement doit être protégée par le secret le plus absolu.

« A titre personnel, je déplore d'autant plus ce manquement à la déontologie que je suis solidaire et fier du bilan du gouvernement d'Edouard Balladur.

« Quant à l'appréciation que vous faites de mon apport personnel à la politique économique, permettez-moi une simple question : pourquoi n'avoir évoqué aucun des grands dossiers qui ont marqué mon action ? Je pense à l'indépendance de la Banque de France, à la poursuite de l'Union écono-

mique et monétaire, au diagnostic porté avec beaucoup - dès 1993 - sur la reprise, au soutien ciblé à l'activité, en particulier en faveur de l'automobile, à la politique de la consolidation de l'épargne, aux privatisations, réussies en dépit du mauvais climat boursier, dans une parfaite transparence. »

[Nous donnons volontiers acte à M. Alphonse de ce qu'il n'est pas auprès de lui que nous avons obtenu les informations ainsi que le document que nous avons publiés. - L.M.]



Les années Mitterrand

Les grands débats des années Mitterrand

L'Europe, Laurent Cohen-Tanugi
L'identité nationale, Pierre-André Taguieff
L'État, Jacques Chevallier
La représentation politique, Hugues Portelli
La laïcité, Jean Baubérot
Le « droit d'ingérence humanitaire », Mario Bettati

La chronologie des 2 septennats
collection Regards sur l'Actualité,
numéro spécial 209-210, 268 pages, 85 F
abonnement France (10 numéros), 280 F

• Mai 1981, Mitterrand président
les médias et l'élection présidentielle, Noël Nel
collection Les médias et l'événement
132 pages, 95 F

documentation française

29, quai Voltaire
75344 Paris cedex 07
Tel. (1) 40 15 70 00
Télécopie (1) 40 15 72 30

50/100

Richard Cazenave conduira une liste RPR-UDF à Grenoble

RICHARD CAZENAVE, député (RPR) de l'Isère, a annoncé, mardi 16 mai, qu'il conduira une liste UDF-RPR aux élections municipales à Grenoble. Alain Carignon, remis en liberté après 203 jours de détention provisoire dans le cadre de l'affaire « Dauphiné News », avait annoncé (Le Monde du 17 mai) qu'il soutiendrait cette liste sur laquelle, a précisé M. Cazenave, il ne figurera pas. Le député a précisé qu'il ferait connaître « dans le courant de la semaine prochaine » la composition de sa liste qui comprendra, a-t-il indiqué, « deux tiers de personnalités de la société civile pour un tiers de membres de l'actuelle majorité ».

M. Cazenave a d'autre part indiqué que, s'il était élu, il organiserait « dès octobre 1995 » un référendum sur un éventuel retour à une gestion directe du service de distribution d'eau de la ville, privatisé par Alain Carignon dans des conditions controversées par la justice.

■ **CANNES.** Pierre Lellouche, député (RPR) du Val-d'Isère et candidat à la mairie de Cannes, a dénoncé, mardi 16 mai, les méthodes du maire sortant (UDF-PR), Michel Mouillot. « Ce n'est pas à moi de condamner l'action du maire sortant, la justice s'en est déjà occupée », a lancé M. Lellouche, rappelant la condamnation à quinze mois de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité prononcée contre M. Mouillot dans le cadre de l'affaire Botton. Et d'ajouter : « D'autres affaires sont également en cours et notamment une procédure auprès de la Commission des opérations de Bourse concernant des opérations immobilières ».

■ **LYON.** Michel Noir, maire de Lyon, qui devrait figurer en position éligible sur la liste conduite par un de ses adjoints, Henry Chabert, a demandé à son rival, Raymond Barre, de « s'engager à être sur le terrain six jours sur sept », faute de quoi, a-t-il affirmé, l'ancien premier ministre sera « un demi-maire de Lyon ». M. Noir a décidé de ne pas briguer lui-même sa succession en raison de sa condamnation en première instance dans l'affaire Botton.

■ **NIORT.** Il y aura deux listes de gauche à Niort aux élections municipales (Le Monde du 16 mai). Ségolène Royal et Bernard Bellec, le maire sortant, tous les deux socialistes, ne sont pas parvenus à un accord pour fusionner leurs deux listes. M. Bellec a considéré que les comptes de campagne n'étaient pas fusionnables, sauf à prendre le risque de ne pas respecter la loi sur le financement des campagnes électorales.

■ **MEYZIEU.** Jean Popereau (PS), ancien ministre, maire de Meyzieu (Rhône) depuis 1977, a annoncé officiellement, mardi 16 mai, qu'il se représentera dans sa ville, à la tête d'une liste d'union de la gauche. La liste de M. Popereau s'est donné pour objectif de « gagner au premier tour », afin de ne pas laisser arbitrer le Front national. Une liste dissidente est en préparation à gauche.

■ **FORT-DE-FRANCE.** Aimé Césaire, 82 ans, maire (Parti progressiste martiniquais) de Fort-de-France (Martinique), a fait savoir, lundi 15 mai, qu'il conduirait à nouveau une liste aux élections municipales.

DÉPÊCHES

■ **GOVERNEMENT:** Philippe de Villiers, fondateur du Mouvement pour la France (MPF), a annoncé, mardi 16 mai, qu'il ne participera pas au gouvernement, selon le souhait de M. Chirac et de M. Juppé. Il a ajouté qu'il serait incohérent de sa part de participer à un gouvernement qui choisirait et mettrait en œuvre une politique différente de celle qu'il a préconisée pendant sa campagne présidentielle, principalement sur l'Europe. Le MPF tiendra un conseil national fin juin, puis une université d'été, et son premier congrès à l'automne. Composante de la majorité, le MPF participera à ce titre aux listes municipales du RPR et de l'UDF. M. de Villiers a assuré que la souscription qu'il avait lancé pour couvrir le déficit de son compte de campagne lui avait rapporté à ce jour 9 millions de francs, alors qu'il avait besoin de 9,7 millions.

■ **PARTI SOCIALISTE:** Claude Allègre estime que M. Jospin « a vocation à être un rassembleur ». Claude Allègre, ami et conseiller de Lionel Jospin, estime, dans l'information du mercredi 17 mai, que celui-ci ne pourra pas « rester inactif » dans les prochaines semaines. « Il a soulevé un espoir, explique-t-il, il a des devoirs. Il faudra qu'il les assume. Mais s'il redevient le chef du PS, ce sera dans le cadre d'une large majorité de rassemblement. Jospin a vocation à être un rassembleur. Il ne peut risquer d'être un facteur de division ou le représentant d'une composante de la gauche parmi d'autres ».

■ **SOUTIEN:** le groupe de l'Alliance radicale européenne (ARE), présidé par Catherine Lalumière, a exprimé, mardi 16 mai, son « soutien » et sa « sympathie » à Bernard Tapie, député européen, condamné à un an de prison ferme, en estimant que ce jugement est « d'une sévérité disproportionnée ». Le groupe ARE compte 19 membres, en majorité élus sur la liste de M. Tapie aux élections européennes de juin 1994.

■ **RADICAL:** François Doubin, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, et Jean-François Dautac, veulent réunir les militants, mardi 23 mai à Paris, pour « fermer définitivement la parenthèse de Radical », présidé par Jean-François Hory, et « refonder » le MRG.

Pour revivre jour après jour les événements des deux septennats de François Mitterrand

Chez votre marchand de journaux

Par correspondance : Le Monde Vente au numéro : 15 rue Falguère, 75011 Paris. Joindre votre règlement de 36 F par chèque bancaire.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Jacques Chirac a fait ses adieux à l'Hôtel de Ville de Paris

L'ancien maire avait invité l'opposition, mais pas les journalistes

Après avoir démissionné de son poste de maire de la capitale, mardi 16 mai, Jacques Chirac a fait ses adieux, à l'Hôtel de Ville, à ses proches colla-

borateurs puis aux conseillers de Paris, majorité et opposition confondues. En prévision de l'élection d'un successeur, lundi 22 mai, Jean Tiberi,

premier adjoint, essaie de rallier à sa candidature le groupe UDF mené par Jacques Dominati, lui-même candidat.

LE DÉPART du maire de Paris pour l'Élysée se déroule sans véritable surprise, mais s'accompagne d'une légère confusion, et surtout d'une mini-guerre de succession. Mardi 16 mai dans la matinée, Jacques Chirac a fait porter au préfet de Paris, Joël Thoraval, une lettre de démission. Il y renonce à son poste de premier magistrat, mais pas à son titre de conseiller de Paris, élu depuis dix-huit ans dans le cinquième arrondissement, son quartier natal.

Puis, accompagné de son épouse, le nouveau président s'est rendu dans la grande salle des fêtes de l'Hôtel de Ville pour adresser ses adieux à ses plus proches collaborateurs. Il y avait là les membres du cabinet, ceux de la direction de la communication, les hommes du service de protection, les fonctionnaires de la gendarmerie, et les directeurs de services de l'Administration, au total, un bon millier d'hommes et de femmes. À l'exception de deux journalistes qui ont leur bureau à l'Hôtel de Ville, la presse accréditée n'avait pas été informée et n'était pas conviée à cette réunion, ce qui a provoqué un vif mécontentement.

Jacques Chirac a remercié ses employés et dressé un bref tableau, fort élogieux, de ses trois mandats. Des équipements publics « sans équivalent en Europe », un réajustement de l'est, la priorité au logement social, l'embellissement de la ville, un urbanisme plus respectueux du patrimoine, tels sont, selon lui, les points forts du bilan. S'étant décerné ce satisfecit, l'ancien maire a recommandé à « ses successeurs » de maintenir l'attrait unique de la capitale, qui résulte de l'équilibre entre l'habitat et l'emploi, de la variété des types de logements, de la diversité

des quartiers et des bonnes relations entre Paris et sa région.

Passant dans le salon voisin des Caryatides, M. Chirac a retrouvé ceux des élus qui avaient pu être contactés depuis la veille au soir, puisque leur réunion paraît avoir été quelque peu improvisée. Au milieu de leurs amis de la majorité, les quatre premiers adjoints, Jean Tiberi, Alain Juppé, Jacques Dominati et Roger Romani, étaient présents. Les chefs de l'opposition - Henri Malberg pour les communistes, Georges Sarre pour le Mouvement des citoyens, et Bertrand Delanoë pour les socialistes - avaient tenu à répondre à l'invitation. Après avoir salué individuellement chacun, le chef de l'État leur a tenu des propos fort courtois et consensuels, poussant l'amabilité jusqu'à remercier l'opposition de l'« enrichissement » qu'elle avait apporté à l'action municipale.

UNE SÉANCE « HISTORIQUE »

Depuis cette matinée des adieux, c'est Jean Tiberi, premier adjoint, qui gère la capitale. Il n'a toujours pas fait publiquement acte de candidature, réservant cette « surprise » à ses collègues qui doivent se réunir lundi pour une séance programmée depuis longtemps. Au malgre ordre du jour, on a donc ajouté in extremis l'élection du nouvel occupant de ce qui restera « le palais Chirac ». L'historique séance sera présidée par le doyen Jacques Féron, ancien maire RPR du dix-neuvième arrondissement, et le secrétaire sera assuré par le benjamin, le très écologiste et impertinent Jean-François Segard. « Retenu par d'autres obligations », Jacques Chirac ne sera pas là, et on se demande si son ex-rival et ami Édouard Balladur,

élu du 15^e arrondissement, sera à son banc.

Une fois le nouveau maire désigné - mathématiquement ce ne peut être que Jean Tiberi qui, avec le groupe Rassemblement pour Paris et ses 93 membres, dispose de la majorité absolue - et le premier adjoint élu, le problème est de savoir si le conseil devra réélire aussi les 45 autres adjoints (25 adjoints sectoriels et 20 maires d'arrondissement qui ont rang d'adjoint). Auquel cas, comme le vote est personnel et secret, il faudrait sept à huit heures pour venir à bout de ce pensum. Jean Tiberi proposera probablement de laisser chacun à son poste expédir les affaires courantes, dans la perspective du renouvellement de l'assemblée municipale les 11 et 18 juin.

En attendant, Jean Tiberi a du pain sur la planche. Il essaie de convaincre son vieil allié et rival Jacques Dominati, patron de l'UDF Paris, de se rallier à lui dès le 22 mai et au-delà, lors des trois scrutins de juin (les élections des conseillers, puis la désignation du maire). À la tête de ses lieutenants - Claude Gossuon, Bernard Plaisant et Yves Galland -, le chef du groupe Paris Libertés (version parisienne de l'UDF) négocie à présent cet alignement. Il veut casser le vieux pacte deux tiers-un tiers qui le lie depuis douze ans à Jacques Chirac et réclame une nouvelle clé de répartition des investitures, des élus et des postes à responsabilités, quelque chose comme 40-60, ou, mieux, 45-55.

Argument : à peu d'exceptions près, les troupes UDF ont été fidèles au candidat Chirac et leur campagne active en sa faveur l'a fait progresser de plusieurs points à Paris par rapport à 1988. En outre, Jacques Dominati souhaite

que l'on rende du pouvoir aux élus par rapport aux hauts fonctionnaires municipaux. Il suffirait qu'une demi-douzaine d'adjoints importants reçoivent enfin du maire ces délégations de signature qui leur ont manqué jusqu'ici et qui font de la municipalité parisienne un cas unique en France.

Deux arguments accessoires pèsent dans la balance. Jacques Dominati pourrait maintenir sa candidature à la mairie le 22 mai et au-delà. De son côté, Jean Tiberi, qui va assumer une lourde succession, a besoin de rassembler. C'est pourquoi, avec l'appui de l'habile négociateur qu'est le questeur RPR Roger Romani, il sera sans doute obligé de lâcher du lest.

En tout cas, certains UDF montrent déjà l'exemple. L'ex-baladurien Roger Chirac annonce qu'il conduira une liste d'union de la majorité dans le dix-neuvième arrondissement, avec, pour second, le RPR Jean-Louis Debré, qui briguera ultérieurement le siège de député d'Alain Juppé. Dans le cinquième arrondissement, en revanche, dont la mairie sera vacante si Jean Tiberi est élu à l'Hôtel de Ville, on parle de deux remplaçants possibles. Roger Romani pourrait prendre la place de son compatriote et complice. A moins qu'il n'aille finalement panacher dans le sixième arrondissement, provisoirement tenu par Jean-Pierre Lecoq. Dans ce cas, la mairie du cinquième reviendrait à un jeune loup du RPR, Jean-Charles Bardou, trente-huit ans, originaire de Corèze, élu depuis 1989 dans l'arrondissement et que l'on dit sportif, avenant et bon orateur.

Marc Ambroise-Rendu

Le PCF aborde avec confiance les élections municipales

ANDRÉ LAJOINIE fait preuve d'un « optimisme lucide ». Il l'a confié, mardi 16 mai, en présentant son rapport sur les résultats de l'élection présidentielle et la campagne pour les municipales. « En quelques dizaines » de primaires qui pourraient avoir lieu à gauche, dans les villes de plus de vingt mille habitants, ne sont pas de nature à tendre les relations entre le Parti communiste français et le Parti socialiste. On observe au PCF que les primaires devraient être moins nombreuses qu'en 1989. En marge des rencontres officielles entre les deux partis, M. Lajoinie et Claude Bartolone, secrétaire national du PS chargé des élections, s'emploient d'ailleurs à en réduire le nombre.

Lors d'une conférence de presse, l'ancien président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a déploré, mais sans acrimonie, que plusieurs maires socialistes sortants aient « refusé l'union ». Il a cité les cas d'Aix-en-Provence, de Besançon, d'Orléans, de Lens, de Pau et de Quimper. « De notre côté, il n'y a pas une seule municipalité à direction communiste qui refuse l'union dès le premier tour. Nous veu-

lons d'ailleurs au respect des rapports de force », a précisé M. Lajoinie, tout en reconnaissant qu'en matière de représentativité, il y avait une exception de taille, à Saint-Étienne, où les communistes revendiquent la tête de liste pour Joseph Sangedolce, l'ancien maire de la ville. « Il faut utiliser l'aboutissement de la représentation l'ancien maire », a plaidé M. Lajoinie, tout en rappelant que, depuis la modification des statuts du PCF, intervenue lors du vingt-huitième congrès, en janvier 1994, le comité national ne désigne plus les candidats.

Autre illustration du nouvel état d'esprit qui semble régner au siège du PCF, la primaire d'Argenteuil (Val-d'Oise) semble vécue sans drame. Elle opposera pourtant le maire sortant (refondateur), Robert Montdargent, ancien député, à une liste d'union de la gauche conduite par l'un des ses anciens adjoints, Roger Duvarard. « C'est un exemple de démocratie », a commenté sagement M. Lajoinie.

Enfin, le responsable des élections au PCF a estimé que d'anciennes municipalités communistes, perdues lors de précédents

scrutins, pouvaient être reprises : Alès et Nîmes, dans le Gard, La Seyne-sur-Mer (Var), Vierzon (Cher) et Goussainville (Val-d'Oise).

Dans la première partie de son rapport, M. Lajoinie est aussi revenu sur les résultats de l'élection présidentielle, en jugeant que l'« influence réelle » du Parti communiste est supérieure aux 8,64 % de suffrages exprimés recueillis par Robert Hue.

C'est là une raison supplémentaire, pour les communistes, de refuser toute forme d'organisation commune de l'opposition de gauche. « L'idée exprimée avec insistance autour de Lionel Jospin qu'il pourrait être désormais le leader d'une nébuleuse social-démocrate, et même de la gauche toute entière, ne correspond ni aux nécessités ni à la réalité de la situation », a affirmé M. Lajoinie. La gauche est plurielle, et elle est forte de cette pluralité (...). L'expérience a montré qu'une telle recherche d'hégémonie consistant à nier la pluralité de la gauche avait débouché sur un échec. Il n'est pas question de retomber dans les ornières du passé. »

J.-L. S.

La succession de Robert-André Vivien à l'Assemblée provoque des remous

SI LA SUCCESSION de Robert-André Vivien - député RPR du Val-de-Marne et maire de Saint-Mandé décédé le 8 mai - à la mairie a été rapidement réglée par l'élection, mardi, de son adjoint à la fédération RPR du Val-de-Marne, il n'en va pas de même à l'Assemblée nationale : après les défections successives d'Antoine Pouillieu, son suppléant, et de Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France et ministre du travail du gouvernement Balladur, le RPR éprouve des difficultés à trouver un candidat à la dimension de cette circonscription du Val-de-Marne.

Né en 1953, M. Baudoin, élu mardi soir par vingt-huit voix contre trois à Charles Josselin (PS) et une à Daniel Léger (FN), avait déjà succédé à M. Vivien en 1988 au conseil général du Val-de-Marne, où il préside le groupe RPR. Attaché parlementaire du député gaulliste de 1978 à 1988, il avait fait son entrée au conseil municipal en 1983 et l'occupait, depuis 1989, la fonction d'adjoint

chargé des travaux, de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement.

Evidente à Saint-Mandé, la succession de Robert-André Vivien à l'Assemblée agite, en revanche, la fédération RPR du Val-de-Marne. Logiquement, son suppléant, Antoine Pouillieu, qui était directeur du cabinet de Michel Roussin au ministère de la coopération, était le candidat tout désigné du RPR, dans une circonscription qui lui est acquise depuis toujours. Mais M. Pouillieu avait été nommé en avril directeur général de la Caisse française de développement (CFD), nomination qui avait suscité de multiples remous.

Il venait déjà, en raison de cette nouvelle fonction, de démissionner de son mandat de conseiller général du canton de Fontenay-sous-Bois Ouest. Une élection cantonale partielle sera organisée les 11 et 18 juin pour pourvoir à son remplacement. Pour la même raison d'incompatibilité entre sa nouvelle fonction et un mandat électif, M. Poil-

lieux n'a pas pu mener à son terme son rôle de suppléant en briguant la succession de Robert-André Vivien, député depuis 1962.

LA CONQUÊTE DE FONTENAY SACRIFIÉE

Évoquée durant quelques jours, la candidature de Michel Giraud, qui fut lui aussi député du Val-de-Marne de 1988 à 1993, après avoir siégé au Sénat de 1977 à 1988, est restée sans suite. Quelques élus du Val-de-Marne affirment que le ministre du travail, qui souhaitait retrouver un siège de député, a été barré localement

eo raison de son engagement derrière Édouard Balladur lors de l'élection présidentielle. L'intéressé donne une version tout à fait différente, selon laquelle, « sollicité par quelques élus RPR de la circonscription », il n'avait pas souhaité se porter candidat.

D'ailleurs, précise-t-il, il avait déjà fait savoir qu'il ne reprendrait pas à Gilles Carrez, son suppléant aux législatives de 1993, le siège de député qu'il lui avait laissé en devenant ministre dans

le gouvernement de M. Balladur. M. Giraud confirme son souhait de siéger de nouveau au Parlement, mais en tant que sénateur. « Je suis candidat à conduire la liste d'union de la majorité au Sénat pour le Val-de-Marne en septembre prochain. C'est la logique », a-t-il déclaré, en rappelant qu'il avait déjà été deux fois sénateur de ce département.

Cette double défection va cootraindre le RPR à choisir entre un candidat du cru, qui n'aura pas l'envergure nationale de Robert-André Vivien et Michel Giraud, ou le « parachutage » d'une personnalité, qui ne serait pas forcément bien perçue par les militants locaux, échoués, parait-il, par l'expérience de M. Rouillieu, qui a préféré une carrière bancaire à la politique, en sacrifiant au passage la mairie de Fontenay-sous-Bois que le RPR, en l'inventant, espérait reprendre au PC en juin.

Pascal Sauvage (avec Francis Gouge)



M. Devedjian, RPR anticonformiste se défend d'être le maire « bétonneur » d'Antony

L'opposition de gauche reproche au député sa politique d'urbanisme

Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, RPR balladurien, est candidat à sa propre succession à la mairie d'Antony, à l'occasion des élec-

tions municipales de juin. M. Devedjian a pris publiquement ses distances avec la politique menée, dans le département par les amis de

Charles Pasqua, en particulier en matière de logement social. Mais ses adversaires lui reprochent de privilégier les bureaux dans sa ville.

EN DÉPIT de l'image libérale qu'il cultive à Paris, Patrick Devedjian mène à Antony, ville qu'il a enlevée au Parti communiste en 1983, une « politique de droite », « à tendance immobilière, dense et outrancière ». C'est ce que prétend son opposition, agacée de l'audience médiatique acquise par le maire RPR, grâce à des prises de position originales sur certains des chevaux de bataille de la gauche - dans un département, les Hauts-de-Seine, où le parti néogauchiste, tendance dure, et le PC, orthodoxe, laissent peu de champ libre au non-conformisme.

M. Devedjian, adhérent de l'Union démocratique et républicaine (UDR) depuis 1971, ne cache pas avoir été parachuté à Antony, en novembre 1977, par Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, dont il était l'avocat. Mais il affirme avoir pris ses distances avec le clan Pasqua, notamment sur le thème du logement social et de l'intégration des étrangers, au point qu'il lui est, notamment, arrivé de dénoncer dans les colonnes du *Monde*, les lacunes de l'office départemental d'HLM en matière de politique du logement.

En mars 1977, Antony, qui comptait 37 000 habitants au recensement de 1975, était gagnée par le candidat communiste, André Aubry, au détriment de Georges Suant, ancien président du conseil général de la Seine, cofondateur de l'éphémère Parti socialiste autonome (PSA) à la fin des années 50, qui, au terme d'une lente évolution, avait fini par rejoindre le RPR... six mois avant d'être battu. Un an plus tard, M. Devedjian affrontait sa première bataille électorale, celle des législatives. Une défaite honorable, marquée par un bon score sur la ville d'Antony, l'a convaincu d'y rester et d'exercer sa combativité politique contre le maire communiste.

« Lors des cantonales, à Antony, j'avais acquis la certitude qu'il y avait eu fraude électorale, surtout au détriment du candidat socialiste en compétition au premier tour », se rappelle M. Devedjian, qui a formé ses militants à détecter les différents systèmes de fraude. Battu de 419 voix en mars 1983, il a plaidé lui-même son recours devant le tribunal administratif qui lui a donné raison en annulant le scrutin. En octobre, le candidat RPR enlevait la mairie, chacun des 26 bureaux de vote de la ville étant présidé par un magistrat sur déci-

sion du parquet de Nanterre. « Antony est une ville pauvre dans un département riche », affirme le maire, réélu en 1989 avec 55,10 % des voix. Le potentiel fiscal (re-cette fiscale par habitant) la place au 33^e rang des 36 communes du département. Alors qu'à Levallois-Perret la taxe professionnelle représente 80 % des recettes fiscales, elle plafonne à 33 %, (contre 25 % en 1983) à Antony, quatre fois plus étendue (960 hectares), pour une population équivalente. « Mon souci est de trouver un équilibre financier pour l'avenir. Je suis certain que les villes qui n'auront pas eu cette démarche seront en faillite totale dans quelques années », explique-t-il, pour justifier sa politique d'urbanisme.

« Depuis qu'il est arrivé, le maire n'a construit que des immeubles de luxe et des bureaux », accuse Daniel Pompiet, secrétaire de la section socialiste.

« Depuis qu'il est arrivé, le maire n'a construit que des immeubles de luxe et des bureaux », accuse Daniel Pompiet, secrétaire de la section socialiste.

« Depuis qu'il est arrivé, le maire n'a construit que des immeubles de luxe et des bureaux », accuse Daniel Pompiet, secrétaire de la section socialiste.

« Depuis qu'il est arrivé, le maire n'a construit que des immeubles de luxe et des bureaux », accuse Daniel Pompiet, secrétaire de la section socialiste.

« Depuis qu'il est arrivé, le maire n'a construit que des immeubles de luxe et des bureaux », accuse Daniel Pompiet, secrétaire de la section socialiste.

l'accusant de s'entêter à implanter des bureaux malgré la crise, dans l'espoir d'une embellie sur le marché immobilier, plutôt que de dilapider « le capital foncier » de la ville. « Le pire qui puisse arriver est que l'opération soit plus longue et financièrement moins profitable à la ville », conclut-il sur ce sujet.

Deuxième sujet de polémique, le projet immobilier projeté en lisière du parc Heller, immense jardin public bordé par une usine désaffectée. La cession d'une bande de terrain à un promoteur a servi à financer la reconstruction du centre de loisirs et d'un centre d'éducation spécialisée.

En échange, une autre parcelle, occupée par des bâtiments communaux vétustes, a été rendue aux arbres. M. Devedjian se défend donc d'avoir « amputé le parc », sans convaincre une opposition qui lui reproche d'avoir, encore une fois, privilégié le logement de luxe alors que, « depuis qu'il a pris la mairie, aucun pro-

gramme de logements sociaux n'est sorti de terre ». Annulé par le tribunal administratif à la demande de l'opposition (« en droit, elle avait raison », convient le maire-avocat), le projet aura pris deux ans de retard. Ces péripéties judiciaires, dont la gauche fait ses choux gras à l'approche des élections municipales, n'ont empêché la détermination de M. Devedjian à poursuivre son œuvre de « mise à l'urbanisme ». Sur le thème du logement, il met en avant un rapport de la caisse d'allocations familiales qui évalue à 43 % la part des « logements sociaux de droit et de fait » à Antony. « C'est vrai, on a fait une pause, car j'avais comme priorités de redonner un centre à la ville et de désenclaver le grand ensemble ».

À cheval sur Antony et sur la ville voisine de Massy, dans l'Essonne, ce quartier concentre 2 000 logements de l'office départemental d'HLM des Hauts-de-Seine et 1 600 autres de la ville de Paris, au fond d'une sorte d'impasse, desservie d'un côté par un passage à niveau, de l'autre par une rue à sens unique. « C'est une véritable

nasse » déplore le maire, qui s'est engagé, avec le concours de Roland Castro, l'architecte emblématique du socialisme des années 80, dans une opération de désenclavement consistant à raser le grand L, une barre de 312 logements rachetée pour 20 millions de francs à l'office d'HLM des Hauts-de-Seine.

Quatre-vingts familles ont déjà quitté les lieux. M. Devedjian affirme les avoir relogés « sans difficulté d'intégration, parce qu'elles ont été diluées dans tous les quartiers de la ville ». « Comment prétendre reléguer les gens du Grand L, alors qu'il y a mille cinq cents demandeurs de logements à Antony ? », rétorque M. Pompiet, qui, persuadé que « toutes les familles ne sont pas restées dans la ville », accuse le maire de pratiquer « une mobilité à sens unique ». « Nous, on défend les gens avant les bâtiments. Il avait deux objectifs en arrivant, détruire le Grand L et la cité universitaire. Si vous appelez ça être libéral », proteste-t-il, regrettant l'abandon du projet de réhabilitation de la barre dès l'arrivée de la droite aux affaires.

Récemment, le maire RPR, qui a publiquement reproché à ses homologues des villes riches de ne pas prendre leur part de la construction de logements sociaux - favorisant ainsi les phénomènes de concentration des familles en difficultés ou d'origine étrangère -, a enclenché un petit programme (30 appartements) en centre-ville, « à côté d'un programme privé, et en veillant à ce que rien ne les distingue l'un de l'autre ». Une opération de 160 logements est prévue à la Croix-de-Berny, perçue comme un « quartier riche », tandis que le Grand L devrait céder la place à un programme mixte. M. Pompiet affirme que cette orientation a été prise sous la pression de l'opposition socialo-communiste. D'après le bon score local de Lionel Jospin, en tête avec 26 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, et misant sur de possibles dissensions entre chiraquiens et balladuriens au sein de l'équipe sortante, celle-ci entend bien exploiter à fond - à condition de creuser ses dossiers - les thèmes porteurs du logement et de l'exclusion... qui sont aussi les sujets de prédilection du député des Hauts-de-Seine à l'Assemblée nationale, parfois à contre-courant du discours dominant de ses collègues de l'UDF et du RPR.

Pascal Sauvage

SHIMON PERES

SHIMON PERES Combat pour la paix



456 p. 6 p. d'illustrations en hors texte 150 F

L'ouvrage pourrait s'intituler « Mémoires du siècle »... Peres raconte sa vie, et quelle vie !... Un livre pour l'Histoire.

Pierre Beylau, Le Point

Shimon Peres... présente ses premiers Mémoires, qui retracent à grands traits la vie d'un petit garçon juif, né en 1923 dans un shtetl de la Russie blanche sans administration palanaise, bâtisseur de l'État d'Israël, artisan de sa farce et inspirateur de la négociation avec les Palestiniens... Le ministre israélien des Affaires étrangères raconte par le menu comment il en est venu à privilégier « l'option palestinienne »... Il propose aussi une galerie de portraits de personnalités qu'il a côtoyées au cours de sa carrière.

Daniel Vernet, Le Monde

Son histoire se confond avec celle de l'État d'Israël.

Stéphane Kovacs, Le Figaro

FAYARD

Jean-René Lore

M^{me} Blandin reste opposée au cumul des mandats

La présidente (Verts) du Nord - Pas-de-Calais veut devenir simple conseillère municipale à Roubaix

LILLE. de notre correspondant. Trois ans d'exercice du pouvoir à la tête de la région Nord - Pas-de-Calais n'ont pas émoussé les convictions de Marie-Christine Blandin, la seule présidente « verte » d'une grande collectivité territoriale en France, à propos du cumul des mandats. Elle sera pourtant candidate aux élections municipales à Roubaix, sa ville natale, en deuxième position sur la liste conduite par le socialiste Bernard Carton. Mais ce ne sera que pour prétendre à un simple poste de conseiller « de base ». Car les Verts s'affirment toujours hostiles, par principe, à toute idée de cumul. « D'abord, plaide Marie-Christine Blandin, on fait mal ce qu'on cumule. Ensuite, moins il y aura de gens qui cumuleront, plus nombreux seront les citoyens à participer à la vie collective. Enfin, le cumul engendre une confusion des genres : il est, par exemple, difficile à un maire d'oublier sa casquette de localité de l'étope dans le débat d'une Assemblée régionale : la réflexion stratégique, l'intérêt global passent derrière. » M^{me} Blandin n'en veut pour preuve, cette année, que la frilosité avec laquelle les conseillers

régionaux ont abordé la question de l'évolution de la fiscalité : beaucoup se sont rappelés que 1995 était l'année des municipales.

SALAIRE DE 20 000 FRANCS A la décharge des « cumm-lards », M^{me} Blandin souligne que le statut d'élu n'est pas confortable, surtout en regard de l'engagement individuel qu'il suppose (elle-même gagne 20 000 francs dans sa fonction de présidente de région, moins que certains directeurs de ses services) et que le cumul apparaît dès lors comme une façon de le rendre plus confortable... Elle note aussi, par exemple, que ce statut fait l'impasse sur le droit à la réinsertion professionnelle et à la protection sociale.

Pourtant, même le prestigieux - et impropre - titre de « député-maire », mis en avant par tous les tenants d'un cumul minimum au nom d'un enracinement de terrain pour les élus nationaux, ne trouve pas grâce à ses yeux : « Une hérésie ! » s'exclame-t-elle. « On peut très bien, assure M^{me} Blandin, exercer une fonction, celle de président de région, sans mandat local. Moi, j'ai le temps d'aller sur le terrain jus-

tement parce que je ne cumule pas. » Et puis, elle entend préserver un espace de vie personnelle, qui garantit par ailleurs un ancrage dans la réalité : « Je suis usagère des supermarchés, des magasins de soldes, des administrations ou des services publics... Je dois me battre comme tout le monde, par exemple avec la Caisse d'allocations familiales. Certes, c'est un choix personnel pour moi que d'avoir gardé mon mode de vie, mais j'en vérifie tous les jours l'utilité politique. »

Il faut dire que l'exercice auquel M^{me} Blandin se livre depuis trois ans à la tête du conseil régional Nord - Pas-de-Calais suffit à lui-même : il lui faut mobiliser toutes ses qualités, son opiniâtreté, sa force de caractère, sa volonté de convaincre, pour s'imposer, malgré une majorité des plus relative au sein d'une assemblée pour le moins disparate et rebelle.

« STAGE D'APPRENTISSAGE » Pour autant, aguerrie comme elle l'est désormais, M^{me} Blandin aurait pu mettre son savoir-faire au service d'une nouvelle cause. Dans la perspective des élections municipales, la question s'est posée.

Ne lui a-t-on pas proposé comme sur un plateau - avec enquêtes et sondages favorables à l'appui - de conduire une liste à Roubaix, précisément ? « C'est fatigant et ça fait plaisir », reconnaît-elle avant de commenter avec humour : « Avec 7 % des voix aux régionales je me suis retrouvée présidente de région ; alors, à 40 % de popularité, le risque était grand ! »

On, si elle se sent capable de donner le coup de collier nécessaire pour une campagne, la présidente de la région Nord - Pas-de-Calais se voit mal à la tête d'une ville aussi difficile que Roubaix. C'est donc non. Il n'y aura pas cumul, sauf avec un simple poste de conseiller municipal.

Et un cumul dans le temps ? la militante écologiste reconnaît qu'il peut être intéressant d'obtenir le renouvellement d'un mandat pour mettre à profit le savoir-faire acquis au cours de « ce gigantesque stage d'apprentissage » que constituent les premières années d'une fonction électorale. « Mais pas plus d'une fois », précise-t-elle, pour ne pas couper les ponts avec la réalité.

Le Monde

IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

SPECIAL VENTES

appartements ventes appartements ventes

FÉDÉRATION NATIONALE
DE L'IMMOBILIER
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

FNAIM

VITE ET CLAIR !

L'immobilier, en crise depuis maintenant près d'un quinquennat, aura été l'un des chevaux de bataille des candidats à l'Elysée.

Dans les semaines à venir, nous serons particulièrement attentifs aux mesures qui seront prises, et rien ne serait plus dommageable pour tous ceux qui ont un problème de logement à régler, et par voie de conséquence pour l'industrie immobilière, que de rester dans l'expectative.

Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, la reprise de l'activité passe d'une part par la mise en œuvre des promesses électorales (prime pour les primo-accédants, abaissement des droits de mutation, recherche de la neutralité fiscale quel que soit l'investissement immobilier ou immobilier...), mais surtout par l'annonce rapide du « calendrier d'adoption » de ce train de mesures.

L'attentisme résultant de la période électorale a coûté suffisamment cher à l'économie nationale. Le Chef de l'Etat est bien placé pour savoir que « Paris » ou « s'est fait en un jour », mais, pour que les Français décident de louer, ou d'acheter, ou d'investir, ils ont avant tout besoin de clarté et de dispositions qui se perpétuent dans le long terme étant donné le cycle de l'investissement immobilier.

Jacques LAPORTE,
Président de la chambre FNAIM Paris-Île-de-France

Ventes

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

12^e arrondissement
MONTROUS, STUDIO, 28 m²,
de la baign., 4^e étage, récent,
580 000 F. - L. 43-57-80

13^e arrondissement
GAIÉTÉ, Vrai atelier 70 m²,
pour atelier grande machine
P. d. à louer, 100 m²,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

14^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

15^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

16^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

17^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

18^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

19^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

20^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

21^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

22^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

23^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

12^e arrondissement
MONTROUS, STUDIO, 28 m²,
de la baign., 4^e étage, récent,
580 000 F. - L. 43-57-80

13^e arrondissement
GAIÉTÉ, Vrai atelier 70 m²,
pour atelier grande machine
P. d. à louer, 100 m²,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

14^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

15^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

16^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

17^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

18^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

19^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

20^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

21^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

22^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

23^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

12^e arrondissement
MONTROUS, STUDIO, 28 m²,
de la baign., 4^e étage, récent,
580 000 F. - L. 43-57-80

13^e arrondissement
GAIÉTÉ, Vrai atelier 70 m²,
pour atelier grande machine
P. d. à louer, 100 m²,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

14^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

15^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

16^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

17^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

18^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

19^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

20^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

21^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

22^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

23^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

12^e arrondissement
MONTROUS, STUDIO, 28 m²,
de la baign., 4^e étage, récent,
580 000 F. - L. 43-57-80

13^e arrondissement
GAIÉTÉ, Vrai atelier 70 m²,
pour atelier grande machine
P. d. à louer, 100 m²,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

14^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

15^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

16^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

17^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

18^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

19^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

20^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

21^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

22^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

23^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

12^e arrondissement
MONTROUS, STUDIO, 28 m²,
de la baign., 4^e étage, récent,
580 000 F. - L. 43-57-80

13^e arrondissement
GAIÉTÉ, Vrai atelier 70 m²,
pour atelier grande machine
P. d. à louer, 100 m²,
1 100 000 F. - L. 43-57-80

14^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

15^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

16^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

17^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

18^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

19^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

20^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

21^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

22^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

23^e arrondissement
MR ALBES, 45 m², récent,
5 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

5^e arrondissement
PLACE MAURET, 3 p.,
cuisine, baign., 52 m²,
437-57-80

6^e arrondissement
WVH, 4 av., 2 p., 30 m², à rén.,
id. p. d'hab. ou bureau, 100 m²,
600 000 F. - L. 43-57-80

7^e arrondissement
R. BUCI 42 m²,
STUDIO, 5^e étage, asc.,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

8^e arrondissement
BD DES INVALIDES
APT. PROFESSIONNEL
P. d. 160 m², 3 250 000 F.
FONCIA - 43-57-80

9^e arrondissement
MR DUCO, 72 m², 5 p.,
3 ch., 3 b., cuisine, baign.,
1 400 000 F. - L. 43-57-80

10^e arrondissement
MADELEINE
60 m², 4 ch., cuisine, 5^e étage,
1 200 000 F. - L. 43-57-80

11^e arrondissement
Près de St-Martin, 5 p.,
105 m², 4 ch., cuisine, baign.,
1 100 000 F. - L. 43

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

SANTÉ Le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabuteau, a décidé, au vu des résultats d'une étude pharmacologique internationale de réserver la prescription

des médicaments anorexigènes (coupe-faim) aux seuls patients souffrants d'obésité majeure. ● CETTE ÉTUDE a mis en évidence une relation entre le survenue de quel-

ques cas de maladie vasculaire pulmonaire grave et souvent mortelle et la prise prolongée de ces médicaments. En France, 22 décès imputables à la prise inconsidérée de ces

produits ont été recensés. ● PARMI LES MÉDICAMENTS visés, figurent en particulier l'isoméride et le Ponderal, deux produits très prescrits (près de 4 millions de boîtes d'ano-

rexigènes seraient vendues chaque année en France). L'Agence du médicament précise que ces médicaments ne doivent en aucun cas être utilisés à des fins esthétiques.

Une alerte médicale est lancée sur les dangers des amaigrissants

Une étude internationale a mis en lumière les risques, rares mais mortels, liés à la consommation de produits anorexigènes (coupe-faim) généralement réservés aux traitements de l'obésité mais souvent utilisés à des fins esthétiques

AGISSANT avec une extrême célérité, le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabuteau, vient d'alerter l'ensemble des médecins français en les informant des décisions prises au sujet d'une dizaine de substances amaigrissantes largement prescrites en France.

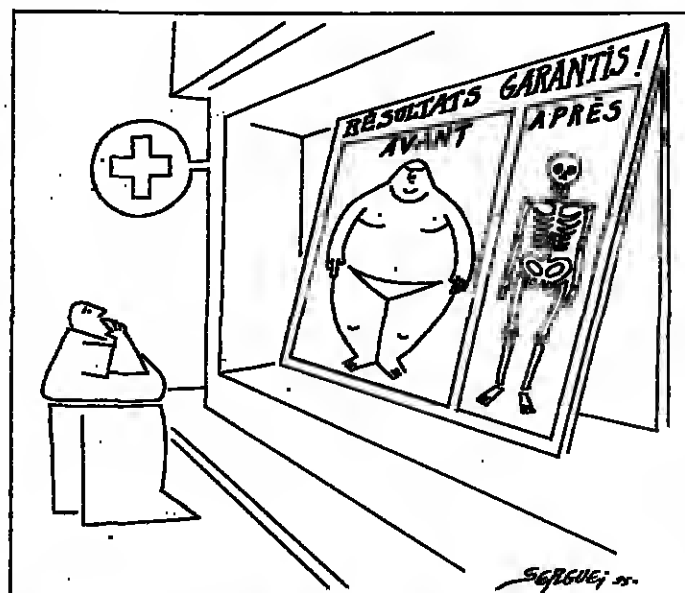
Au vu des conclusions de la réunion nationale du mercredi 3 mai de la commission de pharmacovigilance, les autorités sanitaires françaises ont en effet décidé de restreindre les indications officielles de ces médicaments, dont le caractère potentiellement dangereux vient d'être établi de manière statistiquement indiscutable.

Cette action vise tout particulièrement l'isoméride (ou dexfenfluramine) des laboratoires Ardix (groupe Servier). Ce produit, mis sur le marché en 1983, a rencontré, moyennant force campagnes publicitaires, un très vif succès commercial. Il s'agit, schématiquement, d'une molécule sérotoninergique qui, explique le fabricant, « agit sur la régulation pondérale en diminuant le niveau de réglage du pondérast, système physiologique central qui détermine et maintient stable le poids d'un individu ». Depuis sa commercialisation, cette molécule fait l'objet d'une surveillance des centres de pharmacovigilance.

En 1991, une équipe de l'hôpital Antoine-Bécère (Clamart) avait attiré l'attention des autorités sanitaires, après l'observation d'un certain nombre de cas d'hypertension pulmonaire primitive, diagnostic fait chez des personnes ayant consommé de l'isoméride ou un produit voisin, le Ponderal (ou fenfluramine).

L'hypertension pulmonaire primitive est une affection grave et rare qui se caractérise par une augmentation de la pression artérielle pulmonaire et des résistances vasculaires pulmonaires. Elle est assez fréquemment mortelle quand elle n'est pas dépistée précocement; dans d'autres cas, elle peut contraindre les médecins à pratiquer une greffe cœur-poumons. Le premier symptôme est un essoufflement anormal à l'effort qui va en s'accroissant rapidement et qui s'accompagne de troubles divers (fatigue, syncopes, angine de poitrine).

« En cas d'apparition ou d'augmentation d'un essoufflement pendant l'effort, arrêtez le traitement et consultez votre médecin », précise, au chapitre de l'isoméride, le



Vidal du particulier, ouvrage de vulgarisation de l'information sur les médicaments destiné au grand public. Cet ouvrage ne mentionne toutefois pas de manière explicite le risque d'hypertension pulmonaire primitive. À l'inverse, le dictionnaire Vidal réservé aux médecins mentionne l'existence de « ce risque rare mais grave » et précise que celui-ci impose le respect de l'indication, la limitation du traitement à trois mois et le non-renouvellement de ce dernier. En décembre 1991, une enquête nationale fut mise en place sous la responsabilité du centre de phar-

macovigilance de Besançon, visant à évaluer la sécurité des fenfluramines.

VINGT-DEUX DÉCÈS EN FRANCE

Compte tenu de l'isolement persistant de certaines équipes de pneumologues, une étude épidémiologique internationale fut alors placée sous la responsabilité du professeur Lucien Abenhaim (université McGill, Montréal). Baptisée IPPHS (International Primary Pulmonary Hypertension Study), cette étude, financée notamment par les laboratoires Servier, a été conduite en France, au

Royaume-Uni, en Belgique et aux Pays-Bas.

En décembre 1993, les responsables sanitaires français furent informés qu'une analyse intermédiaire de cette étude allait leur être communiquée en avril 1994. Depuis un an, ce dossier, élargi à l'ensemble des anorexigènes, était ainsi devenu hautement sensible et perçu comme un important problème de santé publique.

Bien que les résultats détaillés et définitifs de cette très importante enquête de pharmacovigilance n'aient pas encore été publiés dans la presse scientifique, Didier Tabuteau, privilégiant les impératifs de sécurité sanitaire, a fort justement décidé, dès qu'il en a connu les conclusions, d'informer en urgence les prescripteurs français.

« Cette étude visait à faire la part des facteurs de risque connus ou suspectés dans ce domaine de la pathologie, nous a expliqué le docteur Anne Castot, chef de l'unité de pharmacovigilance à l'Agence du médicament. Elle a permis de réunir une centaine de cas qui ont été comparés à plusieurs centaines de témoins. Plus de la moitié des malades étaient consommateurs de médicaments amaigrissants.

Les conclusions sont très claires. Elles montrent une association indiscutable entre la prise d'anorexigènes quel qu'en soit le type et le risque d'hypertension pulmonaire primitive. Le risque augmente lorsque les anorexigènes sont pris durant plus de trois mois ou encore

lorsqu'on associe plusieurs anorexigènes. » Ces conclusions ont d'autre part été confirmées par l'enquête menée à l'échelon national. Celle-ci a permis de réunir 117 cas d'hypertension pulmonaire primitive dont 78 ont été retenus. Dans 22 cas, les malades sont décédés, 4 ont fait l'objet de transplantation pulmonaire et 7 personnes sont en attente de greffe. Dans 70 % des cas, la durée

semble des anorexigènes. L'Agence a ainsi décidé de restreindre l'indication « traitement de secourde intention après échec d'un traitement diététique adapté, d'absténir de prescrire à des fins esthétiques ». D'autre part, l'utilisation des anorexigènes ne devra pas dépasser trois mois. Enfin, toute association de substances anorexigènes est dorénavant contre-indi-

« Battage médiatique »

Depuis plusieurs années, en collaboration avec les laboratoires Ardix (groupe Servier), plusieurs médecins ont accepté, dans des revues aussi bien spécialisées que destinées au grand public, de vanter les qualités amaigrissantes de l'isoméride. Dans d'autres cas, la firme pharmaceutique préférait « communiquer » par le biais de publicités au contenu pour le moins peu rigoureux. Ainsi, dans son numéro de juillet-août 1990, la revue médicale *Prescrire* — qui n'accepte pas de publicités pharmaceutiques — avait-elle analysé le contenu de l'une d'elles, relevant de nombreuses approximations. Alors que la publicité mentionnait « avec l'isoméride, - 3, - 7, - 10 kg... », *Prescrire* notait que l'étude publiée dans *The Lancet*, qui servait de support à l'encart, ne mentionnait, au bout de dix mois de traitement, qu'une différence de 2,6 kg par rapport au groupe placebo. Il n'y pas là de quoi « remplir la une des journaux désireux de faire de l'information de qualité et non de la promotion déguisée », ajoutait *Prescrire*, sous le titre « Battage médiatique ».

des traitements amaigrissants était supérieure à trois mois.

Le caractère convergent de ces observations a donc conduit les responsables de l'Agence du médicament à prendre de nouvelles mesures préventives en cherchant à réduire de manière drastique les conditions de prescription de l'en-

quête. Pour compléter cet ensemble de mesures, un arrêté du ministre chargé de la santé, publié au *Journal officiel* du 16 mai, « interdit l'exécution et la délivrance de préparations magistrales et autres préparations à base de substances anorexigènes ». Le Comité des spécialités pharmaceutiques de l'Agence européenne du médicament, présidé par le professeur Jean Michel Alexandre, vient d'être saisi de ce dossier.

Jean-Yves Nau

Les médicaments à prescription réservée

● Étude. Une étude épidémiologique internationale ayant mis en évidence une relation entre la survenue de quelques cas de maladie vasculaire pulmonaire grave et souvent mortelle et la prise prolongée de médicaments anorexigènes (coupe-faim), le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabuteau, a décidé de réserver ces produits aux seules obésités majeures, pour des durées de traitement inférieures à trois mois et uniquement après échec d'un traitement diététique adapté. L'Agence rappelle que ces produits ne doivent en aucun cas être utilisés à des fins esthétiques.

● Médicaments. Les produits concernés sont les suivants :

- Isoméride (laboratoires Ardix) ;
- Ponderal (laboratoires Biopharma) ;
- Moderatan Difucap (laboratoires Theraon-Deglaude) ;
- Tenuate d'Osman (laboratoires Marion Merel Doiv) ;
- Anorex (laboratoires Crines) ;
- Prefamone (laboratoires Dexo) ;
- Fenproporex action prolongée Deglaude (laboratoires Theraon-Deglaude) ;
- Dimintel (laboratoires Diamant) ;
- Incital (laboratoires Pierre Fabre Santé).

Prescription « de confort » et pharmacovigilance

L'AFFAIRE de l'isoméride et des anorexigènes pose de manière exemplaire la somme des difficultés que soulève une évaluation fine du rapport bénéfices-risques dans le champ pharmaceutique et médical dès lors que l'on doit faire face à la commercialisation, sur une très large échelle, de familles médicamenteuses dont l'usage n'est pas immédiatement vital.

Ces difficultés prennent une dimension toute particulière en France, dans la mesure où les prescriptions et la consommation de médicaments amaigrissants sont notablement plus élevées que dans les autres pays européens. Si les données commerciales sont, comme toujours en matière pharmaceutique, tenues jalousement confidentielles, les observateurs évaluent toutefois à environ quatre millions, en 1994 le nombre de boîtes consommées annuellement en France, dont près des deux tiers sont des boîtes d'isoméride vendues 169 francs l'unité de soixante gélules, traitement pour un mois, non remboursé par la Sécurité sociale. À titre de comparaison, le marché finlandais des anorexigènes se situe autour de

quatre mille boîtes. Le dossier des anorexigènes pose aussi en vraie grandeur la somme des problèmes inhérents à l'information des prescripteurs et du grand public. Molécule phare des traitements amaigrissants, l'isoméride occupe aujourd'hui une position dominante qu'elle doit d'abord, sans doute, à ses propres vertus. « Avec ce médicament, les choses sont relativement simples, explique un spécialiste de pharmacovigilance. Soit on souffre des premières prises de vertiges, de maux de tête ou de nausées et on ne peut le supporter, soit on l'accepte et on va perdre du poids. Cette molécule présente par ailleurs sur les amphétamines-like [substances qui reproduisent les effets des amphétamines] le notable avantage de ne pas entraîner de phénomène de dépendance. On ne saurait pour autant oublier les outrances de certaines opérations publicitaires plus ou moins relayées par certains spécialistes de nutrition. »

Les nouvelles règles fixées pour l'ensemble de la classe des anorexigènes devaient, enfin, permettre de cantonner leur usage au strict cadre de l'obésité majeure et résistante aux régimes hypo-

caloriques adaptés. On devrait, en d'autres termes, en finir avec les prescriptions « de confort », réponses médicales trop faciles à la demande de ceux et celles qui souhaitent perdre quelques kilogrammes sans pour autant s'imposer une modification de leur comportement alimentaire.

Les décisions prises par les responsables de l'Agence du médicament constituent une nouvelle étape dans l'indispensable réévaluation du rapport entre les bénéfices escomptés et les risques encourus. La structuration de plus en plus cohérente des systèmes de pharmacovigilance font que ces risques sont de mieux en mieux connus. D'autre part, l'évolution du rapport de forces entre les autorités sanitaires et les fabricants explique que l'industrie pharmaceutique n'a d'autre choix, aujourd'hui, que d'être un partenaire actif du travail d'investigation et de s'associer aux mesures de sécurité collective qui en découlent.

J.-Y. N.

La coqueluche sévit toujours au sein de la population française

Une enquête démontre que, malgré la vaccination, cette infection continue de frapper les tout-petits

ON ÉTAIT ALLÉ trop vite en besogne sanitaire. Avec la généralisation de la vaccination anti-coquelucheuse, on avait imaginé, à partir des années 50, pouvoir en finir avec cette infection bactérienne due à *Bordetella pertussis* et qui se caractérise par une toux quinteuse, douloureuse et persistante, associée à des troubles respiratoires et digestifs handicapants.

On tient généralement pour acquis le fait que la coqueluche est devenue une maladie rare en France comme dans les pays qui incitent largement les parents à faire vacciner leurs jeunes enfants. Toutefois, des flambées épidémiques sont observées dans ces pays. Cette résurgence de l'infection s'accompagne d'une augmentation de la fréquence des cas graves chez les plus jeunes (les nourrissons de moins de six mois) et chez les plus âgés (après dix ans).

Comment comprendre ? Une étude coordonnée par les responsables du Réseau national de santé publique, que dirige le professeur Jacques Drucker, fournit au-

jourd'hui une nouvelle image de la situation française. Cette étude devait être publiée, mercredi 17 mai, dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la Direction générale de la santé.

Une toux quinteuse, douloureuse et persistante, associée à des troubles respiratoires et digestifs

Durant les quinze mois qu'a duré cette étude, près d'un million de cas de coqueluche ont été recensés. 560 ont été retenus, le plus souvent chez des enfants de moins d'un an (65 %) et, dans 37 % des cas, chez des enfants de moins de six mois. Deux fois sur trois, les jeunes patients ont été hospitali-

sés (une fois sur dix dans un service de réanimation) pour une durée moyenne de quinze jours. Ce sont les parents (34 %) et les membres de la fratrie (46 %) qui sont le plus souvent à l'origine de la contamination coquelucheuse.

Il apparaît que, deux fois sur trois, les nourrissons infectés n'avaient pas été vaccinés, le plus souvent en raison de leur jeune âge (inférieur à trois mois). La plupart des autres, toutefois, étaient théoriquement protégés par la vaccination. « Malgré une couverture vaccinale élevée et stable depuis trente ans, la coqueluche n'a pas disparu en France : 560 cas ont été recensés en quinze mois, dont 399 en une année dans un réseau hospitalier représentant ou plus 20 % de l'hospitalisation pédiatrique en France, ce qui conduit à une estimation de l'incidence de la coqueluche repérée par l'hôpital à 3,6 pour 100 000 habitants, résumant les auteurs. Les estimations de l'efficacité vaccinale obtenues par la méthode globale sont, en France, voisines de celles obtenues en Angleterre (93 %) et aux États-Unis (95 %). La prépondérance des

cas non vaccinés et des cas chez les nourrissons devrait inciter à renforcer la couverture vaccinale et souligner la nécessité d'une vaccination précoce des nourrissons. »

L'âge de la primovaccination recommandé a été fixé à deux mois par le Comité technique français des vaccinations en 1990. Mais pour les auteurs de cette étude, la couverture vaccinale demeure, dans notre pays, insuffisante, notamment lors du rappel à 16-18 ans (84 % de couverture). L'émergence de cas chez de très jeunes nourrissons que la vaccination ne peut protéger est plus difficile à régler.

Il faut, selon les auteurs, « s'efforcer de réduire la circulation de *Bordetella pertussis* dans la population au contact des jeunes enfants, à la fois par l'amélioration de la couverture vaccinale et par l'instauration d'un rappel à l'adolescence afin de diminuer le réservoir d'adultes susceptibles de transmettre la coqueluche. »

Il est, selon eux, également nécessaire de traiter le plus précocement possible, et pour une durée suffisante (quatorze jours) afin d'éviter des rechutes. Il faut pour

cela instituer un traitement antibiotique et prophylactique dans l'entourage immédiat des malades.

On peut également espérer, concluent les auteurs, que l'amélioration de la couverture vaccinale dans les pays européens voisins — l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne notamment — diminuera la circulation des germes. Si l'on en croit les spécialistes, les autorités sanitaires françaises s'apprêtent à réintroduire l'incitation collective à la vaccination anticoquelucheuse à l'âge de six ans, de nouveaux vaccins, dits « acellulaires » devant bientôt être disponibles.

J.-Y. N.

Paris IV Sorbonne

Portes Ouvertes 3e Cycle

Lettres et Sciences humaines
Mardi 23 Mai 1995
10h à 18h
54 rue St Jacques
75005 Paris

★ Evaluation épidémiologique, clinique et microbiologique de la coqueluche en France en 1993-1994. Cette publication est signée d'un groupe de spécialistes du Réseau national de santé publique de l'hôpital Prousseau de Paris, de l'Institut Pasteur de Paris et de la Direction générale de la santé.

50.000.000

Bernard Tapie fait appel de sa condamnation

L'ANCIEN président de l'Olympique de Marseille a décidé de faire appel de la condamnation à deux ans de prison dont un an ferme prononcée, lundi 15 mai, par le tribunal de Valenciennes dans l'affaire de corruption et de subornation de témoin du match OM-VA. L'appel étant suspensif, Bernard Tapie ne sera pas incarcéré immédiatement. Le dossier sera examiné par la cour d'appel de Douai (Nord), vraisemblablement au début de l'automne.

Dans un entretien accordé à France 3, Bernard Tapie juge sa condamnation « sévère » et affirme que « quand on vient d'où je viens, on fait des parcours qui sont de temps en temps un peu hasardeux ». « Symboliquement, j'incarne tout un tas de brucs. Et beaucoup ont envie de casser ce symbole pour dire que cette époque est révolue et Tapie qui l'incarne avec », a estimé l'ancien président de l'OM.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le couturier Francesco Smalto a été condamné à quinze mois de prison avec sursis et 600 000 francs d'amende pour proxénétisme aggravé par le tribunal correctionnel de Paris. La justice lui reproche d'avoir, de 1990 à 1993, envoyé des call-girls au président gabonais Omar Bongo, qui lui commandait régulièrement des costumes. Lors de l'audience, la défense avait expliqué que M. Bongo, qui dépensait chaque année 2 à 3 millions de francs chez Smalto, était le seul client auquel M. Smalto accordait ce traitement. L'éventualité d'une stéopositivité du président Bongo ayant été évoquée, cette affaire avait suscité une crise diplomatique entre Libreville et Paris. L'ambassadeur du Gabon à Paris avait été rappelé « en consultation » et la présidence gabonaise avait convoqué l'ambassadeur de France à Libreville.

■ **André Garric**, professeur de mathématiques au lycée Henri-IV de Bergerac, a été condamné, mardi 16 mai, par la cour d'assises de la Dordogne à douze ans de réclusion criminelle pour avoir violé une trentaine de fois la fille de l'un de ses collègues. Le procureur de la République avait requis douze à quinze ans de réclusion contre l'enseignant. L'affaire, classée sans suite en raison de la prescription, a été requalifiée en « viol », ce qui a conduit Garric-souhaitant et un an, devant la cour d'assises.

■ **ENVIRONNEMENT** : le canal du Midi est victime d'une pollution d'origine naturelle par « prolifération d'algues rouges », a déclaré, mardi 16 mai, le président des Voies navigables de France, François Bordry. Un « changement brutal de climat » et, en particulier, les « fortes chaleurs de la semaine dernière » seraient à l'origine de cette pollution, « limitée à une dizaine de kilomètres sur le canal ».

Jacques Médecin est condamné à deux ans de prison ferme pour abus de confiance

L'ancien maire de Nice a été reconnu coupable de détournements de fonds de l'ex-association Nice-Opéra

Jacques Médecin a été condamné, mardi 16 mai, à deux ans de prison ferme, 200 000 francs d'amende et cinq ans de privation des droits ci-

viques par le tribunal correctionnel de Grenoble pour abus de confiance dans l'affaire des détournements de fonds de l'ex-association para-

municipale Nice-Opéra. M. Médecin, qui a fait appel, devrait être jugé à Grenoble, du 19 au 23 juin, dans le cadre de l'affaire de la Serel.

APRÈS quatre années d'exil, « la première explication publique depuis vingt ans » de Jacques Médecin (selon ses mots prononcés à l'audience du 29 mars) a donc pas convaincu. Conformément aux réquisitions du ministère public, le tribunal a condamné l'ancien maire de Nice à deux ans de prison ferme. Seules les peines d'amende (200 000 francs) et de privation des droits civiques (cinq ans) sont inférieures à ce qu'avait réclamé le procureur adjoint, Jean-Pierre Dages-Desgranges (300 000 francs et dix ans) (Le Monde du 31 mars).

Les magistrats ont reconnu Jacques Médecin coupable d'avoir détourné « à des fins personnelles » des fonds de l'ex-association paramunicipale Nice-Opéra, dont le syndic liquidateur s'était constitué partie civile et auquel l'ensemble des condamnés de ce dossier devront verser solidairement 2 126 525 francs de dommages-intérêts. Ils soulignent que « la violation délibérée de la loi pénale par un homme politique investi de plusieurs mandats électifs et comptable

des deniers publics présente un caractère de gravité extrême ».

Citant le compte de la société panaméenne Costa Real, sur lequel ont transité les fonds de Nice-Opéra et sur lequel l'ancien maire de Nice avait procuré, le tribunal a estimé que le prévenu ne pouvait « sérieusement prétendre qu'il n'avait pas accès [aux] relevés [de ce compte], ni qu'il ne se préoccupait pas des sources d'alimentation d'un compte qui fonctionnait comme un compte personnel utilisé pour les dépenses de la vie courante et sur lequel lui-même déposait des fonds ».

MINI-CONFÉRENCE DE PRESSE

Peu avant de prendre connaissance de sa condamnation, Jacques Médecin a tenu, de son box des prévenus, et sous le regard indulgent du service d'ordre et de plusieurs magistrats du palais, une mini-conférence de presse improvisée d'une dizaine de minutes au caractère un peu surréaliste. Se déclarant « fatigué », l'ancien maire de Nice a réaffirmé qu'il n'était « coupable

de rien », sauf peut-être d'avoir été « un peu trop confiant dans [son] entourage ». Réticent à oser « plus d'avenir en France » et songeant toujours à retourner en Uruguay, il s'est réjoui du résultat de l'élection présidentielle : « J'ai toujours été chiraquien. En 1988, il avait fait à Nice son meilleur score de France et cette année encore, j'ai demandé à tous mes amis, par écrit personnellement, sans faire de tapage, de refaire ce qu'ils avaient fait il y a sept ans. » Il n'a pas voulu commettre les autres « affaires », se bornant à dire : « Si j'étais ou nombre des petits ou des gros poissons qui sont passés entre les mailles du filet, je me frotterais les mains de voir des hommes politiques comme moi persécutés par la justice ».

L'avocat de M. Médecin, M^{re} Jean-Marc Varaut, a indiqué qu'il allait faire appel. Il souhaite également déposer une demande de mise en liberté pour son client dans le cadre de l'affaire dite de la Serel, qui devrait être jugée à Grenoble du 19 au 23 juin. L'ancien secrétaire d'Etat y est prévenu de

corruption passive et recel d'abus de biens sociaux. Selon M^{re} Varaut, dans l'affaire Nice-Opéra et compte tenu d'éventuelles remises de peine, Jacques Médecin a déjà « accompli intégralement sa peine ». M. Médecin a été arrêté en Uruguay le 25 novembre 1993 et extradé le 16 novembre avant d'être incarcéré à la maison d'arrêt de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) le 17.

Par ailleurs, Lucien Salles, directeur de Nice-Opéra, a également été condamné pour complicité à dix-huit mois de prison, dont six avec sursis, et 100 000 francs d'amende, ainsi qu'à la privation de ses droits civiques pour cinq ans. Deux autres proches de Jacques Médecin actuellement en fuite, Pierre Michau et Jean Filippi, ont été condamnés par défaut à deux ans de prison ferme, 200 000 francs d'amende, ainsi qu'à la privation des droits civiques pendant cinq ans.

Jean-Michel Dumay
avec Nicole Cabret
à Grenoble

La cour d'appel de Paris décide la remise en rétention de huit étrangers

La préfecture de police contestait leur libération

Il n'appartient pas au judiciaire de se mêler des conditions d'interpellation d'un étranger sans papier. Ainsi en a jugé la cour d'appel de Paris, qui vient de décider de « remettre en rétention » huit étrangers libérés, mercredi 10 mai, par le juge délégué Frédéric Nguyen. La préfecture de police de Paris contestait la compétence du juge dans une procédure qu'elle considérait exclusivement administrative. Bernard Peyrat, président de chambre à la cour d'appel, lui a, samedi 13 mai, donné raison.

Le juge Nguyen avait fait sensation en prononçant la libération de ces étrangers, tous démunis de titres de séjour. Certes, le juge délégué est censé contrôler les conditions de détention des étrangers sans papiers. Il lui appartient en effet d'autoriser ou non la prolongation de la rétention, vingt-quatre heures après le début de celle-ci et pour une durée de six jours. Mais l'usage veut que les magistrats donoient systématiquement leur aval.

Mercredi 10 mai, toutefois, Frédéric Nguyen, comme l'ensemble du Syndicat de la magistrature (SM) dont il est membre, choisit d'adopter une position tout autre. « Moustafa Dabo a été interpellé le 2 mai à 10 heures au motif qu'il aurait décelé la présence des policiers et aurait pris précipitamment la direction de la place de la Nation », autrement dit qu'il aurait fuit, écrit le juge Nguyen dans une des ordonnances. Par conséquent, les conditions fixées par le code de procédure pénale sur le contrôle d'identité « ne sont en rien réunies », conclut-il. Le Conseil constitutionnel a en effet estimé que ces contrôles n'étaient possibles que dans « des circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public ».

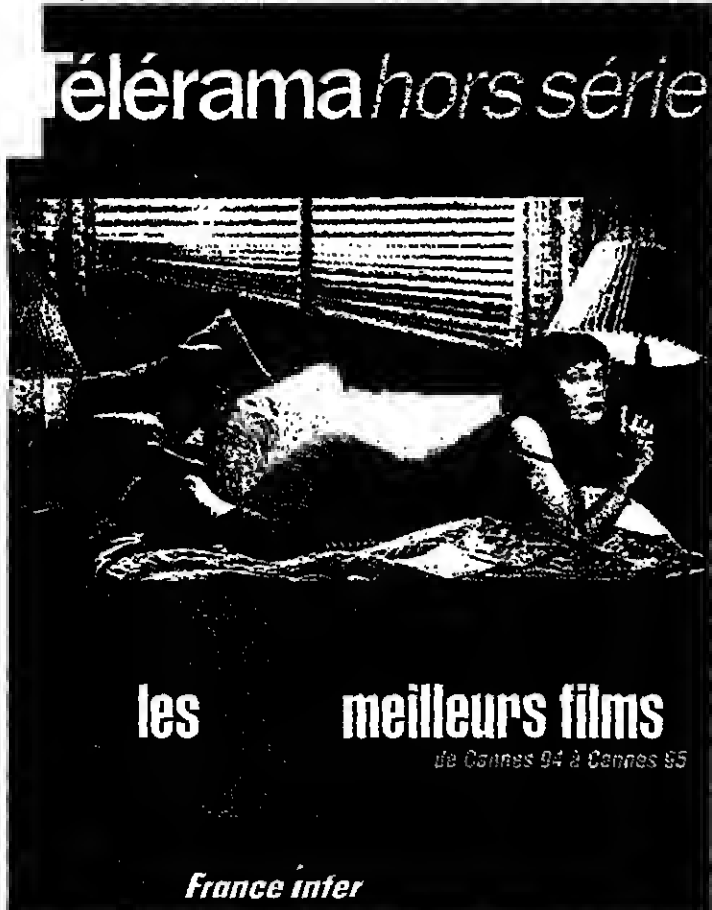
La cour d'appel n'a cependant pas voulu entrer dans ce débat. Dans son ordonnance, Bernard Peyrat souligne simplement qu'« il n'est pas de la compétence du juge délégué, sauf voie de fait, de se prononcer sur la régularité d'une interpellation exercée par la puissance publique ». Le juge Nguyen avait bien tenté de contourner cette position, déjà défendue en première instance par la préfecture de police, en affirmant que le code de procédure pénale ne fixe « aucune limite » au juge « pour contrôler une mesure de surveillance qui met en cause la liberté individuelle ». Il exhibait également la Convention européenne des droits de l'homme, qui, dans son article 5, « prohibe les arrestations irrégulières d'un étranger contre lequel existe une procédure d'expulsion la-

visée ». Mais son argumentation n'a manifestement pas résisté devant le sacro-saint principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire.

Au nom du principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire

Cette décision a provoqué la colère du Syndicat de la magistrature, qui a fait du contrôle de la législation sur les étrangers un de ses chevaux de bataille. « A quoi sert alors le juge délégué », s'interroge Jean-Claude Bouvier, son secrétaire général. A vérifier qu'il n'y a pas voie de fait, autrement dit pas de rétention sans titre ? C'est totalement réducteur. Nous refusons de renvoyer les gens dans un centre de rétention s'ils risquent d'être l'objet de traitements inhumains et dégradants. De même, nous devons pouvoir contrôler que les conditions d'interpellation sont conformes. Sinon qui va le faire ? Le juge administratif ? Lorsqu'il se prononce, l'étranger a déjà été reconduit dans son pays. »

N.H.



De Cannes 94 à Cannes 95, les 60 meilleurs films.

Pulp Fiction contre Tueurs-nés ? Quiz Show contre Forrest Gump ? Comme chaque année, nous avons choisi un cinéma qui bouge, qui dérange, qui résiste. Retrouvez nos 60 coups de cœur. L'Amérique que nous aimons : celle de Quentin Tarantino, Robert Redford, Woody Allen. Mais aussi le reste du monde : Nanni Moretti, Abbas Kiarostami ou Ken Loach. Quant au cinéma français, merci, il ne se porte pas si mal : des Roseaux sauvages d'André Téchiné, au Pêrù jeune de Cédric Klapisch.

Hors-Série cinéma Télérâma

100 pages. 40 F chez votre marchand de journaux.

Avec en cadeau, le poster de la couverture 60x80 cm.

Télérâma
Prenez votre culture en main.

REUSSIR
AVANT LE BAC
TERMINALE ES
Orientation HEC ou Sciences-Po
RÉVISION BAC
Toutes matières, toutes séries
SÉSAM - VISA
APRÈS LE BAC
HEC - SCIENCES-PO
Stages Intensifs et Classes préparatoires
MATH SUP et SPÉ
Stages Intensifs et Math Spé P
MÉDECINE-PHARMACIE
Pré-rentree et soutien annuel
DROIT - SCIENCES ECO
Pré-rentree et soutien annuel
LICENCE-MATHS-ISE
HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CTRC
MEILLEURS RESULTATS
NATIONAUX
Ipesup prepaup
43.25.63.30 3615 Ipesup
BESSEMENT HEC - TERMINALE ES

à deux ans
confiance

Le numéro de téléphone à dix chiffres est prévu pour octobre 1996

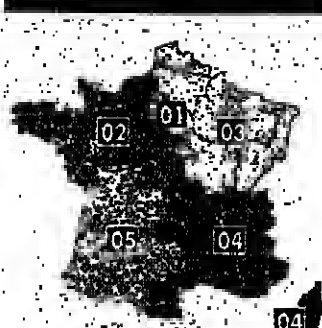
France Télécom veut préparer les abonnés à une procédure d'appel plus simple

Le 18 octobre 1996, France Télécom introduira une numérotation à dix chiffres (quel que soit le lieu d'appel), contre huit à onze chiffres au-

jourd'hui. La France sera divisée en cinq zones géographiques dotées d'un indicatif à deux chiffres (01 à 05). Malgré les contraintes qu'il in-

troduit, ce changement, rendu nécessaire par la demande de lignes téléphoniques, doit simplifier la procédure d'appel.

Les 5 futurs indicatifs



La France sera divisée en cinq zones géographiques dotées d'un indicatif à deux chiffres (01 à 05) qui s'ajoutera aux huit numéros actuels. Ainsi, le numéro d'appel du standard du Monde ne sera plus le 40-65-25-25 (en composant au préalable le 16 et le 1 pour la province) mais, quel que soit la provenance de l'appel - Paris ou province - le 01-40-65-25-25. Paradoxalement, cette nouvelle numérotation, qui soumet les abonnés à une légère contrainte supplémentaire, introduit plusieurs simplifications dans la procédure d'appel. En effet, elle supprimera les homonymies (omettre de composer le 16 et le 1 aboutit à déranger un abonné de province alors que l'on tente de joindre un correspondant en Ile-de-France) et fera disparaître l'indicatif 16. Quant au 19, pour les appels internationaux et les territoires d'outre-mer, il sera remplacé par un nouvel indicatif - le 00 -, comme c'est déjà le cas dans la plupart des pays.

Dans dix-sept mois, la France sera divisée en cinq zones géographiques dotées chacune d'un préfixe de deux chiffres (01 à 05) qui s'ajoutera aux huit numéros actuels. Ainsi, le numéro d'appel du standard du Monde ne sera plus le 40-65-25-25 (en composant au préalable le 16 et le 1 pour la province) mais, quel que soit la provenance de l'appel - Paris ou province - le 01-40-65-25-25. Paradoxalement, cette nouvelle numérotation, qui soumet les abonnés à une légère contrainte supplémentaire, introduit plusieurs simplifications dans la procédure d'appel. En effet, elle supprimera les homonymies (omettre de composer le 16 et le 1 aboutit à déranger un abonné de province alors que l'on tente de joindre un correspondant en Ile-de-France) et fera disparaître l'indicatif 16. Quant au 19, pour les appels internationaux et les territoires d'outre-mer, il sera remplacé par un nouvel indicatif - le 00 -, comme c'est déjà le cas dans la plupart des pays.

Alors qu'aujourd'hui il convient, selon les cas, de composer huit chiffres (province à province), dix chiffres (Paris vers province) ou onze chiffres (province vers Paris), la numérotation sera simplifiée.

tation qui entrera en vigueur fin 1996 généralisera l'utilisation de dix chiffres dans tous les cas de figure. Ces modifications seront sans effet sur la tarification, ainsi que sur les numéros d'appel d'urgence ou de renseignement en deux chiffres (12, 13, 14, 15, 17, 18) et sur ceux à quatre chiffres permettant notamment d'obtenir les services Télétel (3615, 3616). En revanche, l'annuaire électronique devra être consulté en composant le 3611 au lieu du 11, alors que les numéros verts (appel gratuit) seront précédés de l'indicatif 0800 au lieu du 05. Quant aux téléphones mobiles ils commenceront par 06.

TRANQUILISÉS JUSQU'EN 2050

La nouvelle numérotation, a expliqué mardi 16 mai lors d'une conférence de presse Jean-Pierre Poltevin, directeur du réseau et de l'exploitation de France Télécom, était rendue indispensable par la croissance accélérée de la demande. Alors que la France

compte aujourd'hui 31,6 millions de lignes téléphoniques - et un peu plus de numéros d'appel, compte tenu des standards - il faut chaque année répartir un million de numéros nouveaux en raison, notamment, du développement des télécopieurs et des téléphones portables. A ceux qui s'en étonnent, M. Poltevin répond que la numérotation à huit chiffres avait, dès son lancement, été présentée comme une étape intermédiaire. Et que plusieurs pays viennent, eux aussi, de modifier leur système de numérotation (doot le Royaume-Uni, qui a adopté les onze chiffres le mois dernier). Reste que la progression du trafic observée ces dernières années a surpris les experts et qu'en tout état de cause les abonnés vivront forcément les prochains changements comme une perturbation avant d'en saisir les avantages. A cet égard, l'Association française des usagers du téléphone et des télécommunications (Afuft) regrette que les deux numérotations n'aient pas provisoirement coexisté, comme en

Grande-Bretagne. Et annonçant dès maintenant la date d'entrée en vigueur des dix chiffres, France Télécom n'entend pas seulement entamer la préparation psychologique des particuliers. Ces précautions s'adressent également aux entreprises, qui devront adapter leurs équipements (standards, systèmes de télésurveillance, de paiement électronique ou réseaux informatiques). Bien que les spécifications techniques des installations téléphoniques prévoient depuis plusieurs années le passage à dix chiffres, il ne fait aucun doute que l'obsolescence des appareils les plus anciens sera hâtée. Sans compter les divers coûts qu'engendrent tout changement de numéro de téléphone. Une consolation, toutefois : France Télécom assure qu'au taux de progression actuel les dix numéros permettront de décaler suffisamment de combinaisons numériques jusqu'aux environs de 2050.

Jean-Michel Normand

Une étude pointe les difficultés grandissantes des ménages surendettés

Les plans d'apurement des dettes ne sont pas respectés

« IL NE FAUT PAS se dissimuler la situation très difficile que traversent une proportion importante de surendettés ou cours de la première période du plan. » En présentant, début mai, devant le comité consultatif du Conseil national du crédit, les résultats de son évaluation du dispositif d'apurement du surendettement des ménages, le Centre de recherche sur l'épargne (CREP) s'est gardé de tout optimisme. Au terme d'une étude réalisée d'octobre 1994 à janvier 1995 auprès de 790 ménages surendettés, il apparaît qu'« en début de plan, plus de 70 % d'entre-eux doivent régler sur leur minimum vital pour faire face à leurs charges de remboursement, résultat des plans omniaires et judiciaires ». Dans 10 % des cas, « les surendettés ne pourraient pas couvrir leurs charges de remboursement même en abandonnant totalement leur minimum vital ».

Ces éléments inquiétants confirment le sombre bilan dressé, en avril, par l'Institut national de la consommation (Le Monde du 21 avril). Sur toute la durée du plan - dix ans en moyenne -, les efforts

de remboursement demandés aux ménages représentent 26 % de leurs ressources (au lieu de 53 % avant bénéfice de la loi Neiertz). Mais, en début de plan, les échéances de remboursement représentent encore 42 % des fonds du ménage, voire même 43 % à la fin des moratoires (de trois à six mois) concédés pour résorber certaines dettes prioritaires. Conséquence : « près d'un tiers » des débiteurs enregistrent des incidents de paiement. 10 % de ces manquements déboucheraient au contentieux, précise le CREP.

Dans plus de la moitié des cas étudiés, les débiteurs se sont surendettés après avoir contracté divers crédits à la consommation. L'autre moitié doit faire face à un ou plusieurs prêts d'accès à la propriété, auxquels s'ajoutent divers crédits d'équipement. Parmi les causes déclarées de surendettement, le chômage est cité par 35 % des personnes interrogées, la séparation ou le divorce par 15 % d'entre eux, à égalité avec la maladie.

V. D.

Grève des étudiants de l'Ecole nationale des Chartes

L'ÉCOLE NATIONALE des Chartes, qui a traversé les décennies hors du temps, serait-elle menacée ? Parce qu'ils éprouvent de vives inquiétudes sur leur avenir et celui de leur établissement, les « chartistes », pour la quatrième fois dans l'histoire de l'institution, ont décidé de se mettre en grève. Mardi 16 et mercredi 17 mai, ils ont manifesté devant les administrations et leurs ministères de tutelle.

Fondée par une ordonnance de Louis XVIII en 1821, l'Ecole nationale des Chartes est une institution hors du commun. Selon une méthode spécifiquement française, elle forme les futurs conservateurs des archives et des bibliothèques, gardiens de la mémoire du patrimoine écrit et, depuis peu, audiovisuel du pays. Sur quatre étages, à l'étroit dans une des ailes de la Sorbonne, le temps se mesure à la longueur des rayonnages d'un fonds documentaire de 200 000 ouvrages rares spécialisés dans l'histoire médiévale et contemporaine. Ici, dans un décor immuable de tables et de bancs de bois, se sont succédés des générations d'étudiants et de chercheurs qui font revivre le passé. Ils ont appris à récrire l'histoire du droit civil, canonique et des institutions. Ils se sont initiés à la paléographie et à la philologie, à des méthodes scientifiques de décodage des textes anciens, comme aux fondements de l'archéologie et de l'histoire de l'art.

La crainte des étudiants résulte de la réforme des études et du plan de développement engagé en 1992. Jusqu'alors, l'école recrutait des promotions de 25 à 30 élèves dans le vivier de classes préparatoires spécialisées. L'effectif a été porté à quarante-trois dans la perspective d'éventuelles embauches à la Bibliothèque nationale de France ou dans les collectivités locales. A cet effet, la formation initiale de trois années a été prolongée par des stages d'application de dix-huit mois, dans la nouvelle Ecole nationale du patrimoine pour les musées et les monuments historiques, et dans l'Ecole nationale supérieure

des sciences de l'information et des bibliothèques (Enssib) de Villeurbanne.

Alors que la première promotion élargie achève son parcours d'études, les perspectives de débouchés se seraient brusquement refermées. Bien que le nombre des créations et des renouvellements de postes ne sera fixé qu'en juillet, à l'issue des derniers arbitrages budgétaires, les étudiants font état d'une diminution sensible du recrutement, tant à l'Ecole du patrimoine qu'à l'Ecole des bibliothèques. Plus d'élèves et moins d'emplois assurés : est-ce à dire que l'ANPE va devoir prendre en charge une catégorie de chômeurs particulièrement difficile à reclamer ?

UNE SITUATION PARADOXALE

Selon Yves-Marie Bercé, le directeur de l'Ecole, « l'inquiétude des étudiants n'est pas illégitime ». Placée sous la tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, l'Ecole des Chartes est aussi dépendante des créations de postes du ministère de la culture, récemment victime de restrictions et de gels de crédits. Pour les étudiants, la situation se révèle paradoxale. Fonctionnaires stagiaires rémunérés (6 500 francs par mois), ils doivent à l'Etat un engagement de dix ans, à condition que celui-ci leur propose des emplois correspondants. « Pourquoi recruter quarante-trois élèves par promotion, si guère plus d'une dizaine d'emplois sont proposés à la sortie », s'interroge Frédéric-Nicolas Laux, un élève qui craint des répercussions sur le recrutement dans les classes préparatoires.

Bien qu'il n'envisage pas encore de réduction des effectifs, M. Bercé n'en est pas moins inquiet. Cette situation nouvelle pourrait bien, en effet, remettre en cause le transfert envisagé et l'extension de l'Ecole dans l'actuelle Bibliothèque de France, après son installation à Tolbiac.

Michel Delberghe

Aujourd'hui, peut-on parler d'assurance collective sans écouter la CNP ?

REUSSIR
TERMINALE TS
REVISION BAC
SESAME - VISA
NEC - SCIENCES
MATH SUP et SPE
MEDECINE-PHARM
DROIT Sciences ET
MRC - ESCP - ESF
SCIENCES-PO-OR
MATHS-SCIENCES
ONLINE-ONLINE
MATHS-SCIENCES

صلى الله عليه وسلم

2

16 / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

HORIZONS

PORTRAIT

Alain Juppé

« J'ai aimé cette maison », disait récemment Alain Juppé, avec quelque nostalgie, à propos du Quai d'Orsay qu'il se préparait déjà mentalement à quitter. S'il devient aujourd'hui le premier ministre de la France, c'est, entre autres, parce que son passage par cette « Maison » a modifié son image et lui a conféré une autre stature politique. Est-ce à dire que le ministère des affaires étrangères n'aura été pour lui qu'un « tremplin » vers Matignon, sur un parcours programmé de longue date pour le hisser au sommet de l'Etat en l'an 2002 ? Qu'il songe parfois à une telle trajectoire ne fait guère de doute. Qu'à un classique appétit de pouvoir se réduisent les motivations de cet homme, fort secret sur lui-même, est en revanche peu probable.

Ce ministère, Alain Juppé l'avait revendiqué d'une façon qui pouvait laisser présager le pire. C'était en 1993, la victoire de la droite aux législatives était annoncée, et le secrétaire général du RPR avait la dent particulièrement dure contre François Mitterrand. Il déclarait que le président ferait mieux de quitter la place, contestait l'idée que la politique étrangère fût le « domaine réservé » du chef de l'Etat ; il paraissait vouloir, en breteur du RPR, aller ferrailler sur ce terrain dont François Mitterrand était particulièrement jaloux et l'on pouvait craindre, au minimum, la réédition des chamailleries qui, au début de la première cohabitation, avaient quelque peu altéré l'image de la France à l'étranger.

S'il n'en fut rien, c'est bien sûr parce que le parti, avait été pris, par François Mitterrand comme par Edouard Balladur, de rendre cette seconde cohabitation aussi harmonieuse que possible. Mais c'est aussi parce qu'Alain Juppé, troquant les habits du militant en campagne pour le rôle de chef de la diplomatie, est très rapidement apparu comme un brillant ministre. Il a su, en convoquant plutôt qu'en bagarrant, obtenir du chef de l'Etat, non seulement le droit de parole (c'est essentiellement lui qui, pendant deux ans, aura expliqué la politique étrangère aux Français), mais une marge d'initiative plus importante sans doute qu'aucun autre ministre des affaires étrangères de la V^e République avant lui. Il eût à ferrailler, mais au sein de son gouvernement, pas avec l'Elysée.

Il arrivait au ministère avec - déjà - la prétention de cumuler cette fonction avec le secrétariat général du RPR et son poste à la mairie de Paris. Mais il fallut aux sceptiques très peu de temps pour constater qu'il y venait aussi avec les qualités qui allaient faire son succès : une incontestable modestie face à ce qu'il ne connaît pas, une volonté de savoir,



ou la preuve par la diplomatie

ments et le malaise, engageait la réforme, convoquant tous les ambassadeurs. En quelques semaines, cette administration qui, sous son prédécesseur, avait souffert du sentiment d'être ignorée, voire discréditée, se sentit, toutes tendances politiques confondues, réhabilitée.

Dans les conflits qui opposent ensuite au ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, il y aura constamment, indépendamment des antagonismes de fond et des

que d'imaginer qu'il n'en était pas informé et que cela relevait davantage de la « magouille publique » que d'une « diplomatie secrète ».

Les « magouilles » et les « coups » du ministre de l'Intérieur en direction de certains pays sensibles du monde arabe et de l'Afrique ont ponctué ces deux années, depuis les rencontres « secrètes » de M. Pasqua avec telles personnalités étrangères indésirables en France jusqu'aux mystérieuses tractations avec le Soudan pour la livraison du terroriste Carlos, pour ne citer que deux exemples.

Il y eut aussi l'épisode dramatique de la prise d'otages sur l'aéroport d'Alger que le ministre de l'Intérieur voulait laisser régler sur place par ses « amis » du gouvernement algérien. En obtenant finalement de M. Balladur qu'il exige d'Alger de laisser décoller l'appareil pour la France, Alain Juppé a peut-être évité ce jour-là un bain de sang sur l'aéroport Boumedienne. Le chef du gouvernement l'en avait remercié comme on sait en donnant, après le dénouement, une conférence de presse satisfaisante en la seule compagnie du ministre de l'Intérieur... Il y eut pour finir, dans un autre registre encore, la publicité complaisamment donnée par Charles Pasqua à l'affaire des espions de la CIA, qui amusa le chahand un moment, mais qui ne l'abusa guère plus qu'elle n'impressionna les Américains.

Alain Juppé, de toute évidence, ne croit pas à la rouerie en politique, et ce en sens très tranché sur certains ténors des générations plus anciennes qui, depuis des

lustres, abreuve la chronique française de leurs sous-entendus, de leurs grosses ficelles, de leur art de oeyer le poisson et de leurs effets de manche. En ce sens, il est un homme politique moderne, plus conforme au comportement de la plupart des responsables politiques des démocraties occidentales. Si certains, comme Douglas Hurd ou d'autres, font valoir avec soulagement dans les réunions et négociations internationales, c'est que, malgré les diver-

Il s'est heurté, avec le dossier bosniaque, à l'un des cas les plus difficiles, dans sa carrière, de résistance du réel à son volontarisme méthodique

gences de fond qui l'opposaient à lui, ils avaient, avec lui, le sentiment de savoir où la France voulait en venir.

Il ne croit pas non plus à la flagornerie ni à la séduction et c'est sans doute, paradoxalement, un des aspects de sa personnalité qui ont plu à François Mitterrand. Tandis que d'autres se perdaient à rechercher, en vain, avec le dino-saure de l'Elysée quelque complicité culturelle, quelque complicité littéraire, lui faisait nettement le partage entre le respect qu'il devait à l'expérience de l'homme, à son savoir historique, à son rang, et la rigueur qu'il devait aussi à ses propres analyses et à ses convictions. François Mitterrand a apprécié cet esprit clair, non enclin

aux concessions. « Il ne demande qu'à se laisser convaincre », affirmait-il, à propos du président ; dans l'entourage du ministre des affaires étrangères, en diverses circonstances où il parvint à infléchir sur le foed la ligne qui était jusque-là celle de l'Elysée.

Ce ne fut pas fréquent car, en politique étrangère, les possibilités de changer de cap sont assez limitées. Alain Juppé était arrivé au Quai d'Orsay comme l'homme qui avait entraîné le RPR à se prononcer pour le « oui » à Maastricht, il avait l'intuition que la relation franco-allemande est la donnée fondamentale de la politique extérieure de la France et, hormis des différences de style, une approche de la construction européenne plus réaliste que lyrique, l'essentiel était avec lui préservé. Il n'avait, sur à peu près tout le reste, aucun a priori, sauf sur un sujet : la Bosnie.

Comme, bien sûr, lorsqu'il était dans l'opposition, il n'avait été à la question qu'une attention intermittente et s'en était servi comme argument de polémique intérieure. Mais il semblait, en accédant au ministère, avoir pris conscience du désastre, de ce qu'avait d'intolérable les violences

été très mal engagée avant lui, qu'il n'y avait plus dès lors de « bonne solution » possible et qu'il n'était seul à décider ni en France, ni à l'ONU, ni à l'OTAN. S'il supporte mal les critiques à propos de la Bosnie, c'est sans doute aussi parce que sur ce dossier qui lui tient particulièrement à cœur, la « méthode Juppé » n'a pas encore fait ses preuves de façon décisive et risque de montrer ses limites.

Cette méthode tient toute entière dans une démarche analytique, une identification claire des objectifs et une foi en la rationalité, dont le « plan de règlement international », conçu par le Quai d'Orsay et qui attend depuis des mois le bon vouloir des Serbes, est une illustration parmi d'autres. C'est un système d'une logique impeccable, un montage complexe de pressions internationales exercées sur le président de Serbie Slobodan Milosevic pour que lui-même fasse pression sur les Serbes de Bosnie. Une métastase géopolitique qui devrait théoriquement enclencher le dynamisme de la paix. Le problème est qu'à ce stade, cela ne fonctionne pas. Les jeux ne sont pas faits et M. Juppé, obstiné, et qui gagne aujourd'hui avec le changement de donne en France une marge de manœuvre

nouvelle, n'a de toute évidence pas baissé les bras. Il ne s'en sera pas moins heurté, sur le dossier bosniaque, à l'un des cas les plus difficiles dans sa carrière de résistance du réel à son volontarisme méthodique.

Alain Juppé a changé au Quai d'Orsay. Il y venait avec une réputation de sécheresse, de froideur dans les contacts, avec une image de normalien-éponge qui lui collait à la peau. Il restait cet homme pudique et réservé sur lui-même, mais tous ses interlocuteurs ont pu mesurer en deux ans la réelle capacité d'écoute, la sincère curiosité qui se cachent derrière cette retenue, qu'il se soit agi de froids stratèges internationaux ou de ceux qui venaient lui parler des gens, comme cette grande petite bonne femme Rigoberta Manchur venue raconter au tout nouveau ministre le sort des Indiens guatemaltèques et qui le passionna.

Il arrivait au Quai d'Orsay mu par l'ambition, mais aussi probablement par un désir de brillant élève d'élargir son champ, de se frotter à la « vraie vie », aux réalités du monde. Ce désir n'a pas été déçu et il n'est pas non plus épuisé. Il est probable que M. Juppé souhaitera garder à Matignon un peu plus que la part qui traditionnellement revient au chef du gouvernement dans la conduite des affaires extérieures de la France.

Reste à savoir si la « méthode Juppé », cérébrale et pugnace, saura, pour encore s'enrichir de cette dimension proprement politique qui fait les grands hommes d'Etat.

Claire Tréan

ouer avec le

Jouer avec le feu

par Mario Vargas Llosa

Le choc provoqué, en Argentine, par les témoignages sur les crimes et tortures commis par la dictature militaire - inaugurée en 1976 par le coup d'Etat du général Videla, elle prit fin en 1983 avec l'élection d'Alfonso - pourrait être des plus salutaires pour l'avenir de la démocratie, tant dans ce pays que dans toute l'Amérique latine. Mais seulement si l'on en étudie tous les facteurs et si la société dans son ensemble tire du débat les conclusions qui s'imposent. Mon sentiment est que rien de cela ne va se produire.

Si l'envergure des horreurs de la répression n'était un secret pour personne, ce qui a déclenché le scandale - attisé par la campagne électorale - ce sont les précisions terrifiantes données par les militaires « repentis » sur le sadisme avec lequel cette répression s'est abattue sur ses victimes, et surtout le fait que les auteurs de ces révélations n'ont été autres que les tortionnaires en personne. A présent, la preuve est faite. La vérité ne saurait plus être remise en question ou minimisée, car les langues qui se délient pour la rendre publique sont celles de personnes qui ont elles-mêmes appliqué du courant électrique, lâché les chiens dressés à castrer à coups de dents les prisonniers ou poussé ces derniers, nus et anesthésiés, depuis des hélicoptères dans la mer.

Tout cela est, certes, atroce et nauséabond pour toute conscience moyennement morale, tout comme est parfaitement légitime l'indignation des catholiques lorsqu'ils se sentent poignardés dans le dos par leur Eglise en apprenant que les officiers ou les recrues chargés de précipiter des prisonniers politiques vivants dans l'océan recevaient, afin de ne pas souffrir par la suite de remords, le réconfort spirituel de prêtres et d'aumôniers des armées. (Il y avait des médecins et des psychologues chargés de « compléter » cette tâche et d'éviter ainsi que la dénormalisation ne se répande parmi les membres des corps spécialisés dans la lutte antiterroriste.)

Sans que cela diminue le dégoût que m'inspire cette barbarie, je dois avouer que j'ai suivi avec un malaise croissant le débat argentin sur la question de savoir si ces nouveaux éléments d'appréciation justifiaient la levée de l'amnistie du 28 décembre 1990, la réouverture des procès et l'envoi en prison du plus grand nombre possible de complices - civils ou militaires - des tortures, assassinats et disparitions des treote mille victimes de la dictature dirigée par Videla, Viola et Galtieri. Ce serait, assurément, magnifique si tous les responsables de ces cruautés inouïes étaient jugés et sanctionnés. C'est pourtant pratiquement impossible, car cette responsabilité dépasse de beaucoup la sphère militaire et implique un large spectre de la société argentine, y compris une bonne partie de ceux qui aujourd'hui poussent des cris d'orfraie en condamnant rétroactivement une violence qu'ils ont eux aussi, d'une manière ou d'une autre, contribué à attiser.

Le remplacement d'un gouvernement démocratique par un régime dictatorial ouvre (...) les portes et les fenêtres à un déchaînement imprévisible de violence, sous toutes ses formes (...). La portée de cette violence implicite dans tout régime reposant sur la force brute dépend, bien sûr, de facteurs qui varient d'un pays à l'autre, d'une époque à une autre; mais c'est une loi qui ne souffre pas d'exception - surtout en Amérique latine - que toute dictature, fût-elle la plus « bénigne », laisse toujours derrière elle un sinistre sillage de sang et de mort, et un long catalogue de violations des droits de l'homme.

C'est pourquoi (...) les révélations des officiers Adolfo Scilingo et Hector Vergés, du gendarme Federico Talavera et du sergent Victor Ibañez (...) ne doivent aucunement engendrer la surprise, car torturer, assassiner, faire disparaître, n'est-ce pas le lot et la pratique habituelle, depuis toujours, des dictatures d'Amérique latine, comme de partout ailleurs? Ce qui a varié, sans aucun doute, c'est la technologie, de nos jours bien plus avancée qu'aux temps antiques où Trajano lançait ses adversaires aux requins non depuis un avion, mais du haut d'une médiocre falaise de la capitale dominicaine. Nous autres Latino-Américains connaissons tout cela par cœur et, pour cette raison, ceux qui se taisent ou applaudissent quand un régime démocratique est détruit par les tanks savent très bien quel projet de vie pour la communauté ceux-ci apportent entre les crocs de leurs chenilles. Dois-je rappeler que le coup d'Etat militaire contre le gouvernement d'Isabelita Peron a été largement salué par un très large secteur, peut-être majoritaire, de la société argentine? Cette multitude de visages anonymes et réjouis qui poussèrent un soupir de soulagement à l'installation de la junte militaire n'est pas étrangère à l'honneur qui dévota son visage abject ces jours-ci au sein de la vie politique argentine, tout en faisant l'objet d'un examen public grâce au régime de liberté et de légalité que connaît ce pays aujourd'hui.

S'il y a à quelqun hypocrisie à jouer les innocents ou les aveugles sur ce qu'une dictature signifie, il y en a tout autant à avoir la mémoire courte en éliminant du débat un fait capital: le climat d'insécurité et d'impunité qui régnait en Argentine dans les années 70 à cause de l'action insurrectionnelle des Montoneros et de l'Armée révolutionnaire du peuple (Ejército Revolucionario del Pueblo, ERP). Cette guerre s'est déchaînée, ne l'oublions pas, non contre une dictature militaire mais contre un régime civil issu des urnes et qui, malgré tous ses défauts - innombrables, je le sais -, préservait un certain pluralisme et laissait une vaste marge d'action à ses adversaires de droite et de gauche, ce qui veut dire qu'il aurait pu être remplacé pacifiquement, au moyen du processus électoral.

Or les « *guérilleros urbains* », romantiques et idéalistes, ne voulaient pas conserver le système démocratique, corrompu et inefficace, mais en faire table rase et édifier une tout autre société. Selon eux, le système n'était qu'une mascarade et leurs assassinats, attentats, rapt et « *expropriations* » - comme ils baptisaient leurs vols et hold-up - avaient précisément pour objet de rétablir la vérité; autrement dit, de faire sortir les militaires des casernes pour qu'ils gouvernent, car la démocratie était-elle autre chose que le pathétique prétexte du véritable pouvoir représenté par l'institu-

tion militaire et ses alliés, les capitalistes? Leur stratégie réussit, et les militaires, sous les acclamations d'une bonne partie de civils étourdis et atterrés par le terrorisme, sortirent des casernes pour livrer la guerre à laquelle ils étaient appelés et, comme pour ce qui était de nier, ils étaient mieux équipés et mieux entraînés que les guérilleros, ils tubèrent sans peine dix ou vingt personnes - voire plus - pour chacune des victimes tuées par le camp adverse, sans se sou-

cier de ce que, parmi les victimes, tombaient un nombre considérable d'innocents.

De toute évidence, la sauvagerie des uns ne constitue jamais une circonstance atténuante pour la sauvagerie des autres, et je ne crois pas du tout que l'on puisse évacuer ou mitiger la responsabilité des abus effroyables de la dictature par les crimes des Montoneros ou de l'ERP. En revanche, je soutiens que l'on ne peut dissocier la férocité de la répression de la dictature militaire de la déclara-

tion insensée de « *guerre armée* » lancée par ces mouvements extrémistes contre une démocratie qui, si faible et si incompétente fût-elle, était cependant la plus précieuse rempart du peuple argentin contre la violence. Ainsi, tous ceux qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à l'effondrement de ce système et à son remplacement par une junte militaire ont jeté de l'huile sur le terrible incendie qui a ravagé le pays le plus cultivé, le plus prospère et le plus

moderne d'Amérique latine en le faisant régresser vers la barbarie politique. (...) Mon pessimisme est lié à des déclarations comme celle de l'ancien dirigeant montonero Jorge Reyna, qui, alors que des journalistes lui demandaient si lui aussi se « *repentait* » de sa contribution personnelle à la violence des années 70, a eu cette réponse: « *Mai, je suis fier, ou contraindre, d'avoir essayé de changer le monde. C'est la colonne vertébrale qui me maintient en vie après tout ce que j'ai enduré...* » Voilà certainement une attitude cohérente. Mais faudra-t-il alors s'étonner qu'un général, un colonel ou un capitaine y réponde, en déclarant, pour sa part, être fier d'avoir sauvé la civilisation occidentale et chrétienne de l'offensive athée et communiste? C'est là, une fois encore, le chemin de la guerre civile; et, si elle éclate à nouveau, les Argentins savent déjà très bien qui va gagner et quelles en seront les conséquences.

Aussi feraient-ils bien, au prix d'un effort pour surmonter leur nausée - qui se comprend - et leur épouvante, de tourner leur regard vers ces pays qui, comme l'Espagne ou le Chili, ont su rompre le cycle infernal et ont été capables d'enterrer le passé afin de pouvoir construire le futur. C'est seulement quand la démocratie s'enracine et que la culture de la légalité

et de la liberté imprègne toute la vie sociale qu'un pays est armé contre les violences bestiales comme celles qu'a pu vivre l'Argentine de ces années-là et qu'il est assez fort pour sanctionner dûment ceux qui menacent l'Etat de droit. La démocratisation des institutions en Amérique latine - et, en particulier, celle des forces armées, habituées depuis la ouïe des temps à agir sur le mode de la toute-puissance - est un processus lent et délicat dont dépend en grande partie le futur de la liberté sur le continent. L'exemple de ce qui s'est passé au Pérou, avec une démocratie que les Péruviens ont détournée - à cause de la violence des groupes extrémistes et de l'aveuglement et de la démagogie de certaines forces politiques - et qu'ils ont laissé tomber comme un fruit mûr dans les bras du pouvoir personnel et militaire, devrait ouvrir les yeux des imprudents justiciers qui, en Argentine, profitent de ce débat sur la répression des années 70 pour prendre une revanche, venger de vieux affronts ou poursuivre par d'autres moyens la guerre d'émulation qu'ils ont déchaînée et perdue.

Mario Vargas Llosa est écrivain.
(Traduit de l'espagnol par Carmen Val Julian.)
© « El País »

Juger et sanctionner tous les responsables des cruautés inouïes perpétrées en Argentine? Ce serait magnifique, mais c'est pratiquement impossible

tion militaire et ses alliés, les capitalistes? Leur stratégie réussit, et les militaires, sous les acclamations d'une bonne partie de civils étourdis et atterrés par le terrorisme, sortirent des casernes pour livrer la guerre à laquelle ils étaient appelés et, comme pour ce qui était de nier, ils étaient mieux équipés et mieux entraînés que les guérilleros, ils tubèrent sans peine dix ou vingt personnes - voire plus - pour chacune des victimes tuées par le camp adverse, sans se sou-

cier de ce que, parmi les victimes, tombaient un nombre considérable d'innocents.

Parce que vos salaires ont plusieurs vies, il est normal que notre assurance collective les assure toutes.

Aujourd'hui, chaque salarié a des besoins différents, des attentes précises qui évoluent avec sa vie. Obtenir un congé payé, profiter pleinement d'un congé parental, bénéficier de meilleurs soins... tout cela est possible.

C'est pour cela que la CNP accompagne chaque personne à travers toutes les vies de sa vie. En lui apportant des solutions adaptées, la CNP tient à remplir totalement son rôle de 1^{er} assureur collectif de France. Ainsi, avec la CNP, chacun peut prévoir, épargner, être assuré en profitant pleinement des économies que permet l'appartenance à un groupe. Depuis 150 ans, la CNP, premier assureur de personnes en France, innove en développant de nouveaux produits, de nouvelles techniques pour ses différents partenaires français et étrangers: chaque jour, elle construit l'avenir par une plus grande écoute des besoins de chacun.

Pour tous renseignements, appelez le 167 (1) du 18 95 50.

CNP ASSURANCES

AU COURRIER DU « MONDE »

THOMAS MANN EN ALLEMAGNE

Dans l'article de votre envoyé spécial sur « *Sanary, havre des écrivains allemands avant-guerre* », paru dans *Le Monde* du 31 mars, il est écrit à propos de Thomas Mann: « *Résidant en Suisse, l'écrivain émigré aux Etats-Unis en 1938. Il ne revit jamais l'Allemagne* ». Permettez-moi de rectifier cette dernière affirmation. En juillet 1949, Thomas Mann rendit une visite officielle à l'Allemagne de l'Ouest et à l'Allemagne de l'Est. Il prononça un discours le 25 juillet à Francfort-sur-le-Main. Puis, il se rendit à Munich, où il parla de « *Goethe et de la démocratie* ». Le 30 juillet, il est à Nuremberg, puis à Bayreuth. Sa visite à Weimar fin juillet, début août, fut un événement politique. Il y fut très bien reçu; il fut nommé citoyen d'honneur de la ville de Weimar, et le prix Goethe lui fut décerné. Le grand reproche qui lui fut fait par la suite, c'est qu'il ne visita pas le camp de Buchenwald.

Ces faits, simplement, pour rétablir la vérité historique.

Marie-Louise Roth, Sarrebruck

L'AN 2000

Ces années 90 nous amènent à beaucoup parler de cette fin de siècle (et de millénaire) pour le 31 décembre 1999. Mais est-ce bien exact? Ou alors il faudrait accepter que le premier siècle n'ait que quatre-vingt-dix-neuf ans, ce qui serait anormal. En effet, la première année du premier siècle était l'an 1, la deuxième année, l'an 2... la 99^e année l'an 99. Il faut aller jusqu'à la centième année, soit jusqu'au 31 décembre 100 pour obtenir les cent ans de ce premier siècle. Il faut donc également aller jusqu'au 31 décembre 2000 pour que tous les siècles suivants aient aussi cent ans.

L'année 2000 appartient donc encore au vingtième siècle et il faudra attendre une année complète, soit le 1^{er} janvier 2001, avant de pouvoir fêter le nouveau millénaire.

Yves Scheid, Paris.

Le Monde

Couples franco-allemands

La coopération franco-allemande s'est devenue, depuis longtemps déjà, le mariage de raison, que les changements de partenaires n'affectent que modérément. En 1949 déjà, de Gaulle pensait que sur ce continent en ruines naîtrait ou non l'Europe nouvelle selon que serait ou non possible « un accord direct entre Germains et Gaulois ». Que Jacques Chirac et Helmut Kohl aient ou n'aient pas spontanément de bonnes relations personnelles est certainement secondaire au regard de la coopération que les deux têtes de l'Europe si Bonn et Paris ne prennent pas l'initiative. Et il faut ajouter, pour le nouvel hôte de l'Elysée, que la France ne peut rien entreprendre de « grand » en Europe sans le soutien de ses partenaires d'outre-Rhin.

Cependant, depuis le traité de l'Elysée en 1963, la coopération entre la France et l'Allemagne ne se serait pas développée au point de paraître aujourd'hui atter de soi et les deux pays n'auraient pas surmonté leurs divergences d'intérêts et de vues, si Charles de Gaulle ne s'était pas, pour ainsi dire, « entiché » de Konrad Adenauer : le général hanté par la grandeur de son pays et le vieux catholique rhénan réunis dans la cathédrale de Reims ont montré la voie de la réconciliation.

Leurs successeurs ne furent pas toujours à la hauteur. Ludwig Erhard, qui remplaça le chancelier Adenauer en 1963, était soupçonné par de Gaulle d'être un atlantiste invétéré ;

Georges Pompidou et Willy Brandt avaient tellement peu de choses à se dire que le chancelier allemand essayait de dédier son interlocuteur en lui racontant des histoires drôles, genre dans lequel il excellait. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing et de Helmut Schmidt, qui avaient eu l'occasion de s'apprécier en tant que ministres des finances, pour que le « couple » président-chancelier redevenne l'âme de la coopération bilatérale et le nerf de la construction européenne.

Au moment où François Mitterrand quitte la scène politique, force est de reconnaître qu'il a su nouer avec un homme qui, *a priori*, n'avait avec lui aucune affinité naturelle, une relation qui aura fait faire de grands pas à l'Europe. Si l'incompréhension a prévalu pendant les quelques mois qui ont précédé la réunification de l'Allemagne, cet épisode a été surmonté et il n'a pas laissé de traces. On peut en juger aujourd'hui par l'hommage que le chancelier, et les Allemands, rendent à Mitterrand.

Jacques Chirac saura-t-il inventer une nouvelle forme d'amitié avec « Helmut » ? L'époque n'est sans doute plus aujourd'hui aux gestes et commémorations, un peu grandiloquents, destinés à frapper l'opinion. Mais la relation franco-allemande, on l'a vu à diverses reprises, ne peut se satisfaire de la froide conciliation des intérêts nationaux. Il y faut du symbole et de la chair, faute de quoi renaissent la méfiance et les craintes de part et d'autre.

Establishment

par Carlos Nine



Parcours parallèles

Suite de la première page

Éliminer les « cacques » du socialisme, François Mitterrand s'empare à la hussarde, en 1971, de la vieille SFIO, qu'il s'attache à rénover pour en faire un instrument efficace au service de son ambition. Parallèlement, Jacques Chirac, en 1974, va prendre sans ménagement l'UDR, écartant les « barons » du gaullisme, avant de créer, deux ans plus tard, le RPR, dont il fera l'outil de la reconquête. Ils ont compris l'un et l'autre la nécessité de s'appuyer sur un parti de militants, qu'ils construisent avec patience et énergie, sillonnant la « France profonde » et affrontant les réalités de la vie quotidienne.

Ils bâissent ainsi leur image d'hommes de terrain, au plus près des préoccupations des Français, et opposent à la compétence économique de leurs rivaux immédiats - Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre d'un côté, Michel Rocard de l'autre - leur légitimité populaire, assise sur leur intuition politique, leur attention aux autres, leur aptitude à deviner et à traduire les aspirations des masses.

Leur entreprise voit alterner succès et revers. Mais l'un et l'autre manifestent, après chaque défaite, une même capacité de rebond, une même ténacité face à l'adversité, le même refus d'abandonner la partie, aussi mal engagée soit-elle. Sans jamais se décourager, alors même qu'on les croit à jamais vaincus, ils remontent la pente, obstinés, résolus, accompagnés d'un petit groupe de fidèles, comme s'ils étaient persuadés que l'avenir tinkerait par leur sourire.

L'HÉRITAGE DU RADICALISME

L'ESQUADRON FRANÇAIS
 L'homme qui a su pousser à l'avant malgré les vents contraires est sans doute ce qui unit le plus profondément ces deux « bêtes politiques » qui ont donné, au cours de leur carrière, le spectacle de « affrontements quasi miraculeux ». La façon dont François Mitterrand a survécu à toutes les années périlleuses au fil des années, dit-il à sa « force de persévérance, regagner la faveur des Français quand il était au plus bas, a marqué sa destinée politique. Jacques Chirac, à montré, à plusieurs reprises, le même talent, la même opiniâtreté, sa renommée, son prestige, ont été l'élément de la dernière campagne présidentielle en sa défaveur, une nouvelle preuve.

La femme est entrée qu'ont manifestée les deux hommes face aux preuves de leur vie politique contribue assurément à rapprocher leurs personnalités, au-delà des nombreuses différences qui continuent de les opposer. Mais il y a plus. Ni Jacques Chirac ni François Mitterrand ne sont des hommes de programmes, même s'ils ont dû s'astreindre à élaborer et à défendre des plates-formes électorales. Leurs idées ont varié selon les circonstances, et nul ne les a jamais vraiment crus décidés à appliquer telles quelles leurs promesses.

Pragmatiques, ils n'entendent pas se lier les mains par de tels engagements trop précis. Cela leur paraît d'ailleurs le projet, soient intéressés, soient désintéressés, de deux courants politiques et deux clientèles électorales qu'on ne saurait tenir pour identiques. Pourtant, ils apparaissent tous les deux, avec des nuances relevant à la fois de leur tempérament personnel et de leurs choix idéologiques, comme les héritiers des valeurs de la République, dont ils sont sans doute aujourd'hui, plus que d'autres, porteurs.

On a souvent rappelé les liens de Jacques

Chirac avec le radicalisme, qui fit les beaux jours de la III^e République. On n'a pas manqué non plus de relever que François Mitterrand est resté proche de la mouvance radicalitaire. L'un et l'autre ont eu pour mentor l'ancien président du conseil Henri Queuille, qui les a aidés à leurs débuts. Cette tradition républicaine, enracinée dans la province française, et fondée sur l'autorité de l'Etat, a trouvé dans le gaullisme de Jacques Chirac comme dans le socialisme de François Mitterrand des modes d'expression distincts mais, quelle que soit la forme qu'elle a revêtue, elle a laissé son empreinte sur les deux hommes.

Quatorze ans après François Mitterrand, voici donc Jacques Chirac investi, pour partie, des mêmes espoirs de chargèment, des mêmes attentes de mieux-être et de renouveau, alors que le pouvoir sortant, comme en 1981, paraît usé par les années, éloigné des citoyens, sans ressort et sans imagination. François Mitterrand avait su incarner le dynamisme retrouvé d'une France qui reprenait confiance en elle-même, au point de devenir, l'âge aidant, une figure à la fois adulée par ses partisans et respectée par ses adversaires. Pareille métamorphose est-elle promise à Jacques Chirac ?

Dans l'euphorie de la victoire, certains ont relu l'itinéraire de l'ancien président du RPR à la lumière de celui du président sortant : ils ont exalté sa douloureuse « traversée du désert », qui l'aurait profondément changé en l'obligeant à se mettre à l'écoute des Français ; ont retourné à son avantage ses défauts supposés, considérant ses variations d'opinion comme le signe de son esprit d'ouverture et son appétit de pouvoir comme la garantie de sa solidité ; ils ont découvert en lui, comme d'autres jadis en François Mitterrand, un homme nouveau, mûri, bonifié par l'âge et par sa rencontre avec le pays, transformé enfin par l'unction du suffrage.

Jacques Chirac aura-t-il resté fidèle à cette image mitterrandienne ? que ses amis demandent aujourd'hui de lui ? Le nouveau président de la République sera-t-il capable d'exaucer les desirs des jeunes rassemblés le mai place de la Concorde, comme son prédécesseur avait su, au moins pendant une partie de son double septennat, répondre à l'élan des manifestants réunis place de la Bastille le 10 mai 1981 ? Les électeurs qui ont porté le maire de Paris à l'Élysée ne deviendront-ils pas bientôt des déçus du « chiraquisme » ? A ces questions, seul l'avenir apportera des réponses.

La première partie du parcours de Jacques Chirac s'achève par une passation des pouvoirs qui s'inscrit dans une paradoxale continuité. La deuxième partie reste à écrire.

Thomas Ferenczi

RECTIFICATIF

RESTAURANTS DU CŒUR

A la suite de l'article paru dans notre édition datée 13 mai concernant les listes que présente la gauche à Paris pour les élections municipales, « les Restaurants du Cœur réaffirment que, conformément à leur charte des bénévoles, ils sont et tiennent à rester totalement indépendants à l'égard du politique et du religieux (...). Ils précisent que

1. L'Enfoiré football-club est une association n'ayant aucun lien avec les Restos du Cœur. Elle organise uniquement de temps à autres des manifestations au profit des Restos ;
2. Christian Girard n'appartient pas à l'association des Restos du Cœur ».

AU FIL DES PAGES / Société

La famille à géométrie variable

BIZARREMENT, c'est toujours la citation d'André Gide qui vient à l'esprit quand on prononce le mot famille. Citation incomplète, dont le commun des mortels n'a retenu que les quatre premiers mots : « Familles, je vous hais. » L'auteur des *Nourritures terrestres* était plus explicite : « Familles, je vous hais. Foyers clos ; portes refermées ; possessions jalouses du bonheur. » Le ci garde toute sa force et, d'une certaine manière, toute sa vérité. Mais on ne peut pas dire qu'il reflète vraiment le climat actuel. De toutes les institutions, la famille est sans doute aujourd'hui la plus aimée et la plus cotée. On la perçoit moins comme une prison que comme un refuge. Ses portes se sont ouvertes. Elle donne même parfois l'impression de n'avoir plus de murs.

La famille moderne - dite conjugale ou nucléaire - a longtemps ressemblé à un triangle : le père, la mère, les enfants. Cette figure géométrique ne cesse de se brouiller, avec la multiplication des divorces, des séparations, des unions et des « déstabilis » libres. Aujourd'hui, un tiers des naissances surviennent hors mariage. Et une famille sur cinq ne correspond pas au schéma classique qui veut qu'un couple élève tous ses enfants et ses enfants seulement. Christiane Cordero, agrégée de sciences sociales, professeur au lycée de Livry-Gargan, présente l'ensemble de ces changements dans un petit livre clair et synthétique, tandis que Marie-Thérèse Meulders-Klein et Irène Théry commentent avec finesse les interventions d'une quinzaine de chercheurs de plusieurs pays sur un aspect particulier : le phénomène des « familles recomposées ».

En soi, la « recomposition » n'est pas nouvelle, mais ses modalités ont complètement changé. Si les vœux se remariaient jadis, avec la bénédiction de l'Eglise - et l'on se remarrait beaucoup en raison d'une forte mortalité -, un soupçon pesait sur les secondes nocces, symbolisées par les méchantes maritres.

Si, par la suite, le divorce a été institué, permettant des remariages civils, la deuxième famille était censée effacer la première, comme pour réintégrer les victimes d'un accident conjugal dans la normalité. Rien de tel aujourd'hui. Les foyers successifs coexistent. Ils se superposent en quelque sorte. L'enfant doit conserver ses deux parents, quelles que soient les circonstances : le couple parental survit au couple conjugal, et cela a été inscrit dans la loi. On est passé ainsi du mariage indissoluble à la famille indissoluble.

**Du mariage indissoluble
on est passé
à la famille indissoluble**

Indissoluble, peut-être, mais éclatée. Peut-on encore qualifier de familles ces réseaux de foyers, sans unité géographique, reliés par des enfants ? Ce sont plutôt des constellations familiales, avec des parents plurielles, qui posent des questions inédites. Qui est le vrai parent de l'enfant ? Celui qui lui a donné la vie ou celui qui l'élève avec ses ou la parent gardien ? Et comment qualifier les rapports de l'enfant avec ses parents, ou simplement l'adulte - du parent, auquel le sujet n'a pas consacré la garde - dans des configurations nouvelles où surgit le grand-père, mais sans encore nommer : au demi-frères et aux demi-sœurs sont veus s'ajouter des quasi-frères ou des quasi-sœurs. Aucune génération n'échappe à ce bouleversement, puisque des grands-parents se retrouvent en situation de beaux-grands-parents, ce qui conduit à des drames, mais aussi à l'apprentissage de formes inédites de tolérance et de générosité.

Ces nouveaux systèmes familiaux ne sont pas aisés à construire. Faute de modèles, leurs membres doivent tout inventer. Et l'absence de statut juridique entretient chez eux une angoisse compréhensible. Mais comment légiférer dans un domaine aussi divers et aussi mouvant ? Les sociologues ont recensé... vingt-six modèles familiaux différents, selon la cause de la désunion du couple (décès, divorce ou séparation), la forme de la recomposition (mariage, remariage, concubinage), les modalités de la garde des enfants, le comportement du parent absent ou du beau-parent...

En crise, la famille ? Rien n'est moins sûr. Toutes les études, tous les sondages, en France comme dans les autres pays européens, montrent au contraire l'attachement à cette institution — ou, en tout cas, aux biens familiaux. La famille, même éclatée, reste une valeur puissante, surtout en période de difficultés sociales. Elle est le lieu de solidarité par excellence. On finit par se demander si sa solidité ne tient pas à son éclatement en plusieurs modèles : la famille résiste peut-être parce qu'elle devient plurielle.

Robert Solé

★ *La Famille*, de Christiane Cordero, Le Monde Editions-Marabout, 176 p., 37 F.

★ *Quels repères pour les familles recomposées ?*, sous la direction de Marie-Thérèse Meulders-Klein et Irène Théry, LGD Montchrestien, 225 p., 120 F.

Retour au PS

DE retour rue de Solferino, après avoir transmis ses pouvoirs à Jacques Chirac à l'Elysée, François Mitterrand a voulu marquer ainsi que, comme il n'avait cessé de le rappeler, de loin en loin, au cours de ses deux septennats, socialiste il était, socialiste il est resté.

L'initiative de la direction du Parti socialiste est dans la droite ligne des rapports que l'ancien chef de l'Etat a entretenus avec ses amis politiques depuis 1981. Formellement absent des débats internes du parti qu'il avait dirigé de 1971 à 1981, M. Mitterrand n'a jamais cessé de s'y intéresser de près. La fête organisée à son départ de la présidence le confirme.

Pour la direction du PS, qui s'est soucie, bien avant le second tour de l'élection présidentielle, d'assurer son avenir face au danger que représenterait pour elle la montée en puissance de Lionel Jospin, la visite de M. Mitterrand est destinée à souligner la continuité d'une histoire dans laquelle la performance électorale de son ancien ministre de l'Éducation nationale lui serait quasi héréditaire. Le fils rebelle, qui avait refusé de s'effacer devant Laurent Fabius en 1988 et, encore, en 1990, et qui avait exprimé dès 1992 une critique de la pratique mitterrandienne du pouvoir, ne doit pas être l'objet d'une gaffe qui le laisserait en arrière d'un grand pas en arrière. Ce n'est pas tout à fait reconstruire, ce n'est pas consoler sur lequel s'entendent Henri Emmanuelli, ses partisans et ses alliés, au premier rang desquels M. Fabius.

L'ironie de l'histoire veut que M. Jospin, après son exploit à l'élection présidentielle, se retrouve dans une situation qui rappelle celle de M. Mitterrand dans les années 60.

Fort d'avoir mis en ballottage le général de Gaulle à l'élection de 1965, le président de la Convention des institutions républicaines avait alors vocation à devenir le chef de l'opposition de gauche, mais l'affaire était loin d'être gagnée. Il se heurtait à l'hostilité, entre autres, du Parti socialiste d'alors, la SFIO de Guy Mollet, qui voyait d'un mauvais œil la perspective de devoir céder la prééminence sur la gauche « non communiste » à cet ancien ministre de la IV^e République, venu d'ailleurs... Ce n'est que six ans plus tard, en 1971, que M. Mitterrand était parvenu à s'imposer, à la fois, comme le « patron » d'un PS renforcé et comme celui de la gauche unie.

L'Ironie, toujours, fait que le même M. Mitterrand est l'objet d'une tentative de « instrumentalisation », contre M. Jospin, par les nouveaux Juy Mollet d'aujourd'hui. S'y prête-t-il en pleine connaissance de cause ? Ou bien songe-t-il à jouer encore un rôle dans son ancien parti en favorisant, au contraire, un rassemblement novateur autour du candidat à l'élection présidentielle ? Nombre de socialistes sont conscients que leur avenir dépend de leur capacité à prendre une distance critique avec leur expérience du pouvoir. Ceux-là peuvent se demander si M. Mitterrand est le mieux placé pour les y aider.

[illegible]

DISPARITIONS

Gaston Plissonnier

L'éminence grise du communisme français

GASTON PLISSONNIER, ancien secrétaire du comité central du PCF, est décédé mardi 16 mai. Il était âgé de quatre-vingt-un ans. Né le 11 juillet 1913 à Bantanges, en Saône-et-Loire, élevé dans la famille nombreuse d'un petit artisan chaisier, il fut mis au travail dès l'âge de douze ans. En 1935, il adhéra au PCF et milita dans le canton natal de Waldeck Rochet, futur secrétaire général du PCF, dont il devint bientôt un ami intime. Il entama en Saône-et-Loire une carrière de permanent. Réformé, il entra à l'automne 1939 dans la clandestinité, chargé durant toute la guerre de tâches de confiance, comme la protection de la famille de Jacques Duclos.

A la Libération, ce Bourguignon qui roulait les « r » comme un Russe participa à la création de la confédération générale de l'agriculture, où il fit connaissance de Jean-Baptiste Doumeng, le futur « milliardaire rouge ». Puis il fut chargé des questions d'organisation avant d'être nommé secrétaire de la fédération communiste du Loiret-Cher, qu'il dirigea de 1948 à 1953. Membre suppléant du comité central en 1950, il est chargé en 1954 de mener une enquête contre Auguste Leconte, secrétaire du PCF en disgrâce, bientôt exclu.

En juin 1954, Gaston Plissonnier est promu coup sur coup titulaire du comité central et secrétaire administratif du parti, où il organise le travail de la direction. Membre du secrétariat en 1956, puis suppléant au bureau politique (BP) en 1964, il s'occupe des paysans, mais aussi des élections, des organisations de masse et surtout des

cadres. Il a aussi des tâches plus délicates, comme l'infiltration de milieux communistes opposés, le soutien linguistique aux partis communistes étrangers (Portugal, Espagne, Grèce, Angola, Amérique latine, Iran), la récupération du financement soviétique; depuis le milieu des années 50, avec un certain Jean Jérôme, il est étroitement mêlé à la part secrète du mouvement communiste international, en particulier avec les Tchéques, et y acquiert la confiance des Soviétiques.

En 1967, titulaire du BP, il est l'un des quatre dirigeants communistes à appartenir à la fois au secrétariat et au BP. Il se montre alors très orthodoxe, menant la lutte contre les opposants maoïstes, puis en 1968 contre les gauchistes. A l'été 1968, lors de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, il ne suit pas Waldeck Rochet et reste totalement fidèle à KURSK. Le 8 février 1970, c'est lui qui avait fait entrer par le comité central la nomination de Georges Marchais comme secrétaire général adjoint, avant le secrétariat général en 1972.

Gaston Plissonnier apparaît désormais comme le numéro deux du PCF. Il contrôle le fonctionnement du parti; il assure le contrôle soviétique sur le PCF par un contact permanent avec les plus hauts responsables du mouvement communiste international et en est récompensé, en 1973, par l'Ordre de l'amitié entre les peuples, et, en 1983, par l'Ordre de la révolution d'octobre. Fin 1990, il commence à se retirer, tout en gardant la haute main sur la question des archives du PCF. Homme d'appareil, ferme et sans

imagination mais discipliné et fidèle, Gaston Plissonnier a puissamment contribué à maintenir le PCF dans l'orbite soviétique et dans la culture néostalinienne. Sa disparition offre peut-être à Robert Hue une occasion de désengager définitivement son parti du « soviétisme » et de l'orienter vers des voies plus démocratiques.

Stéphane Courtois

Edmond Frézouls

Spécialiste de l'histoire romaine

EDMOND FRÉZOULS, professeur d'histoire romaine à l'université de Strasbourg, est mort subitement, samedi 13 mai, dans cette ville. Né en 1925, ancien élève de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de lettres classiques, il devint successivement membre de l'école française de Rome, pensionnaire de l'Institut archéologique de Beyrouth, conservateur du Musée du Bardo, directeur des antiquités de Tunisie et, enfin, enseignant à l'université des sciences humaines de Strasbourg. Dans cette ville, il fut d'abord chargé d'enseignement, puis professeur, de 1976 à 1982, doyen de la faculté des sciences historiques. Il était, en outre, membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique et membre associé de l'Institut archéologique allemand.

Sa thèse de doctorat, soutenue en 1972, avait été consacrée à des recherches sur les structures architecturales du théâtre romain en Italie et en Sicile. Il avait ensuite élargi son champ d'études, à l'archéologie et à l'histoire du monde gréco-romain.

D'UNE CARRURE peu commune, physique comme intellectuelle, Arnold Abraham Goodman était l'une des dernières figures emblématiques de l'Angleterre d'après-guerre. Il est mort vendredi 12 mai, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Issu d'une famille juive lituanienne passée par l'Afrique du Sud, avocat brillant, il aura joué un rôle d'éminence grise dans les coulisses de la société britannique. Remar-

quable orateur, jamais économe de conseils ni d'amitiés, séducteur au physique d'un ours polaire, resté célibataire, il aura accumulé les charges tout en fuyant la publicité et les honneurs. A l'exception d'une baronnie à vie attribuée par le premier ministre travailliste Harold Wilson en 1965 et du titre de Companion of Honour décerné en 1972 par le conservateur Edward Heath, c'est comme proche conseiller de M. Wilson que celui qu'on surnommait « Mr. X » - qui ne fut jamais travailliste - eut le plus d'influence. Négociateur hors pair, il n'avait pas son pareil pour éviter une grève; il échoua néanmoins par deux fois devant la crise rhodésienne. En 1964, il rédigea le projet de loi sur le

contrôle des loyers. Membre de multiples conseils d'administration, très efficace collecteur de fonds, il joua un rôle déterminant dans les arts, le théâtre et l'opéra comme président de l'Arts Council. Actif également dans le monde de la presse, il présida le conseil d'administration de l'hebdomadaire dominical *The Observer* avant de devenir master de l'University College d'Oxford. Très attaché à ses origines juives, il mit enfin sa patte dans le processus de paix au Proche-Orient en rencontrant le président égyptien Sadate en 1978. Toute sa vie il sut garder son indépendance et son franc-parler.

Patrice de Beer

Edouard Dermitt

Le fils adoptif de Jean Cocteau

SEGESTE, c'est ainsi que Cocteau l'avait appelé dans son dernier film, *Le Testament d'Orphée*. Edouard Dermitt, en fait, se prénommait Antoine. Pourquoi Edouard ? Sa mère préférait ce nom mais bientôt tout le monde devait le surnommer Doudou. Lorsque Doudou rencontra Jean Cocteau en 1947, il avait vingt-deux ans. Il travaillait dans des mines de fer du bassin de Briey. Cocteau avait cinquante-huit ans. Il était seul. Ce fut une belle rencontre.

Doudou devint régisseur de sa maison de Milly-la-Forêt, puis son ami, enfin son compagnon. Pour lui,

Cocteau confia à Melville le tournage des *Enfants terribles* dans lequel, aux côtés de Nicole Stéphane, il laissera un souvenir tenace. Plus tard, il s'essaya à la peinture. Après la mort du poète en 1963, il se maria et eut deux fils, Jean et Stéphane. Jacqueline Picasso et Jean Marais furent la marraine et le parrain du premier. Francine Weissweiler et moi-même furent ceux du second. Il géra l'œuvre de Cocteau avec intelligence et fidélité. Il succomba, lundi 15 mai, à l'âge de soixante-dix ans, à un cancer du pancréas.

Pierre Bergé

CARNET DU MONDE

Naissances

Mathilde de LA BARDONNIE, Marc MARDER et leur fille, Alex, fille, baptisée, sont heureux d'annoncer la naissance de Rebecca, Douce, Michèle, le lundi 10 avril, à Paris.

Brano et Virgile BEUVE-MÉRY et leur fils Clément, ont la joie d'annoncer la naissance de Nicolas, le 17 mars 1995. 228, rue de la Convention, 75015 Paris.

Anniversaires de naissance

Bon anniversaire à notre Juliette chérie. Papa, maman, Fabien.

Décès

M^{me} Florence Benzakein, M^{me} Nicole Benzakein, M^{me} Michèle Schaviss, M^{me} et M^{me} Robert Farhi, D^r et M^{me} Jean-Pierre Farhi, M. Philippe Farhi, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Marcel BENZAKEIN, leur mari, père, frère, beau-frère et oncle, survenu le 15 mai 1995, à Newburgh, Etats-Unis. 468 River Road, Newburgh 12550, N.Y. - USA. 65, rue Saint-Denis, 75116 Paris.

Le président et le conseil d'administration de l'Association Guy Renard, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel COMBES, administrateur, survenu le jeudi 11 mai 1995.

Le conseil d'administration, les délégués et les membres de la Mutuelle des affaires étrangères, ont la douleur et la tristesse de faire part du décès de

M. Claude COPIN, vice-président de la Mutuelle des affaires étrangères, 1, rue de l'Abbé-Roger-Dorcy, 75730 Paris, Cedex 15.

M^{me} Yvonne Cobbi, sa mère, M^{me} Jacqueline Cobbi, son épouse, Daniel, Francis et Isabelle, ses enfants, Camille et sa sœur Marie Boncompagni, Samuel, ses petits-enfants, Les familles Thorau, Benguloul, Cobbi, Sammis, Biquart, Proussakoff, Labesse, Mounier, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude COBBI, ancien directeur de l'Institut de l'environnement et du développement, ancien directeur de l'école d'architecture de Paris-Belleville, survenu le 16 mai 1995, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 19 mai, à 14 h 45, au cimetière du Montparnasse.

Réunion à la porte principale. 7, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris.

M^{me} Edouard Dermitt, et ses fils Jean et Stéphane, M^{me} Joséphine Dermitt, M. et M^{me} Anillo Dermitt, et leurs enfants Jean-Pierre, Christian, Michel, M. et M^{me} François Dermitt, et leur fille Florence, M. et M^{me} François Ambonelli, et leurs filles Carole et Anne, M. et M^{me} Kenneth Regan, et leur fils Christopher, M. Jean Marais, M. Pierre Bergé, M^{me} Carole Weissweiler, La société des Amis de Jean Cocteau, Et tous ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard DERMITT, survenu le 15 mai 1995, à l'âge de soixante-dix ans, après une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame de Milly-la-Forêt, le vendredi 19 mai, à 11 heures, suivie de l'inhumation provisoire au cimetière de Milly-la-Forêt.

L'information définitive aura lieu à une date ultérieure aux côtés de Jean Cocteau, dans la chapelle Saint-Blaise-des-Simples. (Lire ci-dessus.)

Jean (Espagne). Hurbache (Vosges). La famille du peintre espagnol

Fausto OLIVARES,

a le regret de faire part du décès de leur époux et père, survenu à son domicile de Jean en Espagne, le 14 mai 1995.

Le président de l'Université Pierre-et-Marie-Curie et les personnels, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Florence CURY, chargée d'enseignement, survenu le 10 mai 1995.

Les obsèques auront lieu le 18 mai 1995, à 10 h 30, en la cathédrale Sainte-Geneviève.

Saint-Maurice, 28, rue de l'église à Nanterre (Hauts-de-Seine).

André, Olivier, Daniel Frézouls, Michel Frézouls, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Edmond FRÉZOULS, survenu le 14 mai 1995, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 19 mai, à 14 h 30, en l'église Sainte-Madeleine, rue Sainte-Madeleine, à Strasbourg.

20, rue des Minimes, 67000 Strasbourg.

Le président de l'université des sciences humaines de Strasbourg, Le doyen de la faculté des sciences historiques, Le directeur du Centre de recherches sur le Proche-Orient et la Grèce Antique, Les enseignants, les personnels, et les étudiants, ont le profond regret de faire part du décès de

M. Edmond FRÉZOULS, professeur d'histoire romaine, doyen honoraire de la faculté des sciences historiques, survenu le 14 mai 1995.

Les membres du groupe de recherche d'histoire romaine de l'université des sciences humaines de Strasbourg, URA 988 du CNRS, ont l'immense tristesse de faire part du décès du

professeur Edmond FRÉZOULS, membre correspondant de l'Institut archéologique allemand, fondateur du groupe de recherche d'histoire romaine, fondateur de la revue *Klisma* et du *Bulletin analytique d'histoire romaine*, survenu le 14 mai 1995. (Lire ci-dessus.)

Pess, Jeanne, Nicole et Rédith, tiennent à redire à Jocelyn, son époux, et à Nathalie, sa fille, toute leur affection et leur admiration pour

Francis KRIVINE, femme de lumière et de combat, qui a si vaillamment résisté à la maladie jusqu'au 6 mai 1995.

Dans possibles au CRAB, s'adresser à Jocelyne Krivine, 34, Birch Road, Oldbury, Warrley, West Midlands B680NY, England.

Jean-Pierre Fangeras, son époux, M^{me} Georges Garnier, sa mère, Pascal et Emmanuel Perret, ses fils, Ses petits-enfants, Ses sœurs et son frère, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Francine GARNIER-FAUGERAS, survenu le 15 mai 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 18 mai à 16 heures en l'église Saint-Romain de Stèves (Hauts-de-Seine), 1, rue de l'Eglise. Ni fleurs ni couronnes.

« Heureux celui qui peut d'une aile vigoureuse s'élancer vers les champs lumineux et serins. » Baudelaire

M. François Marie, son époux, Mathieu, Caroline, Nicolas et Antoine, ses enfants, Le docteur et M^{me} Pierre Ferrand, ses parents, M. et M^{me} Didier Guéry, M. et M^{me} Jean-Claude Robert, M. et M^{me} Jean-Pierre Girard, ses sœurs, beau-frère et belle-sœur, Anne-Laure, Hubert, Perrine, Constant, Marc-Olivier, Agnès, Jérôme, Marine et Lucie, ses neveux et nièces, M. et M^{me} Roland Marie, ses beaux-parents, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Elisabeth MARIE, née Ferrand, survenu à Paris, le 14 mai 1995, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 mai à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc à Paris-14^e.

Une bénédiction sera donnée le même jour à 17 h 30, à l'église d'Entraignes (Puy-de-Dôme), suivie de l'inhumation. 53, avenue Reille, 75014 Paris. 14, rue Ranchot, 18000 Bourges.

Jean-Sylvain et Catherine Weil, ses enfants, Nathanaël, Corinne, Myriam, Elie-Mickaël, ses petits-enfants, Jérôme, son arrière-petit-fils, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Edgard E. WEIL, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu à Paris, le 15 mai 1995 dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Belleville, le jeudi 18 mai, à 14 h 30.

M^{me} Jean Ossard et Pascale, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père

Jean OSSARD, survenu le 16 mai 1995, dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 mai, à Bordeaux. (Le lieu et l'heure seront communiqués dans notre rubrique du 18 mai 1995.)

Le conseil d'administration, L'ensemble du personnel de L'association Armées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean OSSARD, directeur général, survenu le 16 mai 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 mai, à Bordeaux. (Le lieu et l'heure seront communiqués dans notre rubrique du 18 mai 1995.)

Le professeur Hugues Méau-Lau-tour, doyen de la faculté de droit de l'université René-Descartes (Paris-V), Les membres du conseil, Les enseignants et le personnel de la faculté, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Alain SAYAG, survenu le 10 mai 1995, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 mai, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Orages, 81, rue Haxo, Paris-20^e.

Verfelli (Haute-Garonne) Cordes, Toulouse, Paris.

Anne Viguière Zwiabiel, son épouse, Florence, Lucie, Pierre, ses enfants, Et leurs conjoints, Marc, Serge et Cécile, Henriette Viguière, sa mère, Daniel et Jacqueline Viguière, ses frères et belle-sœur, Toute sa famille et ses proches, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis VIGUIER, survenu le 2 mai 1995, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le jeudi 4 mai à Verfelli (Haute-Garonne). 3, chemin des Issouliers, 31590 Verfelli.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Remerciements

M^{me} Robert-André Vivien, Et sa famille, Le conseil municipal, Et le personnel de la ville de Saint-Mandé, L'impossibilité de répondre individuellement à tous ceux qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de

Robert-André VIVIEN, les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements et de leur gratitude.

Anniversaires

Il y a dix ans, le 18 mai 1985, Hervé FRUCHARD se tuait d'un saut en parachute, brisant une vie pleine de promesses.

Que ceux qui ont connu et aimé sa joie de vivre se souviennent.

Merci de rester fidèles au souvenir de

Bernard CHARLIER, professeur de lettres, DES de psychologie clinique et pathologique, qui nous a quittés le 18 mai 1990.

Ses parents.

René BLETTERIE

nous quittait le 18 mai 1989.

On se vide de vie, on s'empile de pardon ! La vie est résistante et la mort chère en nous défilant. René Char.

Il y a un an, le 18 mai 1994,

Miss Rachel FORD nous quittait.

Que ceux qui l'ont aimée et admirée pensent à elle !

Le 18 mai 1994

Daniel TARTIER nous quittait.

Ses amis se donnent rendez-vous mercredi 14 juin à partir de 18 h 30, au FIAP, Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, Paris-14^e, autour de toiles, de photos et de chansons.

Communications diverses

Au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, ce jeudi 18 mai 1995, à 20 h 30 : Qui se cache derrière le président élu ? avec J.-P. Winter : Les hommes politiques sur le divan.

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

REPRÉSAILLES L'administration américaine a rendu public, mardi 16 mai, la liste des sanctions que les Etats-Unis imposent au Japon si un compromis n'est pas trou-

vé dans le différend sur l'automobile. Treize modèles de voitures de haut de gamme sont touchés, représentant 5,9 milliards de dollars d'importations en 1994. ● LA MAI-

SON BLANCHE a exprimé son « inquiétude » de voir ce conflit affecter l'ensemble des relations entre Washington et Tokyo. ● L'OMC (Organisation mondiale du commerce),

chargée de veiller sur la libre circulation des échanges pourrait arbitrer ce différend qui serait le premier soumis à la nouvelle institution succédant au GATT. ● LE BAPTÊME DU

FEU risque d'être délicat face aux deux superpuissances économiques qui se targuent chacune de libéralisme et font assaut, en l'occurrence, de protectionnisme.

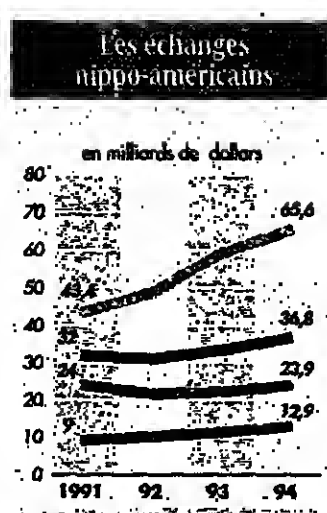
Washington annonce une liste d'éventuelles sanctions contre le Japon

De nouvelles négociations sont prévues dans les prochains jours, pour empêcher que le différend sur l'automobile n'affecte l'ensemble des relations avec l'archipel nippon

WASHINGTON
de notre correspondant

Les relations entre les Etats-Unis et le Japon sont entrées dans une phase incertaine. Si l'actuel différend sur l'automobile devait déboucher sur une véritable « guerre commerciale », il est probable que les liens historiques qui existent entre Washington et Tokyo - et qui garantissent la sécurité du Japon - en seraient affectés. Dans l'immédiat, l'épreuve de force entre les deux pays est d'ordre psychologique et tactique. C'est dans ce registre que s'inscrivent les mesures punitives annoncées, mardi 16 mai, par Mickey Kantor, le représentant américain pour le commerce.

Faute d'accord, les Etats-Unis mettront en place un mécanisme de sanctions contre les importations de certaines voitures japonaises, qui seront frappées de droits de douane allant jusqu'à 100 % (le Japon de 10 et 12 mai). Treize modèles d'automobiles de luxe sont visés, dont le prix, aux Etats-Unis, s'échelonne de 25 000 à 51 000 dollars (de 112 000 à 230 000 francs). Il s'agit de deux modèles Honda (Acura Legend, Acura 3.2 TL), cinq de Toyota (Lexus LS 400, Lexus SC 400, Lexus



Source : OCDE et Département du Commerce américain

Le solde commercial se creuse en faveur du Japon.

SC 300, Lexus GS 300, Lexus ES 300), trois de Nissan (Infiniti Q 45, Infiniti J 30, Infiniti I 30), deux de

Mazda (929, Millennia) et un de Mitsubishi (Diamante, berline 4 portes). En 1994, la valeur totale des importations de ces véhicules haut de gamme atteignait 5,9 milliards de dollars.

En concentrant ses représailles sur un nombre restreint de produits, l'administration américaine entend signifier qu'il est vain d'espérer, comme ce fut le cas dans le passé, une révision à la baisse des sanctions. Avec une simple hausse de 20 % des taxes (normalement fixées à 2,5 %), une voiture de 50 000 dollars augmenterait de 10 000 dollars, devenant peu concurrentielle par rapport à d'autres modèles importés. Même si l'on peut supposer que d'autres considérations l'ont guidée, l'administration américaine déclare avoir choisi à dessein des voitures de luxe pour éviter de pénaliser un grand nombre de consommateurs américains.

Les négociations bilatérales vont reprendre selon un calendrier relativement précis. Le Japon ayant annoncé qu'il saisirait dès mercredi l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des consultations vont être organisées au cours des dix prochains jours. Si Mickey

Kantor et Ryutaro Hashimoto, le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce international, ne parviennent pas à s'entendre, Tokyo demandera à l'OMC la constitution d'une commission d'arbitrage, laquelle aura une vingtaine de jours pour faire connaître son verdict. Ce processus repousse au 28 juin la date à laquelle Washington mettra, éventuellement, sa menace à exécution, l'augmentation des droits de douane pouvant alors être appliquée début juillet.

Les Américains ne souhaitent pas en arriver là. Une ultime occasion de parvenir à un compromis se présentera lors de la rencontre entre Bill Clinton et Tomichi Murayama, le premier ministre nippon, à l'occasion du sommet du G7, le mois prochain, à Halifax (Nouvelle-Ecosse). Washington affiche une assurance un peu forcée quant à la décision que pourrait prendre l'OMC. L'Organisation, qui a succédé au GATT, a pour vocation d'arbitrer des conflits commerciaux internationaux, et l'on voit mal, dans un premier temps au moins, comment elle pourrait ne pas condamner une démarche unilatérale des Etats-Unis, a priori contraire au principe fon-

damentel - le multilatéralisme - de l'OMC.

Quant au conflit lui-même, il peut sembler paradoxal de voir deux pays qui ont fait du libre-échange un dogme économique s'acculer mutuellement de protectionnisme. L'administration américaine se fait fort de prouver que le marché automobile nippon empêche la libre importation de véhicules et de composants automobiles américains, mais elle se refuse à prendre en compte une réalité commerciale : la qualité des voitures américaines n'a pas toujours bonne réputation au Japon. A Washington, comme à Tokyo, les diplomates sont, par ailleurs, préoccupés par les conséquences possibles sur la « relation de sécurité » entre les Etats-Unis et le Japon.

« LE PARAPLUIE MILITAIRE »

La Maison Blanche a confirmé, mardi, qu'il s'agissait d'un « sujet d'inquiétude », et Bill Clinton a souligné : « Le gouvernement japonais a reconnu que nous avons d'importants intérêts de sécurité et d'autres intérêts en commun, et que nous ne pouvons laisser toute notre relation être ruinée [par le différend actuel] ». Jusque-là, Washington

n'avait jamais clairement établi de parallèle entre les relations commerciales souvent difficiles entre les deux pays et le « parapluie » diplomatique et militaire des Etats-Unis. Celui-ci se manifeste, concrètement, par la présence, au Japon, de quelque 45 000 soldats et de navires de guerre américains.

Avec la fin de la guerre froide, plusieurs pays asiatiques se sont interrogés sur la détermination américaine à maintenir une forte présence dissuasive dans la région. Aux Etats-Unis, la logique consistant à garantir la sécurité de pays dont la stratégie économique nuit aux intérêts commerciaux de l'Amérique est contestée. En février dernier, une étude du Pentagone a cependant réaffirmé la nécessité pour les Etats-Unis de maintenir au moins 100 000 soldats en Asie. Dans quelle mesure cet engagement pourrait-il pâtir d'une détérioration des relations diplomatiques entre Washington et Tokyo, qui serait nourrie d'un grave conflit commercial ? La question, en tout cas, ne semble plus tout à fait académique.

Laurent Zecchini

Le Japon souhaiterait éviter le conflit

TOKYO
de notre correspondant

A peine les sanctions américaines à l'encontre du Japon ont-elles été connues que le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI) a annoncé que ces mesures « constitueraient une violation des règles du commerce international » et que le Japon portait le différend devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

« En tant qu'intervention dans les activités privées, [ces mesures] sont un défi au système du libre-échange », a déclaré le ministre, Ryutaro Hashimoto. « Quels que soient les progrès des négociations, le Japon poursuivra sa politique de libéralisation et de dérégulation de son système de distribution », a-t-il ajouté. « Nous ne pensons pas que les consultations [dans le cadre de l'OMC] affecteront négativement les relations globales entre les Etats-Unis et le Japon », a estimé pour sa part Kozo Igarashi, porte-parole du gouvernement.

Quoique ferme, le ton de la réaction des autorités japonaises semble indiquer que Tokyo souhaite éviter l'affrontement. Le res-

pensable du MITI n'a notamment pas fait allusion à de possibles mesures de rétorsion de la part du Japon, dont la presse s'était fait l'écho et qui consisteraient en une hausse des droits de douanes sur certains produits américains.

UN POIDS MINEUR

Tant l'administration que les milieux d'affaires semblent souhaiter « calmer le jeu ». Le président de Toyota, Shoichiro Toyoda, qui préside également la Fédération des organisations économiques (Keidanren), principale instance patronale, a déclaré qu'il était opposé à l'idée de représailles du Japon. Nissan a, en revanche, adopté une position plus dure : « Nous n'avons aucune intention de réviser notre programme d'achats de pièces détachées sous la pression inadmissible des Etats-Unis ».

La presse souligne les conséquences sévères que pourrait entraîner l'application de ces sanctions sur les constructeurs automobiles qui exportent près de la moitié de la production de leurs véhicules haut de gamme aux Etats-Unis (80 % dans le cas

de Nissan et Honda). En dépit de l'apparente fermeté de Tokyo et de l'escalade tactique dans le différend avec Washington, les Japonais semblent penser que cette nouvelle crispation dans les relations nippono-américaines pourra s'apaiser avant l'entrée en vigueur des sanctions annoncées. Le dossier des pièces détachées automobiles a un poids mineur dans l'ensemble des relations nippono-américaines : il est pour Washington un exemple symptomatique du caractère fermé du marché japonais.

L'offensive américaine a néanmoins soulevé à Tokyo une irritation dont s'est fait l'écho, par exemple, le journal économique *Nihon Keizai* qui a qualifié l'attitude américaine d'« autoritaire et hautaine ». Dans ce nouveau « bras de fer » avec les Etats-Unis, les Japonais se sentent, en outre, quelque peu isolés bien que les Européens « fassent preuve de compréhension pour la position japonaise » et critiquent la méthode employée par Washington, réveillent les commentateurs.

Philippe Pons

Mickey Kantor, l'homme du GATT

WASHINGTON
de notre correspondant

Mickey Kantor a eu deux vies. Au cours de la première, il a souvent perdu. De là sans doute sa détermination : « Je ne peux supporter de perdre. Je suis le pire perdant du monde ». Sa seconde vie a commencé en 1992, lors de la campagne pour l'élection de Bill Clinton : c'est alors qu'il a commencé à gagner. En arrivant à la Maison Blanche, « son » candidat l'a nommé représentant américain pour le commerce. Il jouissait de la « confiance absolue » de l'ancien gouverneur de l'Arkansas, qui l'avait choisi comme président national de sa campagne électorale. Négociateur en chef des Etats-Unis dans toutes les discussions commerciales internationales, il est le plus proche conseiller du chef de l'exécutif dans ce domaine.

Depuis sa nomination en janvier 1993, Mickey Kantor a collectionné les succès dans le cadre de la nouvelle diplomatie commerciale de l'Amérique, dont l'actuel différend avec le Japon est la manifestation la plus agressive. Dans sa « première vie », le juriste originaire du Tennessee (il est âgé de cinquante-six ans) a gagné la réputation d'être l'« avocat des pauvres », défendant les droits des travailleurs immigrés de Floride. L'une de ses collègues de l'Office des services juridiques s'appelle Hillary Clinton. En 1984, il décide de se consacrer pleinement à sa profession d'origine. Au sein du cabinet d'avocats de Los Angeles Manatt, Phelps, Phillips & Kantor, il est connu comme « l'homme qui peut trouver un terrain d'entente entre des parties qui ont des divergences insurmontables ». Il est alors avocat d'af-

aires et lobbyiste, pour le compte de très riches clients. Avec un autre avocat de Los Angeles, Warren Christopher (le futur secrétaire d'Etat), Mickey Kantor fera partie de la commission qui enquêtera sur le passage à tabac du Noir Rodney King par des policiers blancs.

Devenu membre à part entière du gouvernement Clinton, il participe au projet de mise en œuvre de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain), finalise les négociations du GATT et joue un rôle déterminant dans la ratification du cycle de l'Uruguay par le Congrès, en décembre 1994. Il organise ensuite le forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), puis prépare le sommet des Amériques de Miami.

Ce fanatique de baseball ne ménage ni son temps ni ses partenaires. Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, en sait quelque chose. Les deux hommes ont longtemps eu des relations orageuses, Sir Leon l'accusant notamment de se livrer, en 1993, à des « brutalités unilatérales » en menaçant les Européens de sanctions commerciales. Tenant la dragée haute à la France dans le cadre des négociations du GATT sur le volet agricole et l'audiovisuel, il n'hésite pas à agiter la menace de la « section 301 » de la législation commerciale américaine, laquelle permet à l'administration de défendre les intérêts de producteurs américains qui s'estiment victimes d'une concurrence déloyale. Mickey Kantor va avoir l'occasion de montrer qu'il peut trouver un « terrain d'entente » avec l'arbitre de l'OMC.

L. Z.

Protectionnismes et guerre économique

L'APPLICATION de sanctions de la part des Etats-Unis à l'égard de partenaires commerciaux par le biais de surtaxes à l'importation ne constituerait pas une « première » au cas où les menaces à l'encontre du Japon étaient exécutées dans un mois, après le sommet du 15 juin au cours duquel le président Clinton rencontrera le premier ministre japonais. L'un des derniers éléments concerne l'acier, matériau stratégiquement sensible dans les importations américaines et qui a fait l'objet pendant dix ans, jusqu'au 31 mars 1992, d'un accord d'autolimitation entre les Etats-Unis et le reste du monde.

A cette date, comme s'y était engagé le président Bush, les quotas d'importation tombèrent, au grand dam des sidérurgistes américains qui réagirent dès le mois suivant sous prétexte de dumping et de subventions dans les pays exportateurs. Les « produits longs » de la sidérurgie furent d'abord dans la ligne de mire. Le Japon, l'Alle-

magne, le Brésil et la France étaient, notamment, visés, pour dumping et subventions. Après plus d'un an d'instruction, le 10 mars 1993, le couperet tombait : la Commission internationale du commerce (ITC) décidait d'appliquer une surtaxe de 98 % à l'importation de ces produits longs. Les frontières se fermèrent, engendrant pour Usinor-Sacilor un manque à gagner de quelque 100 millions de francs.

Ce n'était qu'une première étape dans l'établissement de nouvelles protections douanières pour la sidérurgie. Entre-temps, le 30 juin 1992, une deuxième plainte était déposée par les sidérurgistes américains, portant cette fois sur quatre catégories de « produits plats » à l'encontre de vingt et un pays. Usinor-Sacilor, au nombre des entreprises sur le banc des accusés, dut verser des millions de dollars de dommages pour se justifier. Pour le groupe français, le chiffre d'affaires en cause atteignait 1 milliard de francs. Finalement, le 30 juillet 1993, la Commission internationale du commerce jugea que le préjudice était vérifié pour un seul des quatre produits concernés, la tôle revêtue, qui se vit appliquer une

surtaxe de 55 %. A nouveau, le Japon, l'Allemagne et la France furent touchés, mais aussi la Corée, les Pays-Bas.

La sanction apparut d'autant moins justifiée aux spécialistes que la fin de l'autolimitation, quinze mois plus tôt, n'avait pas déstabilisé les flux traditionnels d'importation. En outre, la sidérurgie américaine ne dispose pas de capacités suffisantes pour alimenter ses clients en produits fins à forte valeur ajoutée. Le marché américain n'allait pas en manquer pour autant. Les produits semi-finis ne se trouvant pas surtaxés, la sidérurgie américaine en importe maintenant massivement pour les retravailler, récupérant ainsi la valeur ajoutée dans l'élaboration des produits finis. L'importation de produits sidérurgiques se poursuit (28 millions de tonnes en 1994, soit 25 % de la consommation totale), mais leur nature a changé.

Aujourd'hui, les Etats-Unis continuent d'appliquer des surtaxes dissuasives sur les importations de produits longs, de tôle revêtue ainsi que de fils en acier inoxydable (24 % de surtaxe) utilisés en microélectronique et dans l'industrie des composants. De leur côté, les in-

dustriels étrangers pénalisés mènent une bataille juridique harassante pour faire tomber les barrières.

Le dossier de l'acier illustre l'attitude des Etats-Unis pour la défense de leur industrie

Il ne reste plus aux sidérurgistes peçalisés qu'à déposer des demandes annuelles de révision des jugements pour obtenir de nouvelles instructions des dossiers. Pour que les dispositions protectionnistes américaines sur l'acier soient amendées, il est maintenant nécessaire que l'Administration américaine émette, à l'occasion de ces révisions et pendant trois années consécutives, des conclusions favorables.

Cette position américaine sur le dossier de l'acier illustre l'attitude des Etats-Unis en « guerre écono-

mique » pour la défense de leur industrie et la protection de leur marché. Le Japon est toutefois encore moins ouvert aux importations. Ainsi, sur le dossier de l'automobile, s'il est vrai que les importations de voitures ont été multipliées par sept entre 1984 et 1994, elles n'ont pas dépassé 276 000 unités l'an dernier sur 6,5 millions d'immatriculations dans l'archipel, selon les statistiques de l'Association japonaise des importateurs automobiles (AIA). Sur le total des importées, 91 600 voitures provenaient des Etats-Unis, dont 57 400 de marques japonaises fabriquées dans des usines américaines.

Mais si le Japon fit déjà figure de mauvais élève pour ouvrir plus largement son marché aux composants américains selon un accord conclu avec Washington, Tokyo n'oublie pas que l'automobile nipponne s'est placée une bonne dizaine d'années au principe d'autolimitation des exportations aux Etats-Unis, principe qui fut contourné par l'installation d'usines de production sur place. A l'époque, le yen était une monnaie sous-évaluée. Aujourd'hui, les rapports sont inversés : le dollar a pris la place du yen,

devenu lui-même surévalué et l'économie nipponne n'affiche plus les progrès d'autant.

Par ailleurs, les sanctions retenues par Washington se portent sur les voitures japonaises de haut de gamme à une époque où, précisément, l'industrie automobile américaine revivifie par ses restructurations souhaite réinvestir ce créneau à forte valeur ajoutée. Tokyo s'entend donc pas céder aux menaces sans réagir.

L'installation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 1er mai, prenant la succession du GATT, tombe à pic pour les deux belligérants qui peuvent chacun prendre à témoin la nouvelle organisation chargée de veiller sur la liberté des échanges internationaux. Malheureusement pour Renato Ruggiero, président de la toute nouvelle institution, s'il devait arbitrer le différend, aucun des deux plaigéants ne peut se targuer d'orthodoxie libérale dans ses échanges. Au nom du libéralisme, deux types de protectionnisme s'affrontent. Son baptême du feu sera des plus délicats.

Gilles Bridier

Des investisseurs
performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

performances d

Des investisseurs étrangers critiquent les performances de la CIP, filiale de la BNP

Les actionnaires sont mécontents du cours de Bourse

Elliott Associates, un fonds d'investissement américain, mécontent de la décade boursière dont souffre la CIP, filiale de la BNP, a déposé une

série de résolutions mettant en cause la stratégie boursière de la société. Il réclame une hausse du dividende, le rachat des titres des minoritaires à leur valeur réelle et une action du conseil

d'administration pour supprimer la décade boursière. Le conseil s'oppose à ces résolutions.

LES INVESTISSEURS étrangers, qui détiennent le tiers de la capitalisation boursière de Paris, ont décidé de participer activement aux assemblées générales des actionnaires. Ils tiennent à faire valoir leurs droits lorsqu'ils sont mécontents des performances boursières des sociétés dans lesquelles ils ont investi (Le Monde du 24 février 1995). La première société directement concernée est la Compagnie d'investissement de Paris (CIP), filiale à 82 % de la Banque nationale de Paris. Introduite en Bourse en 1987, la CIP détient de multiples participations dans des sociétés cotées (Accor, Saint-Gobain, Saint Louis...), mais elle souffre en permanence d'une décade en Bourse par rapport à sa valeur réelle de l'ordre de 40 %. De

plus, sa performance boursière, sur le long terme, est décevante. « Du 31 décembre 1988 au 31 décembre 1994, le cours de l'action est passé de 127 francs à 131 francs seulement, alors que dans le même temps l'indice CAC 40 progressait de près de 20 % », remarque Sophie L'Hélias, qui représente les intérêts de fonds d'investissement étrangers en France.

L'un de ses clients, le fonds new-yorkais Elliott Associates, présent au capital de CIP depuis plus de deux ans et qui détient aujourd'hui 450 000 actions d'une valeur de 65 millions de francs, est mécontent de la rentabilité de son investissement. Il a donc proposé des résolutions devant être soumises au vote des actionnaires de la CIP, lors de

l'assemblée générale du mercredi 31 mai 1995. Elliott Associates demande notamment d'augmenter le dividende versé au titre de l'exercice 1994 de 3,30 francs à 8,30 francs, même si le bénéfice de la CIP a fondé de moitié cette année. Le fonds veut surtout réduire la décade boursière excessive et constate « qu'à ce jour aucune action n'a été entreprise par la société pour remédier à ce problème ». Il demande donc le rachat des actions des minoritaires « à un prix unitaire au moins égal à 95 % de leur valeur estimative ».

Ces propositions, qui seront votées par des fonds écossais, français, et un autre de Hongkong, n'ont pas été agréées par le conseil d'administration de la CIP présidé par Michel Pébereau, président de la BNP et

qui regroupe, outre l'état-major de la BNP, quelques personnalités extérieures (Marc Ladreit de Lacharrière, Ernest-Antoine Seillière, Jean Dromer). « Les actionnaires qui ont investi dans la CIP savaient qu'il y avait une décade. La CIP n'a pas changé de stratégie depuis son introduction en Bourse », répond Georges Chodron de Courcel, vice-PDG de la CIP.

Plus curieusement, la dernière résolution proposée a aussi été refusée par le conseil. Celle-ci « enjoit le conseil d'administration de faire tout ce qui est en son pouvoir pour remédier au problème de la décade de holding qui pèse sur l'action de la société et de fixer une stratégie cohérente pour y remédier ». « Une décade ne se supprime pas d'un coup de baguette magique », précise M. Chodron de Courcel. Ce rejet surprend les gérants d'Elliott, qui rappellent que Michel Pébereau, auteur d'un rapport sur le capitalisme français au XXI^e siècle, y indiquait que « pour promouvoir la diffusion de l'actionnariat, les entreprises doivent être attentives au respect des droits de leurs actionnaires et avoir une gestion saine des intérêts de ceux-ci » et précisait dans La Tribune Desfossés du 28 mars 1995 : « Les intérêts des grands actionnaires sont analogues à ceux des petits ». Pourtant, la BNP semble se soucier assez peu de la décade de la CIP dont sont victimes les actionnaires minoritaires. La BNP y est moins exposée, les comptes de la CIP sont consolidés à leur valeur comptable.

E. L.

Arnaud Leparmentier

Le franc connaît un nouvel accès de faiblesse

Entre le 7 et le 12 mai, le franc avait gagné 8 centimes face au deutschemark, il en a cédé 5 depuis le début de la semaine

L'ÉTAT DE GRÂCE qu'a connu le franc à la suite de l'élection à la présidence de la République de Jacques Chirac n'aura-t-il duré que cinq jours ? Entre le dimanche 7 mai et le vendredi 12 mai, le franc avait gagné 8 centimes face à la monnaie allemande. Il a reperdu près de 5 centimes depuis le début de la semaine. Il s'échangeait mercredi 17 mai, lors des premières transactions entre banques européennes, à 3,5405 francs pour un deutschemark. Plus, le franc se déprécie vis-à-vis de monnaies réputées faibles comme la lire italienne ou la livre sterling.

Plusieurs éléments permettent d'expliquer le soudain accès de faiblesse du franc. « Les investisseurs ont le sentiment que toutes les bonnes nouvelles sont derrière eux », observe le directeur de la salle des marchés d'une grande banque française. La victoire de Jacques Chirac avait soulagé les marchés en dégageant l'horizon politique. L'assurance de voir Alain Juppé, partisan de la politique du franc fort, s'installer à l'hôtel Matignon, les avait également rassurés.

INCERTITUDE

Mais la constitution du nouveau gouvernement ouvre une nouvelle zone d'incertitudes et d'inquiétudes. La nomination, probable, d'Alain Madelin au ministère de l'économie et des finances pourrait entraîner des réactions contrastées sur les places financières internationales. S'ils apprécient son libéralisme, les investisseurs étrangers se souviennent également de ses attaques répétées, à l'automne 1992 et au début de l'année 1993, contre la politique monétaire française.

En dehors de ces problèmes de personnes, le flou qui entoure le programme économique du nouveau gouvernement incite les professionnels étrangers à se tenir à l'écart du marché français. De la capacité du gouvernement à pouvoir simultanément assainir les finances publiques et lutter contre le chô-

mage dépend la possibilité de rebond du franc. Les investisseurs internationaux sanctionnent le fait que les déficits publics et le taux de chômage soient plus élevés en France qu'en Allemagne. Les deux points noirs de l'économie française sont aussi les deux principaux facteurs de faiblesse du franc.

Or toutes les analyses des grandes banques anglo-saxonnes soulignent l'extrême difficulté qu'aura le futur gouvernement à résoudre cette équation infiniment complexe. Si les opérateurs des marchés financiers ont l'impression que la priorité est donnée à la réduction des déficits, ils s'inquiéteront inévitablement des conséquences de ce choix sur la lutte contre le chômage. A l'opposé, s'il leur semble que le gouvernement cherche avant tout à stimuler la croissance, ils jugeront que la réduction des déficits publics n'est plus qu'un objectif à moyen terme. Dans les deux cas, ils pourraient trouver de bons prétextes pour vendre du franc.

Certains analystes expliquent également le repli du franc par le manque d'audace de la Banque de France. Ils lui reprochent de ne pas avoir abaissé ses taux directeurs. Ils estiment que le maintien de taux d'intérêt élevés ne soutient pas le franc, mais au contraire l'affaiblit. Le statu quo conforte le sentiment des opérateurs selon lequel la crise n'est pas finie et accroît les risques de conflit avec le nouveau pouvoir. Il est vrai que la Banque de France doit affirmer son indépendance vis-à-vis de ce dernier. Un assouplissement de sa politique monétaire au lendemain de la victoire de Jacques Chirac aurait pu être perçu comme une forme d'allégeance. Mais les investisseurs vont finir par se demander si la Banque de France, à faire montre d'une telle prudence, ne recherche pas délibérément l'affrontement avec le futur gouvernement.

P.-A. D.

La difficile gestion de la participation croisée BNP-UAP

LES PARTICIPATIONS CROISÉES, système de base du capitalisme à la française né des privatisations, ne présentent pas que des avantages. La BNP est bien placée pour le savoir, qui forme avec l'UAP un tandem indissociable. La banque est le premier actionnaire de la compagnie d'assurances, qui est également son principal actionnaire. Le problème, c'est que, à l'issue de la privatisation de l'UAP, les deux groupes étaient convenus d'égaliser le niveau de leur participation dans le capital de l'autre.

La BNP devait ramener de 19,1 % à 15 % sa participation dans l'UAP de façon à ce qu'elle soit du même ordre que celle de l'UAP dans le capital de la BNP (14,30 %). Le rapport annuel 1994 de l'UAP le confirme : « Il a été prévu que la participation du groupe de la BNP dans la compagnie devra être ramenée à 15 % dans un délai maximum de douze mois à compter de la privatisation de l'UAP, soit avant le 16 mai 1995. » Mais la BNP ne

l'a pas fait pour ne pas enregistrer une moins-value considérable sur ces actions UAP. La BNP a acquis sa participation, en 1990, via la Financière BNP, à un prix de revient de l'ordre de 200 francs par titre ; une société qui était détenue à l'origine à 50,01 % par la BNP et à 49,99 % par l'Etat jusqu'à la privatisation en octobre 1993 de la BNP. La banque a alors repris l'ensemble de la Financière BNP à un prix qui valait l'ensemble de la BNP à plus de 600 francs (depuis, le titre UAP a été divisé par trois et le prix de revient ressort à un peu plus de 200 francs). En dépit d'une remontée à la fin de 1994 de l'action UAP et d'une hausse de 6 % depuis le 1^{er} janvier, le titre ne cote aujourd'hui que 146 francs.

La cession de 4,1 % du capital de l'UAP par la BNP reviendrait pour la banque à enregistrer une perte de 650 millions de francs.

E. L.

Arnaud Leparmentier

Hanson Trust, un mastodonte en quête de proies

LONDRES

La puissance ? Hanson PLC n'en a jamais manqué. C'est même un des premiers objectifs de son fondateur Lord Hanson, soixante-treize ans, raider comme on n'en fait plus, croisé du grand Monopoly industriel. An début de l'année, ce conglomérat, neuvième entreprise britannique, formidable groupe d'industries de base, dont les activités vont du charbon aux produits chimiques en passant par le BTP et les articles de grande consommation, a annoncé le détachement des trente-quatre sociétés américaines, rassemblées dans une nouvelle firme baptisée US Industries Inc. (USI), totalement indépendante de Hanson Industries. C'est la dernière incarnation d'un empire transatlantique, bâti au moyen de raids boursiers et d'acquisitions depuis 1964 par Lord Hanson et son compère, Gordon White.

« L'actionnaire est la pierre angulaire du système Hanson et nous devons le protéger. Cela signifie qu'il doit profiter du dividende et du cours de la Bourse et que les responsables des compagnies qui nous appartiennent ont des comptes à rendre », nous déclarait récemment Derek Bonham, alors président adjoint, aujourd'hui grand patron de Hanson Industries. La stratégie de Hanson, comme celle des autres géants britanniques tels que BTR ou BAT, est simple : une entreprise sous-évaluée, achetée au rabais et restructurée tambour battant, avec à la clé des réductions d'emplois, la cession par appartements des activités déficitaires et, le plus souvent, le remplacement des anciens dirigeants.

Les prédateurs se déclarent uniquement intéressés par des industries de base sur lesquelles les modes et les innovations technologiques n'ont guère de prise. « L'innovation n'est pas le fort de ces structures, qui ne cherchent pas à explorer de nouveaux territoires mais se contentent de l'acquis. Leurs cibles ? Des industries de faible technologie, peu de recherche-développement ni de marketing. Ces mastodontes ne sont guère adaptés aux secteurs les plus dynamiques », critique John Kay, directeur de la société de consultants, London Economics. Hanson s'est toujours montré soucieux également de maintenir un équilibre entre les activités stables, protégées des retournements

conjoncturels (charbon, tabac, forêts...), qui fournissent la moitié des bénéfices, et celles soumises à des variations cycliques (comme la pétrochimie ou le BTP) ou les PME.

Le contrôle financier strict est au cœur du système du conglomérat à l'anglaise. Les équipes Hanson doivent respecter les objectifs fixés par le siège, augmenter systématiquement les parts de marché et obtenir l'accord du « centre » pour tout projet d'investissement dépassant 1 000 livres. Les hommes de terrain sont totalement libres à l'intérieur de leur budget. Ce groupe

est passé maître dans l'utilisation des paradis fiscaux et le recours à des sociétés panaméennes afin de payer le moins d'impôts possible et l'emploi de méthodes comptables floues.

« L'ACTIONNAIRE D'ABORD » Ces ferveurs battants du libéralisme ont su s'assurer des soutiens politiques traversant les partis. Supporteurs de longue date des Tories au pouvoir, ils se sont déclarés récemment impressionnés par le nouveau Labour de Tony Blair, rénové et modernisé. Le slogan « l'action-

naire d'abord » plaît aux investisseurs institutionnels qui détiennent la majeure partie du capital et gardent les yeux de Chimène pour la firme de Hyde Park Corner.

Ce type d'organisation, qui a marqué les années 80, est considéré par beaucoup comme passé de mode. « Aujourd'hui, les entreprises ont tendance à se recentrer sur leur métier de base et rachètent des entreprises qu'elles sentent complémentaires, au lieu de se diversifier loin de leur spécialité », souligne un analyste de la maison de courtage BZW. Les agents de notation financière et les experts des banques ont du mal à suivre une cinquantaine de secteurs différents cohabitant au sein d'un même groupe et restent d'une neutralité prudente vis-à-vis du titre.

L'endettement de l'entreprise, qui reste important malgré la création d'USI, réduit d'autant sa marge de manœuvre. Pour continuer à croître, Hanson, qui opère principalement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a choisi de pénétrer dans le Pacifique, une région actuellement dans une passe difficile. L'Europe continentale ? « Notre structure n'est pas vraiment adaptée aux économies du Vieux Continent. Les prix réclamés par les vendeurs sont trop élevés et les réorganisations, un véritable casse-tête, en raison du pouvoir des syndicats », insiste-t-on dans l'entourage de Derek Bonham.

Marc Roche

Un conglomérat transatlantique

Le conglomérat britannique Hanson PLC se porte bien. Si les résultats annoncés le 16 mai pour le semestre clos en mars affichent une diminution de 9,4 % de son bénéfice imposable avant impôts à 623 millions de livres contre 682 millions un an plus tôt, le profit d'exploitation a progressé, lui, de 58 % à 743 millions sur un chiffre d'affaires de 4,96 milliards, en hausse de 15 % sur les 4,31 milliards de 1994.

Hanson va des matériaux de construction au tabac, avec Imperial Tobacco (deuxième compagnie mondiale), en passant par le charbon, le bois et la chimie. Avec 70 000 salariés, Hanson « pèse » aujourd'hui près de 12 milliards de livres en Bourse (environ 95 milliards de francs). US Industries Inc., la nouvelle société de 3 milliards de dollars (environ 15 milliards de francs) d'actifs, regroupant 34 filiales américaines du groupe (notamment bains bouillonnants, articles de cuisine, outillage, jouets, matériel de bureau), cotée à la Bourse de New York, deviendra indépendante le 31 mai. Le groupe possède un trésor de guerre de près de 7 milliards de livres qui entretient les rumeurs les plus folles d'acquisitions. Parmi les proies les plus souvent mentionnées figurent les sociétés britanniques Argyle, United Biscuits et Yorkshire Electricity ainsi que... le constructeur automobile américain Chrysler, cible déjà d'une OPA inamicale de Kirk Kerkorian.

L'accord sur le fonds de pension des assurances devant la justice

LA SIGNATURE le 2 février d'un accord créant un fonds de pension dans les assurances était apparue comme un fait social majeur (Le Monde du 3 février). Aujourd'hui certains syndicats tentent de le remettre en question. Les fédérations CGT, Force ouvrière et CFE-CGC de l'assurance viennent d'assigner en référé pour faire valoir leur droit d'opposition. L'affaire devrait être examinée vendredi 19 mai. Formellement, elles plaident que l'accord ne leur a pas été notifié. Elles ne pouvaient donc pas respecter le délai de quinze jours dont les syndicats disposent pour dénoncer un texte. Ce formalisme cache plusieurs oppositions. Si la CGT et FO sont hostiles à l'accord, la CGC souhaite « poursuivre les négocia-

tions ». La fédération CGC de l'assurance est dans une position très délicate car, parmi les syndicats signataires, se trouvent la CFDT, la CFTC et les deux principaux syndicats nationaux de la fédération CGC, le syndicat des employés, techniciens et agents de maîtrise (SNAETAM) et celui des cadres (SNCAPA). En revanche, le syndicat des inspecteurs d'assurances (SNTIA), autre pièce maîtresse de la fédération y est farouchement opposé.

L'édifice élaboré en février peut-il être remis en cause ? Le juge devra dire si le droit d'opposition peut encore être exercé ou non. Il devra également dire si les plaignants sont suffisamment nombreux pour exercer ce droit. Pour être effective, une déno-

ciation doit être effectuée par au moins la moitié des syndicats signataires de l'accord remis en question. Or le texte de février est juridiquement un avenant à un accord signé en 1962 par quinze syndicats dont certains ont aujourd'hui disparu. Bel imbroglio en perspective.

Il est toutefois frappant de constater que les syndicats non signataires n'ont pas organisé une seule heure de grève contre cet accord préférentiel à une bataille de procédure incertaine à un rapport de forces a priori défavorable. Mais compenser de la sorte une faiblesse structurelle plutôt que chercher à y remédier ne risque-t-il pas d'accentuer le discrédit des syndicats auprès des salariés ?

Frédéric Lemaître

La Macif redresse son activité d'assurance

LA MUTUELLE D'ASSURANCE présidée par Jacques Vandier a annoncé mardi 16 mai un résultat net de 7 millions, après avoir enregistré un exercice déficitaire de 83 millions en 1993. Ce résultat témoigne du redressement des activités d'assurance de la mutuelle, le montant des cotisations acquises en 1994 ayant progressé de 11,4 % en 1994 à 11,2 milliards de francs. Il n'est cependant que le reflet partiel de la situation de la Macif qui ne présente pas de comptes consolidés et n'intègre donc pas le résultat de ses filiales qui sont pour certaines sources de difficultés. C'est le cas de Trema, filiale à 75 %, qui devrait faire l'objet d'une défaillance auprès de la Foncière Euris.

■ COLAS : le numéro un mondial de la construction de routes devrait racheter à son actionnaire minoritaire Royal Dutch Shell (détenteur de 8 % du capital), deux sociétés irlandaise et britannique « d'ici au 15 juin au plus tard », a annoncé le PDG de Colas, Alain Dupont, mardi 16 mai. Un accord de même nature devrait suivre en Allemagne. Ces rachats font suite aux accords conclus, fin 1994, avec le pétrolier et prévoyant la cession par ce dernier de ses filiales européennes portant encore le nom de Colas. La société Colas Danemark, 650 millions de francs de chiffre d'affaires, a déjà été reprise par le français qui a réalisé en 1994 un bénéfice net, part du groupe, de 342 millions de francs, en hausse de 18 %, pour un chiffre d'affaires de 17,1 milliards de francs.

■ RAFFINAGE : après les groupes pétroliers, les pouvoirs publics s'inquiètent de la crise du raffinage qui, tout en étant internationale, affecte particulièrement ce secteur en France. « La marge moyenne est tombée à des niveaux misérables », a indiqué, le 16 mai, Guy Arlette, directeur de la Dhyca, direction des hydrocarbures, lors de la présentation du bilan de l'industrie pétrolière en 1994. Au premier trimestre elle a été de 30 francs la tonne, contre 93 francs en 1994, un niveau déjà particulièrement bas sachant que le seuil d'équilibre se situe à 100 francs la tonne.

■ FRAMATOME : le fabricant français de chaudières nucléaires a annoncé le 16 mai être devenu l'actionnaire majoritaire (51 %) de Cezus (Compagnie européenne du zirconium), premier producteur mondial de zirconium. Cogéma détient 49 % du capital de Cezus, dont la gestion était assurée jusqu'alors par Pechiney. Cezus répond principalement aux besoins de l'industrie nucléaire, des industries aéronautiques, chimiques et mécaniques. La société exporte 60 % de sa production, dispose de quatre sites en France et emploie environ 900 personnes.

■ GÉNÉRALE DES EAUX : Jean-Marie Messier, directeur général de la CGE, a réclamé mardi 16 mai la transparence des comptes de France-Télécom. Pour M. Messier, il s'agit de vérifier qu'il n'y a pas de subventions abusives. « Je demande l'individualisation des comptes de France-Télécom par métiers », a-t-il déclaré.

■ LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande a annoncé, mardi 16 mai, un bénéfice net de 284 millions de marks (près de 1 milliard de francs) en 1994 contre une perte de 111 millions de marks en 1993. Au niveau du groupe, les résultats font apparaître un résultat de 302 millions de marks contre une perte de 92 millions, l'année précédente.

■ LE GOUVERNEMENT britannique devrait relever le taux de base jusqu'à 8 % cette année, contre 6,75 % aujourd'hui, a estimé l'Oxford Economic Forecasting.

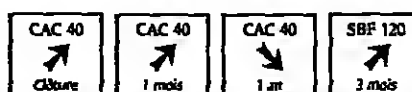
■ LE ZLOTY POLONAIS s'est apprécié de 2 % en moyenne par rapport aux principales monnaies, à la suite de l'introduction mardi de son cours flottant.

■ LA BUNDESBANK devrait laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés jeudi, en dépit des récentes déclarations de membres du conseil central.

■ LA MONNAIE UNIQUE européenne fonctionnera « sans à-coups » et favorisera la croissance, a estimé Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

■ LE DOLLAR était coté 86,51 yens au cours des derniers échanges mercredi à Tokyo, en légère hausse par rapport aux derniers cours de la veille (86,30 yens).

LES PLACES BOURSILIÈRES

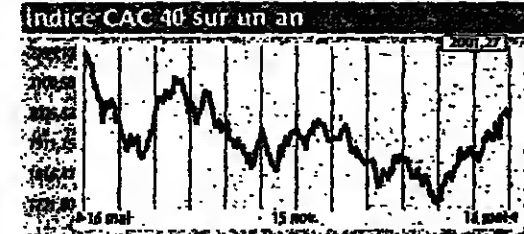


Effritement à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris s'effritait quelque peu mercredi 17 mai après la reprise constatée la veille et ce en dépit d'une nouvelle hausse sensible des taux d'intérêt en France notamment. En hausse de 0,02 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et quart plus tard une perte de 0,04 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises affichaient en moyenne un repli de 0,34 % à 1994,45 points. Cet effritement se manifestait dans un marché actif, le volume des échanges sur le compartiment à règlement mensuel avoisinant 1,9 milliard de francs.

Le franc français manifestait des signes de faiblesse face au mark à plus de 3,53 francs pour un mark. Ce glissement du franc interrompt les milieux financiers qui restent l'arme au pied en attendant la nomination du premier ministre et la formation du gouvernement après la cérémonie de passation des pouvoirs à Jacques Chirac dans la matinée à l'Élysée.

Du côté des valeurs, 3,2 % du ca-



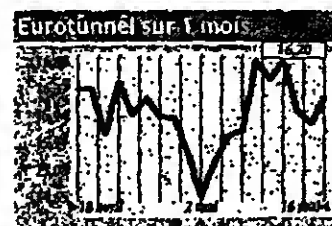
pital de la Sagem avaient déjà été traités à la suite de deux applications portant au total sur 83 500 titres. L'action était en hausse de 1,2 %. Parmi les titres en hausse

sensible, on relevait également DMC qui progressait de 7 %, Casino, 5,7 %, Eurotunnel, 4 % et Moulinex, au plus haut de l'année avec un gain de 3,7 %.

Eurotunnel, valeur du jour

BONNE JOURNÉE pour Eurotunnel, mardi 16 mai, à la Bourse de Paris, où le titre a gagné 2,5 % dans un volume de 3,9 millions d'actions. Par ailleurs, la Société des Bourses françaises (SBF) a rappelé le même jour que la date limite pour la souscription des bons des actionnaires « fondateurs », datant de 1986, était le 30 juin 1995. Les titulaires de ces bons de souscription d'actions ont jusqu'à cette date pour acquiescer contre un bon et un versement de 100 francs ou 9,72 livres sterling

12,56 actions d'Eurotunnel SA à la Bourse de Paris ou d'Eurotunnel plc à celle de Londres. Passé ce délai, ces bons perdront toute valeur.

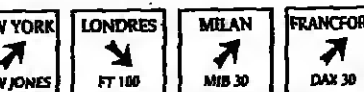


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 17/05	Var. %	Var. %
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 17/05	Var. %	Var. %
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02
BOURSES	1705	+0,02	+0,02



Modeste progression à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a modestement progressé mercredi 17 mai en dépit de l'annonce, la veille, des sanctions commerciales américaines contre le Japon. L'indice Nikkei a gagné 82,45 points, soit 0,50 %, à 16 471,35 points. La veille, Wall Street a marqué une pause après avoir battu lundi son trentième record de l'année à l'issue de six séances consécutives de hausse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 2,42 points, soit 0,05 %, à 4 435,05 points. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les émissions du Trésor à 30 ans, principale référence, a chuté à 6,87 % contre 6,94 % la veille au soir. La tendance était également à la baisse à la Bourse de Londres où l'indice Footsie des 100 grandes valeurs a clôturé en repli de 9,9 points, soit 0,3 % à 3 300,8

points. Les opérateurs attendent maintenant les chiffres du chômage britannique mercredi, et ceux des ventes de détail jeudi. De bonnes nouvelles sur le front des résultats des entreprises ont en revanche profité à la Bourse de Francfort. Au terme de transactions peu étoffées, l'indice DAX a gagné 1,14 % à 2 110,52 points par rapport à la clôture de la veille.

NEW YORK
Les valeurs du Dow Jones

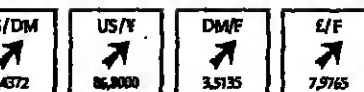
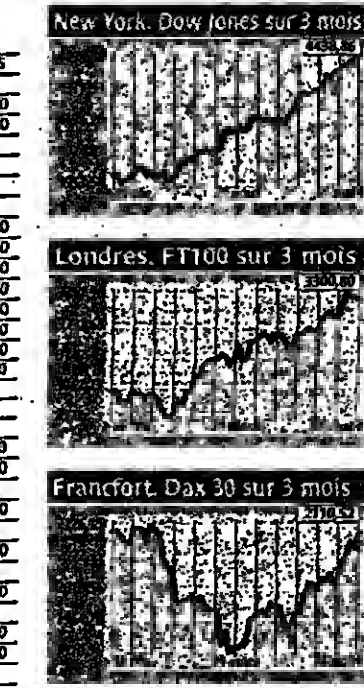
	17/05	16/05
Alcoa	47	47,50
American Express	35,75	35,37
Allied Signal	41,75	41,62
AT & T	51,25	50,87
Bethlehem	14,87	14,75
Boeing Co	55,62	54,87
Caterpillar Inc.	62,25	62,25
Chemical Bank	42,13	42,63
Coca-Cola Co	52,25	52,87
Disney Corp.	55,25	55,13
Du Pont Nemours & Co	69,25	69
Eastman Kodak Co	60,50	60,37
Exxon Corp.	71,37	70,50
Gen Motors Corp.	43,63	43,25
Gen Electric Co	52,13	52,63
Goodyear Tire & Rubber	41,62	41,25
IBM	94,50	95
Intl Paper	80,75	80,87
J.P. Morgan Co	68,13	68,50
McCormick & Co	70,13	69,87
Merck & Co Inc.	42,13	42,25
Minnesota Mining & Mfg	61,50	61,37
Pfizer Inc.	70,50	70,87
Procter & Gamble Co	69,13	69,37
Sears Roebuck & Co	56,50	56,62
Texaco	68,37	68,50
Union Carbide	31,25	31,87
Unilever Ltd	75,62	75
Westinghouse Electric	14,75	14,75
Woodward	15,50	15,62

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	17/05	16/05
Allied Lyons	1,605	1,595
Barclays Bank	6,60	6,57
B.A.T. Industries	4,86	4,95
British Aerospace	5,40	5,42
British Airways	4,35	4,34
British Gas	3,09	3,02
British Petroleum	4,62	4,61
British Telecom	4,02	4,04
B.T.C.	3,37	3,37
Cadbury Schweppes	4,57	4,57
Eurotunnel	2,02	1,97
Glaxo	7,23	7,39
Grand Metropolitan	3,96	3,96
Guinness	4,82	4,82
Harpies	2,48	2,51
Greiff	6,02	6
I.T.C.	2,94	2,91
Imperial Chemical	7,78	7,68
Lloyds Bank	6,71	6,70
Morris & Spencer	4,32	4,32
National Westminster	5,45	5,51
Peninsular Oriental	6,13	6,05
Reiters	4,74	4,78
Sandhill and Search	1,83	1,84
Shell Transport	7,64	7,60
Smith Barney	4,82	4,84
Time and Life	4,39	4,38
Unilever Ltd	11,30	11,83
Wellcome	10,70	10,80
Zeneca	8,99	9,12

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	17/05	16/05
Allianz Holding AG	2625	2596
Basf AG	307,50	304,20
Bayer AG	352,00	349,70
Bay Hypo/Werkbank	392	388
Bayer Werksbank	402,50	406
BMW	778,50	765
Commerzbank	350,50	348
Continental AG	222,50	219,20
Daimler-Benz AG	688	679,50
Deutsche Bank AG	444	432,50
Deutsche Telekom AG	155	151,80
Deutsche Bank AG	202,50	202,50
Dresdner Bank AG	399,50	394,50
Hertel AG	340,50	340,50
Hombach AG	303,00	299,50
Karstadt AG	601	598
Kaufhof Holding	489	489
Linde AG	844	825
MTL Lohrste AG	189	182,50
Man AG	378,70	372,50
Marzahn AG	417,50	408
Mittelbau AG	51,90	52,90
Preussag AG	425	418
RWE	477	472,50
Schering AG	976	975
Siemens AG	681,50	681,50
Thyssen	725	725
Veba AG	567	560,50
Viel AG	536	528,50
Wella AG	1092	1099



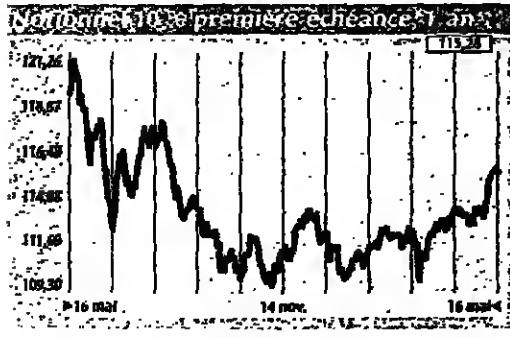
LES TAUX



Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert pratiquement inchangé mercredi matin 17 mai par rapport à ses cours de clôture de la veille. L'échéance juin s'inscrivait à 115,80 après quelques minutes de transactions, soit une hausse de quatre centièmes. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 7,41 %. La veille, le marché obliga-

taire français avait fortement progressé, dans le sillage du marché américain soutenu par l'annonce d'une baisse des mises en chantier de logements au mois d'avril plus forte que prévu. Le repli brutal du franc face à la monnaie allemande a mis un terme à la détente des taux d'intérêt à court terme français. Le contrat Pibor 3 mois du Matif cédait mercredi matin 15 centièmes à 93,23. Les taux à trois mois s'établissaient à 7,10 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
16/05	17/05	16/05	des prix
France	7,69	7,69	8,44
Allemagne	4,50	4,50	7,70
Grande-Bretagne	5,25	5,25	8,85
Italie	7,87	7,87	12,6
Japon	3,20	3,21	4,75
Etats-Unis	5,88	7,02	7,35

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux	Taux	Indice
au 16/05	au 17/05	au 16/05	(base 100 fin 94)
Fonds d'Etat à 3 ans	7,52	7,53	101,80
Fonds d'Etat à 5 ans	7,52	7,52	102,09
Fonds d'Etat à 10 ans	7,81	7,79	102,67
Fonds d'Etat à 15 ans	7,89	7,87	103,13
Fonds d'Etat à 30 ans	8,36	8,34	103,63
Obligations françaises	8,08	8,05	102,27
Fonds d'Etat à l'étranger	0,74	0,74	100,17
Fonds d'Etat à l'étranger	0,42	0,42	99,41
Oblig. franc. à l'étranger	0,68	0,67	99,92
Oblig. franc. à l'étranger	0,09	0,08	100,53

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)				
	Achat 1970	Vente 1970	Achat 1970	Vente 1970
Jour le jour	7,63	7,63	7,63	7,63
1 mois	7,68	7,68	7,90	8,05
3 mois	7,76	7,76	7,95	8,20
6 mois	7,78	7,78	7,97	8,22
1 an	6,81	7,31	7,15	7,40
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	7,46	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	7,42	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	6,80	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	6,69	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	6,64	—	—	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 1 mois	6,14	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,23	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	6,38	—	—	—

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 17 MAI
Liquidation : 23 mai
Taux de report : 8,88
Cours relevés à 12h30

CAC 40

-0,34%
CAC 40 :
1994.43

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Palémière dernier coup. (1)	DOW JONES CMCJ12 DMC (Droits M1) Docks France 1 Dynamite 1 Eaux (Cie Belg.) Ecofi Eiffage 1 Eiffage Industrie 1 Eridania Belgina 1 Esso Ind 1 Esso Ind ADP 1 Esso 1 Euro Ind 1 Euro Disney 1 Euro RSCG W W 1 Europe 1 1 Eurotel 1 Filippetti Média 1 Finatrel 1 Flines-Flie 1 Frameries Bel 1 Gaz de France 1 GAN 1 Gazpar (G) 1 Gazpar Eau 1 Général 1 G.F.C. 1 Groupe Andre S.A. 1 Groupe De La Cier 1 GTH-Entrepose 1 Gullif 1 Guyane Gascogne 1 Haxel 1 LDJAL 1 Imetel 1 Imetel France 2 Immet.Prens 1 Ingenico 1 Internel 1 Interpump 1 jean Leclerc 1 Kiepsen 1 Labinal 1 Lafarge Ciments 1 Lafarge (MMB) 1 Lappin 1 Lebon 2 Legrand 1 Legrand ADP 1 Legis Ind 1 L'Oreal 1 LVMH Moët Vuiton 1
EDF-GDF 3%	750	750	—	—	—
S.N.P. (T.P.)	895	895	—	—	—
Châtillonnais(T.P.)	665	665	—	—	—
Renault (T.P.)	1948	1948	—	—	—
Rhone Poulenc(T.P.)	2080	2080	—	—	—
Société Générale(T.P.)	1165	1165	—	—	—
Thomson SA (T.P.)	6172	6172	—	—	—
Accor 1	613	613	—	—	—
Air Liquide 1	794	794	—	—	—
Alcatel Alsthom 1	463	463	—	—	—
Alcatel Cable 1	353	353	—	—	—
AGP 1	367,20	367,20	—	—	—
Alsac-Asa.Cau.France 1	184,70	184,70	—	—	—
Axa 1	671	671	—	—	—
Bail Inves. 1	207,40	207,40	—	—	—
Banque (Cie) 1	295	295	—	—	—
Bque Colbert Cie	78,20	78,20	—	—	—
Bazar Hohl. Ville 2	533	533	—	—	—
Bret.France (EBF) 1	199,60	199,60	—	—	—
BSE 1	386,50	386,50	—	—	—
BIS 1	375	375	—	—	—
B.N.P. 1	257,30	257,30	—	—	—
Bolloré Techno. 1	900	900	—	—	—
Borignin 1	2780	2780	—	—	—
Bouygues 1	630	630	—	—	—
Candl 1	434	434	—	—	—
Cap Gemini Societ 1	174,90	174,90	—	—	—
Canaudmetabolon 1	2980	2980	—	—	—
Ceriflor 1	2500	2500	—	—	—
Casino Caltichard 1	119,60	119,60	—	—	—
Casino Guich ADP 1	119,60	119,60	—	—	—
Castorama Di (Lij) 1	832	832	—	—	—
C.C.F. 1	232,00	232,00	—	—	—
CCF/Refrigerat Ly 2	56,60	56,60	—	—	—
CEP 1	479,80	479,80	—	—	—
CFP Communication 1	500	500	—	—	—
Cens Europ.Reun 1	90,50	90,50	—	—	—
Cevens 1	1200	1200	—	—	—
CGP 1	1158	1158	—	—	—
Châtelain 1	1078	1078	—	—	—
Cinéma Dior 1	469,50	469,50	—	—	—
Ciments Fr.Priv.B1	240	240	—	—	—
Clare 1	457	457	—	—	—
Cof Mediterranean 1	525	525	—	—	—
Comptoir 1	288	288	—	—	—
Colas 1	942	942	—	—	—
Comptoir Equip. 1	219	219	—	—	—
Comptoir. Modér. 1	1527	1527	—	—	—

367	648	-0.27	1980795	Lyonnais Eaux 1
440	648	-0.78	1506825	Marine Waud 1
449	648	-0.78	1506825	Matra-Hachette 1
262	648	-0.27	1980795	Metalcaque 1
252	648	-0.27	1980795	Microchimie Inter 1
352,80	648	-1.36	1000000	Michelin 1
4770	648	-5.66	2000000	Moulinex 1
813	648	-0.41	1500000	Navigation Mbtex 1
327	648	-0.41	1500000	Nord 1
2680	648	-0.27	1980795	Nordion Dpt 1
67,05	648	-1.37	1000000	Nij 1
271	648	-0.27	1980795	Oljap 1
767	770	-0.39	2000000	Pachyem CIP 1
143	143,94	-0.38	1000000	Pachyem Int 1
359	648	-0.27	1980795	Permot-Ricard 1
699	648	-0.41	1500000	Pharm-Princed 1
965	648	-0.41	1500000	Plastic-Omn Ly 1
407,40	648	-0.41	1500000	Pofit 1
754	648	-0.41	1500000	Prochem 1
606	648	-1.72	1000000	Promodes 1
604	648	-0.41	1500000	Publicis 1
644	648	-0.41	1500000	Radiotechnique 1
1670	648	-0.41	1500000	Radiotexte 1
17,95	648	-1.39	2000000	Remak 1
510	648	-0.41	1500000	Rezel 1
725	648	-0.34	1500000	Rhone-Poulenc A 1
1,620	648	-0.34	1500000	Rhone-Poulenc B 1
759	648	-0.26	1500000	Roussel Uclaf 1
82	648	-0.27	1980795	Sau Imperial(Ly) 1
482	648	-0.27	1980795	Sade (Nij) 1
332,60	648	-0.27	1980795	Sade (Nij) 2
2083	648	-0.57	1000000	Saint-Gobain 1
189,90	648	-0.26	1500000	Saint-Louis 1
545	648	-0.23	1500000	Salomon (Ly) 1
181	648	-0.23	1500000	Salomon (Nij) 2
961	648	-2.70	1500000	Sarell 1
398,40	648	-0.27	1980795	Sat 2
459	648	-0.27	1980795	Saupeyret (Nij) 1
850	648	-0.27	1980795	Schneider 1
439,50	648	-0.39	2000000	SGOR-SA 1
300	648	-0.27	1980795	S.E.B.I. 1
1320	648	-1.47	1000000	Selfin 1
448,30	648	-0.29	1500000	SEITA 1
137	648	-0.48	1000000	Selvaque 1
575	648	-0.48	1000000	SFRM 2
369	648	-1.64	1000000	SGE 1
88,40	648	-0.48	1000000	Slo 1
85,10	648	-1.29	2000000	Slon 1
365	648	-0.55	1000000	S.L.T.A. 1
581	648	-0.27	1980795	SLS Rossignol 1
370	648	-0.27	1980795	Slogos 1
395	648	-1.01	1000000	Socobac A 1
861	648	-0.27	1980795	Socodino 1
350	648	-0.49	1000000	Sommer-Albert 1
115,50	648	-0.20	1500000	Sophia 1
300	648	-0.27	1980795	Sorin 1
200,10	648	-0.24	1500000	Spt Basignolles 1
7420	648	-0.27	1980795	Spt Commun 1
4780	648	-1.25	1000000	Strafor Facon 1
900	648	-0.21	1500000	Suez 1
1317	648	-0.38	2000000	Synabio 1
967	648	-0.21	1500000	Technip-SA 1
1316	648	-0.21	1500000	Thomson-CSF 1

530	522	+0.38	26/09/94	Total
594	491	+1.78	30/09/94	UAP
113	113	=	06/09/94	UFB Local 1
69.90	69	-1.29	08/09/94	UGG Data (M)
34.28	35.80	+1.52	08/09/94	US SA 1
120	120	=	07/09/93	UIC
121.30	134	+1.17	24/09/92	UIC 1
595	598	+0.38	08/09/94	US 2
143	143	=	08/09/94	US 3
346	359	+3.76	08/09/94	Union Asset Fund 1
472	478.99	+0.23	18/09/94	Value
11.70	11.55	-1.28		Valorem
379.0	377.50	-1.50	08/09/94	Vanguard
324.60	324.60	=	06/09/94	Vanguard
322.60	324.60	+0.64	08/09/94	Worms & Cie
139.30	135.01	-0.51	01/09/94	Z-Granner 1/4
334.90	334.10	-0.34	11/09/95	Zodiac
767	767	=	08/09/94	ZF Cabot
1110	1097	-1.88	20/09/94	
577	583	+0.69	20/09/94	
467	468.90	+0.41	01/09/94	
915	915	=	08/09/94	
1154	1142	-0.69	16/09/94	
433	435	+0.46	20/09/94	
505	500	-0.99	08/09/94	
167.50	168	+0.09	08/09/94	
178.50	178	-0.38	01/09/94	
805	791	-1.94	04/09/94	
220	222.00	+0.99	04/09/94	ABN Amro Hedging 1
330	330	=	08/09/94	American Express
737	715	-2.99	16/09/94	Anglo American 1
320	360	+1.34	09/09/94	Amplod 1
190	188.80	-1.88	22/09/94	Argo Wiggins Aps 1
75.90	82.90	+7.00	08/09/94	Banco
643	635	-1.56	22/09/94	Banco Santander 1
2541	2555	+0.13	20/09/94	Barclay Gold 1
1859	1909	+0.30	20/09/94	B.A.S.F. 1
441				Banco
291	292.30	-2.99	22/09/94	Bankwest Group 1
2140	2030	-0.41	08/09/94	Buffetfomont 1
1185			19/09/94	Chase Manhattan 1
389	380	-0.77	13/09/94	Chelton 1
121	120.20	-0.66	08/09/94	Doimler Bank 1
541	544	+0.55	09/09/94	De Beers 1
141.50	128.10	-0.83	11/09/94	Deutsche Bank 1
317.20	319.20	+0.20	08/09/94	Eastman Bank 1
104.50	103.40	-0.56	12/09/94	Exxon Corp 1
94	92.5	-0.66	11/09/94	Exxon Corp 1
189	187	-1.06	08/09/94	Exxon Corp 1
1485	1498	+0.88	13/09/94	Exs Rand 1
629.50	628	-0.50	08/09/94	Exxon Corp 1
709	720	+1.55	04/09/94	Exxon Corp 1
1275	1257	-1.41	30/09/94	Exxon Corp 1
445	460	+0.37	08/09/94	Exxon Corp 1
387	385	-0.37	08/09/94	Exxon Corp 1
390	398	+0.37	08/09/94	Exxon Corp 1
1962	1959	-1.63	20/09/94	General Electric 1
435	457	+0.88	30/09/94	General Electric 1
610	605	-0.99	10/09/95	General Motors 1
232.10	222.60	-0.99	08/09/94	General Motors 1
475	464	-2.22	22/09/94	Grid Metropolitan 1
552	552	=	15/09/93	Guinness Plc 1
270.40	278.90	+0.15	29/09/94	Harmon Plc 1
245	245	=	08/09/94	Harmon Plc 1
308.50	307.60	-0.29		Heveland-Packard 1
140.40	143	+0.28	12/09/93	Hitch 1

327,30	324,50	-0,24	28039/94	Hoovers Inc	
146,20	146,10	-0,10	28040/94	IBM Inc	
389,90	383,50	-1,64	30039/92	LCI	
172,90	174	+0,64	20000/94	ITT Inc	
371	371,40	+0,40	28041/94	Mc Voldano	
495	495	0,00	02007/93	Matteuccia	
86,50	86,50	0,00	28042/94	Mc Donald's Inc	
205,80	194,70	-11,10	28043/94	Mercato and Co	
530	530	0,00	28044/94	Mississippi Valley	
538	537	-1	+2,15	16059/94	Minerals and Chem
280	275,50	-4,50	16070/94	Motor Corporat.	
263,90	260	-3,90	16069/92	Morgan J.P.	
118	118,90	+0,90	28045/94	Murphy	
257,20	260	+2,80	10093/94	Nippon Necropacker	
118	118	0,00	0806/94	Norsk Hydro	
610	619	+9	+1,48	28046/94	Petrofina
975	967	-8	-0,82	28048/94	Pfizer Inc
				Philips Nv Inc	
				Plaster Dome Inc	
				Procter Gamble	
				Qadrone	
				Randitione	
				Rhone Poulenc	
				Royal Dutch	
				S.T. Dupont	
				Saint-Helena	
				Schindler	
				Scot Paper Mills	
				Self Transport	
				Siemens	
				Sony Corporation	
				Sumitomo Bank	
				T.D.K.	
				Telefonica	
				Toshiba	
				Union Carbide	
				Unit Technology	
				Van Rens	
				Volkswagen A.G.	
				Wyle Laboratories	
				Western Union	
				Yamanouchi	
				Zambia Copper	

Cours précéd.	Derniers cours	Paie- ment +/-	dernier prix	1
190	190,30	+0,30	22025/95	(Cepi)
171	170,20	-0,10	22026/95	Sega Enterprises
382,10	379	-1,09	14010/95	Shelf Transport
445			15120/94	Siemens
22	21,60	-1,81	26025/95	Sony Corporation
61	60,90	-0,10	26026/95	Sumitomo Bank
190,10	190,10	0,00	30045/95	T.D.K.
120	119,70	-0,25	15124/94	Telefonica
168	166,4	-0,37	13023/95	Toshiba
1240	1240	0,00	15125/94	Union Carbide
1820	1820	0,00	15124/94	Unit Technology
33,25	33,50	+2,25	19025/94	Van Rens
232,20	239	+2,82	15025/95	Volkswagen A.G.
420	420	0,00	15126/94	Wyle Laboratories
2375	2375	0,00	19025/94	Western Union
140,30	140,20	-0,10	22025/94	Yamanouchi
2463	2463	0,00	20025/94	Zambia Copper
1590	1599	+9	24025/94	
67	67,40	+0,64	20026/95	
347	349,10	+2,08	12026/95	
308	305,78	-4,14	03045/95	
4,61	4,41	-0,31	15026/94	
53,78	53,78	0,00	15027/94	
244			16025/95	
334	330	-1,12	24026/94	
354,50	353,80	+1,77	16026/95	
50	50,50	+0,50	15027/94	
56,10	55,10	-1,00	15124/94	
16,60	16,55	-0,30	20026/95	
200	200,10	+0,31	25026/95	
200	201,20	+1,20	25027/95	
376,50	376,50	0,00	15027/94	
31	31,45	+1,55	10045/95	
38,60	38,25	-1,12	10124/94	
19,90	19,55	-1,75	06045/95	
40,10	40,1	0,00	20026/95	
520	520,60	+0,60	12045/95	
47,50	48,60	+2,73		

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux; N = Nantes

SYMBOLS
1 ou 2 = catégories de
couleur; c = couleur; ● =
coulé; ○ = creux

DERNIERE COLONNE
Lundi date mardi : % va-
leur date mercredi : % va-
leur date jeudi : % va-
leur vendredi : % va-
leur date samedi :

1063	1074	+1,99	262495
1063	1074	+7,10	262495
62	62	—	262495
574	573	-0,17	261495
257,10	261	+3,91	—
139	115	-1,69	—
116,50	116,50	—	170395
212,60	213,50	+0,91	010495
314,60	317	+2,43	120395
35,50	35,50	—	—
495	503	+1,61	120695
443,70	448	+4,30	140495
470	480	+1,30	330594
206,60	207	+0,11	230595
1550	1563	+1,27	190294
399,50	399,70	+0,20	010495
191,30	188,60	-1,41	230595
116,50	117,60	+0,94	220395
314	353	+3,83	150595
174	227,20	+5,48	130394
30	29	-3,33	310395
208,90	206,50	-1,31	310595
628	628	+1,27	220994
109,50	109	-0,50	130394
220	220	—	—
45,90	+44,65	-1,23	170295
321,60	319,40	-2,16	010495
174	172	-1,75	—
61,35	61,00	-0,40	031914
2375	2390	+2,21	240595
248	246,40	-1,64	—
174	174	—	—
217,70	217,90	+0,09	—
65,65	65,05	-0,60	170295
31,80	31,70	-0,11	—
410	410	—	040595
308,20	385,10	+7,82	100395
347,20	296	-1,88	120395
1454	—	—	020694
107,90	109,50	+1,60	020595
3,50	-3,36	-4	—

Lillie / Ly : Lyon = Marseille ;
 notation : sans indication catégorie 3 ;
 notation : détaché.
 (NE) (1) :
 moment du coupon
 montant dernier coupon
 composition
 catégorie de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 17 MAI

OBLIGATIONS	% du coupon			
	% du mon.	% du coupon		
BCEF 9% 91-02	108,30	2,40	0AT 91998 TRA	
CEPMIE 8,5% 88-97CA	109,01	7,82	0AT 1 50688-98 CA	107,54
CEPMIE 9% 99-04 CA	106,86	8,00	0AT 1 50688-98 CA	106,94
CEPMIE 9% 92-02 T32			0AT 1 50688-98 CA	106,38
CLF 9,5% 91-03 CA	112,05	2,68	0AT 1 50688-98 CA	107,20
CLF 9,5% 91-05 CA	105,41	2,82	0AT 1 50688-98 CA	107,30
CLF 10% 88-96 CA	108,55	3,67	0AT 1 50688-98 CA	107,29
CLF 9% 98-97 CA	104,41	2,57	0AT 1 50688-98 CA	107,29
CLF 10,25-00-01CB	117,22	1,84	0AT 1 50688-98 CA	107,29
CLF 9,5% 88-00 CA	110,30	3,12	0AT 1 50688-98 CA	107,29
CLF 10,25-00-01CB	105,20	2,82	0AT 1 50688-98 CA	107,29
ChA 9% 497 CA			0AT 1 50688-98 CA	107,29
CRH 8,5% 93-94CA	105,45	7,80	0AT 1 50688-98 CA	107,29
CRH 9,5% 87-88 CA	104,90	10,00	0AT 1 50688-98 CA	107,29
EDF 8,5% 88-98 CA	105,78	2,14	0AT 1 50688-98 CA	107,29
EDF 8,5% 92 CA	106,89	0,00	0AT 1 50688-98 CA	107,29
Eni 8,0% 90,96-98 CA	101,80	9,80	0AT 1 50688-98 CA	107,29
Empi 8,5% 88-97 CA	106,76	9,80	0AT 1 50688-98 CA	107,29
Financière 9,93 CA	109,40	0,00	0AT 1 50688-98 CA	107,29
Fininvest 8,62% 92 CA	105,81	2,92	0AT 1 50688-98 CA	107,29

	ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Dern. clôt.
1.594	Arlet 2	437	430
2.000	Bains Camano 2	490	498
1.250	B.P. Leclerc 2	248,30	262,50
1.172	Bidemann Intl.	110	110
1.250	B.T.P. (de) 2	15,05	15
2.550	Cambridge	800	792
1.000	Chene Loraine 2	624	634
1.000	CIC 1	269	269
1.000	Centenaire Blazny	295	287
2.745	Cerages Holding	38	38
1.000	Compas (C) 1	287	287
1.000	CIC Int. Euro. C.P.	325	325
1.000	GLT.R.I.A.M. (B)	2.817	2.817
1.000	Hydro Alpin 2	377	381
1.000	Intersec-Alp 2	377	381
1.000	Gpc Valfron ex.C.M.P.	14,85	14,85
1.000	Credit Centul	25	25
1.000	Darby	440	440
1.000	Diderot Bordin	630	630
1.000	Eco. Bassis Vidy	2705	2705
1.000	Edin 1	772	765
1.000	Edin 2	429	429
1.000	Eclat Paris	1.290	1.290
1.000	Eridania Belgium C	752	760
1.000	Fidelité Confine (F)	114	111
1.000	Flourens	350	350
1.000	F.I.P. 2	45,50	44,50
1.000	Financiers (Cic)	542	539

	Francis Euris	185,10	165	PS
	Francis L.	46,2	40	PS
	France L.R.D.	63,4	324	PS
	France S.A.	730	730	SA
	France Paul-Renaud	2000	2000	SA
	Genet	276,30	277	SA
	Genefin	199	177	SA
	Gevoko	1222	1280	SA
	G.T.I Transport2	450	442	SA
	Intimoteo	257	264,90	SA
	IMT2	850	861	SA
	Imes (Sic Cc)	5170	5300	SA
	Imes-Dele	1389	1390	SA
	Infra	1369	1369	SA
	Infrafinanciere	456	456	SA
	Loireville	210	265	SA
	Luck	75	69,85	SA
	Machine Bull	22,10	23,10	SA
	Manopix	157	157	SA
	Met Deploye	465,20	473	SA
	Mors 2	15,20	15,20	SA
	Navigation (Nlc)	81	60,30	SA
	Origny-Deserolse	1293	1275,10	SA
	Palat-Marmont	330	348	SA
	Palat	910	910	SA
	Parifrance 3	174	174	SA
	Paris Orleans	233,10	240	SA
	Perit Hildebrand	950	950	SA
	Porche	190	180	SA
	Prromides (Ct)	874	878	SA

[illegible]

COURS PREVUS	Cours précéd.	Derniers cours
Banque	1332	1290
Angl.	1200	1204
AG	19,80	19,80
	239,60	239,60
ath.	135	135
	35	36
rep.	4,80	7,282 d
nt.	437	485,10
f.	230,50	373,30
	154	150,10
	344,20	345,10
	7760	7800
	1650	1652

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 Ns = Nantes.
 S
 Les coupures de cotation : sans indication
 en rouge détaché ; d = droit détaché ;
 d = demandé ; r = offre réduite ;
 eduite ; c = contrat d'annuitation.

SECOND

MARCHÉ

[illegible]

24	CH2FACORSA paritiro	64,50	44
25	Chassis Frame 1	26,00	26
26	CA, Miti C141 (L)	229,50	226
27	Credito de Fca.	426	426
28	139	119	119
29	Dueta Mallinling 2	148	148
30	Darnal Expansion2	58	58
31	Daughin OT2	268	268
32	Delta Pro C2 Ly	268	268
33	Dequesne Chd	154,10	154,10
34	Devening 2	830	830
35	Devezun 1 (L)	595	595
36	Devezun 1 (L)	495	495
37	Duena Suro Rapido	65	65
38	Ecco Trac. Tempo 1	366,10	366,10
39	Eygo Imit.	35,05	35
40	Eygo Imit. (L)	830	830
41	Eramet 1	357	357
42	Euro, Extra (L)	272	272
43	Euro Propulsion 2	314	314
44	Expend 2	373	373
45	Factorom	474	474
46	Falveyet 42	290	290
47	Finabiol 2	129,50	129,50
48	Flacoar 2	175	175
49	Finifino	459	459
50	Fruchette 1	394	394
51	Gasol. Euro 29	268	268
52	Gel 2000 2	118	118
53	GFI Industries s	380	380

30	CableOne (Lty)	382	382	OC
30	Cablecast	448	442	ON
30	Cablecast-Photo #	448	442	ON
30	Cpe Gullin # Lty	155	157	PA
30	King's	171	171	PA
30	Guertel 2	399	391	SI
30	Humel Internet 1#	672	657	PI
30	Hurns Databs	390	381	PI
30	KIT Group # 2	271	260	PI
30	LC 2	191	193	RA
30	LSKano	60	60	RA
30	Immo.Computer 2 #	99,90	96	RZ
30	Immo.Computer 1 #	536	536	RZ
30	Int. Computer #	141	141	RA
30	Isnes-Paris 1	146,60	144	SC
30	IPBM 2	50	35	SC
30	LC-Immo.Gy	112,18	712,18	SC
30	Lambert-Riviere	402	402	SI
30	M6-Microphone	349	330	SI
30	Manitac 2#	480	480	SI
30	Manitac 1#	480	480	SI
30	Manila	1095	1080	SO
30	Maci-Lines.Profr.	128	129	SO
30	Maci-Lines.Profr.	173	128,6	SO
30	Maci-Lines.Profr.	451	451	SO
30	MCI Canada 2	324	325	SY
30	Michl Theater 2	721	721	TE
30	Michl Theater 1	69	67,40	TE
30	Naf-Naf 1	130	130	TE
30	Norbert-Dentres 2#	430	425	TR

[illegible]

ce l	253	472
que)	227	423
	199,60	156
97	367	363
	990	587

Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 Ns = Nantes.

gories de cotation - sans indication
 = cours précédent; ■ coupon
 = droit détaché; o = offert;
 d = 1 offre réduite; l demande
 strat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 16 mai

[illegible]

19	9419	Interlocking	5806.81	5
20	9419	Intersection Fee	546.54	5
21	9419	Japane	175.01	1
22	9419	Jeans	390.13	3
23	9419	Latitudes C	2751.57	27
24	9419	Lion 2000	15929.85	159
25	9419	Lion Association	10668.56	106
26	9419	Lion House	2751.57	27
27	9419	Lioning	1242.90	12
28	9419	Lion Trisor	2156.68	21
29	9419	Livest Bourne Ltd	607.71	5
30	9419	Louvre Paris/Lux	784.54	7
31	9419	Luxembourg	248.54	2
32	9419	Machete	1105.01	11
33	9419	Machete C	10104.10	101
34	9419	Machete	84637.94	846
35	9419	Machete C	10501.38	105
36	9419	Machete C	1105.01	11
37	9419	Machete	5085.90	508
38	9419	Machete	16928.42	169
39	9419	Machete Term	13802	138
40	9419	Machete Term	3339.89	333
41	9419	Machete	2070.50	207
42	9419	Machete	13975.54	139
43	9419	Machete	2006.42	200
44	9419	Machete	201.74	2
45	9419	Machete	201.74	2
46	9419	Machete	9657.84	965
47	9419	Machete	437.86	4
48	9419	Machete	1071.00	10
49	9419	Machete	1226.61	12
50	9419	Machete	1071.00	10
51	9419	Machete	5102.45	51
52	9419	Machete	14.27	1
53	9419	Machete	1406.33	14
54	9419	Machete	1205.49	12

000	Natio Revolutio	102,055	101,873	Stiv
001	Natio Securitas	116,642	116,420	Stiv
002	Natio Vires	94,293	94,294	Stiv
003	Natio World Develop	101,111	101,111	Stiv
004	Public-Mondial	30,964	30,958	Stiv
005	Public Nations	111,819	110,237	Stiv
006	Publicus	349,819	349,826	Stiv
007	Publicus can. Obi	215,118	215,118	Stiv
008	Publicus Sciv	1,570,258	1,569,400	Stiv
009	Publicus Sciv	1,570,258	1,569,400	Stiv
010	Publicus	324,42	316,667	Stiv
011	Publicus	1,675,121	1,675,121	Stiv
012	Publicus	67,724	67,514	Stiv
013	Publicus	151,23	174,683	Stiv
014	Publicus	334,70	334,643	Stiv
015	Publicus	609,927	609,927	Stiv
016	Publicus	121,217	121,217	Stiv
017	Publicus	105,455	105,455	Stiv
018	Publicus	914,299	916,12	Stiv
019	Publicus	162,18	162,18	Stiv
020	Publicus	57,184	57,184	Stiv
021	Publicus	114,515	112,590	Stiv
022	Publicus	721,99	699,19	Stiv
023	Publicus	184,411	183,974	Stiv
024	Publicus	211,67	211,67	Stiv
025	Publicus	170,294	170,294	Stiv
026	Publicus	328,447	328,447	Stiv
027	Publicus	106,55	109,95	Stiv
028	Publicus	174,753	174,753	Stiv
029	Publicus	143,231	143,231	Stiv
030	Publicus	143,231	143,231	Stiv
031	Publicus	962,39	963,13	Stiv
032	Publicus	962,39	963,13	Stiv
033	Publicus	225,146	225,146	Stiv
034	Publicus	999,97	999,97	Stiv

air France	806,72	790,90	Uni-Carnegie Dis.
Air Inter	477,05	418,68	Uni-Regions
Air Liberté	234,82	230,60	Unikar
Air Méditerranée	321,15	79,95	Univ. of California
Air Nord	1396,53	1369,20	Univers Oblique
Air Provence	1305,05	1279,86	Valparaiso
Air Algérie	399,45	305,80	Vatnet
Air Inter	115,92	111,64	Wissenschaft St-G
Alcatel	1624,26	1599,41	
Alcatel	2299,67	2299,34	
Alcatel	1245,80	1215,52	
Alcatel	1199,84	1164,43	
Alcatel	1378,81	1345,18	
Alcatel	983,37	939,39	
Alcatel	1417,73	1369,52	
Alcatel	1654,77	1629,77	
Alcatel	680,50	627,26	
Alcatel	1484,20	1439,52	
Alcatel	1300,75	1269	
Alcatel	1311,78	1289,67	
Alcatel	1002,38	1002,38	
Alcatel	1274,11	1211,89	
Alcatel	1238,15	1238,15	
Alcatel	1666,20	1613,25	
Alcatel	1944,30	1913,89	
Alcatel	819,68	811,56	
Alcatel	779,78	771,38	
Alcatel	1615,43	1599,44	
Alcatel	1010,52	1000,20	
Alcatel	1630,06	1620,06	
Alcatel	5162,33	5096,98	
Alcatel	121,26	121,26	
Alcatel	1253,27	1222,70	
Alcatel	614,99	599,53	

	1302,18	1277,90
	1456,27	1401,24
♦	285,28	285,28
	1952,01	1955,18
♦	1988,85	1988,85
	2328,27	2325,94
	32780,58	32764,50
	245,58	237,51

ur; ♦ cours précédent

COURS DE LA BOURSE LEMONDE

Financière Le Monde : (11) 44 43 76 26

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 20

toujours le handball mondial, avec sept nations présentes sur les huit en quarts de finale. Seule l'Egypte, qui a éliminé la Roumanie, s'est immiscée dans l'élite.

En une rencontre victorieuse contre l'Espagne, les Bleus, jusque-là décevants, ont retrouvé leur fougue et l'espoir de gagner leur billet pour les Jeux olympiques d'Atlanta

... ..

La prise électrique unique européenne ne verra pas le jour

Après deux ans de concertation, les industriels du secteur n'ont pu se mettre d'accord pour remplacer la vingtaine de modèles différents qui existent actuellement

A la demande de la Commission européenne, les industriels de petit matériel électrique devaient tenter de se mettre d'accord avant le début du mois de juin sur une norme de prise électrique, remplaçant à terme la vingtaine

de modèles actuellement en vigueur dans les différents pays. Mais, après plus de deux ans de rencontres, de propositions et de débats intensifs, ils avaient n'y être parvenus. Pour des raisons techniques, certes, mais sur-

tout politiques et économiques, car les intérêts industriels en jeu sont très importants. Derrière une approbation générale de façade, seule parmi les grands pays européens la France était initialement favorable au projet.

Le département des sciences pour l'ingénieur du CNRS fête ses vingt ans

« EN PÉRIODE de crise, la société exige de la recherche davantage de retombées industrielles », explique Jean-Jacques Gagnepain, directeur du département des sciences pour l'ingénieur (SPI) du CNRS. Rien d'étonnant donc que ce département ait été créé en 1975, deux ans après le choc pétrolier. Rien d'étonnant non plus à ce qu'il donne un éclat particulier à son vingtième anniversaire.

A partir du 15 mai et jusqu'au 3 novembre vont se succéder, à travers toute la France, une série de colloques et d'expositions organisés par les laboratoires et leurs partenaires. Le premier, à Clermont-Ferrand, sera consacré à l'automobile, et plus généralement aux véhicules terrestres. Le dernier doit avoir lieu à Paris, à la Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette.

A la différence des autres départements du CNRS, créés en 1939 « pour améliorer la connaissance », le SPI a pour objectif de mener des recherches « pour la société ». A la démarche linéaire des scientifiques, qui part de la recherche de base pour aboutir à d'éventuelles applications, il oppose sa méthode faite d'interactions entre le monde de l'industrie et celui des laboratoires.

Les recherches poursuivies dans ces laboratoires ont donc pour but la résolution de problèmes concrets. C'est ainsi dans ce département qu'ont été menés des travaux pour améliorer la combustion des moteurs de fusée, mais aussi le brassage du yaourt, ou le confort acoustique des automobiles.

IMPLANTATION A L'ETRANGER

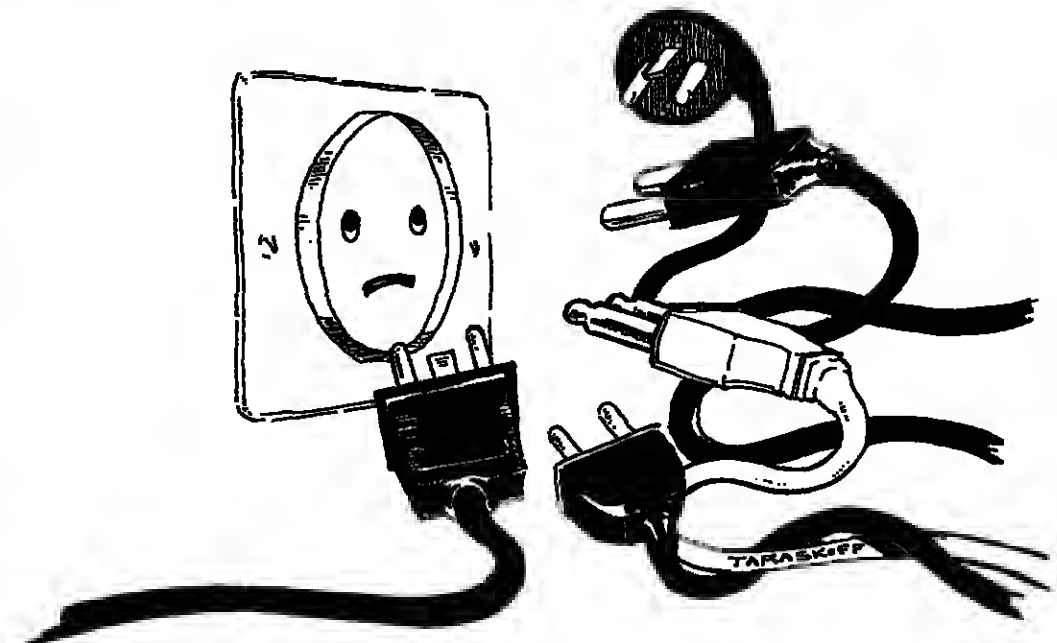
Globalement, son financement, salaires compris, est assuré pour un tiers par le CNRS (ce qui représente 10 % du budget de cet organisme), pour un tiers par le ministère de l'enseignement supérieur, et pour un tiers par des contrats. Les cent soixante laboratoires de ce département sont situés pour les trois quarts en province, et l'essentiel des chercheurs qui y travaillent sont issus d'écoles d'ingénieurs.

Le SPI cherche actuellement à s'ouvrir vers des secteurs non industriels comme les banques, les compagnies d'assurances, ou les sociétés de distribution. Des théories mathématiques complexes comme la théorie du chaos peuvent par exemple aider à modéliser les systèmes économiques, explique Jean-Jacques Gagnepain. Il souhaite aussi sortir des sciences dures comme la physique, pour travailler davantage sur les sciences de la vie, de l'homme et de la société.

Ce département est également le seul du CNRS à être implanté de façon durable à l'étranger. Il a ouvert un laboratoire à l'université de Tokyo.

Cinq chercheurs, immergés dans des équipes japonaises, y travaillent sur les microsystèmes. Ils seront une douzaine en 1996. Quant à Jean-Jacques Gagnepain, il a été chargé d'une mission d'évaluation sur l'institut des sciences pour l'ingénieur de cette même université japonaise.

A. K.



Délicate harmonisation

Une norme internationale de prise électrique existe, mais n'a jamais été appliquée. Appelée CEI 906-1, elle fut publiée en 1986, après « un vote à la hussarde », commente Luc Jacquemin, responsable technique de Domergue, le syndicat des fabricants de petit matériel d'installation. Pour entrer en vigueur, cette mesure aurait dû ensuite être harmonisée à l'échelle européenne, sous l'égide du Comité européen de normalisation (Cenelec). A l'époque, « la France était motrice ; mais l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, étaient contre ». Or l'Allemagne assurait alors la direction du Cenelec. En conséquence, les travaux d'harmonisation ne furent pas entrepris. L'échec de la prise électrique européenne, dont les travaux avaient pris la CEI 906-1 pour base, entérine alors cette norme internationale pour la deuxième fois.

Consignes importantes pour adapter leur appareil de production à un nouveau système. « Les moules nécessaires à la fabrication des prises en plastique ou les outils de découpe du métal représentent un investissement important pour un fabricant de petite taille, qui ne peut donc l'amortir sur de grandes séries », explique Jean Benoit, directeur général de l'Union technique de l'électricité, bureau de normalisation de l'Afnor, et bras français du Cenelec.

Conséquence : ils cherchent à

gagner du temps pour adapter leur outil industriel. C'est en particulier le cas de l'Allemagne, où une vingtaine d'entreprises se partagent à peu près équitablement le marché. Souvent divisions ou filiales de grands groupes comme Siemens ou Asea Brown Boveri (ABB), elles ont les moyens de faire pression pour faire entendre leur voix. Or la norme allemande, appelée Schuko, équipe 60 % du marché européen. On comprend qu'ils ne soient guère prêts à abandonner leur part de cet empire.

Cette attitude protectionniste s'explique aussi par la peur de la concurrence des pays asiatiques. Ces derniers ne sont guère intéressés, pour l'instant, à un marché morcelé. Ils pourraient en revanche devenir de redoutables concurrents à partir du moment où une norme européenne leur ouvrirait un réel marché de masse.

OPPOSITION TECHNIQUE

Autant de raisons auxuelles n'adhèrent pas Legrand, moins vulnérable par sa taille. Sans doute aussi voyait-il en la normalisation une arme efficace pour se battre face à la norme allemande, dont il pouvait redouter qu'elle ne devienne une norme de fait.

A ces considérations politico-

économiques s'ajoutait aussi une opposition technique en provenance de la Grande-Bretagne, « la seule pertinente », estime Robert Denoble. Dans ce pays, le circuit électrique d'une habitation a la forme d'une boucle. A la différence des autres pays, où le câblage est fait en étoile à partir du compteur. Cette différence topographique a des conséquences majeures sur les prises. Chaque prise anglaise doit en particulier être équipée d'un fusible, ce qui n'est pas le cas ailleurs. En outre, les Anglais craignent que la nouvelle prise ne soit dangereusement compatible avec les anciennes, ce qui aurait eu pour conséquence de faire disjoncter les installations.

Autant d'oppositions qui ont fini par faire capoter le projet. Legrand, favorable au départ, a rejoint le camp des opposants, après que les danois eurent introduit des modifications rendant le dispositif beaucoup trop volumineux. Résultat : on ne pouvait plus mettre deux socles dans la même boîte de raccordement, ce qui devenait économiquement rédhibitoire. « On n'est plus d'accord pour perdre de l'énergie sur ce sujet », explique Jean-François Le Bars, chef du service normalisation du groupe Legrand. « On en rediscutera dans

quinze ou vingt ans. » Car la normalisation coûte cher. « Entre octobre 1992 et décembre 1994, dix réunions ont mobilisé trente personnes pendant deux jours. Et c'est la partie émergente de l'iceberg. Car chaque réunion à Bruxelles nécessite une réunion préparatoire dans chacun des 18 pays concernés, plus des essais et des travaux de recherche chez les constructeurs », explique Luc Jacquemin, responsable technique de Domergue, groupement des industriels de l'appareil électrique d'installation et de ses applications domestiques, c'est-à-dire, entre autres, des fabricants de prise.

« J'ai l'impression que, compte tenu des oppositions, pas seulement techniques mais aussi industrielles et commerciales, on ne pourra avancer que s'il existe une réelle volonté politique. Mais elle ne me paraît pas exister actuellement », observe Robert Denoble. Une vingtaine de prises différentes, incompatibles entre elles, continueront de coexister. Un comble pour ce secteur, qui, comme le rappelle Alain Durand, directeur général adjoint de l'Afnor, « fut, dès 1901, précurseur de la normalisation, rendue nécessaire par la nation même de réseau ».

Armie Kahn

La haute technologie vole au secours des bricoleurs

Les nouveaux matériaux et outillages, présentés récemment à la Foire de Paris, sont de plus en plus « intelligents »

« UN EVÉNEMENT : démonstration de l'homme suspendu au plafond », annonçait le grand magasin, organisateur, la semaine dernière à la Foire de Paris, de ce « happening » technico-commercial. Tous les télespectateurs connaissent cette publicité pour une colle « miracle » où l'on voit un homme se balancer la tête en bas, collé par les semelles de ses chaussures. Aucun « truc » (sinon quelques précautions opératoires) derrière cet improbable exercice. Mais une évidence : la haute technologie est entrée dans l'univers du bricoleur dont les meilleurs auxiliaires ne sont plus, désormais, le fil de fer et le « bout de ficelle », mais une gamme impressionnante de produits et d'outils qui n'ont rien à envier à ceux des professionnels et que, d'ailleurs, ces derniers n'hésitent plus à utiliser le cas échéant.

Cette évolution témoigne de l'importance qu'a prise, en vingt-cinq ans, le marché du bricolage. Selon

l'Union nationale des industries du bricolage, du jardinage et des activités de loisir (Unibal), le chiffre d'affaires de ce secteur a atteint, en 1994, 32 milliards de francs, ce qui le place à égalité avec celui de l'électroménager et devant ceux du meuble, du sport, du livre, de la photo ou du disque. Les statistiques montrent que 67 % des Français bricolent le week-end. Pour se détendre, sans doute, pour compenser une vie professionnelle trop peu créative, peut-être, par mesure d'économie, surtout.

Nombre d'entre eux se lancent dans cette activité afin d'éviter au maximum le recours aux artisans pour l'aménagement de leur logement. Pour faire face à cette demande très spécifique, fabricants et industriels rivalisent d'ingéniosité. C'est ainsi, par exemple, que les peintures deviennent indolores et, gélinées, elles ne « coulent » plus, les rouleaux « à réservoir et à manche

pliable ». De quoi séduire le plus maladroît des « bricoleurs ». Issues directement des secteurs les plus en pointe de l'industrie, les résines représentent sans conteste l'une des pièces maîtresses de cette nouvelle panoplie. Le super-adhésif qui fait merveille sur les semelles des démonstrateurs sportifs – et sur « la porcelaine, le bois, les métaux, le cuir, le caoutchouc, le carton, les plastiques » et même les doigts des maladroits – en fait évidemment partie.

DU SATELLITE AU GRENIER

Mais aussi le mastic époxy qui se travaille comme de la pâte à modeler, adhère « sur toute surface même humide » et devient, en séchant, « aussi dur que l'acier ». Les plombiers – amateurs ou non – emploient couramment ce dernier produit pour une opération autrefois hasardeuse : le raccordement sur les tuyaux d'évacuation en plomb des immeubles anciens des tubes de

plastique d'une installation rénovée. L'isolation, autre domaine de choix pour les bricoleurs du dimanche, bénéficie désormais de retombées de la technologie spatiale. Une société propose depuis peu un matériau composite inspiré des films qui protègent les satellites des températures extrêmes régnant en orbite. Formé d'une ou de deux feuilles de polyester métallisé microperforé collées sur une mince couche de mousse, il fonctionne par « thermoflexion » et peut, selon son fabricant, isoler un grenier avec la même efficacité – en version biface – que « seize à vingt centimètres de laine de verre ».

Ce nouvel isolant vient s'ajouter à beaucoup d'autres, tous calculés pour faciliter le travail du bricoleur. Certains même – composés de mousse de polystyrène prise en sandwich entre deux plaques de fibre de bois agglomérée – sont autoporteurs. Posés directement sur les poutres de la charpente, ils remplacent les chevrons et peuvent recevoir directement les tuiles. Les couvreurs professionnels les emploient de plus en plus en rénovation.

Pour mettre tout cela en œuvre, les instruments, eux aussi, se font intelligents. Depuis quelques années, une révolution a secoué l'outillage électroportatif. La bonne vieille « chignole électrique » s'est faite aussi « visseuse-dévisseuse » et n'a plus de fil à la patte. Dotée d'une batterie au cadmium-nickel, elle peut percer jusqu'à 550 trous (de diamètre 6 mm sur 21 mm dans le

bois) ou serrer jusqu'à 850 vis (à bois, de 3,5 mm sur 20 mm) entre deux charges. Et les fabricants les plus en pointe ont sorti récemment des chargeurs « à régulation floue » qui permettent de « regonfler » les batteries en douze à quinze minutes au lieu d'une heure.

Ces perceuses-visseuses-perforatrices du troisième type ont séduit les professionnels, qui, affirme un fabricant, « représentent 80 % de nos ventes ». Les amateurs, eux, hésitent encore, semble-t-il, à sauter le pas : les prix ont encore trop tendance à suivre la courbe des performances...

Jean-Paul Dufour

CAMILLE VERT
DE LA
GESTION
A LA
STRATEGIE

PROFICOMPTEUR
DIRECTIF
DE L'ENTREPRISE

EDITIONS DIDRO

"Décapant
enthousiasmant
brillant..."

Reactions
de grands patrons
de l'industrie

Editions DIDRO
Tél.: (1) 69 16 86 25

Dans une grande Université

**CALIFORNIE
FLORIDE**

Stages linguistiques ou Etudes.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in
America

CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

La « logique floue » des perceuses

De l'électroménager haut de gamme aux « systèmes experts » d'aide à la décision les plus sophistiqués, la « logique floue » fait merveille. Plusieurs fabricants d'outillage électroportatif comme Bosch, Makita ou Hitachi font désormais appel à lui pour la recharge ultrarapide de leurs perceuses sans fil. Le chargeur AL 12 FC de chez Bosch analyse en permanence les paramètres critiques (température, capacité restante, vétusté), et module, plusieurs fois par seconde, la tension de charge entre 130 milliamperes et 5,8 ampères (là où un chargeur « classique » applique une tension constante de 1,2 A pour une batterie de 12 volts). Outre une réduction du temps de charge (12 minutes au lieu de 1 heure), le doigté dont fait preuve l'AL 12 FC permet, affirme-t-on chez Bosch, de multiplier par trois la durée de vie de la batterie.

50 من الاجل

L'Andalousie à la mode mauresque

L'ancien Emirat de Grenade remet en honneur son passé arabe

GRENADE
de notre envoyé spécial
Le ski alpin, du moins en Espagne, conduit à tout y compris à la réhabilitation d'un héritage culturel refoulé depuis un demi-millénaire. Même si les championnats du monde de ski prévus dans la Sierra Nevada n'ont pu avoir lieu cet hiver et ont dû, faute de neige, être reportés à février 1996, la préparation de cet événement sportif a donné l'idée à la Junta autonome d'Andalousie de profiter des projecteurs mondiaux qui seront pointés vers Grenade, capitale de la dernière principauté islamique d'Espagne, reconquise par les chrétiens en 1492 (*Le Monde* du 2 novembre 1991).

« Ce championnat est une chance unique pour le développement économique et culturel des terres qui constituaient le royaume de Grenade », selon Manuel Chaves Gonzalez, président de la Junta. Investir dans un passé certes brillant, quoique très idéalisé, est aussi une façon d'oublier un présent assez morose fait d'immigrés maghrébins clandestins que rien ne décourage d'aborder aux côtes andalouses ; de rivalités agrumières et piscicoles de plus en plus envenimées avec le Maroc ; de la crainte de circulaire européenne menaçantes pour les vignes ou les oliviers ancestraux.

Et puis il y a la mode, tyrannique comme toutes les modes, un engouement né ces derniers lustres parmi les intellectuels madrilènes pour les huit siècles de présence arabe dans le sud de l'Espagne, engouement qui touche au-

jourd'hui quasiment tout le pays. Jusqu'aux vieilles pierres de Saint-Jacques-de-Compostelle, capitale de l'apôtre de la Reconquista, qui crient par leurs tags : « Espagne musulmane ! » Juan Carlos I^{er} lui-même a donné son onction rajeunissante à l'effacement d'un tribunal des eaux » légué à Valence par les Maures (*Le Monde* du 27 janvier 1990). En revanche, la jointaine aïeule du roi, Isabelle la Catholique, n'a pas été canonisée, au motif d'avoir fondé la nation espagnole sur le seul christianisme, en excluant judaïsme et islamisme.

Désormais, à Grenade, dans le dos même de l'énorme statue élevée jadis à la méchante reine, l'effigie en pied et en bronze de « Judas ben Tibbon (1120-1190), insigne fils de Grenade, patriarche des traducteurs, médecin, philosophe, poète » pointe vers elle un doigt accusateur. Mieux encore, sur le littoral, à Almunecar, une statue géante d'Abderrahmane I^{er}, futur émir syrien de Cordoue, a été dressée, tournant le dos à la Méditerranée qu'il venait de franchir pour se tailler en Europe une principauté, blentôt califat rival de celui de Bagdad.

UN DRAPEAU VERT

Faut-il, avec l'arabophile romantique Washington Irving, ambassadeur des Etats-Unis à Madrid vers 1840 et auteur des aussi immortels que sans intérêt *Contes de l'Alhambra*, croire que « l'empire musulman ne fut guère en Espagne qu'une superbe plante exotique qui ne sut prendre racine permanente dans le sol » et que « les natures

antagonistes et irrécconciliables » des Espagnols et des Maures ne firent du long séjour de ces derniers en Ibérie qu'une « lutte prolongée, vaillante et chevaleresque pour se maintenir dans un territoire usurpé » ?

De telles interrogations ne sont plus de mise dans une Andalousie qui, en 1977, lors de précédents championnats du monde dans la Sierra Nevada, se soucia comme d'une guigne de mettre en avant son patrimoine oriental mais où flotte maintenant un fanion régional vert islam et où des élus se contractent à l'idée que le drapeau rouge et or national rappellerait la trace des doigts d'un prince chrétien teintés du sang d'un guerrier arabe et passés sur une étoffe jaune... Ce « noble sang » versé, on aimerait l'oublier comme certains Français le « sang impur » de La Marseillaise.

A jeter un œil sur la voie de manifestations actuellement organisées, tout ou presque plaide en faveur d'une civilisation islamobérique solidement et chamelement implantée, sinon dans toute la péninsule du moins en Andalousie. Il ne faut pas pour autant en faire un paradis.

Ce n'est d'ailleurs pas ce que signifie en arabe *El Andalus*, qui



serait plutôt une apocope de *Vandalish*, « les Vandales », autres maîtres des lieux, de moins flatteuse mémoire... Les Espagnols ne doivent pas tout à une islamie évanouie, mais beaucoup de choses importantes : chimie et alchimie, algèbre et astrologie, pharmacie et médecine, sans oublier les échecs, le riz de la paelia, la canne à sucre, les câpres, le safran, et bien sûr l'arc brisé de leurs moumoute et peut-être même l'éventail, avatar du voile féminin, plus coquin encore grâce à sa mobilité.

LES MALHEURS DE MOHAMED XI

Fécond artistiquement et commercialement, *El Andalus* ne fut pas pour autant - feu l'hispanisant français Charles-Emmanuel Dufourcq l'a abondamment démontré - une société de tolérance et de justice telle que la rêvent nos

contemporains. Ultraminoritaire, l'aristocratie arabe, venue surtout du Levant, « élément turbulent et agressif, répugnant aux travaux agricoles et ne s'en attribuant pas moins les meilleures terres » selon l'*Encyclopédie de l'Islam* de Spuler, dominait une multitude de soldats berbères islamisés, cantonnés en temps de paix dans les arides djebels espagnols, d'esclaves négro-africains et de « protégés » chrétiens ou israélites jouant les utiles et n'ayant qu'exceptionnellement voix au chapitre politique.

Par leur prospérité inégalement répartie et leur inventivité multiculturelle, *Tchillila* (Séville) ou *Charmatta* (Grenade), au temps d'un Islam espagnol qui fut généralement très orthodoxe, durent plus ressembler - les expositions et publications du *Legado andalusí* le montrent involontairement - à l'Alger ou à la Casablanca coloniales, à l'Alexandrie faroukienne de Youssef Chahine ou à la Sarajevo ottomane ou austro-hongroise qu'à un havre de douceur et de convivialité. En 1066, dans cet ultime royaume de Grenade d'où s'exila tristement en 1492 ce jeune Mohamed XI que l'Occident surnomma presque affectueusement Boabdil, il suffit d'une rumeur attribuant une trahison à un vizir juif pour que trois mille de ses coreligionnaires de la cité fussent exterminés extemporanément. De tels faits ne peuvent certes occulter les méthodes atroces utilisées par les catholiques reconquêteurs, de l'expulsion du pays natal à la coconsommation forcée pu-

blique de porc, pour désislamiser l'Andalousie.

Comme toujours, l'art seul tire son épingle de ces jeux de souffrance et de mort. La Junta andalouse a somme toute bien fait, notamment à travers une fondation et un projet de grand musée de la civilisation islamique en Espagne, de profiter de cette médiatique glissade sur neige pour mettre en lumière le miracle artistique et économique que fut, au milieu de frictions quasi permanentes, civiles, religieuses, internationales, le seul prolongement durable de la civilisation arabo-berbère en Europe occidentale. Espérons que les Maghrébins s'attendront pas un demi-millénaire pour se pencher sur cette « *Andalusie de l'Occident* », selon l'expressio du peintre algérien Jean de Maison-seul, que fut, mutatis mutandis, l'Afrique du Nord européenne.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

● **Itinéraires** : les bureaux d'*El Legado Andalusí* à Grenade (tél. : 58-22-59-95) et à Madrid (1-308-70-76) diffusent des brochures, des cartes et des guides, *L'Héritage d'El Andalusí*, sur l'Andalousie musulmane.

● **Beaux-arts** : les expositions, jusqu'au 5 juillet, évoquent à Grenade, Malaga, Jaen, Almeria, Algeiras-Cadix, Ronda, Séville, Almunecar, Jerez et Murcie, divers aspects de la civilisation ibéro-arabe. Cinq autres expositions sur le même sujet débiteront en septembre à Grenade, Cordoue et Huelva. Renseignements aux bureaux d'*El Legado Andalusí*.

● **Littérature** : outre les *Contes de l'Alhambra* (1829) de Washington Irving, redistribués depuis peu en français dans les librairies d'Espagne par l'éditeur grenadin Miguel Sanchez, on se reportera aux travaux sur l'Espagne islamique d'Evariste Levi-Provençal, Juan Vernet, Rodrigo de Zayas et surtout Charles-Emmanuel Dufourcq, notamment sa palpitante *« Vie quotidienne dans l'Europe médiévale sous domination arabe »* (Maffettes). Les études arabo-ibériques sont particulièrement fécondes en Tunisie, au Centre d'études morisques d'Abdeljelil Temimi (BP 50,1118-Zaghouan).

Prix par personne en pension complète : 75 000 francs. (tél. : 99-44-48-68 ou 99-51-91-95, ODT, 11 rue des Charmilles, 35510 Cesson-Sévigné).

● Une île ou rien. Qu'elles soient coralliennes ou volcaniques, minuscules ou bien immenses, toutes figurent au programme d'un nouveau voyage baptisé justement « *Îles du monde* » et qui avoue sa préférence pour les Andaman, les Laquedives, les Bijagos, Carriacou (Grenadines), l'Islande, les îles d'Aran et les anciennes colonies portugaises de Sao Tomé et Príncipe. Renseignements au 7, rue Cochon, 75005 Paris, tél. : (1) 43-26-68-68.

Evasion

Directours
LONDRES W. (incl. hôtel, vol, 44) 870 F
GRETE 8/7n (vol/hôtel) 1950 F
GRETE Auto Tour 9/7n 2650 F
vol + hôtel + auto
CALIFORNIE 9/7n (vol/hôtel/voiture) 4450 F
MALTE 9/7n (vol + hôtel) 2400 F
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct
102, av. des Champs Elysées - PARIS 8e
et au TRAVELSTORE - Malte (tél. 0414)
Brochures sur demande : 45 62 82 82
et 3615 DIRECTOURS (14,27 km)
36 58 45 62 AUDIOTEL (12,15 km)

DEGRIFTOUR
TUNISIE / HAMMAMET
Week-End/Pont
4 Nuits Hôtel Club 37 Pension Complète
Départ Paris : 2.670 F 4.200 F
SEYCHELLES / MAHE
Avion + Hôtel
6 Nuits Hôtel 3* Demi-Pension
Départ Paris : 8.485 F 12.050 F
CALIFORNIE
Circuit 9 Nuits Hôtels 2 et 3* + voiture
Départ Paris : 5.380 F 8.000 F
3615 DT (14,27 km)

VALLEE DE LA DORDOGNE
MINOTEL Relais *** de Castelnaud
Route de Padirac-Recamondour
46130 Loubressac
Réservation : 65.10.80.90 - Fax : 65.38.22.02
Panorama exceptionnel
Silence d'un hôtel à la campagne
40 Chambres - Piscine - Tennis
Séminaires - Mariages

SOLDAIR
3615 SOLDAIR
Tél. 36 68 24 22
Au départ de Paris :
CHYPRE 1390F A/R
MALTE 1390F A/R
SAINT MARTIN 2270F A/R
POINTE A PITRE 2340F A/R
FORT DE FRANCE 2340F A/R
REUNION 3390F A/R
Prix à certaines dates, taxes incluses.

SAINT-VERAN (Pays n. du Quercy)
2040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Etabli-ment, plus haute commune d'Europe
2 Hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, billard, salle repro.
Hébergement, chambres studios, chalets,
1/2 pens., pans. complète, s.d., libre.
HÔTEL LE VILLARD ***
Tél. : 92 45 62 08 - Fax : 92 45 62 22
et HÔTEL LE BEAUREGARD **
Tél. : 92 45 62 82 - Fax : 92 45 60 10

PERIGORD DORDOGNE
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD
Tél. : 53.29.85.94 - Fax : 53.28.42.96

LE COMPTOIR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris
New York 1850 F
Antilles 2620 F
Hong Kong 5200 F
SÉJOURS & WEEK-ENDS
Californie 3870 F
Vol A/R + location de voiture 9/7n
Tunisie 2290 F
Vol A/R + Hôtel 3* 8/7n + pension complète
Dakar 4300 F
Vol A/R + Hôtel 3* 8/7n + pension complète
Turquie 2490 F
Vol A/R + Hôtel 3* 8/7n + pension complète
Télé. 40.44.72.73
Agence de Voyages

03350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France / Michelin
1/2 pension 269 F
Tél. : 92.45.63.71 - Fax : 92.45.68.58

BRETAGNE
VILLA - Vue sur mer et les îles
Accès direct à la plage
A louer de juin à octobre
MOIS ou quinzaine.
Séjour - 3 chambres - cuisine
S. de bains - JARDIN
Tél. : 45.56.66.95 ou 16.44.49.17.14

Direct
Pour choisir chez vous
vos vacances
MINI-QUARTIER
LIGUSTE
10 JOURS / 8 Nuits
Pension complète
de 6295 F
14 JOURS / 12 Nuits
Pension complète
de 13995 F
à partir de 1000 F par jour
Minitel 3615 VADIR

pacha tours
LE GRAND SPÉCIALISTE
DE LA TURQUIE
Club KARDIA côte Egeenne
8 jours Pension Complète
2 490 Frs
du 09/04 au 25/06/95
Tél. : 42-61-56-56

NOMADE
Dix guides
49, rue Montparnasse - St Germain
75005 Paris - 44 33 71 71
plus de
100 idées de voyages
pour les découvrir

FNAM
votre location de
vacances estivales
à réserver
dès maintenant.
POOL IMMOBILIER SABLAYS
(16) 51 95 10 28
2, Place de Strasbourg - B.P. 77
85102 LES SABLES D'OLONNE

SICILE
du 27 mai au 30 juin 95
Hôtel club 3** 2.200 F**
(vol chasser A/R, transf., log. 7 nts 1/2 pens.)
VOLS SECS
NAPLES 1.500 F**
28 mai au 04 juin 95
CAPTANE 1.450 F**
27 mai au 03 juin 95
*A certaines dates, taxes aériennes en sus
Tél. : 44 51 39 27
MONTTEL 3615 :
Cit Evasion
(Lyonne 19)

3 heures d'initiations gratuites
Découvrez le golf dans plus de 30 Clubs Blue Green
à travers la France. Pour connaître le plus près de chez vous
36 15 Blue Green ou 36 68 00 15*

Blue Green. Et le golf se rapproche de vous.
RENNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"
Tél : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

L'AUTHENTIQUE EXPRESS COTIER
Demande de brochure gratuite à renvoyer à votre Agence de Voyages à
La Motte de la Scardouville 140, rue du Fr. St Honoré 75008 Paris - Tél. (1) 43 61 74 50
Nom _____ Adresse _____ Code postal _____ Ville _____

TOUT
Du 24/11/95 au 12/12/95
Gallic Aviation ne considère aucune

62 500 F
Liste des points de vente :
(1) 45 53 27 50 Licence 945 A
MEXIQUE-ILE DE PAQUES
TANITI-AUSTRALIE
BARRIÈRE DE CORAIL
VIETNAM-SUMATRA-ROSE
SAFARI EST AFRICAINE

Pluie et vent, peu d'éclaircies

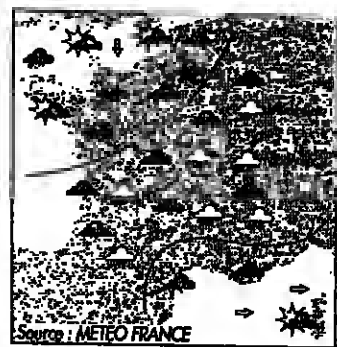
Jeudi matin, le ciel sera couvert avec des pluies modérées de l'Aquitaine aux Pyrénées, à la région toulousaine, au Massif central, à la région Rhône-Alpes, au Centre, au Bassin parisien, aux Ardennes et au Nord-Est. Des Pays de Loire aux Charentes, la couverture nuageuse sera également très importante mais les précipitations seront faibles. Le vent de secteur sud-ouest soufflera fort de la côte atlantique au Limou-

sin, à la Bourgogne et au Nord-Est, avec des rafales à 80 km/h dans l'intérieur des terres et aux alentours de 100 km/h le long du littoral. Près de la Méditerranée, le temps sera bien chargé avec de nombreux nuages élevés; en Corse, le soleil brillera encore temporairement. Sur ces régions, le vent d'ouest soufflera assez fort avec des rafales à 70 km/h. Enfin, de la Bretagne, à la Normandie et au Nord, le vent tournera au nord avec de nombreux nuages qui apporteront quelques averses de temps à autre, ne laissant la place qu'à de timides éclaircies.

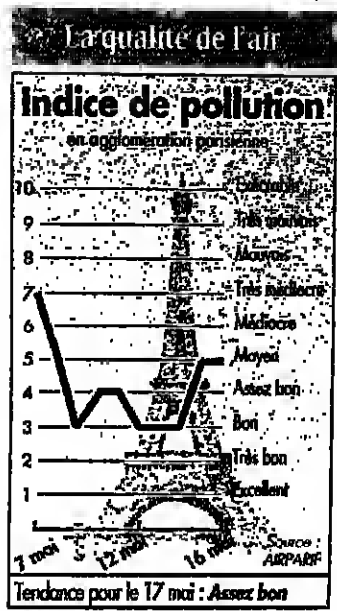
Jeudi après-midi, le corps pluvieux s'étendra des Pyrénées à l'Aquitaine, au Massif central, aux Alpes, à la Bourgogne, aux Ardennes et au Nord-Est. Les pluies seront généralement plus faibles que le matin, cependant les versants exposés des reliefs seront encore bien arrosés. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort avant de faiblir nettement en soirée. Sur les Alpes du sud, les précipitations pourront prendre localement un caractère orageux. Le long du pourtour méditerranéen, après une amélioration à la mi-journée, la couverture nuageuse sera à nouveau très importante avec même quelques gouttes de temps à autre. Du Poitou à l'Île-de-France, au Nord, à la Normandie et jusqu'en Bretagne, de fréquents passages nuageux alternent avec de fugaces éclaircies. Sur ces contrées, le vent de secteur nord sera sensible et des averses se produiront au nord de la Loire.

Les températures matinales seront comprises entre 5 et 9 degrés sur la moitié nord et entre 6 et 11 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 14 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le mercure aura du mal à s'élever sur la moitié nord avec seulement 10 à 13 degrés. Plus au sud, le thermomètre indiquera de 14 à 20 degrés et jusqu'à 22 degrés le long du pourtour méditerranéen et en Corse.

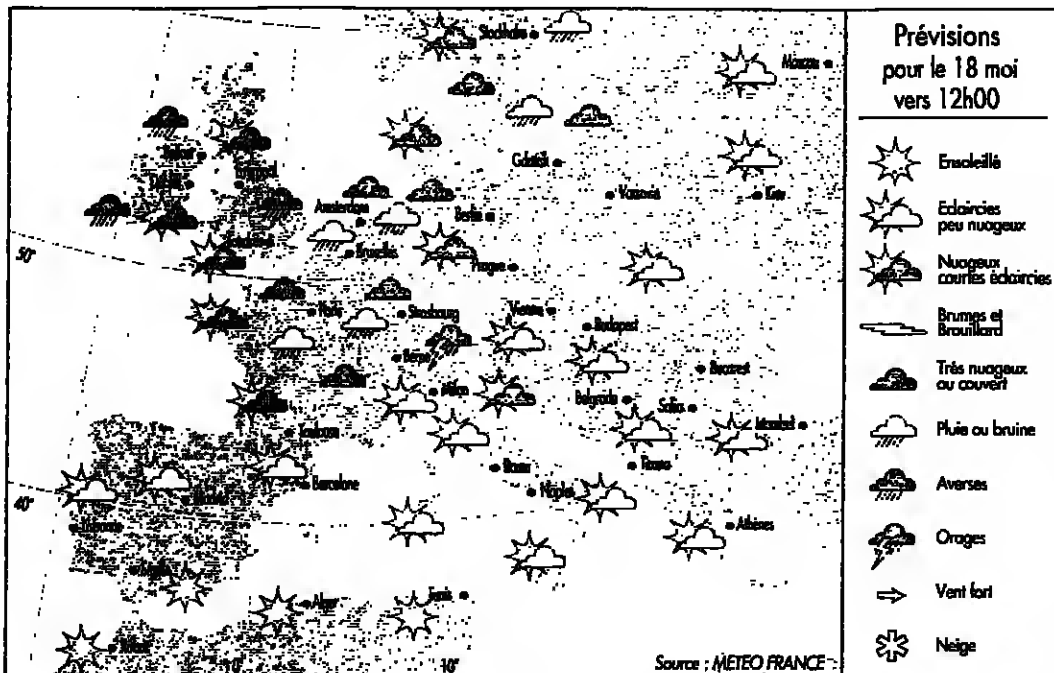
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 18 mai vers 12h00



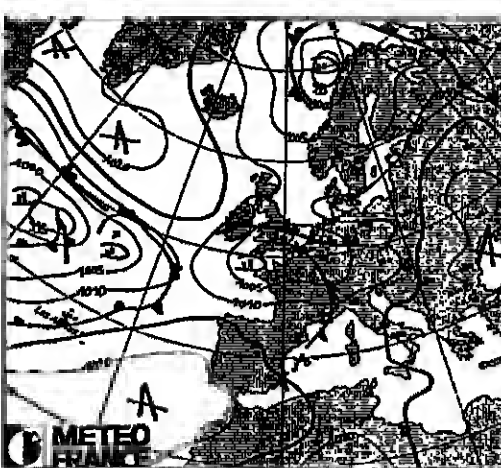
Tendance pour le 17 mai : Assez bon



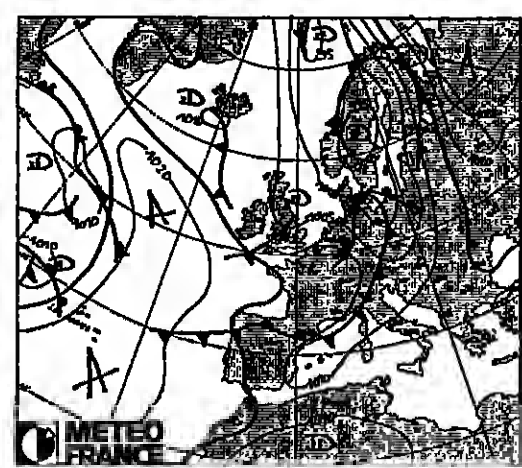
Prévisions pour le 18 mai vers 12h00

- Ensoleillé
- Éclaircies peu nuageuses
- Nuageux, courtes éclaircies
- Brumes et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 16 mai 1995 maxima/minima	GRENOBLE 15/10	LILLE 17/11	LYONS 15/10	LYON, BRON 15/11	MARSEILLE 16/12	NANCY 15/11	NANTES 16/12	NICE 16/12	PARIS 15/11	PAU 15/11	PERPIGNAN 19/13	POITIERS 16/10	PORT-AU-PRINCE 32/24	RENNES 12/11	STRASBOURG 15/12	TOULOUSE 19/12
FRANCE	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5
ÉTRANGER	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5	21/5



Situation le 17 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 19 mai, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Les pourrissoirs

PLUSIEURS de nos confrères se sont émus à juste titre de la lenteur des rapatriements en même temps que de la situation dans laquelle se trouvent les déportés politiques et les prisonniers dans les camps d'Allemagne. On a pu s'étonner qu'aucune distinction ne fût faite, en ce qui concerne la modalité du retour, entre les déportés politiques et les travailleurs libres, même volontaires. On s'étonne plus encore que ces derniers aient bénéficié d'un véritable traitement de faveur depuis leur libération.

La plupart logeaient dans les villes et dans les villages. Les déportés politiques, eux, restent enfermés et entassés dans les horribles camps de concentration, avec une alimentation et une hygiène plus que défectueuses, dans la même atmosphère de baignoire qu'hier sous le régime allemand. La mort, dans ces véritables pourrissoirs, frappe toujours au même rythme. On conçoit l'angoisse des familles qui ne peuvent même obtenir la moindre nouvelle des leurs, qui ne savent, plusieurs semaines après la libération des camps, si ceux qu'ils attendent sont vivants ou morts.

Serait-il impossible de dresser dans les camps de concentration les listes des survivants et des malades, de rassurer aussi bien ceux qui attendent ici que ceux qui languissent là-bas? Serait-il enfin impossible de suivre partout, surtout en ce qui concerne les déportés politiques, l'exemple du commandement britannique, qui, après avoir rendu libres les maisons de quelques villages, y a logé des prisonniers de guerre? Le pourcentage des survivants dans les camps de concentration est vraiment trop faible pour que l'on ne s'efforce pas, par tous les moyens, de sauver ceux qui peuvent encore être sauvés, et qui commencent à désespérer de la patrie.

Rémi Roure
(18 mai 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6563

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Au début de leur carrière, ils se contentent parfois de flagorner. - II. Peut-être échauffés même par un cul-de-jatte. - III. Se brise quand il y a un grand refroidissement.

dissement. Symbole. - IV. Logent comme des lièvres. Symbole. - V. Pronom. Éclaircie le tableau. - VI. Étendue désertique. Quand elle est chargée, il y a des bouchons. - VII. Feras du tort. - VIII. Fermes, à l'étranger. - IX. Partie de poule. Devenir cassant quand il est sec. - X. Physicien français. - XI. Première mondiale. Qui va très bien.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilée à la basse... cour. - 2. Très claire. - 3. Donne de la force. N'est évidemment pas une Américaine. - 4. Au plus aller. Dieu. - 5. Qui ont du chemin à faire. - 6. Les cavernes n'ont pas de secret pour lui. - 7. Quartier de Sète. Article. Ancien souverain. - 8. Passe dans plusieurs pays. Pronom. - 9. Se s'adresse pas à n'importe qui.

SOLUTION DU N° 6562

HORIZONTALEMENT
I. Maralcher. - II. Nourrice. - III. Va l'ÉO. OV. - IV. Éternelle. - V. Rôt. trait. - VI. Images. Eu. - VII. Fila. Ur. - VIII. Isatis. En. - IX. Et. Ecosse. - X. Zèle. Lu. - XI. Siste-
VERTICALEMENT
1. Vérifiez 1-2. Anatomistes. - 3. Ro. Etala. LI. - 4. Auer. Gâtées. - 5. Ironie. IC. - 6. Cr. Ers. Sole. - 7. Hi l La. Sur. - 8. Écolières. - 9. Revêtu. Néon.

Guy Brouty

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 1 47 40 32 90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (CISPS - 040722) is published daily for \$ 800 per year - LE MONDE - 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes in US to LE MONDE, 1300 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10105-0001. For the subscription service in USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23462-2801 USA Tel.: 800-426-3848

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Pays : _____ 501 MQ 001
 Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____
 Signature et date obligatoires _____
 Changement d'adresse : _____
 • par écrit 10 jours avant votre départ.
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
 • Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (0) 1 47 40 32 90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
 Télématique 3615 code LE MONDE
 Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
 CD-ROM : (1) 43-37-66-11
 Index et microfiches : (1) 40-65-29-33

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE
 Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
 Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 finies)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gursbourg, 94052 Ivry cedex.
 PRINTED IN FRANCE. 1995
 Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
 Directeur général : Gérard Morax
 Membres du comité de direction : Dominique Akhu, Gille Peyou
 133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08
 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Vendredi 19 mai

■ SALONS ET JARDINS de l'hôtel de Gallifet (carte d'identité, 45 F), 11 heures, 50, rue de Varenne (Didier Bouchard).
 ■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : chefs-d'œuvre des antiquités orientales, 11 h 30 : Les Esclaves, de Michel-Ange, 12 h 30 (Musées nationaux).
 ■ MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
 ■ MUSÉE GUIMET : exposition Les ors de l'archipel indonésien (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
 ■ MUSÉE D'ORSAY : Gauguin (55 F + prix d'entrée), 13 h 30, au pied de l'écluse (Paris et son histoire).
 ■ CITÉS ARTISANALES du faubourg Saint-Antoine (45 F), 14 h 30, 1, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).
 ■ HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haullier).
 ■ LE PALAIS DE JUSTICE et les chambres de la Cour de cassation (50 F), 14 h 30, métro Cité (Christine Merle).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ INDE. Treize personnes ont trouvé la mort au Rajasthan, victimes de la canicule qui sévit dans cette région depuis plusieurs jours. Dans certains endroits la température atteint 46 degrés à l'ombre, et les météorologues prévoient un été très chaud dans le nord de l'Inde, avec un thermomètre flôtant les 50 degrés. - (Reuters).
 ■ SUISSE. Le percement des transversales alpines devrait être largement financé par le biais d'une hausse des prix des carburants. Le gouvernement a proposé une augmentation de 10 centimes du litre d'essence pendant quinze ans. Cette taxe permettrait de couvrir entre le quart et la moitié des coûts de la construction de tunnels à travers le Saint-Gothard et le Lötschberg. - (AFP).
 ■ AFRIQUE. La modernisation des moyens de gestion de la circulation aérienne en Afrique sera au centre d'un colloque qui réunira à Dakar, le 1er et le 2 juin, les acteurs du transport aérien européen et africain. - (AFP).
 ■ JAPON. L'explosion d'une bombe, qui s'est produite samedi 13 mai à l'aéroport international de Tokyo, a endommagé une partie du terminal, mais n'a fait aucun blessé. - (AFP, Reuters).
 ■ AUSTRALIE. Le Conrad Treasury Casino, un complexe comprenant un hôtel de 137 chambres et un casino fonctionnant 24 heures sur 24, a ouvert ses portes, au début du mois, à Brisbane. Les deux bâtiments sont situés dans Queens Park, qui a été complètement réaménagé pour l'occasion.
 ■ ÉTATS-UNIS. La compagnie aérienne américaine Northwest Airlines a mis en route un programme de 23 millions de dollars (environ 115 millions de francs) pour améliorer ses installations sur l'aéroport de Detroit, où un nouveau terminal régional devrait entrer en service cette année.
 ■ BANGLADESH. Une épidémie de paludisme a fait plus de 150 morts en une semaine dans la région de Sunaman, au nord-est du Bangladesh. - (Reuters).

Festival de Cannes
 Un rendez-vous quotidien
 dans les pages « Culture »
 Le Monde

Tora-San, héros marginal de la famille japonaise

Première rencontre entre le public français et le personnage le plus populaire des écrans nippons

Volontiers gaffeur, source de scandales, Tora-San (M. Tigre) est un peu la brebis galeuse de la famille japonaise, que les téléspectateurs nip-

pons ont découvert dans une série télévisée des années 60, avant de devenir, à partir de 1969, le personnage central de quarante-huit films. Le

premier long métrage sort en France, où l'on découvre un personnage qui noue des relations platoniques avec les plus belles filles.

TORA-SAN, film japonais de Yoji Yamada. Avec Kiyoshi Atsumi, Chishu Ryu, Chieko Baisho. (1 h 31).

Le personnage le plus populaire du cinéma japonais est une création de la télévision. Celui que tout le Japon connaît sous le nom de Tora-San (M. Tigre) fit son apparition en 1968 sur la chaîne Fuji, qui en concoctait vingt-six épisodes, jusqu'à ce qu'une astuce de scénario mette fin à ses jours en mars 1969. Mais les téléspectateurs prennent très mal sa disparition. Ainsi naît, en août 1969, sous les auspices de la compagnie Shochiku et la direction du réalisateur Yoji Yamada (qui en tournera tous les épisodes, sauf deux), la première apparition cinématographique de la série, *C'est dur d'être un homme* (celui qui sort aujourd'hui en France sous le titre générique de la série). Il bat tous les records de succès au Japon, et entre dans *Le Livre des records* comme la plus prolifique série de cinéma : quarante-huit films à ce jour, au rythme moyen de deux par an.

Avec son galurin beige, son *harumaki* (ceinture de laine traditionnelle des gens du peuple), son *o-mamori* (amulette porte-bonheur en sautoir), ses *setta* (sandales) et sa valise en cuir, l'acteur Kiyoshi Atsumi compose une silhouette aisément reconnaissable. Tora-San est aussi un « marginal », la brebis galeuse de sa famille, où chacun de ses passages engendre problèmes et scandales. Ainsi, sa conduite grossière à table ruine les espoirs de sa demi-sœur Sakura, qui prétendait à un mariage convenable, malgré ses

modestes origines. Et lui-même, fort en gueule, mais sympathiquement naïf, tente de courtiser vain la jolie fille d'un vieux bonze ami de la famille (joué par Chishu Ryu, l'acteur fétiche d'Ozu). Son comportement asocial et sa maladresse chronique sèment toujours un aimable désordre.

Tora-San, orphelin depuis sa tendre enfance, est un perpétuel vagabond, camelot des rues, héritier de la tradition japonaise du *shamin-geki*, ce drame du peuple qui fut l'un des genres les plus prisés du milieu du siècle, le temps d'avant que la prospérité écono-

mique vienne tout chambouler. Tora-San devient une sorte de « bon Samaritain » à la nature trop exubérante, qui cède à la marginalité par goût de l'indépendance, tout en se réintégrant périodiquement à une famille lointaine (oncle et tante), toujours prête à l'accueillir malgré sa réputation de gaffeur. Au cours des différentes étapes de la série, il parcourt le Japon du nord au sud, rencontrant les plus belles filles, avec qui il se contente des relations platoniques qu'impose une série tout public.

Pourtant, la marginalité du per-

sonnage est toute relative. Son existence aventureuse n'est qu'un alibi pour les tenants de la famille japonaise, avec laquelle il ne rompt jamais. Tora-San représente l'aspiration inavouée d'une société sous pression, où la famille n'est pas si « éclatée » qu'on veut bien le croire.

Max Tessier

★ En marge de la sortie du film a lieu une exposition « Tora-San », du 5 au 27 mai, à l'Espace Japon, 9, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-11^e. Tél. : 47-00-77-47.

Nader Galal dénonce l'islamisme en Egypte entre comédie grinçante et film noir

LE TERRORISTE, film égyptien de Nader Galal. Avec Adel Imam, Madiha Yousef, Salah Zulfikar. (2 h 25).

Un combattant islamiste fanatisé qui tentait d'échapper à la police après un attentat est recueilli par une famille de la bourgeoisie progressiste égyptienne. Dissimulé sous une fausse identité, Frère Ali va ainsi connaître l'enfer personnel de celui qui voit quotidiennement ses convictions bafouées et qui découvre, entre autres impiétés, la télévision, les poupées Barbie et l'audio-cassette.

On voit bien comment ce scénario pourrait accoucher d'un film démonstratif, voué à la nécessaire dénonciation des dangers, certes bien réels, du fondamentalisme islamique en Egypte. Le film de Nader Galal témoigne évidemment d'un engagement virulent. S'il contient une profusion de notations appuyées sur le filon qu'il dénonce, il échappe pourtant à tout dessèchement didactique. Son personnage central, touché par le doute au terme de son séjour « chez les athées », porte littéralement le film et acquiesce à une réflexion qui n'est pas seulement un

surcroît d'humanité (cela relèverait de la démonstration banale), mais celle d'un authentique personnage de cinéma, construit par le déroulement même du film.

Figure proche des silhouettes inventées en ses temps glorieux par la comédie italienne, mélange d'horreur (le film débute par quelques-uns de ses méfaits), mais aussi de ridicule (il est tenté par une intense frustration sexuelle), il devient un corps burlesque condamné à transgresser ses propres règles, jusqu'à s'enivrer et danser le disco. Cette réussite tient pour beaucoup à l'acteur principal, Adel Imam, immense vedette issue du cinéma populaire égyptien, et dont les mines ahuries et horrifiées préviennent tout naturalisme. Dans les dernières minutes, le film bascule dans la tragédie et le personnage, désormais chargé d'un tel poids de romanque que tout paraît possible, trouvera la mort, assassiné par ses anciens complices, comme dans un film noir américain des années 40. Le *terroriste* parvient ainsi, avec un bonheur rare, à téléscoper le cinéma d'un Dino Risi et celui du John Berry de *Menaces dans la nuit*.

Jean-François Rauger

philosophie juridique de l'université de Salzbourg. Rens. : European Art Forum, PO Box 527, Kapittelgasse 5, A 5010 Salzbourg, Autriche. Tél. : (19) 43-662-80-42-28-32.

MUSIQUES

■ Une série de préavis de grève a été déposée à l'Opéra de Paris par les syndicats CGT, CFTD et FSU (ex-FEN) des personnels techniques, qui exigent des augmentations de salaires. Ces préavis pourraient provoquer l'annulation de certains spectacles à l'Opéra-Bastille : la première de la nouvelle production des *Capulet et Montaigu* de Bellini (26 mai) et la dernière représentation de *La Flûte enchantée* de Mozart (le 20 mai). Un autre préavis de grève a été déposé par la CFTD et le FSU pour la représentation du 16 mai de *La Flûte enchantée*. La direction a décidé de la maintenir, quitte à donner l'opéra de Mozart en version de concert. Rens. : 43-43-96-96 et 44-73-13-00 ou 13-99.

■ Le récital de la pianiste portugaise Maria Juao Pires, prévu le 22 mai au Théâtre des Champs-Élysées à Paris, est annulé, a annoncé mardi 16 mai l'organisateur, M^{me} Pires étant souffrante.

■ Le maître de Rome Francesco Rutelli (gauche) a annoncé, lundi 15 mai, qu'il annulait la saison d'été du Théâtre de l'Opéra de la ville, dénonçant la « guérilla » menée par les syndicats de l'établissement qui annoncent des grèves. Le *Requiem* de Verdi, dirigé par Riccardo Muti avec l'orchestre de la Scala de Milan, programmé mercredi 17 mai, au Théâtre de l'Opéra, a été déplacé

à l'auditorium de Santa Cecilia, à cause de l'annonce d'une grève du personnel du théâtre du 16 au 18 mai. « La saison lyrique d'été coûte 10 milliards de francs (31 millions de francs) à la ville et aux sponsors, a expliqué le maire, mais n'ayant pu obtenir de garantie de la part des syndicats qu'il n'y aurait pas de grève ou de chantage, et pour éviter d'autres gaspillages et atteintes à l'image de l'Opéra », la saison est suspendue.

■ Little Richard, Chuck Berry et Fats Domino, trois légendes américaines du rock'n'roll, vont pour la première fois de leurs carrières se produire ensemble pour trois concerts en Grande-Bretagne, à Sheffield le 17 mai, à Londres le 18 mai et à Birmingham le 20 mai. Little Richard, créateur dans les années 50 de *Tutti Frutti* ou *Long Tall Sally*, est le benjamin de la troupe avec soixante-deux ans. Chuck Berry a soixante-huit ans, et Fats Domino soixante-sept ans. Aucun d'entre eux ne songe à la retraite.

MIME

■ Le théâtre Griftheater d'Amsterdam présente, du 17 au 21 mai, sous le titre *Galbe écorché*, un spectacle de mime dans le cadre de l'exposition que le Centre Georges-Pompidou consacre actuellement au sculpteur roumain Constantin Brancusi. Dans la grande salle du centre parisien se déploiera cette production signée Frits Vogels, professeur de mime et fondateur du Griftheater en 1975, dont la gestuelle et le style théâtral tirent leur matière de l'univers de l'artiste qui l'inspire.

TOUS LES NOUVEAUX FILMS

MÉCANIQUES CÉLESTES

Film franco-belgo-hispano-vénézuélien de Fina Torres avec Ariadna Gil, Arielle Dombasle, Evelyn Didi. (1 h 25)
Fuyant avant le « oui » fatidique la cérémonie de son mariage, une jeune cantatrice vénézuélienne atterrit à Paris, où elle côtoie divers milieux avant de rencontrer le metteur en scène qui lui donnera le rôle principal de l'opéra qu'il dirige. *Mécaniques célestes* est le deuxième long métrage de la cinéaste vénézuélienne Fina Torres, qui avait obtenu la *Caméra d'or* à Cannes en 1985 pour *Orfana*. Fina Torres avoue avoir voulu réaliser, sur la structure d'un conte de fées moderne, une comédie qui mêlerait la satire et le goût du kitsch hérité de traditions populaires latino-américaines. *Mécaniques célestes* inspire, en fait, un sentiment partagé entre un certain agacement face aux clichés « branchés » qui consument la texture même du film et une réelle jubilation. On hésitera ainsi entre ces deux réactions face à diverses trouvailles (Arielle Dombasle incarnant une fourbe réalisatrice de vidéo-art), des procédés permanents de distanciation (interruption du récit, inserts vidéo), des plaisanteries répétées sur la psychanalyse ou les lois Pasqua.

J.-F.R.

MERCEDES MON AMOUR

Film franco-allemand de Bay Okan. Avec Ilyas Salman, Valérie Le-moine, Micky Sébastian, Alexandre Gittinger. (1 h 30)
Le réalisateur turc Bay Okan aime la route. Il l'a prouvée avec son premier film, *Le Bus* (1976), il le confirme avec celui-ci, qui retrace le voyage d'un ouvrier turc installé depuis trois ans à Munich et qui rentre dans son village d'Anatolie pour les vacances, au volant de l'automobile dont il vient de se rendre acquéreur. Symbole de sa réussite, objet d'une admiration sans bornes, presque amoureuse, la Mercedes par lui baptisée « *ma doree* » (elle est, selon lui, de couleur miel, mais les autres parlent de « *caca d'âne* ») devient le personnage principal d'un film réalisé avec attention, mais sans réelle passion. La personnalité de l'acteur Ilyas Salman, qui sait rendre son personnage parfois désagréable sans cesser d'être attachant, rachète en partie le caractère languissant du scénario. Il n'empêche pas le film de paraître souvent répétitif et appliqué.

P.M.

LE TERRORISTE

Film égyptien de Nader Galal. Lire critique ci-contre.

TORA SAN

Film japonais de Yoji Yamada. Lire critique ci-contre.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Hausse de la fréquentation au premier trimestre. Le Centre national du cinéma (CNC) a publié des résultats encourageants pour le premier trimestre 1995, en particulier pour les films français. La fréquentation est en hausse de 4,1 % par rapport au premier trimestre de 1994 avec 12 millions de spectateurs en janvier (+22,8 %), près de 14 en février (+12,5 %) et dix en mars (moins 19 %). Grâce à *Un indien dans la ville*, *Gazon maudit* et *Elisa*, le film français est en hausse de 62,3 % et s'adjuge une part de marché exceptionnelle de 46,2 %. Les films américains sont en recul de 28 %, avec une part de marché inférieure à celle du film français (42,6 %). Le CNC note une distorsion importante entre la province (+7,3 %) et Paris (en baisse de 7,2 %), due à la croissance du parc des salles en régions. - (AFP.)

(maigres) sorties se résument à un succès et trois échecs. Le succès est pour *Last Seduction*, avec 63 000 entrées ; dans sa modeste combinaison, Linda Fiorentino fait manifestement de l'effet au public parisien. Les échecs frappent la grosse sortie *La Pêche*, à seulement 43 500 entrées dans ses 36 salles, et les deux outsiders italiens, *Dellamorte Dellamore* et *Même heure l'année prochaine*.

■ Petits meurtres entre amis se confirme comme l'unique réussite commerciale de la saison, avec à nouveau 53 000 complètes, soit un total de 243 000 entrées en quatre semaines. Et *Les Quatre Filles du docteur March* effectue une belle opération, en conservant en deuxième semaine le même score (35 000) que pour sa sortie, sans même modifier son nombre d'écrans. Derrière, c'est la débandade.

J.-M.E.

★ Source des chiffres : Le Film français

ZOÉ VALDÉS

LE NÉANT QUOTIDIEN

CUBA... LE PARADIS DEVENU UN ENFER

ACTES SUD

LA CAPITALE SECRÈTE de Gérard Watkins

9 mai - 24 mai

Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26 - Métro Gabriel Péri

ÉCOUTEZ VIB



Du 29 mai au 9 juin 1995
- 19 spectacles
- 88 représentations
- 12 lieux scéniques simultanés
- 15 compagnies françaises et étrangères
- Rencontres professionnelles
- 4 colloques européens
- Match international du Théâtre Jeunes Publics
Informations - Réservations : 78-64-14-24



Centre Georges Pompidou
Griftheater / Amsterdam
Galbe écorché
dans le cadre de l'exposition
Constantin BRANCUSI
17/20 mai - 18h30 et 20h30
21 mai - 15h et 18h30
Grande Salle - Réservations 44 78 13 15

L'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX
UN CONCERT EXCEPTIONNEL
LUNDI 22 MAI 20H30
TRIBUTE TO DUKE ELLINGTON
BARBARA HENDRICKS
MONTY ALEXANDER TRIO
LE NOUVEL ALBUM
CD, K7, VHS, LASER DISC
France Inter

50 من الالهي

De la mauvaise influence d'Eric Vigner sur la mise en scène de Jean Racine

Au Vieux-Colombier, « Bajazet » est désaxé, maquillé et... trahi

A la faveur de ses premières mises en scène, comme *La Maison d'os*, de Dubillard, ou *La Pluie d'été*, de Marguerite Duras, on s'était dit qu'Eric

Vigner, trente-cinq ans, pourrait incarner un certain renouveau du théâtre. En deux spectacles, *Reviens à toi* (encore), de Gregory Motton, en

1994, et *Bajazet*, aujourd'hui, le nouveau directeur du Centre dramatique régional de Lorient a mis à mal sa jeune réputation.

BAJAZET, de Racine. Mise en scène d'Eric Vigner. Avec Bérengère Dautun, Martine Chevalier, Isabelle Gardien, Véronique Vella, Eric Ruf, Jean Dautremay, Alain Lenglet. COMÉDIE-FRANÇAISE, THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6. M. Saint-Sulpice. Tél. 44-39-87-00. Les mercredi 17, vendredi 19, samedi 20, mardi 23, mercredi 24, vendredi 26, samedi 27, mardi 30, à 20 h 30 ; le jeudi 18, à 19 heures ; les dimanche 21 et 28, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 3 heures. De 60 F à 130 F. Jusqu'au 18 juin.

Racine donne *Bajazet* en 1672. Deux ans plus tôt, une ambassade ottomane à Versailles avait mis les Turcs à la mode. Molière inventa aussitôt ses « mamamouchis » du *Bourgeois gentilhomme* : une pure fantaisie. Racine, lui, préfère le réel, le sombre : en 1638, l'empereur ottoman, le soi-même d'une victoire en Irak - la prise de Bagdad - se sent une envie d'avoir les mains libres, et donne l'ordre de tuer un rival éventuel, son frère Bajazet, resté à Constantinople. Racine change un peu les dates : en vérité, cet ordre fut donné en Arménie, le jour où l'armée ottomane, en 1635, s'était emparée d'Erevan (d'ici, il y a trois siècles et demi, à feu et à sang).

L'auteur, pour ne pas changer, entrelace les raisons d'État et les passions individuelles. Bajazet,

honnête jeune homme sans plus, plaie beaucoup à deux femmes : Roxane, la favorite du souverain, et la princesse Atalide. Et cette fois, Racine, sûrement par perversité, a écrit deux rôles de femmes d'une importance comparable. Celui qu'il préfère est la princesse Atalide - une étude très fine, très sensible, avec des éclairs spécifiquement rachiens. Mais l'autre femme, Roxane, est le type même du « rôle à effets sûrs » : violences, tumultes, ruptures, des larges de corde sensible : « Tu ne saurais jamais prononcer que tu m'aimes ». Et l'un de ces mots-coups-de-tonnerre qui déclenchent les vivats de la salle et renforcent la gloire des actrices : au lieu d'annoncer à petits pas comptés à l'homme de ses rêves qu'elle l'envoie se faire assassiner, elle lui coupe soudain la parole par un « Sortez ! »

UNE SALLE D'ATTENTE

Isabelle Gardien joue Atalide, et une comédienne sûre, Martine Chevalier, joue Roxane, mais son « Sortez ! » passe presque inaperçu, un peu sur une toile créée. Ce n'est pas la faute de Martine Chevalier, c'est celle du metteur en scène, Eric Vigner. L'un de ces metteurs en scène usurpés, à qui le public n'ose pas crier : « Otez-vous de là que j'y voie quelque chose, que j'y entende quelque chose ! »

La mise en scène enterre la pièce et empêche les comédiens. Le décor (de Claude Chesler), un vaste et épais champ d'humus, est dressé

à la verticale, se promenant d'une scène à l'autre, s'inclinant parfois en diagonale. C'est à la fin du dernier acte qu'il rejoindra l'horizontale, permettant aux acteurs de venir saluer, en fio les pieds par terre.

DEUX IDÉES ÉPATANTES

Les maquillages carnavalesques (de Bernard Floch) sont du plus pur style pilotes-suicides japonais. Au point que les vers en perdent leur sérieux. Mais impossible de rire parce que ces comédiens ont reçu l'ordre d'observer un très long et profond silence toutes les douze syllabes du texte. Résultat : la soirée, sur les fauteuils, se passe à bouillir d'impatience. Ce n'est plus un théâtre, c'est une salle d'attente.

Il faut toujours voir le bon côté des choses. Le metteur en scène a eu deux idées épatantes. La première est la tête qu'il a composée au vizir du sérail, joué par Jean Dautremay : c'est une grosse boule blanche d'ivoire, comme celles d'un jeu de billard, mais à moitié tartinée d'une épaisse couche de cirage noir à chaus-sures. Côté face, c'est la pleine lune, balafée de giclées d'hémoglobine, et côté pile, c'est du gou-drou. Jean Dautremay, qui en a pourtant vu d'autres chez d'autres metteurs en scène de la grande nouba-chichi parisienne, fait car-rément la gueule pendant que se traînent, entre les longs silences, les vers de Racine style « *Suspendez ou cochez l'ennui qui vous dé-vore*... ». C'est d'un cocasse irrésistible. Deuxième idée-force du metteur en scène : l'actrice Véronique Vella, qui interprète Zaïre, la compagne d'Atalide, serre contre elle son doudou. Le « doudou », un fragment de serviette-éponge, de chemise de pilou ou de tout autre tissu, mâchonné et déchiré, est devenu, entre les doigts des bébés, le remplaçant des poupées de chiffon d'autrefois. Les psychologues l'ont promu à l'emploi de substitut maternel. Aucun enfant n'est désormais admis à la crèche sans son doudou. Mais les examinateurs du bachelot ou de l'agrégation, et aussi parfois les maîtres ou les curés, voient eux aussi se présenter devant eux certaines candidates aux diplômes ou au mariage trahissant fiévreusement le vestige effiloché du doudou de leur berceau.

Félicitations à Eric Vigner d'avoir osé franchir le pas, autorisant pour la première fois dans l'histoire de notre théâtre une tragédie à venir dire sur scène, comme cette Zaïre de Racine, « Mourir ! Qui ? Vous auriez un destin si funeste ? », toute crispée sur son doudou. L'inconvénient est que le spectateur éprouve pas mal d'inquiétude à voir les trois autres comédiennes prendre le risque d'interpréter ces cinq longs actes en ayant laissé leurs doudous dans leurs loges. C'est courageux, mais est-ce bien raisonnable ?

Michel Cournot

DANS LES THÉÂTRES

LES TREIZE SŒURS

D'après les frères Grimm. Mise en scène : Lukas Hemleb. Avec Caroline Chaniolleau et Hélène Lapiower. Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, 19. M. Porte-de-Pantin. Tél. : 42-02-62-68. Mardi, jeudi, samedi à 21 heures. Jeudi à 19 h 30. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 26 mai.

Présenté en octobre 1994, dans le cadre du « Théâtre Feuilleton » de l'Odéon, ce spectacle d'éclaircie était alors qu'une esquisse. Il est signé de Lukas Hemleb, un Allemand qui fut assistant des plus grands (Grüber, Stein, Bondy, Ronconi) avant de faire ses propres mises en scène entre l'Allemagne, la Belgique, le Cameroun et Paris. Lukas Hemleb a préféré à la salle du Paris-Villette une grande pièce à l'étagère, maquillée (par Chantal de la Coste-Messelière) en un salon décrépi, dont on mesure peu à peu l'aspect inquiétant : les jambes d'un baigneur en celluloid sortent d'une cheminée ancienne, des billes de verre parsèment le parquet au point de Hongrie, une tête empaillée émerge d'un mur. Deux femmes habitent ce lieu reclus. L'une, allongée sur un lit, évoque une Blanche-Neige légèrement assaillie. C'est Hélène Lapiower. L'autre pourrait être une sorcière ou une marâtre. C'est Caroline Chaniolleau, tout en noir, avec des lunettes d'aveugle.

Plus que des personnages, ces deux jeunes et belles femmes sont des figures façonnées d'étranges. Elles se parlent mais ne s'entendent pas. Elles se disent des choses cruelles, insensées, et pourtant on ne peut que les croire, parce que leur apparent délire ouos est familier : c'est celui des contes des frères Grimm, dont Lukas Hemleb donne une vision à la fois brillante et glaciale. Ce jeune metteur en scène de talent arrive à recréer l'état de torpeur inquiétant que l'on ressent en se réveillant d'une nuit agitée par le retour des peurs d'enfant. Un spectacle fin, osé, excellentement joué par deux comédiennes qui, elles, n'ont pas peur.

B. S.

PEER GYNT

d'Henrik Ibsen. Mise en scène : Catherine Boskowitz, Éric Da Silva, Frédéric Fachéna, Phillos. Avec Guillaume Allibert, Isabelle Benkemoun, Éric Da Silva, Damien Dodane, Hervé Gaborian, Mbembo, Béatrice Michel. Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons, 92-Gennevilliers. Tél. : 41-32-26-26. M. Gabriel Péri. Du mardi au samedi à 20 heures. Dimanche à 16 heures. 110 F et 130 F. Jusqu'au 24 mai.

Est-ce bien Peer Gynt que présente Éric Da Silva ? Oui, mais un Peer Gynt qu'il a fait sien. Il a coupé le texte, mis le langage au goût du jour et changé l'histoire. Le voyage de Peer Gynt - qui, chez Ibsen, est l'épopée de la vie d'un homme parti jeune de son pays pour y revenir, vieux, après avoir traversé le monde - devient avec Éric Da Silva un voyage intérieur. Peer Gynt est un homme dans la force de l'âge, qui ne vieillit pas. Étrange vision, qui n'est pas sans beauté ni justesse : Ibsen a fait de Peer Gynt le passeur d'une fin de siècle - le XIX^e, quand s'ouvrait le monde. Éric Da Silva en fait le témoin d'une autre fin de siècle - le XX^e, où le monde est clos.

On ne reprochera pas à Éric Da Silva de donner « sa » version de Peer Gynt. On peut en revanche regretter que le fondateur de l'Emballage Théâtre, qui joue le rôle-titre, ne sache pas, au long des trois heures quarante de spectacle, attendre la force de persuasion qu'il dégage dans la scène où Peer Gynt relate son triomphe. Cette scène ne se joue pas dans la salle, mais dans le hall du théâtre, à la fin de l'extracte. La proximité avec le personnage est alors en parfaite adéquation avec le propos d'Éric Da Silva, qui, le reste du temps, paraît bien loin, et trop seul, sur le vaste plateau vide.

B. S.

LA CAPITALE SECRÈTE

de Gérard Watkins. Mise en scène de l'auteur. Avec Nicolas Bonnefoy, Barbara Bouley, Michel Bézu ou Julien Bouley (en alternance), Fabien Orcier, Sylvie Orcier, Patrick Pineau, Moussa Théophile Sowle. Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons, 92-Gennevilliers. M. Gabriel Péri. Tél. : 41-32-26-26. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. 110 F et 130 F. Jusqu'au 24 mai.

Comédiens et metteur en scène, Gérard Watkins est également auteur - ce à quoi il tient le plus. Quatrième de ses pièces, *La Capitale secrète* a été écrite au fil d'un voyage commencé en 1986 en Turquie et achevé avec la représentation de Gennevilliers. Gérard Watkins dit que c'est « un travail à la fois ludique et à fleur de peau : le paradis perdu, l'enferme, le sacré, l'initiatique, l'échec, la régression, le mythe en tant que fantasme, l'illusion, et la condition humaine en général ». Vaste programme, que n'honore pas le résultat. Un frère, Michel, part à la recherche de sa sœur Rosa, elle-même étant partie, il y a longtemps, à la recherche d'une de ces « capitales secrètes » qu'invente l'enfance. Gérard Watkins tient là une jolie variation, qu'il ne maîtrise pas. Pour une scène ou deux réussies, dix s'en suivent dans un à-peu-près sympathique - qui serait à sa place dans le cadre de travaux d'élèves, mais ne l'est pas, malheureusement, sur une grande scène.

B. S.

André Bauchant, paysan, pépiniériste et artiste-peintre

FONDATION DINA VIERNY, Musée Maillol, 59, rue de Grenelle, Paris 7. Tél. : 42-22-59-58. Jusqu'au 30 novembre. Remarquable catalogue, textes de Dina Vierny, Michel Ragon et Alain Troadec, 79 pages, 150 francs.

L'homme est nu, ligoté à une table. Quatre bourreaux s'affairent autour de lui, qui l'écorchent vif. Scène réaliste et crue, peinte par un artiste qui, s'il n'a qu'une idée vague de l'anatomie humaine, sait comment se déplaie un lapin. André Bauchant (1873-1958) était paysan, pépiniériste et artiste-peintre. On l'a dit naïf. Wilhelm Uhde, un des premiers défenseurs du Douanier Rousseau, préférait le ranger dans la catégorie des « primitifs modernes ». Dina Vierny, qui l'expose aujourd'hui dans le beau musée qu'elle a dédié à Maillol (Le Monde du 19 janvier), trouve qu'on « leur rendrait plus véritablement justice en les dénommant les peintres du cœur sacré parce que, pleins d'un humour simple et modeste, ils créent d'un cœur pieux et fort leur œuvre ».

Pieux, Bauchant l'était, qui entraînait parmi les premiers, le dimanche, dans l'église de son village de Touraine. Modeste ? Pas sûr, lorsque l'on considère les sujets auxquels il s'attaque, ceux, tirés de l'histoire antique, qui sont l'apanage de la grande peinture académique. Bauchant puise son

inspiration chez Poussin et dans des livres ramené de Paris lors d'une visite à l'exposition universelle de 1900 : ce sont l'*Histoire de la Grèce ancienne*, de Duruy, ou l'*Histoire des empereurs romains*, de Rouy, qui fournissent des sujets comme *Périclès justifiant l'emploi des deniers du peuple* (1925) ou *L'incendie du Temple d'Éphèse* (1927).

Peintre populaire certes, mais peintre savant aussi. Et sans maladresse aucune : ses classes, il les a faites au front, dans les Dardanelles, où il exécuta des relevés topographiques d'une précision militaire. Pourquoi ces proportions si peu orthodoxes alors ? Dans le catalogue, Michel Ragon les attribue à son enracinement paysan. Quoi qu'il en soit, Bauchant fascine Le Corbusier, qui est un de ses premiers collectionneurs, ce qui place son œuvre dans un courant des plus modernes de l'entre-deux-guerres, sans modifier pour autant ses sources : un bric-à-brac digne d'un brocanteur, collection dont il disait avec fierté : « *J'ai de l'antique, et même de l'ancien*... » ; les fleurs aussi, pour lesquelles il cultive une passion et qu'il peint comme personne ; la nature enfin, au rythme de laquelle il s'accorde. Tout cela finit par faire un peintre étrangement hors du temps, loin des modes, et bien proche des hommes.

Harry Bellet

Anne Lahumière, présidente du Comité des galeries d'art « Les institutions ont proliféré, mais l'art contemporain n'est pas mieux reconnu par le public »

Fondé en 1947, le Comité des galeries d'art comprend cent soixante galeries d'art moderne et contemporain. Cet organisme représentatif a pour mission de mieux faire connaître la profession et d'en défendre les intérêts auprès des pouvoirs publics. A l'occasion du Temps pour l'art - jusqu'au 21 mai, une centaine de galeries, à Paris et dans les régions, ouvertes pour la plupart jusqu'à 22 heures -, Anne Lahumière, présidente de ce comité, dresse un état de la profession.

« On parle régulièrement de la chute du marché de l'art depuis la guerre du Golfe. Qu'en est-il exactement ?

En 1991, malgré le conflit du Golfe, le marché a chuté, mais les galeries ont conservé quelques bénéfices des années d'euphorie. 1992 a été relativement mauvaise, 1993 aussi. Début 1994, tout le monde a cru à une reprise, des collectionneurs sont revenus. Et puis, en septembre, nous avons connu un arrêt brutal d'activité. Dans le quartier du Marais, à Paris, on trouve cent cinquante galeries qui voyaient passer, pour les plus importantes, une cinquantaine de personnes par jour. D'un seul coup, ça s'est arrêté. Les chiffres confirment ces tendances. L'ensemble des galeries françaises représentent grosso modo un chiffre d'affaires de 3,5 milliards en 1989. Il est tombé à 2,4 milliards en 1993 et à 1,6 milliard en 1994. Bref, cela fait près de cinq ans que les galeries souffrent.

Comment font-elles pour tenir ?

Je me le demande. D'autant que les mois qui viennent ne s'annoncent pas roses. Il faut vraiment aimer ce métier, car la grande majorité des galeries ne sont pas rentables. Pour tenir, nombre de marchands ont dû puiser dans leurs biens propres, d'autres ont vendu une partie de leur collection personnelle, d'autres encore ont une seconde activité et travaillent à mi-temps le matin (banque, assurance, enseignement...). Mais partout on trouve une volonté incroyablement de tenir en attendant des jours meilleurs. Il y a aussi des situations désespérées, mais les banques refusent de « lâcher » de

gros clients pour que le marché se s'enfonce pas un peu plus. Il y a enfin ceux qui ont fermé leur galerie, mais qui continuent à faire du courtage dans leur appartement. Ce n'est pas sain, car la promotion en galerie est indispensable pour les jeunes artistes.

Avec la crise, les liens entre l'artiste et sa galerie se sont distendus. Le fameux contrat d'exclusivité, qui engage la galerie à acheter la production de l'artiste pour financer sa création, avant de la proposer aux collectionneurs, ne peut pas être pratiqué actuellement. Souvent la galerie est devenue un lieu de dépôt. Heureusement, ce lien reste fort quand le galeriste est collectionneur lui-même et qu'il achète une partie de la production de l'artiste qu'il défend.

Mais vous en avez bien profité pendant les années d'euphorie, de 1985 à 1990 ?

C'est faux. Les prix fous, les artistes qui ont vu leur cote multipliée par dix, c'est en salle des ventes que ces phénomènes se sont produits. Quant aux achats des institutions, qui ont fortement augmenté dans les années 80, seule une dizaine de galeries en ont profité.

Sentez-vous la profession menacée ?

Surtout à cause de la faiblesse du marché intérieur. A cela s'ajoute, en région par exemple, les restaurants, les banques qui organisent des expos-ventes sans contraintes. La galerie a un rôle spécifique de découverte, de formation et de conseil, très différent des autres partenaires du marché de l'art que sont les commissaires-priseurs et les antiquaires. Nous sommes les seuls à payer la Sécurité sociale de nos fournisseurs, les artistes. Avec l'ouverture européenne, nous craignons que les commissaires-priseurs ne deviennent des commerçants privilégiés qui pourraient développer le courtage d'art. Tout cela nous inquiète.

Nous constatons, plus généralement, que la chaîne traditionnelle du marché de l'art a été cassée dans les années 80. En règle générale, l'artiste crée dans son

atelier, l'œuvre est montrée [dans une] galerie qui en fait la promotion, le collectionneur l'achète, le centre d'art l'expose, parfois elle se retrouve en salle des ventes, le musée lui donne sa valeur patrimoniale. Or la galerie est de plus en plus souvent « squeezée » : des artistes vendent en direct à des amateurs, et surtout à des institutions (Fonds national ou régionaux d'art contemporain) ; des artistes font des carrières uniquement dans le circuit public ; des centres d'art exposent l'artiste avant la galerie et se substituent à elle. Nous savons même que des centres d'art, qui vivent de subventions, ont servi d'intermédiaire

Conditions d'accès

Pour faire partie du Comité, une galerie d'art moderne ou contemporain doit avoir deux ans d'activité, ce qui permet d'éviter les nombreuses structures qui ouvrent et ferment dans l'année. Il faut être par ailleurs, faire la promotion des artistes présentés et respecter un code de déontologie qui a d'ailleurs été adopté au plan européen. Des galeries ont déjà été radicalement, celles qui ne respectent pas ce code, qui ont eu affaire à la justice ou ne paient pas leur cotisation (calculée sur le chiffre d'affaires). Rens. : 42-66-66-62.

diaires à des clients pour acheter directement à l'artiste. Une commission a été constituée pour résoudre ce problème. Elle doit remettre son rapport le 30 juin au ministère de la culture. Toutes ces pratiques ne sont pas saines, elles créent un marché artificiel, que le public sanctionne tôt ou tard.

Mais ce fossé nous permet de développer l'art en France.

Les institutions ont proliféré, mais l'art contemporain n'est pas mieux reconnu par le public. La France n'a toujours que trois ou quatre artistes reconnus à l'étranger. Nombre de galeries françaises présentent dans les foires de Bâle ou Chicago une majorité d'artistes

américains ou allemands. Le Comité des galeries d'art a donc obtenu une aide de 36 000 francs pour chaque galerie qui se rendra à Bâle (14-21 juin) et qui exposera au moins 50 % d'artistes français ou résidents en France. Trente et une galeries françaises ont accepté cette règle du jeu.

Autre exemple : 60 % à 90 % des collectionneurs qui achètent en galerie habitent à l'étranger. Ce rapport était plus équilibré à la fin des années 80, mais les acheteurs français étaient surtout des spéculateurs, qui achetaient avec leurs oreilles et non leurs yeux - ils ont d'ailleurs disparu. Bref, seul le développement des collections privées est garant d'un vrai développement de l'art en France.

On reproche souvent aux galeries de mal accueillir le public.

Les mentalités changent, il ne faut plus que l'amateur ait peur d'entrer dans une galerie ou n'ose demander un renseignement. Aller vers le public, l'informer, expliquer, fait partie du métier, et c'est l'ensemble de la profession qui en tire bénéfice. Mais les galeries sont fatiguées de supporter seules l'absence de formation du public. En Allemagne, tous les écoliers ont été en contact avec l'art contemporain. Pas en France.

Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

La mesure qui pourrait faire redémarrer le marché serait de donner la possibilité aux professionnels libéraux de déduire de leurs impôts, comme pour les biens d'équipement, l'achat d'œuvres d'art à hauteur de 50 000 F ou 60 000 F. Notre second cheval de bataille est la TVA. Entre 1992 et 1994, les œuvres d'art ont bénéficié d'un « taux culturel » à 5,5 %. Mais, alors que la crise est encore plus dure, nous sommes revenus, le 1^{er} janvier, au taux de 18,6 %, car les pays de la Communauté n'ont pu s'entendre sur le « taux culturel » réduit. Nous ne pouvons récupérer ce taux élevé sur les prix, car les œuvres seraient d'un coût prohibitif.

Propos recueillis par Michel Guerrin

«Trois nôt irlandais» au Petit-Odeon

La Compagnie La Chamaille de Nantes porte à la scène trois contes du poète William Butler Yeats



JOLIE CURIOSITÉ que ces Trois nôt irlandais (A la source du faucon, Ce que rêvent les os et Purgatoire) écrits par le Prix Nobel de littérature 1923, William Butler Yeats, dont on sait peu qu'il fut le fondateur de l'Abbey Theatre de Dublin et, à ce titre, l'une des figures historiques du théâtre irlandais. Ces trois contes, écrits en 1907, ont la simplicité et l'ampleur d'imaginaires antiques. Ils prennent leur inspiration dans ce fonds de légendes qui remontent par des dignités in-

terrompues jusqu'au commencement du monde. Ils sont portés à la scène par Claudine Hmanit, directrice d'une compagnie de talent créée à Nantes en 1974, le Théâtre La Chamaille. *Théâtre national de l'Odeon (petite salle), 1, place Paul-Claude, Paris 6. M-Odeon, RER Luxembourg. A partir du 17 mai. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanche, lundi, à 18 h 30. Tél.: 44-41-36-36. Durée: 1 h 20. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 18 juin.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

PARIS Aldo Romano Quartet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M-Châtelet. 22 heures, les 17, 18, 19 et 20. Tél.: 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

ROCK

PARIS-Calvin Russel Batacles, 50, boulevard Voltaire, Paris-11^e. M-Voltaire. 20 h 30, les 17 et 18. Tél.: 47-00-55-22. Location Fnac. 157 F.

CHANSON

PARIS Princesse Erika, Sincclair Au Oïvan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9^e. 20 heures, le 17. Tél.: 42-55-48-50. Entrée libre.

UNE SOIRÉE A PARIS

Jean-Claude Gallotta: Prémonitions

Il est toujours intéressant d'aller voir la création d'un chef de file, très à l'aise parmi ses nouveaux danseurs, certes tous excellents mais cherchant encore à tâtonner ce «je ne sais quoi» qui fait l'esprit et le charme gallottiens. Une production du Centre chorégraphique national de Grenoble.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. 20 h 30, les 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26 et 27. 15 heures, le 21. Tél.: 42-74-22-77. De 95 F à 160 F.

Le Cercle des menteurs

Sur son billet d'entrée, le spectateur inscrit un mot qui, s'il est tiré au sort, sera le début d'un exercice d'improvisation théâtrale. Quatre comédiens et un musicien inventent dans l'instant des univers d'où jaillissent des étonnantes de folie burlesque et poétique.

Espace Jeannettes, 116, quai de Jeannettes, Paris 10^e. 21 heures, les 17, 18, 19 et 20 mai. Tél.: 48-03-11-09. 70 F.

Patrick Gauthier/Jean-Luc Chavellier

Deux instrumentistes-compositeurs

formés dans la nébuleuse Magma.

Le pianiste Patrick Gauthier compose un monde où les claviers répondent aux voix, le guitariste Jean-Luc Chavellier passe par l'Afrique et le jazz. Leurs deux formations inviteront Christian Vander. Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Raubourg-Montmartré, Paris 9^e. 19 heures, le 17. Tél.: 36-68-03-32. Location Fnac, Virgin. 110 F.

Les Basques à Paris

Trois jours d'intégration à propos des musiques basques, de l'identité culturelle, avec conférence (le 17 mai à 19 heures, à la Sorbonne, médiatrice: Francis Marmade), et illustration sonore. Du rock avec Tsakum, Lin To Tam et Su Ta Gar au Divan du monde, des musiques traditionnelles avec Erramus Martikorena et Oskoni à l'Andorrom des Halles.

La Sorbonne, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. 19 heures, le 17, entrée libre. Au Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18^e. 20 h 30, le 18. 60 F. Auditorium des Halles, Forum des Halles, 5, porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. 20 h 30, le 19. 80 F et 100 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

CARRINGTON (à partir du 22 mai)

Film franco-britannique de Christopher Hampton, avec Emma Thompson, Jonathan Pryce, Steven Waddington, Rufus Sewell, Penelope Wilton (2 h).

VO: Gaumont les Halles, 1^{er} (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6^e (42-55-58-63); 14-Juillet La Pégase, 7^e (36-68-75-07); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, Dolby, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation, Dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; Pathé Wepler, Dolby, 18^e (36-68-22-22).

VO: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-67-35-43); 36-65-71-89; Les Nation,

Microsoft et NBC s'allient dans le multimédia

LA CHAÎNE de télévision NBC, deuxième réseau américain par l'audience, et Microsoft, premier éditeur mondial de logiciels pour micro-ordinateurs, ont annoncé mardi le mariage d'une « large alliance » dans le multimédia. Aucun détail financier concernant cette opération n'a été communiqué par les deux partenaires, dont l'objectif est de concevoir, commercialiser, travailler ensemble une gamme de produits allant des CD-ROM aux services de télévision interactive, en passant par les services en ligne.

La complémentarité entre les deux entreprises pourrait être particulièrement mise à profit dans le domaine des réseaux, avec l'ouverture prochaine de Microsoft on Line, dont l'annonce coïncidera avec celle de Windows 95, la nouvelle version du système d'exploitation de Microsoft. NBC mettrait en place une équipe permanente pour adapter les informations de la chaîne aux services en ligne.

Annexé quelques jours après la prise de participation de la société américaine de téléphone MCI dans le capital de News Corporation, la firme du magnat de la presse américaine Rupert Murdoch, cet accord confirme la convergence entre les entreprises d'information et de télécommunications et les groupes de communication. Il complète la galaxie du président de Microsoft, Bill Gates (Le Monde du 15 mars), dont la stratégie vise à contrôler tous les maillons des futures autoroutes de l'information.

Un différend stratégique oppose Havas à Canal Plus

Pierre Dauzier aurait envisagé le remplacement de Pierre Lescure à la tête de la chaîne cryptée au moment où celle-ci négocie avec la CLT

À QUOI RÊVE le PDG d'Havas, Pierre Dauzier ? Sans nul doute à faire du groupe qu'il préside depuis 1986 l'un des pôles du multimédia et de la révolution numérique en Europe. Fortement ancré dans l'édition (Groupe de la Cité), la publicité (Euro RSCG) et dans la presse écrite, via son statut de régisseur, le groupe Havas reste minoritaire dans Canal Plus et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) ne mettent pas Pierre Dauzier en position de piloter lui-même les opérations correspondant à ses ambitions en traitant directement avec Albert Frère - qui contrôle la CLT - ou Mark Wössner, patron du géant allemand Bertelsmann.

Est-ce pour cesser d'agir par personne interposée que Pierre Dauzier a tenté, il y a peu, de « débarquer » Pierre Lescure, PDG de Canal Plus ? Cette révolution de palais, en tout cas, a été prise de surprendre alors même que celui-ci était en train d'achever d'importantes négociations avec la CLT sur la technologie numérique (Le Monde du 10 mai). Le patron d'Havas a voulu convaincre ses alliés au sein du pacte d'actionnaires contrôlant la chaîne cryptée - la Compagnie générale des eaux et la Société générale qui, en commun avec Havas, détiennent près de 49 % de son capital - que le moment était venu d'organiser la succession de Pierre Lescure.

Parmi les noms proposés par le patron de Havas pour remplacer celui-ci auraient figuré ceux de Phi-

lippe Villin, ex-vice-président du Figaro, et de Michel Boutinard Rouelle, PDG de Avenir Havas Média (AHM), filiale de Havas. Des noms qui peuvent paraître incongrus : Philippe Villin affirme n'avoir jamais été au courant d'une telle proposition et « estime qu'elle ne peut avoir d'autre effet que de lui nuire ». Quant à Michel Boutinard Rouelle, un proche de Pierre Dauzier, son nom avait déjà été cité, lors de la démission fracassante d'André Rousselet, comme possible directeur général de Canal Plus.

L'offensive de Pierre Dauzier contre le management de Canal Plus semble s'être déroulée sur deux niveaux : public et privé. Publiquement, Pierre Dauzier a, depuis quatre mois, multiplié les entretiens dans les journaux et à la radio pour accorder l'idée qu'il devait faire pression sur Canal Plus afin de briser les réticences de la chaîne à rapprocher sa stratégie nu-

mérique de celle de la CLT. L'argumentation était limpide : à la fois actionnaire de la CLT et de Canal Plus, Havas ne tenait pas à financer deux programmes numériques entièrement concurrents.

LES LIMITES DU « PACTE » En réalité, malgré certaines résistances au sein de sa chaîne, il semble que Pierre Lescure ait pris contact, de lui-même, avec Albert Frère, principal actionnaire de la CLT, tout en prenant soin d'en prévenir ses actionnaires. Mais c'est au moment où Pierre Dauzier s'attribue publiquement tous les mérites d'un accord qui n'a pas encore été signé, que ce dernier entreprend de convaincre discrètement la Générale des eaux que « nous (sous-entendu : les actionnaires du pacte de contrôle) avons un problème avec Lescure ». Le contexte est favorable : les milieux financiers internationaux, désagréablement surpris

par la chute de moitié des résultats de Canal Plus, avaient commencé à chahuter le titre à la City, à Londres.

Sans doute surpris, les dirigeants de la Générale des eaux (CGE) sont restés sourds aux propositions de Pierre Dauzier. « La Générale des eaux n'a rien à reprocher à Pierre Lescure. Pour Guy Dejournet et Jean-Marie Messier (tandem dirigeant de la CGE), son remplacement n'a jamais été d'actualité », affirme aujourd'hui un responsable de la Compagnie. Et d'ajouter : « Sans nous, Havas ne pouvait rien faire. » Jeudi 11 mai, Jean-Marie Messier, directeur général de la CGE, intervenait en affirmant devant un parterre de journalistes économiques et d'analystes financiers qu'il considérait la participation de sa société dans Canal Plus comme « stratégique » et qu'il « soutenait avec vigueur Pierre Lescure et l'équipe de Canal Plus ». Mardi 16, Jean-Marie Messier renouvelait « son soutien complet » à l'équipe dirigée par Pierre Lescure.

Bien entendu, Pierre Dauzier nie toute ingérence et affirme qu'il ne se serait jamais permis de déstabiliser un homme en pleines négociations. Il considère même toute hypothèse de complot contre Pierre Lescure comme « faribole ». Il reste que cet épisode éclaire d'un jour nouveau le pacte d'actionnaires censé protéger Canal Plus. Constitué pour éviter l'intrusion de tiers dans le capital de la chaîne, autant que pour organiser le départ du très encombrant André Rousselet, ce pacte montre ses limites dès qu'il s'agit d'organiser l'avenir de la

chaîne. Havas rêve de rapatrier en son sein des pièces importantes de la machine Canal - notamment tout le pôle gestion de droits audiovisuels et cinématographiques qui vient d'être constitué avec Bertelsmann et Michael Jay Salomon -, tandis que la CGE ne voit qu'un in-

Le départ de Marc Tessier

Marc Tessier, directeur général du développement de Canal Plus, devait présenter mercredi 17 mai sa démission. Membre de l'équipe fondatrice de la chaîne cryptée, Marc Tessier a été le fer de lance du développement de Canal Plus à l'étranger et a piloté la politique de la chaîne dans la télévision numérique. Officiellement, ce départ est motivé par des projets personnels. En réalité, cet énarque-polytechnicien âgé de quarante-huit ans s'est heurté au refus de Pierre Lescure, PDG, de lui confier une réforme de l'organigramme du groupe Canal Plus, avec le titre de directeur général.

térêt limité au rapprochement entre la CLT et Canal Plus.

Pierre Dauzier reviendra-t-il à la charge ? La question mérite d'être posée au moment où Jacques Chirac, dont le patron d'Havas est un ami intime, s'installe pour sept ans à la présidence de la République.

Yves Mamou

1,75 milliard de francs pour le numérique

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) prévoit d'investir encore, plus de 1,75 milliard de francs, dans la technologie numérique et dans l'acquisition de droits audiovisuels, a annoncé, mardi 16 mai, Michel Delloye, administrateur délégué. « Nous allons développer notre propre offre de chaînes thématiques cryptées », a-t-il précisé, en ajoutant que l'accord technologique « qui devrait être finalisé dans les prochains jours » avec Canal Plus portait seulement sur « une licence d'utilisation d'une technologie ».

En 1994, la CLT a déjà investi près de 1 milliard de francs dans le numérique. Des augmentations de capital devront avoir lieu pour financer l'ensemble des investissements, selon M. Delloye. La CLT a enregistré un bénéfice consolidé de 600 millions de francs en 1994, la télévision représentant 82 % du chiffre d'affaires (en hausse de 9 %), 57 % étant réalisé en Allemagne et 25 % en France.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Série : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Dallas.</p> <p>15.20 Vidéo Gag (et 17.05).</p> <p>15.30 Remontée des Champs-Élysées par Jacques Chirac.</p> <p>17.25 Les Garçons de la plage.</p> <p>18.00 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 Série : K2000.</p> <p>19.20 Magazine : Coucou !</p> <p>19.50 Le Bébé Show (et 1.30).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Divertissement : Pour la vie. Autour de Fabrice et Valérie Pascal, deux couples prêts à passer par de multiples épreuves pour prouver leurs sentiments face à eux, un jury composé de trois couples de personnalités.</p> <p>22.50 Le Droit de savoir. Voyage à l'intérieur des sectes de la teneur.</p> <p>0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise. Jean-Jacques Bonnaud, président du GALT.</p> <p>0.40 Série : Paix d'as.</p> <p>1.35 Journal, Météo.</p> <p>1.50 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05) : 2.45 TF 1 nuit (et 3.40, 4.15) ; 2.55, L'Équipe Cousteau en Amazonie ; 3.50, Intrigues ; 4.25, Musique.</p>	<p>13.30 America's Cup.</p> <p>14.00 Série : Stryker.</p> <p>14.45 Dossier : Des Champs-Élysées par Jacques Chirac.</p> <p>17.05 Série : Séconde B.</p> <p>17.40 Série : Les Années collège.</p> <p>18.05 Série : Sauvés par le gong.</p> <p>18.35 Jeu : Que le meilleur gagne.</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 3.05).</p> <p>19.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago.</p> <p>19.55 Tirage du Loto (et 21.00).</p> <p>20.00 Journal, Météo.</p> <p>21.05 Téléfilm : La Veuve de l'architecte. De Philippe Monnier, avec Michèle Morgan, Jacques François. La veuve de l'architecte d'une cité « a problèmes » essaie d'aider ces jeunes en danger dont elle se sent en partie responsable. Caniculaire.</p> <p>22.40 Magazine : Bas les masques. La Vie à bas.</p> <p>23.30 Journal, Météo.</p> <p>0.20 Magazine : Signé Croisette.</p> <p>0.30 Le Cercle de minuit.</p> <p>1.50 > Cinéma : Shadows. ■ ■ ■ Film américain de John Cassavetes (1959, v.o.)</p> <p>Du 17 mai au 24 mai chaque soir après LE CERCLE DE MINUIT Un film en V.O. de J. CASSAVETES</p>	<p>13.05 Jeu : Presse-citron.</p> <p>13.35 Série : La croisière s'amusse.</p> <p>14.30 Série : Magnum.</p> <p>16.15 Série : Le chef.</p> <p>16.30 Les Minikins.</p> <p>17.40 Une pêche d'or.</p> <p>18.20 Jeu : Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. Premiers paysages, de Maurice Denis.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.40 INC.</p> <p>20.50 La Marche du siècle. États d'urgence. Le Coran et la kalachnikov. Les enjeux d'une guerre menée au nom de l'islam. Enquête en Egypte, à Gaza, au Pakistan, en Afghanistan et au Soudan.</p> <p>22.30 Météo, Journal.</p> <p>22.35 Émission spéciale de la rédaction. La passion de pouvoir entre M. Mitterrand et M. Chirac. Les moments forts de la journée. Invités : Jacques Attali, Olivier Duhamel, Franz-Olivier Giesbert.</p> <p>23.40 Documentaire : Un siècle d'écrivains. Jean-Paul Sartre, d'André Bercoff et Dominique Masson.</p> <p>0.30 Musique : Graffiti. Concerto pour piano et trompette de John Llewellyn Morley. Un homme enquête sur l'apparent suicide de sa femme et la disparition de son fils.</p>	<p>12.30 Série : Les Routes du paradis.</p> <p>13.30 M 6 Kid.</p> <p>16.05 Magazine : Mega 6. Présenté par Guillaume Stankovic.</p> <p>16.25 Variétés : Hit Machine. Émission présentée par Yves Notel et Ophélie Winter.</p> <p>17.00 Magazine : Fanzine (et 0.40). Présenté par Christophe Crenel. Génération ordinateur.</p> <p>17.30 Série : Classe mannequin.</p> <p>18.00 Série : O'Hara.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Agence Acapulco.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : Madame est servie.</p> <p>20.35 Magazine : Écologie 6. Présenté par Michel Cellier. Pas dans mon jardin !</p> <p>20.45 Téléfilm : Papy superstar. De Serge Marné, avec Jean Lelievre, Pierre Tornade. Un retraité mélomane se voit interpellé par un compositeur italien du dix-huitième siècle alors qu'il se recueille sur sa tombe.</p> <p>22.30 Téléfilm : Un héritage secret. De John Llewellyn Morley. Un homme enquête sur l'apparent suicide de sa femme et la disparition de son fils.</p> <p>0.10 Série : Sexy Zap.</p>	<p>13.30 Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.35 Décodé pas Bunny.</p> <p>14.30 Les Plus Beaux Jardins du monde.</p> <p>15.00 Le Journal du cinéma.</p> <p>15.05 Téléfilm : Carpiest d'été.</p> <p>16.30 Surprises.</p> <p>16.45 Sport : Basket-ball américain.</p> <p>18.00 Canaille peluche.</p> <p>Graciosa 21.00.</p> <p>18.25 Flash d'informations.</p> <p>18.35 Nulle part ailleurs. Cannes 95. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes ; 19.20, la montée des marches du Palais par Isabelle Giordano.</p> <p>19.30 Soirée d'ouverture du Festival de Cannes. Présentée par Carole Bouquet. Deux continents sont fêtés : celui de la naissance du cinéma et celui de la naissance de John Ford avec une rétrospective de ses films.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du Festival. Présenté par Isabelle Giordano.</p> <p>21.00 Cinéma : True Romance. ■ ■ ■ Film américain de Tony Scott (1993).</p> <p>22.55 Flash d'informations.</p> <p>23.00 Cinéma : Singles. ■ ■ ■ Film américain de Cameron Crowe (1992, v.o.).</p> <p>0.30 Cinéma : Présentation du film par Claude Chabrol.</p> <p>0.40 Cinéma : Le Bouchon. ■ ■ ■ Film français de Claude Chabrol (1969).</p>	<p>13.00 Jeu : Ça déménage.</p> <p>13.30 Va savoir. Bergère nationale (rediff.).</p> <p>14.00 L'Esprit du sport. Frédérique Hébrard (rediff.).</p> <p>15.00 Météo.</p> <p>15.45 Allô ! La Terre ? (rediff.).</p> <p>16.00 La Preuve par trois. L'année 1945 (35) (rediff.).</p> <p>16.35 Inventer demain (35).</p> <p>16.45 Les Grandes inventions. Le radar de Robert A. Watson (rediff.).</p> <p>17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; Téléchat.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Eco et compagnie. La sécu en questions.</p> <p>18.15 L'Amour en questions. La grossesse au quotidien.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux. Les risques de Bornéo.</p> <p>ARTE</p> <p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>19.30 La Grande Transhumance. Les Bergers espagnols sur les chemins royaux.</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes. Russie : Kaliningrad.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Ishi, le dernier des Yankis, de Jed Riffe et Pam Roberts. 1911 : descendant d'une tribu indienne exterminée sur ordre du gouvernement californien à la fin du XIX^e siècle, Ishi raconte à l'anthropologue Alfred Kroeber les us et les coutumes des siens.</p> <p>21.40 Soirée Musica : Les Jolies Voix de mai. De José Montes-Baquer.</p> <p>23.05 Concert : Jessye Norman. Les Kindertotenlieder de Gustav Mahler, sur des poèmes de Friedrich Rückert. Avec l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa. Enregistré en décembre 1988 à l'ancien Opéra de Frankfurt.</p> <p>23.35 Hugo Wolff : La Braïse. Essai de Norbert Bellhaz, avec Bruno Liberti (v.o.).</p> <p>0.35 Documentaire : Chagall. De Laurie Zemelman-Schneider et Sacha Schneider (rediff.).</p> <p>1.55 La Robe de Candorillon. Court métrage de Miriam Dehne (rediff.).</p>

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 12 mai. 21.00 Temps présent. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Feuilletton : Le Sorcier 23.15 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 10 mai. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.45 Louis Roederer, sur les traces de Saint-Émilion. De Jean-Marc Destang. 20.25 La Rage de vivre. De Jochen Wolf. 21.45 Martin Veyron, l'enfance de l'art. De Tessa Racone. 22.15 L'Homme libre. D'Annette Ouverture. 23.10 La Rivière Moray. De Bernard Roca. 0.00 Contact : Elisabeth Badinter. De Stéphane Bureau et Bernard Labellie. 0.55 Qui a tué Martin Luther King ? De Michel Parbot (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.05). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Paris Match Première (et 21.55). 21.00 Paris Match. 22.20 Les Perles de la couronne Modes. 22.20 Les Perles de la couronne

■ ■ ■ Film français de Sacha Guitry et Christian-Jaque (1937, N.). 0.35 Festival de Cannes 1995 (60 min).

CANAL 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les étoiles. 18.15 Cagou. 19.15 Domino. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Série : Private Eye. 21.00 Série : Star Trek. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. Le Dîner. 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. Le Ghetto. 23.25 T'es pas une idole ? 0.25 Série : Dream On. 0.50 Série : New York Police Blues (50 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : Ne manger pas les marguerites. 20.15 Série : Les deux loutres. 20.45 Série : L'Age de cristal (et 0.00). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.15 Série : Equalizer. 0.50 Série : Le 16 à Ker-briau (25 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.30). 20.10 MCM Mag (et 21.00, 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 X Culture. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Guide (30 min).

NTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of

Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Ciné-Matic. 23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.00 Formula 1 Magazine. 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 19.30 Cydsme. Résumé. Tour d'Italie : 5^e étape. Porto Recanati-Toronto Lido. 20.00 Prime Tennis Magazine. 22.00 Formula 1 Magazine. 22.30 Moto Magazine. 23.00 Football. En direct. Coupe de l'UEFA : finale retour. Juventus de Turin-Parma (120 min).

CINÉ CINÉ 18.55 Les salauds vont en enfer. ■ ■ ■ Film français de Robert Hossein (1955, N.). 20.30 Entre onze heures et minuit. ■ ■ ■ Film français d'Henri Decoin (1948, N.). 22.05 Feux croisés. ■ ■ ■ Film américain d'Edward Dmytryk (1947, N.). 23.35 Comment l'esprit vient aux femmes. ■ ■ ■ Film américain de George Cukor (1950, N., v.o.).

CINÉ CINÉ 18.15 La Fiancée du pirate. ■ ■ ■ Film français de Nelly Kaplan (1969). 20.00 Séquences. 20.30 Faîtes comme chez vous. ■ ■ ■ Film américain de Tom Roppelevski (1989). 21.55 Nl avec toi, ni sans toi. ■ ■ ■ Film français d'Alain Maline (1984). 23.25 Dans les couloirs de... 0.20 Trafic d'indécence. Téléfilm classé X (95 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Bernard Pujo (Le Grand Condé). 19.30 Perspectives scientifiques. Bilan et perspectives de la recherche en environnement. 3. La recherche et l'innovation, une relation particulière avec la demande publique. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Joutes musicales. 3. Rameau-Rousseau. 20.30 Tire ta langue. Chansons, slogans, au rythme d'une manie. 21.32 Correspondances. 22.00 Continuons des radios publiques de langue française. A nos amours. Une émission de la radio belge. 22.40 Les Nuits magnétiques. L'Envol. 2. Perdre terre (rediff.) 0.05 Du jour au lendemain. Claude Olier (Outback ou l'arrière monde). 0.50 Coda. La Parole. 3. Esquisse d'un pas de danse à l'antenne. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Avant concert. 20.15 Concert. En direct du Concertgebouw d'Amsterdam, par le Chœur des Petits Chanteurs de la cathédrale Saint-Bavo (Haarlem), le Chœur des Petits Chanteurs des Sacraments (Breda), le Chœur philharmonique de Prague et l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly. Symphonie n° 8 Des Mille, de Mahler. 22.00 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre. Sonate pour flûte à bec et continuo op. 1 n° 7, de Haendel. Frans Brüggen, flûte ; Don Juan, Chaconne, de Gluck ; Symphonie n° 100 Mélière ; Allegretto, de Haydn, par l'Orchestre du XVIII^e siècle, dir. Frans Brüggen. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Merilainen, Kaipainen, Salonen. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Chopin, Saint-Saëns. 0.00 Jazz vivant. Les chanteuses Abbey Lincoln et Betty Carter. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Les interventions à la radio

Radio Shalom, 94.8, 18 h 30 : Maurice Benassyay (« Le Grand Débat »).

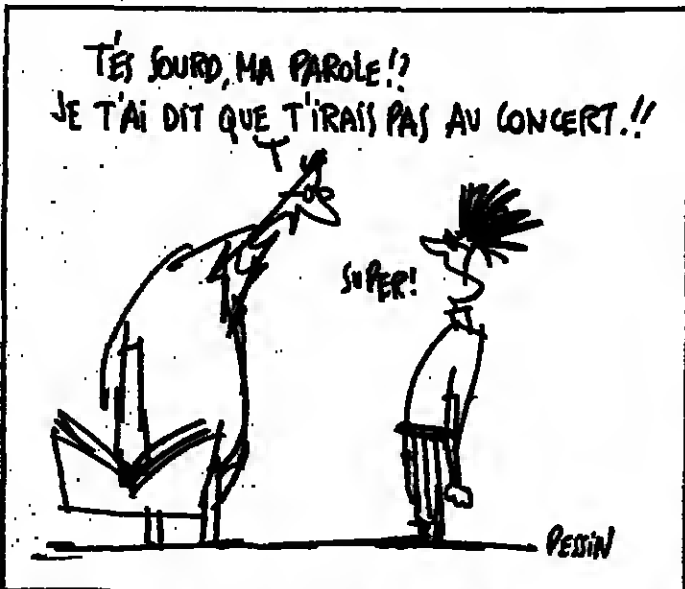
France-Inter, 19 h 20 : Thème « Jacques Chirac, l'enjeu des 100 premiers jours » (Objections).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

« Envoyé spécial » met en cause les décibels

Amateurs de concerts ou de baladeur, les jeunes écoutent ou jouent de la musique à trop fort volume, ce qui accroît les risques de problèmes auditifs



plus ne s'est pas remis d'un autre concert d'U2 donné au cours de la même tournée. A la surdité irréversible de Mohamed Fofana répond l'hyperacousie de Frédéric. Ce dernier, autrefois musicien et étudiant en musicologie, ne supporte plus que des volumes très faibles. Le simple bruit métallique de clés qui s'entrechoquent le met au supplice.

PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Après les groupes de quartier et les grands concerts, « Envoyé spécial » a placé son sonomètre dans les discothèques et à la sortie des écouteurs de baladeurs. A chaque fois, selon les instruments de me-

ures, le son est trop fort. Ici, c'est une femme qui garde un silence désagréable après une sortie en boîte de nuit; là, c'est un lycéen dont l'oreille gauche est atrophiée par un usage immodéré du baladeur.

Selon un sondage, en 1993, 22 % des élèves de terminale souffraient de troubles auditifs, contre 10 % seulement dix ans plus tôt. Pour certains, la montée en puissance du volume sonore est « un phénomène de société ». Une mode née dans les années 60 avec la commercialisation des amplis puis des chaînes hi-fi. Selon Charles-Émile Couture, interprète de la chanson *Comme un avion sans*

ailles, « des instruments à faible puissance sonore pouvaient enfin lutter avec les plus puissants ». En d'autres termes, la guitare pouvait enfin espérer surpasser la batterie.

SE DÉMARQUER DES PARENTS
Toutefois, la technique n'est pas la seule explication. Pour des jeunes, la course au son est aussi un moyen de se démarquer des parents, d'obtenir des sensations nouvelles. « A 13-14 ans, raconte toujours Charles-Émile Couture, je cherchais à en avoir plein la tête. Plus c'était fort, plus j'avais l'impression que ça me portait de ma peau vibrante. Sinon je ressentais frustré et pourtant, souvent, les oreilles me bourdonnaient pendant deux ou trois jours. Parfois je ressentais des nausées. »

Il a mené cette quête jusqu'en 1983. Cette année-là, un audiogramme a montré un léger déficit dans les médiums. Comme lui, selon une étude, 6 % des Français (2,75 millions de personnes) souffrent de problèmes auditifs.

Depuis, Charles-Émile Couture se dit prêt à s'offrir à certains musiciens qui prônent un volume limité à 105 décibels pendant les concerts. Les conséquences néfastes d'un concert ou d'une soirée en boîte de nuit sont évidentes, mais pas exemplaires, compte tenu de la responsabilité des nuisances urbaines, industrielles ou routières, dans la surdité.

Guy Duthell

* France 2, « Envoyé spécial », jeudi 18 mai, 20 h 50.

L'homme à la rose

par Agathe Logezart

ÉTAIT-CE lassitude ou ultime coquetterie ? Cet homme-là, décidément, ne fera jamais rien comme tout le monde. François Mitterrand, qui quatorze ans durant n'avait manqué ni un 14 juillet ni un message de vœux pour la nouvelle année, avait décidé de ne pas venir nous dire au revoir. Cela donnait un peu le sentiment qu'il nous laissait en plan, sans un geste ni un regard. Notre train partait sans lui cette fois, et il n'était même pas là pour agiter son mouchoir sur le bord du quai. Il fallait nous contenter d'un communiqué lu sur toutes les antennes. Ce ne fut ni triste ni gai. Il y paraît poli, mais de gratitude pour tout ce qu'il estime nous devoir, nous adressait ses souhaits de bonheur et encourageait Jacques Chirac à conduire la France dans la paix et la justice. C'était le moins qu'il pût faire. Mais on restait songeur. Il était étrange de n'avoir droit, en ce dernier soir de présidence mitterrandienne, qu'à des mots, et d'être ainsi privés d'images... Il avait tant fait partie de notre paysage, qu'on lui en voulait presque de s'être ainsi si discrètement retiré de la scène, en ne laissant qu'un petit mot de circonstance sur la table de nuit. En fait, il inversait la charge de l'adieu, laissant aux autres le soin de prendre congé.

La télévision s'y employa donc, du mieux qu'elle put. Mais même en s'y mettant à plusieurs chaînes et en puisant abondamment dans les archives pour tenter de faire le tour de leur sujet, il leur échappait encore. France 3 prétendit nous li-

vrer le Paris intime de l'amateur de bibliothèques et de franche cuisine partagée entre amis. TF 1 s'aventura à résumer « cinquante ans de vie politique » en six minutes d'horloge. On revit le jeune soldat qui allait devenir Morland, le fonctionnaire de Vichy décoré de la francisque, puis le fringant ministre de la IV^e République en smoking aux revers de satin. Quatre à quatre, on monta les marches de l'accession au pouvoir de l'homme à la rose, du ballottage de 1965 au congrès d'Épinay, de la défaite d'août 1974 au Balajo de 1981. On connaissait mieux la suite, qui fut donc expédiée au plus vite.

France 2 préféra s'attacher aux terroirs de François Mitterrand. Il nous faisait les honneurs de sa maison familiale de Jarnac, montrait le lit de cuivre recouvert de piqué blanc où sa mère avait pris l'habitude de mettre au monde ses nombreux enfants. Dans un vase, des fleurs n'en finissaient pas de sécher. On fit un tour par la maison touffue de vignes vierges du grand-père lorrain, le vinaigrier. Puis on gravit la roche de Solutré, avant d'aller dans la Nièvre et de terminer le périple près des anses de Latche, dans la bergerie-refuge aux milliers de livres.

On nous invitait à feuilleter un album de photos familiales, presque familiales, tant elles avaient fini par devenir nôtres, jalonnant peu à peu de leurs repères notre propre chemin. Mais il en manquait beaucoup et ce n'était la faute de personne. Cette vie-là est simplement trop pleine ou l'écran trop petit.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilleton : Les Fêtes de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.50 Club Docteur. 17.25 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Les Nouvelles Filles d'acier. 17.55 Série : La Miracle de l'amour. 18.25 Série : K 2000. 19.20 Magazine : Coucou ! 19.50 La Bêtise Show (et OAS). 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.	13.45 Série : Inspecteur Derrick. 14.45 Série : L'Enquêteur. 15.40 Tiercé à Auteuil. 15.55 Variétés : La Chanson aux chansons. 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Les Années collège. 18.15 Série : Sauvages par le gong. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel. 19.15 Inté : Daybook. 19.50 Bonne nuit les petits. Maman. 19.59 Journal, Météo, Point route.	13.05 Jeu : Presse-citron. 13.35 Magazine : Vincent à l'heure. Invités : Roger Pierre, Nicolas Peyrac. 14.40 Série : La croisière s'annule... 15.35 Série : Simon et Simon. 16.30 Les Minidramas. Romy : L'Ulisse 31 : Trinité : Le Sceptre d'Ostokor (1). 17.40 Une pêche d'enfer. En direct de Cannes. Invité : Patrick Dupond. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Opération Skylock, de Philip Roth. 18.55 La 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno.	13.25 Téléfilm : Max et Hélène. De Philip Saville. Simon Mitterrand, un chasseur de zèbres, découvre qu'un industriel estime être l'ex-commandant du camp de Salsé. 17.00 Variétés : HK Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : O'Hara. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Agence Acapulco. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1968 : la révolte étudiante.	13.30 Le Journal de l'emploi. 13.35 Cinéma : Les Piliers. ■ ■ ■ Film américain de Walter Hill (1992). 15.15 Série : Les Grands Crimes du XIX ^e siècle. Qui était l'assassin ? 15.45 Cinéma : Naked. ■ ■ ■ Film britannique de Mike Leigh (1992). 17.50 Magazine : Le Journal du art (rediff.). 18.00 Canaille peluche. Rocko and Co. En clair jusqu'à 20.35 18.25 Nulle part ailleurs. Cannes 95. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du Festival. Présenté par Isabelle Giordano.	13.00 Jeu : Ça déménage. 13.30 Déré. Invités : Claire Berger, Marie-Odile Moncourt. 14.00 Les Grandes Séductrices. Rita Hayworth (rediff.). 15.00 Guerriers des temps anciens. Les Shaolin (rediff.). 15.45 Allô ! La Terre (4/5). 16.00 La Preuve par cinq (rediff.). 16.35 Inventer demain (4/5). 16.45 Cours de langues vivantes. Anglais. 17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance : Téléchat. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Cinq sur cinq. Un avion qui renfile l'air : Détecter le stress en analysant la voix. 18.15 Affaires publiques. Le gouvernement. 18.30 Le Monde des animaux. Le gang des babouins.

CÂBLE	RADIO	FRANCE-MUSIQUE
TVS 19.25 Météo des cinq continents (et 15.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Monsieur Klein. ■ ■ ■ Film français de Joseph Losey (1976). 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.45 Pulsations. 23.45 Tout va bien. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLAUSIE 19.00 Les Enfants du voyage. De Dominique Mauchoir et Laurent Chevillier (197). Au fil de l'acrobatie. 20.05 Une école à la ville. De Jean-Louis Marcos (80 min). Lire notre article p. 77. 20.35 Force brute. De Robert Lihani (64/64). Foras spéciales (50 min). 21.25 Louis Roderer, sur les traces de Saint-Euphrasy. De Jean-Marc Delbange (35 min). 22.00 La Rage de vivre. De Jochen Wolf. Le cinéma beur en France (85 min). 23.25 Martin Veyron. l'enfance de l'art. De Jessa Racine (25 min). 23.50 L'Homme libre. D'Annette Dutertré (55 min). 0.45 La Rébelle Moray. De Bernard Pack (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Ecran total (et 22.50). 21.00 La Maison du Docteur Edwards. ■ ■ ■ Film américain d'Alfred	Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cinéma. 23.30 Concert : Live 1 with Radiohead. Enregistré au London's Astoria, en mai 1994. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Cycisme. En direct. Tour d'Italie : 6 ^e étape : Intra-Taranto. 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Lutte libre. Championnats d'Europe. A. Pélissier. 21.00 Catch. 22.00 Football. Les meilleurs moments de la Coupe de l'UEFA 94-95. 23.00 Keirin. 0.00 Golf. (60 min). CINÉ CINÉ 18.50 Entre onze heures et minuit. ■ ■ ■ Film français d'Henri Decoin (1948, N.). 20.30 Les Compagnons de la route. ■ ■ ■ Film américain de William A. Seiter (1934, N.). 21.35 Les sauteuses vont en enfer. ■ ■ ■ Film français de Robert Hossein (1955, N.). 22.05 Le silence est d'or. ■ ■ ■ Film français de René Clair (1947) (N.). 100 min). 0.45 Comment l'esprit vient aux femmes. ■ ■ ■ Film américain de George Cukor (1950, N.). CINÉ CINÉ 18.55 Histoire de fantômes chinois. ■ ■ ■ Film chinois (Hongkong) de Ching Siu Tung (1987). 20.30 Les Cavaliers. ■ ■ ■ Film américain de John Frankenheimer (1970). 22.15 L'Adolescente. ■ ■ ■ Film franco-allemand de Jeanne Moreau (1978). 23.50 Vivement dimanche ! ■ ■ ■ Film français de François Truffaut (1982, N.). 110 min).	19.05 Domaine privé. Emmanuel Carrère, écrivain. 20.00 Concert. Donné le 18 mars, au salon Marengo, à Versailles, Jean-Paul Fouchécourt, ténor. François Jochannet, harpe : Romances chez Marie-Antoinette. 22.00 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre. Concert pour violon et orchestre n° 2, de Mozart, par l'Ensemble Mozart d'Amsterdam, dir. Frans Brüggen. 22.30 Musique plurielle. Œuvres de Rautavaara, Saariaho. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Schumann, Prokofiev. 0.00 Tapisage nocturne. Œuvres de Goyone : Choro : Missa barroca ; Le Balser de l'araignée ; Balles. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Debussy, Franck, Beethoven, Weber, Locatelli, Scarlatti, traditionnelles d'Espagne, Leclair, Méhul, Schumann, Gneg, Tchikovski, Moussorgski, Holst, Vaughan-Williams.

Les interventions à la radio

RCJ et Bour FM, 21 h 30 : Hommage à Isam Sartaoui (première émission diffusée en commun).

سكنا من الوجل

Royale présidence

par Pierre Georges

AU COURRIER, ce matin, une lettre de lecteur en pleine situation pour rappeler le mot de Napoléon à son frère, le jour du sacre : « Joseph ! Si notre père nous voyait ! » C'est jour de sacre à l'Élysée, jour de relève, de garde descendante et de garde montante. C'est jour de remise des clés et des codes. C'est jour de succession républicaine. Un président suit l'autre, bien plus qu'il ne le chasse. Un président s'en va, un président arrive. L'alternance en douceur, serine, au point que ce qui n'est après tout que la norme devient un sujet d'étonnement, presque d'analyse.

Ainsi donc les choses peuvent-elles se passer au mieux, sans qu'il soit nécessaire d'ameuter la garnison, de sortir le sortant sous les lazis et les quolibets ? Cela ne fut pas le cas, en 1981, et Valéry Giscard d'Estaing avait fait une sortie outragée et pompeuse devant les caméras. Il avait subi une sortie orageuse, et un peu minable, du palais présidentiel, insulté par une poignée de zélés zélateurs du monarque entrant. Cela avait été étrange, vaguement indigne et mis au compte, pertes et profits, du temps des affrontements rudes et parisiens.

Nous n'en sommes plus là. Et voici que l'on parle désormais de République apaisée, d'alternance tranquille, plutôt fin de cycle que fin de règne. Le président sortant, après quatorze ans de pouvoir, offre un luxe inouï et presque inimaginable, celui de dire au revoir à l'ancienne, par écrit et non par l'image. Un petit mot à la France, un petit mot de gratitude et de vœux, un mot de sortie et presque de convenances. Allez, merci pour tout. Bonne chance à tous, à la France, et à Jacques Chirac. Presque

une sortie en catimini par la grille du Coq, façon quand c'est fini, c'est fini. Le procédé manquait un peu de solennité, mais pas d'habileté. François Mitterrand s'en va d'un mot, non d'une image, sachant trop bien que, en notre siècle, ce sont les images qui restent bien plus que les écrits.

A départ modeste, arrivée qui ne l'est pas moins. « Joseph ! Si notre père... », Jacques Chirac sera venu en CX et en costume de confection recevoir le sceptre et la mallette, l'ionction et les consignes. Presque comme pour une rentrée de la République, comme il en est des classes, avec pomme dans le carabine et projets à spirales. Mais on n'échappe pas si facilement à son destin et aux exigences de la fonction. L'Élysée oblige. Et la République aussi.

Modeste ou pas, la solennité rattrape ainsi au galop celui qu'elle a choisi. Et, si elle ne le faisait pas, la presse qui vit de coutumes et des mises du festin se chargerait de rappeler l'impératif à l'ordre et aux ordres républicains. Depuis plusieurs jours, pas une image, pas un mot qui ne cesse de célébrer, et sur tous les tons, l'alternance présidentielle. Des caves aux greniers de l'Élysée, du mobilier aux marmittes, des goûts du sortant aux envies du rentant, rien ne doit, rien ne nous sera épargné. Pas de cérémonie sans cérémonie, pas de Président sans Présidence !

François Mitterrand s'en fut au Panthéon, Jacques Chirac a choisi l'Arc de triomphe dans l'alternance des pèlerinages. Il y sera allé, en voiture de Président, en équipage de Président, en livrée de Président, en Président d'un pays définitivement décidé à rester royalement présidé.

Roland Dumas a investi Jacques Chirac des fonctions de président de la République

Le chef de l'Etat s'était recueilli sur la tombe du général de Gaulle

VINGT ET UN coups de canon ont été tirés aux Invalides, à Paris, dans la matinée du mercredi 17 mai, pour marquer la prise de fonctions de Jacques Chirac à la tête de l'Etat. Quelques instants auparavant, François Mitterrand avait accueilli son successeur sur le perron de l'Élysée, avant de lui transmettre au cours d'un tête-à-tête de près d'une heure plusieurs secrets liés à cette responsabilité.

M. Mitterrand a été accompagné au bas du perron par M. Chirac, qui a attendu, au pied des marches, que la voiture de son prédécesseur, dans laquelle avait pris place Danielle Mitterrand, quitte la cour. M. et Mme Mitterrand ont quitté l'Élysée par l'entrée principale du Faubourg-Saint-Honoré, sous les applaudissements et quelques sifflets. D'importantes forces de police avaient été mises en place devant l'Élysée, où s'étaient massées plusieurs centaines de partisans de M. Chirac et des fidèles de M. Mitterrand, venus saluer la sortie de l'ancien président, certains avec une rose rouge à la main.

Dans la salle des fêtes de l'Élysée, le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a installé officiellement dans ses fonctions le nouveau chef de l'Etat, qui a reçu ensuite les insignes de sa fonction. « Les Français et les Françaises ont été heureusement impressionnés par

les conditions dans lesquelles a été transmis l'exercice de la responsabilité présidentielle », a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, après avoir rappelé les résultats de l'élection présidentielle.

Le président de la République a prononcé alors un discours dans lequel il a rendu brièvement hommage à son prédécesseur, qui, a-t-il déclaré, « a marqué de son empreinte les quatorze ans qui viennent

de s'écouler ». Le chef de l'Etat a souligné la volonté qui est la sienne de « rendre les Français plus unis, plus égaux » et de garantir « un Etat impartial » (lire ci-dessous). M. Chirac s'est rendu, ensuite, sur la terrasse de l'Élysée pour la présentation au drapeau et pour passer en revue les troupes de la Garde républicaine. Suivi par le premier ministre démissionnaire, Edouard Balladur, et par les présidents des deux Assemblées, Philippe Séguin et René Monory, il avait auparavant salué les nombreux invités qui se pressaient dans les salons de l'Élysée.

En milieu de journée, M. Chirac a rendu public un message aux armées, dans lequel il s'engage à maintenir la dissuasion nucléaire, « socle de la défense de la France », « au niveau nécessaire de suffisance et de crédibilité ». Il s'était rendu, très tôt, mercredi, à Colombey-les-Deux-Églises. Arrivé en hélicoptère peu avant 7 h 30, il est allé, seul, déposer sur la tombe du général de Gaulle une gerbe tricolore en forme de croix de Lorraine, assortie de la mention : « Le président de la République ». Il s'est recueilli pendant une dizaine de minutes.

Après avoir quitté l'Élysée, M. Mitterrand est allé rue de Solferino, dans le septième arrondissement, au siège du Parti socialiste, où il a été accueilli par le premier secrétaire, Henri Emmanuelli.

Claude Chirac à l'Élysée

La fille de Jacques Chirac, Claude, devrait chapeauter l'équipe de communication du nouveau président de la République. Voilà déjà six ans qu'après avoir été assistante dans l'agence de publicité RSCG elle s'est mise au service de « Chirac », comme elle appelle son père (Le Monde du 25 avril). Elle est à l'origine, notamment, de la très longue campagne de terrain menée par M. Chirac, faite de centaines de réunions organisées avec des socio-professionnels qui ont nourri le discours du candidat sur « la fracture sociale ». François Mitterrand avait également pris à ses côtés, parmi ses collaborateurs, son fils Jean-Christophe, chargé des affaires africaines.

« Je me sens dépositaire d'une espérance »

JACQUES CHIRAC a prononcé, mercredi 17 mai, au palais de l'Élysée, après que François Mitterrand lui eût transmis ses pouvoirs et que le président du Conseil constitutionnel l'eût investi dans ses fonctions, le discours suivant :

« En ce jour où je prends la responsabilité d'assumer la plus haute charge de l'Etat, je me sens dépositaire d'une espérance. L'élection présidentielle n'a pas vu la victoire d'une France contre une autre, d'une idéologie contre une autre. Elle a vu la victoire d'une France qui veut se donner les moyens d'entretenir la paix et l'unité dans le troisième millénaire.

« Le 7 mai, le peuple français a exprimé sa volonté de changement. Je suis décidé à l'assumer et je m'engage à commencer sous le signe de la dignité, de la simplicité, de la fidélité aux valeurs essentielles de notre République.

« Je n'ai d'autre ambition que de rendre les Français plus unis, plus égaux, et la France plus libre, plus forte de son histoire comme de ses atouts. Je ferai tout pour qu'un Etat impartial, assumant pleinement ses missions de souveraineté et de solidarité, soit pour les citoyens le garant de leurs droits et le protecteur de leurs libertés.

« Je ferai tout pour que notre démocratie soit affirmée et mieux équilibrée, par un juste partage des compétences entre l'exécutif et le législatif, ainsi que l'avait voulu le général de Gaulle, fondateur de la V^e République. Le président arbitre, fixera les grandes orientations, assurera l'unité de la nation, préservera son indépendance. Le gouvernement conduira la politique de la nation. Le Parlement fera la loi et contrôlera l'action gouvernementale. Telles sont les voies à suivre. Je veille

rai à ce qu'une justice indépendante soit dotée des moyens supplémentaires nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

« Surmonterai toutes les difficultés pour assurer la cohésion de la France et renforcer le rôle républicain entre les Français. L'emploi sera ma préoccupation de tous les instants. La campagne qui s'achève a permis à notre pays de se découvrir tel qu'il est, avec ses cicatrices, ses fractures, ses inégalités, ses exclus, mais aussi avec son ardeur, sa générosité, son désir de rêver et de faire du rêve une réalité.

« La France est un vieux pays, mais elle est aussi une nation jeune, enthousiaste, prête à libérer le meilleur d'elle-même pour peu qu'on lui montre l'horizon, et non l'étroitesse de murs clos. Le président François Mitterrand a marqué de son empreinte les quatorze ans qui viennent de s'écouler. Un nouveau septennat commence. Je voudrais qu'à l'issue de mon mandat, les Français constatent que le changement espéré a été réalisé.

« Je voudrais que, plus assurés de leur avenir personnel, tous nos compatriotes se sentent partie prenante d'un destin collectif. Je voudrais que ces années, lourdes d'enjeux, mais ouvertes à tous les possibles, les voient devenir plus confiants, plus solidaires, plus patriotes, et en même temps plus européens, car la force intérieure est toujours la source d'un élan envers l'extérieur.

« Avec l'aide des hommes et des femmes de bonne volonté, conformément à l'esprit et à la lettre de nos institutions et, aussi, à l'idée que je me fais de ma mission, je serai, auprès des Français, garant du bien public, en charge des intérêts supérieurs de la France dans le monde et de l'universalité de son message. Vive la République ! Vive la France ! »

■ ESPACE : la fusée Ariane a mis en orbite, mercredi 17 mai à 8 h 34 (heure de la métropole), un nouveau satellite de télécommunications pour le compte de l'organisation internationale Intelsat. Cet Intelsat-706, d'un coût de 311 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs), est le premier d'une nouvelle génération de satellites de télécommunications capables de gérer 112 500 circuits téléphoniques. Early Bird, en 1965, n'en gèreait que 360.

■ CULTURE : Jacques Toubon doit rester ministre de la culture, écrivent une cinquantaine de personnalités dans une lettre à Jacques Chirac et Alain Juppé dans laquelle ils se prononcent pour « la continuité et le renforcement de l'action d'un grand ministre de la culture ». Parmi les signataires figurent Jean-Jacques Beineix, Claude Lelauch, Nana Mouskouri, Line Renaud, Christian Clavier, Jean Reno, Vincent Lindon, Michèle Morgan, César, Olivier Dreyer, Pierre Soullages et Christian de Portzamparc.

■ IRAK : un attentat a coûté la vie à deux responsables de l'ALNI (Armée de libération nationale irakienne, branche armée du Mouvement des Moujahidines du peuple), mercredi 17 mai, à El Chaab près de Bagdad. Un communiqué de ce mouvement, basé en Irak, précise

que les victimes de cette attaque menée par des éléments armés, sont deux femmes et qu'une troisième a été grièvement blessée. - (AFP)

■ ETATS-UNIS : quatre frères ayant combattu au Vietnam comme volontaires ont déposé une plainte, lundi 15 mai, contre Robert McNamara, réclamant 100 millions de dollars (500 millions de francs) à l'ancien ministre américain de la défense. Ce dernier a affirmé dans son livre *Rétrospectivement. La tragédie et les leçons du Vietnam* (Times Books-Random House) que le conflit avait été une erreur. « Il est lamentable qu'il cherche à tirer profit de la misère qu'il a apportée aux vrais patriotes de l'Amérique », a déclaré Rick Bolarin, l'un des quatre frères. - (AFP)

■ PACIFIQUE : deux séismes de forte intensité ont eu lieu mercredi 17 mai dans le Pacifique, à proximité de la Nouvelle-Calédonie d'une part, et des îles Salomon d'autre part, sans provoquer de dégâts ou de victimes. Le premier, ressenti à 7 h 13 (heure locale) à 337 km au sud-est de Nouméa, était d'une magnitude 7,7 sur l'échelle de Richter. Le second, observé au large des îles Salomon, était d'une magnitude 8 mais n'a pas été perçu à Haniara, capitale de cet état indépendant du Pacifique. - (AFP Reuter.)

De plus en plus de chômeurs bénéficient de l'allocation de solidarité

VICTIMES des restrictions touchant les conditions d'indemnisation de l'UNEDIC, victimes également de l'allongement de la durée du chômage, davantage de demandeurs d'emploi bénéficient depuis deux ans du régime de solidarité. Selon une étude du ministère du travail, rendue publique mardi 17 mai, 450 200 personnes percevaient, fin décembre 1994, l'allocation spécifique de solidarité (ASS), d'un montant moyen de 2 380 francs par mois. Leur nombre est en augmentation de 14,8 % en un an et de 31,5 % par rapport à 1992. A titre de comparaison, entre 1991 et 1992, la proportion de chômeurs en ASS avait diminué de 0,2 %.

Selon le ministère du travail, cette dégradation de la situation s'explique d'abord par l'arrivée en fin de droits d'une importante cohorte de chômeurs, arrivés en 1990 et 1991 dans les Assedic pour cause de licenciement économique. Ceux-ci ont éprouvé d'avantage de difficultés à retrouver un emploi, comme en témoigne l'allongement de la durée moyenne d'indemnisation, de 361 jours en 1992 à 388 jours en 1993. La proportion de chômeurs exclus du régime d'assurance-chômage en raison de l'épuisement de leurs droits augmente aussi : ce motif concernait 29 % des « sorties » en 1993, contre 25 % en 1992 et 1991. Plus précisément, 13 % de ces demandeurs d'emploi en fin de droits ont, en 1993, souffert de l'instauration de l'allocation unique dégressive (AUD) et de la réduction des durées d'indemnisation. Ces réformes, décidées en 1992 et 1993 par les partenaires sociaux, ont, selon le ministère du travail, fait sortir du régime d'assurance 22 % des chômeurs indemnisés en 1994.

MOINS DE 5 000 F PAR MOIS

Au total, la proportion de chômeurs pris en charge par l'Unedic représentait, en 1993, 62,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. En décembre 1994, le régime d'assurance-chômage ne couvrait plus que 45,6 % des demandeurs d'emploi. La baisse du montant moyen des indemnités-chômage s'est accélérée en 1994. Tous régimes confondus, l'allocation mensuelle brute s'est élevée en moyenne à 3 824 francs par personne (-5,3 % par rapport à 1993). En assurance-chômage, cette prestation s'élève à 4 165 F (-4,4 %), tandis qu'en ASS, elle représente 2 380 F (-3 %). Au 30 juin 1994, 82 % des chômeurs indemnisés touchaient moins de 5 000 francs par mois (Le Monde du 12 janvier). Près d'un sur deux se contentaient de moins de 3 000 F.

V. D.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Relations franco-allemandes : l'Allemagne veut jouer un rôle majeur dans la construction européenne 2
Espagne : virulente campagne pour les municipales sur fond de polémique entre le gouvernement et l'opposition 4
Irak : des « amis » de l'Irak organisent un colloque à Paris pour relancer la coopération avec Bagdad 25
Afghanistan : les « étudiants en religion » vont de défaite en défaite 6

FRANCE

Gouvernement : des ministères aux attributions nouvelles 8
Social : le CNPF fait une ouverture sur le temps de travail 9
Les élections municipales : les adieux de M. Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris et la préparation du scrutin de juin 10-11

SOCIÉTÉ

Affaire Nice-Opéra : Jacques Médéric condamné à deux ans de prison ferme pour abus de confiance 14
Modes de vie : le numéro de téléphone à dix chiffres prévu pour octobre 1995 15

HORIZONS

Portrait : Alain Juppé ou la preuve par la diplomatie 16
Débats : Jouer avec le feu, par Maria Vargas Ussa 17
Éditoriaux : couples franco-allemands : retour au PS 18

BOURSE

Cours relevés le mercredi 17 mai, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 16388,90 -1,33 -16,48	Cours au 17 mai 1995
Hong Kong Index 9162,32 -0,30 -11,85	1605 1505 fin 94
	Paris CAC 40 2001,27 +0,49 +6,39
	Londres FT 100 3300,80 -0,30 -7,67
	Zurich 1289,90 +0,24 +3,99
	Milan MIB 30 1047 +0,10 +2,12
	Francfort Dax 30 2110,52 +7,14 +0,18
	Bruxelles 1463,39 -0,24 -5,30
	Suisse SBS 1096,70 +0,20 +5,63
	Madrid Iboex 35 295,98 -0,28 -3,84
	Amsterdam CBS 288,30 +0,30 +3,70

DEMAIN dans « Le Monde »

Les exigences de l'actualité nous ont amenés à publier dans ce numéro le portrait d'Alain Juppé et à repousser à nos éditions datées du 19 mai l'enquête sur « le trouble des Otariens », annoncée hier. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Tirage du Monde daté mercredi 17 mai 1995 : 563 583 exemplaires

Match football de la couronne. Alternative rugby.

Les grands auteurs
à petits prix
vous attendent
dans notre supplément
« Monde poche »

Le Monde
POCHE

Vendredi 19 mai
(daté 20 mai 1995)

Le Monde

CANNES 95

De plus en plus de chômeurs bénéficient de l'allocation de solidarité

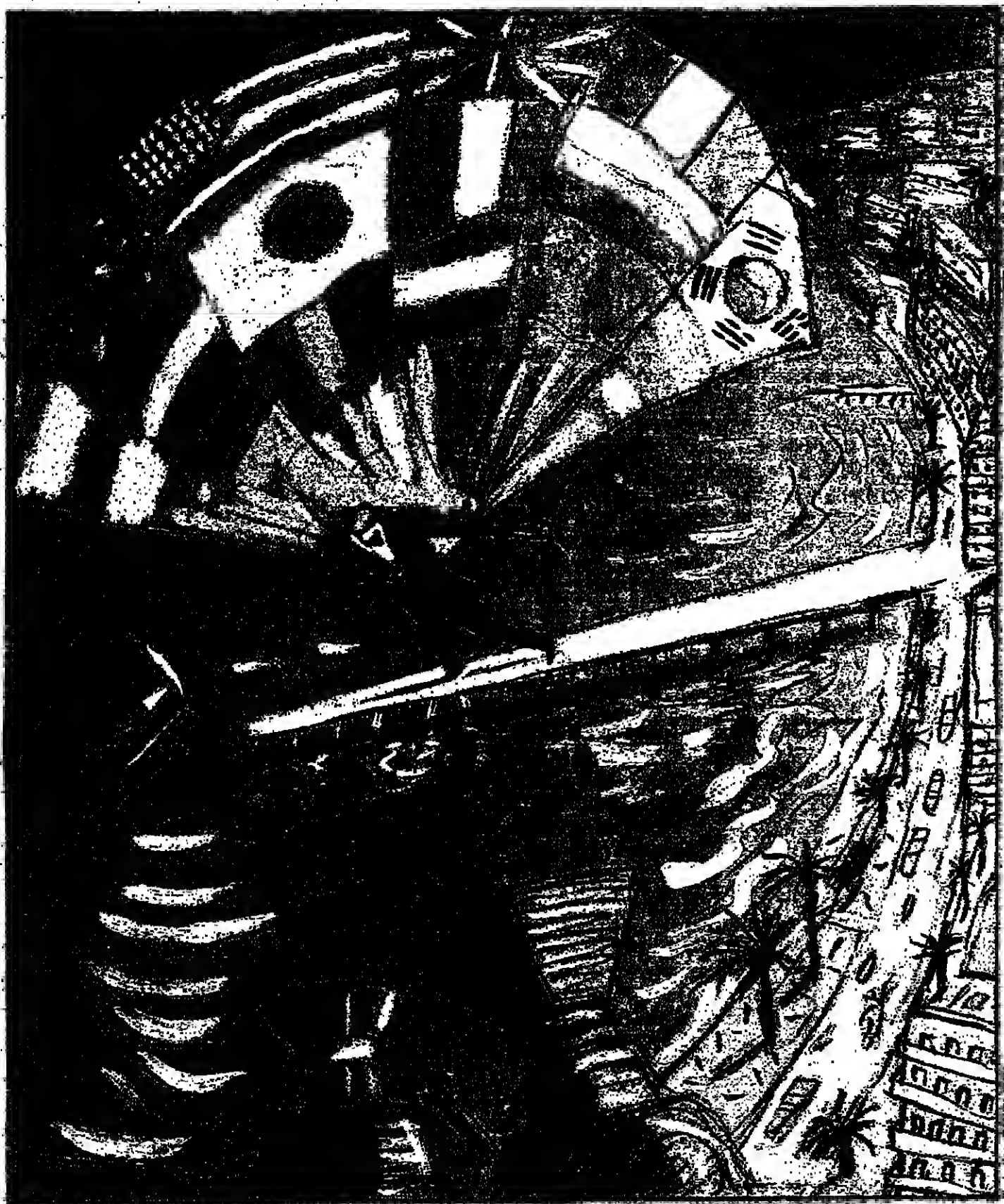
PARFOIS les géographes dessinent des cartes en modifiant la taille des pays, afin de mettre en évidence l'importance de certaines régions dans un domaine particulier. Si l'on dessinait la planète cinématographique d'après les sélections cannoises, elle aurait une drôle de bobine.

Un festival, fût-il le premier au monde, présente un instantané d'une production mondiale qui obéit à des cycles relativement longs, sans avoir la lenteur de la dérive des continents. D'autant que cette photo satellite est prise à travers le filtre de la subjectivité des sélectionneurs : l'équipe de Gilles Jacob pour la Sélection officielle et un certain regard ; celle de Pierre-Henri Delaunay pour la Quinzaine des réalisateurs et Cinéma en France ; celle de Jean Roy pour la Semaine de la critique. Le Festival de Cannes n'en reste pas moins le meilleur point d'observation pour évaluer l'état du cinéma dans le monde. Un état déséquilibré qui suggère souvent que la planète penche « du côté qu'elle va tomber ».

Déséquilibre provoqué d'abord par ceux qui baillent par leur absence : pas un film du pays le plus riche du Vieux Continent, l'Allemagne - voilà longtemps que Wim Wenders, présent avec la production portugaise *Lisbonne Story*, ne se sent plus allemand et se cherche une patrie entre l'Europe et l'Amérique. Très faible représentation de l'Italie, qui ne présente que deux titres (dont un seul en compétition), après avoir été, pendant de nombreuses années, la première nation européenne du cinéma. Hormis la France et la Grande-Bretagne, il n'y aura pas grand-chose non plus du reste de l'Europe occidentale. Quant à l'Europe centrale et orientale, elle continue de subir les effets des grands chambardements de ses régimes politiques, de ses systèmes économiques et aussi, semble-t-il, de son imaginaire et de sa faculté de la raconter.

Depuis le début de la décennie, on fondait quelques espoirs sur les Républiques asiatiques de l'ex-URSS. Rien pour l'heure ne vient les confirmer. Le Japon, géant économique riche d'une immense histoire cinématographique, ne figure qu'avec un seul titre dans le grand panorama cannois. Comme l'Inde, pourtant premier pays producteur au monde. Comme le monde arabe, qui fait décidément mauvais ménage avec l'image, plus encore depuis que l'Égypte, seul pôle important de production, subit à son tour la pression de l'intégrisme musulman. Il y a longtemps que le cinéma d'Amérique latine est sinistré. Depuis quelques années, le Mexique semblait susceptible d'abriter un nouveau développement, mais la récente crise financière lui a porté un brutal coup d'arrêt. Pendant ce temps, l'Afrique feraient dur pour exister au sein des images du monde. L'espoir viendra peut-être de la démocratie qui naît à l'extrême sud du continent et pourrait lui donner le point d'appui économique et logistique dont elle manque. Un film, *Waziri*, de Souleymane Clissé, en murmure à mi-voix l'espérance.

Dressant à notre tour la carte du cinéma mondial tel que Cannes en porte témoignage, nous avons voulu aussi raconter l'histoire de quelques-uns de ces « presque absents » que sont la Russie, le Japon, l'Afrique. Leur quasi-invisibilité fait tache sur la planète. En regard, on trouve les pôles désormais habituels de la vitalité du cinéma : les États-Unis (banqués de Canadiens au dynamisme battant), la France et la zone chinoise. Mais aussi deux pays dont la créativité prouve, d'une part, qu'une cinématographie peut renaitre de cendres qu'on croyait déjà tièdes ; d'autre part,



48^e Festival international du film

Drôle de bobine sur la photo satellite

deux capitaines. Là se croisent Steven Spielberg et les empires du logiciel, le businessman de la musique pop David Geffen, des sociétés de télécoms, des opérateurs du câble, des diffuseurs, des banquiers, des avocats, des propriétaires de catalogues de droits. Pour eux, les images ne sont qu'une forme particulière de ce qu'ils appellent désormais le *software*, à stocker dans des banques de données - comme si l'image était jamais donnée !

En Chine, la grande inconnue demeure la possibilité de stabiliser les ponts entre le continent, Taïwan et Hongkong : la sélection cannoise montre combien les gens de cinéma y aspirent, y sont prêts, et quelle puissance aurait la mise en commun de leurs forces. L'Extrême-Orient est peut-être, aujourd'hui, la seule alternative possible à l'hégémonie planétaire d'Hollywood, si les gérontes de Pékin ne bradent pas leur industrie des images aux Majors.

A Hollywood même se produisent des mutations fondamentales. Les autoroutes de l'information conduisent à de gigantesques concentrations des techniques et

des capitaines. Là se croisent Steven Spielberg et les empires du logiciel, le businessman de la musique pop David Geffen, des sociétés de télécoms, des opérateurs du câble, des diffuseurs, des banquiers, des avocats, des propriétaires de catalogues de droits. Pour eux, les images ne sont qu'une forme particulière de ce qu'ils appellent désormais le *software*, à stocker dans des banques de données - comme si l'image était jamais donnée !

En Chine, la grande inconnue demeure la possibilité de stabiliser les ponts entre le continent, Taïwan et Hongkong : la sélection cannoise montre combien les gens de cinéma y aspirent, y sont prêts, et quelle puissance aurait la mise en commun de leurs forces. L'Extrême-Orient est peut-être, aujourd'hui, la seule alternative possible à l'hégémonie planétaire d'Hollywood, si les gérontes de Pékin ne bradent pas leur industrie des images aux Majors.

des capitaines. Là se croisent Steven Spielberg et les empires du logiciel, le businessman de la musique pop David Geffen, des sociétés de télécoms, des opérateurs du câble, des diffuseurs, des banquiers, des avocats, des propriétaires de catalogues de droits. Pour eux, les images ne sont qu'une forme particulière de ce qu'ils appellent désormais le *software*, à stocker dans des banques de données - comme si l'image était jamais donnée !

En Chine, la grande inconnue demeure la possibilité de stabiliser les ponts entre le continent, Taïwan et Hongkong : la sélection cannoise montre combien les gens de cinéma y aspirent, y sont prêts, et quelle puissance aurait la mise en commun de leurs forces. L'Extrême-Orient est peut-être, aujourd'hui, la seule alternative possible à l'hégémonie planétaire d'Hollywood, si les gérontes de Pékin ne bradent pas leur industrie des images aux Majors.

deux capitaines. Là se croisent Steven Spielberg et les empires du logiciel, le businessman de la musique pop David Geffen, des sociétés de télécoms, des opérateurs du câble, des diffuseurs, des banquiers, des avocats, des propriétaires de catalogues de droits. Pour eux, les images ne sont qu'une forme particulière de ce qu'ils appellent désormais le *software*, à stocker dans des banques de données - comme si l'image était jamais donnée !

du palais... Mitchum ? Peut-être ! Sinon, on se consolera avec la rétrospective John Ford.

Deux repères caractérisent la présence française. D'abord - c'est désormais une tradition - le rôle d'interlocuteur privilégié joué par Paris auprès d'un grand nombre de cinéastes du monde. Pour la seule Sélection officielle, parmi les vingt-cinq titres (et à côté des trois représentants nationaux), pas moins de huit films doivent tout ou partie de leur existence au soutien français, public et privé. Ensuite, la sélection tricolore est cette année uniquement composée de deux films, signés de jeunes réalisateurs. La même génération domine d'ailleurs les autres sections. Certes, nécessité a fait loi : si Maurice Pialat, Jean-Paul Rappeneau ou Claude Sautet avaient pu, ou voulu, être prêts pour la Croisette, ils y auraient fort probablement été conviés.

« Est-il besoin de célébrer le cinéma ? Ne serait-il pas, ou plus assez, célèbre ? », se demande Godard

Cette sélection n'en est pas moins de bon augure : elle traduit un renouvellement des troupes, et aussi une certaine diversité, qui va du « nouveau réalisme » d'un Xavier Beauvois aux fantasmagories technologiques de Caro et Jeunet, en passant par la recherche d'une modernité agressivement décalée de Mathieu Kassovitz. Ouverture internationale et soutien à la jeunesse : ce sont aussi les deux principaux axes de la politique de production cinématographique d'Arte, chaîne dont l'intervention paraît de plus en plus indispensable à l'heure où les autres diffuseurs ont entrepris de contourner le pacte - forcé - entre grand et petit écran, qui a beaucoup fait pour la survie de « l'exception française », du milieu des années 80 à celui de la présente décennie.

CETTE carte du cinéma, le Festival en présente une autre vision - historique -, avec les téléfilms commandés à de grands cinéastes par le British Film Institute sur le siècle du cinéma dans leur pays. Encyclopédique avec Martin Scorsese, conviviale avec Stephen Frears, sombre et narcissique avec Nagisa Oshima, imaginative avec Nelson Pereira Dos Santos : les visions varient avec les auteurs. Dans le petit film mélancolique et ironique co-signé par Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville, l'auteur d'*Hélas pour moi* demande en substance à Michel Piccoli, président de l'Association Premier Silex : « Est-il besoin de célébrer le cinéma ? Ne serait-il pas, ou plus assez, célèbre ? ». Et regrette qu'on ne le célèbre pas chaque jour de chaque année. Il n'a pas tort.

Du moins, brassant dans son tourbillon hommes de l'art et hommes d'argent, amateurs et professionnels, micro et méga films, caméra-dochards, nababs et jeunes premiers, le Festival de Cannes reste la grande trompette de la renommée cinématographique. Satellite d'observation et instrument de promotion, cela fait une drôle de machine, montée et démontée chaque année au mois de mai sur les bords de la Méditerranée. Machine difforme et cahotante, trop ceci et pas assez cela ; machine dont chacun se plaira, cette fois encore, à souligner les ratés et les embardées. Une machine à la Tinguely, composite comme le cinéma lui-même, et qui lui est indispensable.

JEAN-MICHEL FRODON

ands auteurs
petits prix
s attendent
tre supplément
nde poche»

Vendredi 19 mai
Mardi 22 mai

صحنه من العمل

II / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

CANNES/AMÉRIQUE DU NORD

L'irrésistible ascension

Sage mariage pour

mauvais garçons

Le producteur-vendeur-acheteur-distributeur Miramax présente quatre films en sélection à Cannes. Huit, si l'on compte ceux de la maison mère, le groupe Disney. Histoire d'une alliance dont Hollywood suit attentivement les tribulations.

PALME d'or à Cannes en 1989 avec *Sexe, mensonges et vidéo*. Palme d'or en 1994 avec *Pulp Fiction*. Double Palme d'or avec *La Leçon de piano* et *Adieu ma concubine*. Vingt-deux nominations aux Oscars 1995. Depuis quelques années, la société de production et de distribution Miramax occupe le haut du pavé dans l'industrie cinématographique américaine, avec des cinéastes réputés « fragiles », voire « difficiles » selon les canons hollywoodiens. Le cinéma « Indépendant » américain y trouve sa niche (Soderbergh, Tarantino, Wayne Wang), le cinéma européen aussi, de langue étrangère (*La Reine Margot*, de Chéreau; *Altitude*, d'Almodovar; la trilogie de Kieślowski), parfois cubain (*Frasco* et *Chocolat*), à l'occasion asiatique (Chen Kaige).

Miramax, ce sont les frères Weinstein : Harvey, quarante-trois ans; Robert, quarante ans. Celui-ci est toujours en retrait; celui-là toujours en avant. Volé de violoncelle mais carrure de grosse caisse, il peut être rugueux et colérique, la minute qui suit chanteur, presque primesautier.



Gena Rowlands dans « The Neon Bible » du Britannique Terence Davies, l'un des films Miramax en compétition.

Quatre films canadiens

L'école de Toronto

Depuis 1988, le Centre canadien du film forme de jeunes scénaristes, producteurs et réalisateurs.

QUATRE. Jamais le Canada n'aura eu à Cannes autant de films sélectionnés par les diverses sections du Festival. Première œuvre du metteur en scène de théâtre Robert Lepage, *Le Confessionnal*, avec Lothaire Bluteau (*Jésus de Montréal*), fait l'ouverture de la Quinzaine des réalisateurs, qui présente également *Eldorado*, de Charles Binamé. *Rude*, de Clement Virgo, est à un certain regard, et *Soul Survivor*, de Stephen Williams, à la Semaine de la critique. Deux francophones, deux anglophones.

Ces deux derniers sont presque cousins. Quoique de styles différents, ils ont pour cadre la minorité jamaïcaine au Canada. Leurs auteurs sont issus du Centre canadien du film (CCF), un organisme qui semble en mesure de donner un coup de jeune à un cinéma canadien anglophone qui, malgré quelques grands noms (récemment : David Cronenberg, Atom Egoyan), fit longtemps figure de réserve pour Hollywood. D'opération depuis 1988, le Centre fut mis en chantier en 1986 par Norman Jewison, le réalisateur de *Dans la chaleur de la nuit* et de *L'Affaire Thomas Crown*. Il est basé à Toronto, mais étend son action à l'ensemble du territoire canadien, et prend pour modèles l'American Film Institute et le Sundance Institute créé par Robert Redford dans l'Utah (d'nu son surnom de « Sundance Nord »). Il est financé pour un tiers par l'industrie, pour un tiers sur fonds publics (fédéraux,

provinciaux et municipaux), le reste étant couvert par diverses fondations. Dans le conseil d'administration et les comités consultatifs figure le gotha du cinéma et des arts canadiens.

« La ville la plus multiculturelle du monde »

Le Centre est destiné aux scénaristes, producteurs et réalisateurs. Pour y accéder, il faut avoir déjà fait ses preuves dans une discipline artistique, pas forcément liée à l'audiovisuel (le romancier Michael Ondaatje est un ancien résident) et présenter un projet de film. Les six premiers mois de scolarité à plein temps offrent une initiation aux techniques de base. Dans le même temps, chaque étudiant doit commencer à préparer un court-métrage, qui prendra corps durant le trimestre suivant : préparant *Rude* et *Soul Survivor*, Clement Virgo et Stephen Williams réalisent respectivement *Save My Last Nigger* et *Variations on the Key 2 Life*, qui remporteront plusieurs prix dans des festivals internationaux. Pour éviter les futures incompréhensions entre corps de métier, les apprentis réalisateurs s'initient aussi à la production, tandis que les producteurs suivent des ateliers de scénario et de réalisation.

Enfin, au cours d'un séminaire intensif d'un mois, les producteurs

se penchent sur les questions, de plus en plus complexes, de coproduction internationale. Au bout des neuf mois, le projet de long-métrage apporté par chacun entre dans le circuit normal d'une recherche de financement. De ce processus sont nés, par exemple, *Zero Patience*, de John Greyson, *Double Happiness*, de Mina Shum (primé au Festival de Toronto en 1994), *I Love a Man in Uniform*, de David Wellington, présenté à la Quinzaine en 1993. Alors que *Soul Survivor* a été financé à travers les circuits traditionnels, *Rude* doit son existence au Feature Film Project, créé en 1992 au sein du Centre canadien du film et destiné à produire et lancer, sur deux ans, trois premiers longs-métrages. Les budgets ne doivent pas dépasser 800 000 dollars canadiens (un peu moins de 3 millions de francs).

Les Nations unies ont récemment élu Toronto comme « la ville la plus multiculturelle du monde ». Selon Wayne Clarkson, directeur du CCF, « l'impact de la forte immigration. Il y a près de vingt ans, en provenance d'Asie et des Caraïbes, commencent à se faire sentir, notamment au cinéma et à la télévision ». Critiqué pour son recrutement trop « blanc », le Centre a lancé en 1991 son premier laboratoire d'été, destiné à la formation et au développement des « cinéastes de couleur et américains », selon sa désignation officielle. Le premier laboratoire d'été comptait dans ses rangs Mina Shum, Clement Virgo, Stephen Williams et Damon D'Oliveira, le producteur de *Rude*.

H. B.

Les parallèles de Johnny Depp

AUX côtés de Tom Cruise, Brad Pitt et Keanu Reeves, il complète le quatuor de tête des grands jeunes premiers du cinéma américain d'aujourd'hui. Les trois autres sont résolument modernes, mais Johnny Depp, pommettes saillantes, peau un peu trop blanche, traits un peu trop parfaits, a le visage d'une star du muet. Rien d'étonnant si les deux films canadiens où il figure, *Ed Wood*, de Tim Burton, et *Dead Man*, de Jim Jarmusch, sont en noir et blanc.

Né dans le Kentucky (le 9 juin 1963), élevé en Floride, il se rêvait en rocker quand il rallia Los Angeles. Il y devient le copain de virée de Nicolas Cage et décroche quelques rôles microscopiques : victime de *Cauchemar sur Elm Street*, apparition fugitive (fesses à l'air) du porno soft *Private Resort*, comparse dans *Platoon*.

Un « pin-up boy » dont les adolescentes collent le portrait au mur, au plafond... Le feuilleton télé 21 *Jump Street* chamboule tout. Depp devient le pin-up boy de l'année, les adolescentes collent son portrait sur les murs, au plafond, dans la salle de bains. Dès que son contrat le lui permet, il fuit la série, malgré les conseils de son entourage, pour devenir Johnny dans *Cry Baby*, de John Waters, l'auteur pestiféré de *Pink Flamingos* (et membre du jury cette année). « Qui a tué Johnny Depp ? », hurle la presse. Réponse : Johnny Depp lui-même, qui, banane au crâne et larme à l'œil, moque son image de beau gosse. Le coup réussit : il peut jouer les losers sans perdre



Johnny Depp dans le rôle-titre d'« Ed Wood », réalisé par Tim Burton.

son public. Sans *Cry Baby*, Tim Burton n'aurait jamais pensé à lui pour *Edward aux mains d'argent*, puis *Ed Wood*, où, campant le cinéaste réputé « le plus nul de l'histoire du cinéma », il apparaît portant pull angora et talons hauts.

Les êtres incarnés par Depp se réfugient souvent dans l'imaginaire et dans la création. *Edward* - « celui qui me ressemble le plus », dit souvent l'acteur - sculptait un bestiaire; *Ed Wood* navigue entre soucoupes volantes et pieuvre géante; dans *Don Juan de Marco*, Depp est un mythomane qui se prend pour don Juan. Un psychiatre (Marlon Brando) tente de le déconstruire : le ramènera-t-il sur terre ou se laissera-t-il emporter dans l'univers parallèle de son patient ? L'univers parallèle de Johnny Depp se nourrit aussi de culture cinématographique - dans *Benji & June*, il reprend les grands numéros de Chaplin ou de Keaton.

H. B.

Person
Paris

L'irrésistible ascension

de Miramax

mauvais garçons

nous en savions, c'était que chaque année s'y retrouvaient tous les producteurs, tous les distributeurs. » Hasard inouï ou habileté, ils trouvent à se loger. Dans un placard à balais, mais à l'hôtel Majestic, centre névralgique du business sur la Croisette. Ils ne connaissent personne, personne ne les connaît, tous les films « porteurs » sont déjà pris. Reste le film d'un concert de bienfaisance donné pour Amnesty International. Les membres de Monty Python sont au générique, Sting et Pete Townshend en assurent une partie musicale. Les Weinstein fondent leur maison de production, l'appellent Miramax (du nom de leurs parents, Miriam et Max), achètent *The Secret Policeman's Ball*. Apprenant qu'existait un autre film portant le même titre, ils en rachètent les droits, font un montage des deux et servent le tout sous le titre de *The Secret Policeman's Other Ball*.

Le film marche aux États-Unis, ils s'essayaient à la production, l'écriture de scénario, la réalisation. Ce n'est pas tout à fait le succès – qui se souvient de *Playing for Keeps* (1986) ? – mais c'est suffisant pour attirer l'attention d'une banque, la British Midland Montague, qui investit dans l'entreprise et accorde aux frères un important crédit. Ils s'en servent pour produire, et présenter à Cannes, en 1988, *Scandal*, de Michael Cation-Jones, thé d'un fait-divers qui provoqua la chute du ministre britannique John Profumo. 1989 sera l'année faste. Répété à l'état d'ébauche au Festival de Sundance, *Sex, mensonges et vidéo*, de Steven Soderbergh, remporte la Palme d'or à Cannes (et James Spader le Prix d'interprétation masculine) ; *My Left Foot* vaut à Daniel Day Lewis l'Oscar du meilleur acteur et *Cinema Paradiso*,

de Giuseppe Tornatore, celui du meilleur film étranger.

Les frères Weinstein ont le génie de la promotion, ils savent vendre jusqu'aux produits les plus impossibles (*My Left Foot*, ou l'histoire d'un infirme rageusement cloué dans un fauteuil roulant, qui peint avec son pied gauche), jouent sans scrupule du « gimmick ». Ils en font la preuve à l'échelle mondiale au moment de *In Bed with Madonna*, avec la manière dont ils utilisent la prestation de la vedette à Cannes : Miramax, qui n'avait le film en distribution que pour le territoire nord-américain, a su orchestrer savamment le raz de marée. Et, distributeur seulement pour les États-Unis, envoie la facture à Dino de Laurentis : Cannes, n'est-ce pas, c'est l'affaire du distributeur international.

Les patrons de Miramax savent aussi se faire entendre pour défendre leurs films lorsqu'ils les estiment maltraités : Hollywood se souvient encore du raffut qu'ils causèrent lorsque *Europa, Europa*, d'Agneszka Holland, et, l'an dernier, *Rouge*, de Krzysztof Kieslowski, furent disqualifiés pour l'Oscar du meilleur film étranger. Mais, à l'inverse, certains créateurs attribuent aux frères un respect total des œuvres qu'ils acquièrent. Ils remontent les films (ou obligent les cinéastes à les remonter) après les avoir acquis, sûrs qu'ils sont – Harvey en particulier – de leur connaissance du goût du public américain. Amputés de dix à vingt minutes, ou carrément remontés, *Cinema Paradiso*, de Giuseppe Tornatore, *Fraise et Chocolat*, du Cubain Tomas Gutierrez Alea, *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, ou tel film d'Almodovar s'en sont-ils mieux portés ?

Et quid de *La Reine Margot*, de Patrice Chéreau ? « Les Français m'ont surnommé d'Artagnan, s'esclaffait Harvey Weinstein peu avant la sortie américaine. Parce que je voulais sortir mon sabre et tailler dans le film – qui avait aussi besoin de musique : il n'y en avait pas sur les scènes de duel, on n'entendait que le choc des épées ! ». Ses méthodes ont valu à Harvey Weinstein le surnom de « Harvey Scissorhands », en référence au film de Tim Burton, *Edward aux mains d'argent*, où le héros avait des ciseaux en guise de mains.

La « vigueur » de Miramax dans le domaine des acquisitions est légendaire. Lorsque City 2000, la société

eux avant de prendre rendez-vous avec le vendeur pour le lendemain, Harvey Weinstein cloue ce dernier au mur, et affirme ne pas donner cher de sa peau s'il ne lui vend pas immédiatement ce film splendide. De vrais marchands. On les compare de plus en plus aux « moguls » de l'âge d'or hollywoodien.

Le compliment est à double tranchant : emporté par son élan, Miramax achèterait tout ce qui bouge, ce qui ferait monter les enchères, et dégrèlerait le marché. Les frères Weinstein tiennent bon, mais sentent qu'ils n'ont plus grand-chose à prouver, après avoir acheté, lancé, distribué avec succès des films considérés

Sean Penn passent avec eux des contrats multiformes. Ils financent, produisent ou coproduisent des entreprises à l'époque jugées risquées, telles que *Prêt-à-Porter*, de Robert Altman, et surtout *Pulp Fiction*, de Quentin Tarantino, mis en chantier par TriStar (une des sociétés de Sony), que la violence du scénario finit par incommoder. *Pulp Fiction*, outre la Palme d'or, rapportera beaucoup d'argent. Montrer qu'un film « maison » peut faire un triomphe commercial était à ce moment crucial, pour affermir la position de Miramax auprès de Disney, qui l'a racheté, armes et bagages, en 1993.

Le 30 avril de cette année-là, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe : le studio à qui l'on doit *Chérie, j'ai rétréci les gosses*, *Sister Act*, *La Petite Sirène* et *Aladdin* acquiert la société qui a lancé *The Crying Game* et *Les Amateurs*. Le mariage de la carpe mièvre et du chaud lapin. L'accord, complexe, porte sur la production et la distribution sous toutes ses formes (salle, télévision, câble, vidéo, droits dérivés). Et il est astucieux : Miramax a désormais accès à des réseaux de mille salles et plus, Disney a un vivier de créateurs auquel son image et ses méthodes ne lui donnaient pas droit. Miramax, qui vient de créer une filiale réservée aux films pour enfants et familles – la Miramax Family Films, dont Robert Weinstein s'occupe particulièrement –, peut bénéficier de l'expertise de Disney dans ce domaine. Chacun sait faire des choses dont l'autre est incapable. De fait, présenté en compétition sous le label Disney, *Ed Wood*, de Tim Burton, ressemble furtivement à un film Miramax. Enfin, Disney assure à Miramax une autonomie totale dans la production – jusqu'à 12 millions de dollars par film.

Le rapport chaleureux entre les frères Weinstein et Jeffrey Katzenberg, alors patron des studios Disney, a facilité le rapprochement. Le départ de Katzenberg (parti créer Dreamworks avec Steven Spielberg et Davis Geffen) risque de le compliquer, même si son remplaçant, le producteur-réalisateur Joe Roth, se dit déterminé à respecter le contrat. Katzenberg ou Roth, le point de friction semble être la censure, celle des fameux *ratings*. Miramax a toujours su tirer le meilleur parti promotionnel du label X, devenu NC-17 (interdit aux moins de dix-sept ans). Nocturnes sont ses bagarres avec la commission de contrôle à propos d'*Attache-moi* ou de *Clerks*. Sous l'égide Disney, Miramax a dû renoncer, l'an dernier, à distribuer *You So Crazy*, film-concert d'un comique black post-Eddie Murphy, Martin Lawrence.

La controverse risque de resurgir à Cannes autour de *Kids*, de Larry Clark (en compétition) : l'image que donnent le réalisateur et son scénariste d'une certaine jeunesse new-yorkaise d'aujourd'hui est peu conforme aux pleurs des parents. *Kids* n'est pas encore passé devant la commission des *ratings* – la copie définitive n'étant pas prête avant Cannes. Mais *Kids* n'est qu'un des vingt-cinq titres que Miramax emporte dans sa valise. Outre les films présentés cette année, ceux des années précédentes à qui, par le plus grand des hasards, aurait échappé un écran de village bantou. Miramax travaille sur pas moins de huit projets, dont, produit par Quentin Tarantino, *Dust and Dawn*, de Roberto Rodriguez, le réalisateur d'*El Mariachi* et de sa « suite », *Desperado*, qui est présenté hors compétition.

HENRI BEHAR

Miramax, ou les frères Weinstein, Harvey et Robert. Deux « Calamity boys » aux méthodes parfois expéditives.

de production de Francis Bouygues, décide que personne ne verra *La Leçon de piano*, de Jane Campion, avant sa présentation à Cannes. Harvey Weinstein fait une cour effrénée au patron de City, Jean-François Fonhut : Miramax verra, et aura son *Piano* avant tout le monde – avant la moindre enchère. En 1989, une cinquantaine de distributeurs et d'acheteurs potentiels sont « secrètement » conviés à voir *Cinema Paradiso* avant la projection officielle. « Ça nous rappelait notre enfance, un petit cinéma d'art et d'essai dans Queens où nous découvrions les films étrangers », déclarent les deux frères. A la fin de la projection, ils savent qu'ils prendront le film ; il leur a fallu trois secondes pour en décider. Tandis que les autres distributeurs débattaient entre

par les Majors comme trop marginaux ou, tels *Coups de jeu sur Broadway*, de Woody Allen, peu susceptibles de franchir la barre magique des 100 millions de dollars de recette, en dessous de laquelle, pour Hollywood, un film n'existe pas.

Passant à l'échelon supérieur, rendus plus avisés par quelques revers, les frères Weinstein décident de renouer avec la production. Dans le style qui leur est propre : direct. Parce qu'ils ne sont que deux à décider, ils réagissent très vite, sans même se consulter, dit-on. Ils attirent donc les personnalités qui ne supportent plus les vingt-trois mille intermédiaires du système hollywoodien. Wayne Wang tourne coup sur coup *Smoke* et *Blue in the Face*, d'après Paul Auster. Harvey Keitel et

NOUS SOMMES FIER DE NOS RACINES



MERCHANT IVORY PRODUCTIONS
New York • London • Paris • Bombay

Jefferson à Paris

un film de James Ivory

Sélection officielle
du Festival de
Cannes

Présenté le 20 mai
en compétition

Sortie nationale

le 24 mai

Pather Panchali

un film de Satyajit Ray
nouvellement
restauré

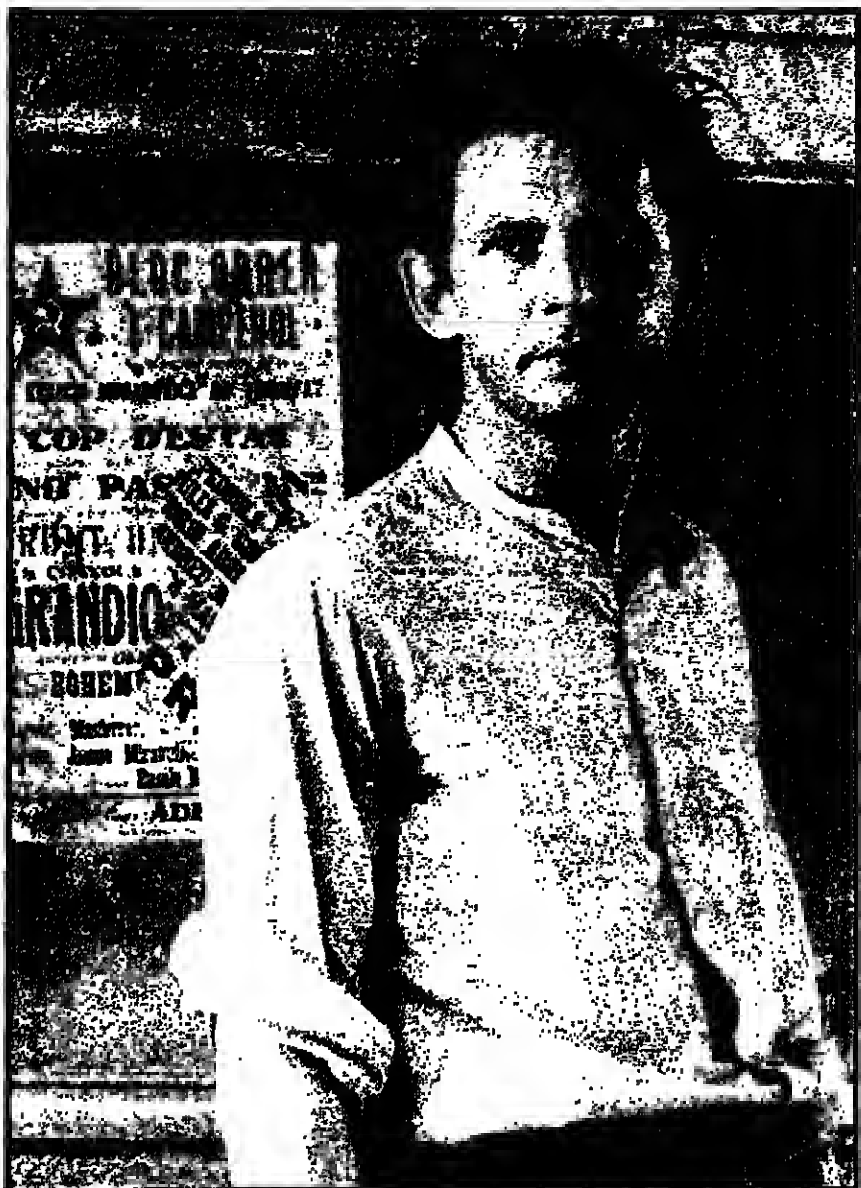
Présenté le 18 mai
dans le cadre de la
Quinzaine des
Réaliateurs

Projection spéciale
en l'honneur du
Centième
anniversaire du
Cinéma

les
Depp



صحة من الاجل



« Land and Freedom », de Ken Loach.

Paradoxe : si les films britanniques n'ont jamais été aussi nombreux en sélection officielle (six sont en compétition), l'Angleterre n'a jamais été aussi absente des écrans. Du XVIII^e siècle anglais (« La Folie du roi George », de Nicolas Hytner) et français (« Jefferson à Paris », de James Ivory) à l'Amérique d'aujourd'hui (« The Neon Bible », de Terence Davies), en passant par l'Angleterre des années 10 (« Carrington », de Christopher Hampton), l'Espagne de 1936 (« Land and Freedom », de Ken Loach) et la Birmanie (« Rangoon », de John Boorman), les cinéastes britanniques explorent le monde et son histoire. Entre coïncidences et choix délibérés des cinéastes et des producteurs, la sélection traduit ainsi la vocation internationale du cinéma britannique. Pour recouvrer une atmosphère plus proche de celle à laquelle ont habitué les films anglais ces dernières années, il faudra explorer les sélections parallèles. C'est ainsi que l'on découvrira notamment, à la Semaine de la critique, « Madagascar Skin », le deuxième film de Chris Newby (« La Recluse », et, à la Quinzaine des réalisateurs, « Three Steps to Heaven », premier film de Constantine Giannaris, situé dans les milieux londoniens de la pègre, de la politique et de l'homosexualité. Quant à Mike Newell, il s'est intéressé, dans « An Awfully Big Adventure », à l'univers du théâtre au lendemain de la seconde guerre mondiale.

La révolution trahie de Ken Loach

Si on lui demande pourquoi il est le seul des grands cinéastes britanniques à n'avoir jamais répondu à l'appel des Américains, Ken Loach sourit : « J'aimerais bien dire qu'il m'a fallu faire preuve d'un courage et d'une abnégation hors du commun, mais je dois reconnaître que le téléphone n'a pas souvent sonné. » Le voici une nouvelle fois à Cannes, deux ans après que Raining Stones ait remporté le prix spécial du jury, ex aequo avec Le Maître de marionnettes. Mais, cette fois-ci, ce n'est pas de la société britannique qu'il est

question. Pour la deuxième fois de sa carrière (après Fatherland, en 1982), Ken Loach a quitté son île, pour réaliser Land and Freedom (Terre et Liberté), évocation d'un épisode de la guerre d'Espagne. « C'est l'histoire d'une révolution trahie, explique-t-il, celle des milices de 1936, dont le combat et les espoirs ont été écrasés par le stalinisme. »

Loach a voulu rendre hommage à ces combattants oubliés et a trouvé dans cette situation historique certains points communs avec l'état des sociétés occidentales aujourd'hui, « notamment l'importance du

chômage et la puissance de l'extrême droite ». La présentation de Land and Freedom en Espagne, où le film a été en grande partie réalisé, lui a valu « une des plus grandes joies de sa vie : une communion exceptionnelle des spectateurs avec les personnages et avec le film, proche de celle que l'on connaît parfois au théâtre ».

SATELLITES

Au lendemain du Festival de Cannes, « la meilleure occasion qui soit de présenter des films et d'en parler », il mettra la dernière main à son nouveau projet, qu'il réalisera en octobre et novembre prochains, en Ecosse et au Nicaragua, sur un scénario écrit par l'un des interprètes de Land and Freedom, qui a lui-même été avocat au Nicaragua. Après, c'est certain, il reviendra travailler en Grande-Bretagne. Même si l'apparente bonne santé du cinéma britannique lui paraît purement de circonstance : « Nous sommes entièrement satellisés par le cinéma américain. C'est comme dans le football : lorsqu'une petite équipe possède des bons joueurs, elle n'a aucune chance de les garder très longtemps. »

P. M.

Le Monde

LE SIÈCLE DU CINÉMA

Une promenade buissonnière dans le monde des films.

100 ans de cinéma

Des photos inédites

PRIX SPÉCIAL FESTIVAL DE CANNES - 15 F

Tout le cinéma

36 15 LEMONDE

Six films en compétition

Chapeau melon...

Les producteurs britanniques font désormais de leur spécificité un atout pour conquérir le marché international.

« QUAND le film de Hugh Hudson Les Chariots de feu a reçu l'Oscar du meilleur film étranger, Variety a titré : « Les Anglais sautent sur Hollywood. » Aujourd'hui, les Anglais restent chez eux. Lancée par le producteur de Quatre mariages et un enterrement lors de la cérémonie des Césars, la formule pouvait prêter à sourire, les cinéastes britanniques n'ayant jamais résisté très longtemps aux sirènes hollywoodiennes. On murmure pourtant déjà que l'Union Jack flotterait sur le prochain Festival de Cannes, que la sélection britannique serait la plus remarquée. Mais après tout, il en est ainsi presque chaque année, grâce à Stephen Frears, Ken Loach, Mike Leigh ou quelque autre franc-tireur, dont les films viennent régulièrement témoigner sur la Croisette de la singulière vitalité d'une production tenue pour monobande,

Sur le terrain du film à costumes, spécialité britannique jusque-là bafouée par l'Américain James Ivory (qui sera présent au Festival avec Jefferson à Paris), se sont également installés Christopher Hampton avec Carrington, chronique de l'amitié, qui s'épanouit dans les années 10, entre le peintre Dora Carrington et l'écrivain Lytton Strachey, et Nicholas Hytner, avec La Folie du roi George, évocation de la personnalité de George III, le grand-père de la reine Victoria, qui régna de 1760 à 1820. Le premier devait à l'origine être réalisé par Mike Newell, qui a donc été remplacé par l'adaptateur, au théâtre et au cinéma (pour Stephen Frears), des Lions dangereux. Quant à Nicholas Hytner, un des directeurs associés du Royal National Theatre de Londres, metteur en scène de plusieurs pièces pour la Royal Shakespeare Company, il a porté à l'écran sa propre mise en scène (1991) de la pièce d'Alan Ben-

de surcroît à même de produire des films aux budgets maintenus dans des proportions « raisonnables », mais qui se révèlent de bonnes affaires commerciales. Les méthodes de Channel 4 se distinguent notamment de celles habituelles à la profession par la confiance manifestée à l'égard des cinéastes débutants ou peu expérimentés, auxquels la chaîne commande un court métrage de onze minutes, sorte d'examen de passage qui permet aux plus méritants de se voir ensuite offrir une vraie chance. C'est ainsi que Nicholas Hytner a pu convaincre Channel 4 de se lancer dans la production de La Folie du roi George. Le sérieux apporté à la fabrication des films est également connu, surtout depuis que l'on sait que Channel 4 diffusera de six mois le tournage de Quatre mariages et un enterrement, dont le projet avait été apporté par Polygram, afin de permettre l'écriture de quatre nou-

... et bottes de sept lieues

et de sa capacité à fouiller les tares d'une société à la dérive. Rien d'étonnant, donc, que le cinéma britannique soit très présent à Cannes en 1995. A cela près que ce cinéma n'est plus le même, dopé et remis en confiance par la remontée des entrées et, plus encore, par le succès international de Quatre mariages et un enterrement.

L'année 1994 a été marquée en Grande-Bretagne par une augmentation de la fréquentation de l'ordre de 8 %, que l'on peut, pour une large part, attribuer à la construction de multiplexes. Ces ensembles de plus de dix salles sont aujourd'hui au nombre de soixante-huit (la création de dix salles supplémentaires est prévue dans les prochains mois), qui regroupent 33 % des écrans britanniques et ont drainé 40 % des 123,5 millions d'entrées enregistrées en 1994 (presque autant qu'en France, où l'on est descendu cette année à 126,3 millions). La part prise dans ce résultat par Quatre mariages et un enterrement est certes rassurante pour la production anglaise, mais le succès remporté à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, par le film de Mike Newell l'est davantage encore : preuve est ainsi faite qu'un film anglais entièrement conçu et compris comme tel, qui ne cherche pas à ressembler aux productions hollywoodiennes, peut s'imposer sur le marché international. Venant après le succès, notamment américain, du film de Neil Jordan The Crying Game, ce triomphe ne pouvait que faire perdre leurs complexes aux producteurs britanniques. Même si certains s'inquiètent de savoir si ces bons résultats ne risquent pas de remettre en cause les systèmes d'aides à l'industrie cinématographique (il est question de déqualification et de l'attribution d'une partie des revenus de la Loterie nationale) sur lesquels le gouvernement doit prochainement se prononcer. Un argument devrait toutefois peser dans la réflexion : les exportations de films ont rapporté 238 millions de livres en 1993, alors que la balance est déficitaire pour les produits destinés à la télévision.

net La Folie de George III. Deux cinéastes débutants, donc, mais forts d'une grande expérience théâtrale. Les succès remportés hors d'Angleterre par Kenneth Branagh ne sont pas étrangers à cette émergence de talents venus de la scène (avant de réaliser son propre film, Hytner a longtemps observé Branagh sur le tournage de son Frankenstein). Car si les acteurs britanniques ont depuis toujours été très sollicités par le cinéma et par Hollywood, auxquels très peu ont résisté, le passage au cinéma des metteurs en scène de théâtre est un phénomène relativement nouveau en Grande-Bretagne, hormis l'exception que fut, jadis, Laurence Olivier. Le prestige du théâtre re-

velles versions du scénario. On est loin des interventions « froides » d'où se satisfait souvent les chahots de télévision. Michael Grade, le chef exécutif de Channel 4, a passé trois années à Hollywood et s'est empressé de revenir à Londres. Ronald Sheld, un des producteurs de Carrington, est né aux Etats-Unis, a produit ses premiers films en Angleterre, dans les années 60, avant de repartir pour Hollywood, où il fut notamment vice-président de la Columbia, puis de s'installer de nouveau à Londres. Cette volonté commune à Grade et à Sheldon d'acquiescer à Hollywood une expérience qui peut se révéler profitable en Angleterre est proche de celle de Ste-

Les Britanniques, de naissance ou d'adoption, ne considèrent plus Hollywood comme une fin en soi, mais comme un passage qui n'est même plus obligatoire

jailli sur le cinéma qui, en retour, offre à ceux qui le servent l'assurance d'un enviable confort matériel et la promesse d'une possible popularité. Les films renouent ainsi avec une tradition culturelle à laquelle le cinéma britannique paraissait de plus en plus étranger et dont les producteurs estimaient désormais qu'elle peut être source de revenus appréciables.

Les succès de The Crying Game, Quatre mariages et celui, plus récent, de Petits meurtres entre amis, ont également confirmé l'importance dans le paysage cinématographique anglais de Channel 4. Tout le monde savait depuis longtemps que peu de films réellement ambitieux se faisaient en Grande-Bretagne sans cette chaîne de télévision. Les financiers ont désormais compris que Channel 4 était

phen Frears, qui semble décidé à travailler aussi bien en Amérique qu'en Europe. Elle témoigne de ce que les Britanniques, de naissance ou d'adoption, ne considèrent plus Hollywood comme une fin en soi, mais comme un passage dont il n'est pas même certain qu'il soit obligatoire. Il y aurait peut-être là des enseignements à tirer pour l'avenir du cinéma européen, mais sans oublier que la langue anglaise est la seule qui permette de toucher directement le marché international. Atout maître que les producteurs anglais ont trop rarement abattu par le passé. Il les autorise aujourd'hui à se montrer confiants dans l'avenir des films so british qu'ils se proposent de privilégier désormais.

PASCAL MÉRIGEAUD

Crise économique, crise de la création

La roulette russe

**Production, distribution,
exploitation :
une cinématographie engluée
dans un marasme infernal.**

AVEC seulement 74 films en 1994, la Russie a enregistré une baisse de moitié de sa production par rapport à 1993 (137 films, contre 152 en 1990, 375 en 1991 et 178 en 1992). Dans un pays où le fonctionnement de l'économie ne ressemble aujourd'hui à aucun système connu, il semble naturel que l'industrie cinématographique n'échappe pas aux multiples problèmes auxquels toute activité commerciale doit faire face.

L'hypermédiation galopante est la première raison pour laquelle le rouble, seule monnaie officielle, n'est accepté dans le pays depuis le 1^{er} janvier 1991. On va même aujourd'hui que 6,000 dollars. Or le coût d'un film moyen est désormais de 2 milliards de roubles (400 000 dollars). S'il faut, il y a quelques années, beaucoup de question de blanchiment d'argent (d'où le grand nombre de titres en 1991) dans le cinéma, ce n'est plus vrai aujourd'hui — on a trouvé depuis des investissements plus efficaces. Les trois seules sources de financement possibles sont donc l'Etat — par l'intermédiaire du Roskino, qui fait office de ministère du cinéma — un producteur privé (appelé « sponsor ») — deshérité de faire passer de lui à l'étranger et qui s'offre donc une sorte de campagne publicitaire pour 400 000 dollars, ou bien un (co)producteur étranger.

L'Etat est de moins en moins en mesure d'assurer son rôle. Sur les 74 films de l'année, seuls 28 ont bénéficié de son soutien... parfois bien après la fin du tournage, ce qui oblige les producteurs en scène à recourir à d'autres sources. De plus, à cause de l'inflation, les mois qui séparent la signature du ministre du versement effectif peuvent réduire la somme d'un bon tiers. Les sponsors sont toujours des personnes travaillant dans une autre sphère d'activité, et qu'il passionne pour le cinéma. On intéresse pour un metteur en scène, décideur d'investir des fonds dans un projet dont ils espèrent qu'il franchira les frontières du pays.

Le problème est moins le financement des films que la possibilité d'en obtenir des recettes

Quant aux producteurs étrangers, leur attrait pour la Russie s'est amoindri. Seul le fonds d'aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale du CNC français (fonds ECO) offre encore un peu d'espoir aux auteurs russes. Quinze d'entre eux ont soumis un projet en 1994, dont seulement ont été retenus. Sur les 74 films achevés en 1994, 26 étaient des coproductions avec la France (dont 5 grâce au fonds ECO), 3 avec l'Allemagne, 1 avec l'Italie, 1 avec le Royaume-Uni.

1 avec les Etats-Unis. On remarque aussi que, malgré la petite quantité de films coproduits avec la France, ce sont surtout ces œuvres qui ont représenté la Russie dans les grands festivals internationaux.

Malin. Mais le problème principal est pourtant moins le financement des films que la possibilité d'en faire un métier. C'est à ce point que la totale désorganisation de la distribution et de l'exploitation. On comprend qu'elle décourage les quelques producteurs qui savent, avant même de commencer un film, que jamais les frais engagés ne seront convertis sur leur propre territoire. Avec 250 maisons de distribution répertoriées dans la seule Russie, l'atomisation du réseau atteint des proportions inédites. Seules quelques sociétés d'envergure nationale arrivent à subvenir : même les films américains, qui dominent largement le marché (73 % des séances de cinéma à Moscou en 1994 leur étaient consacrées, pour 8 % aux Russes, 6 % aux français et 9 % aux films d'autres pays d'Europe), ne prospèrent pas comme leurs distributeurs le souhaiteraient.

Les majors américaines sont installées en Russie par l'intermédiaire de sociétés russes, avec lesquelles elles ont passé des centaines de milliards de dollars de contrats. Elles ont ainsi pu faire entrer dans le personnel russe des centaines de milliers de la distribution américaine de masse. Il n'en faut rien, et la chute de la fréquentation et l'insécurité régnant autour des salles conduisent certaines majors, qui s'étaient donné quelques années de travail à perte dans l'espoir d'une embellie rapide, à remettre en question leur présence sur ce territoire. Ce qui risque une nouvelle fois de modifier en profondeur le paysage de la distribution.

Quel que soit le film distribué, quelle que soit la société de distribution, toute sortie en salle est un échec commercial : avec une population de 149 millions d'habitants pour la seule Russie, le plus grand succès de l'année, américain, aura rassemblé moins de 500 000 spectateurs... L'immensité du territoire, la quasi-inexistence d'un système d'assurances dans le domaine du cinéma, l'absence de billetterie unique, l'impossibilité pour les distributeurs de contrôler la bonne application des contrats par les sous-traitants locaux, les frais de sortie gigantesques, l'extrême lenteur des viréments bancaires, la cherté du temps d'attente télévisé, l'absence de moyens de communication permanents et le piratage des films à l'échelle nationale sont autant d'obstacles qui rendent à priori toute sortie en salles à l'échelle locale tout aussi impossible qu'à l'échelle nationale.

Le parc de salles s'est, de plus, considérablement réduit. Des 2 888 écrans en 1992, il n'en restait plus, officiellement, que 1 900 en 1994. Mais on estime que moins de 1 000 salles fonctionnent effectivement, et qu'à peine une centaine sont encore rentables. Encore cette rentabilité tient-elle à la location à des entreprises commerciales de centaines de mètres carrés de halls et des cafés-kinos de ces immenses bâtiments, fruit de la folle des grandeurs soviétique. Il arrive souvent qu'une

rangée de sièges sur deux soit retirée, voire la totalité, transformant la salle elle-même en discothèque bihebdomadaire. Le paradoxe atteint son paroxysme lorsqu'un exploitant affirme que moins il programme de séances plus il gagne d'argent...

La fréquentation s'est effondrée : le nombre de spectateurs a baissé de 4 millions en 1985 à 160 millions en 1994. Quatre raisons à cette désaffection du public envers le « bien cinéma » : le repli sur le noyau familial des sociétés en crise, le prix du billet (qui varie de 2 500 à 4 000 roubles, alors que le salaire minimal est de 43 300 roubles), l'insécurité (les salles encore chauffées sont le seul lieu de rencontre financierement abordable pour une jeunesse découverte et désorientée), et raison principale, sans doute, l'état du parc de salles. Les bâtiments sont délabrés et inconfortables, les installations techniques tombent en ruine depuis que le matériel, fabriqué dans les ex-pays frères, en République tchèque notamment, est vendu ex devises fortes.

La plupart
des films
récents sont
des comédies
mélodramatiques,
des adaptations
littéraires
ou des policiers

Pourtant, les experts affirment que la première salle de cinéma digne de ce nom qui ouvrira sera rentable, même si le prix du billet y est plus élevé qu'ailleurs. Les Américains s'apprêteraient à franchir le pas à Moscou. Et on espère qu'avec le programme « Phare » de l'Union européenne, destiné à aider les pays d'Europe centrale et les pays baltes (il permet depuis peu aux entreprises culturelles de bénéficier de soutiens financiers dans le cadre de partenariats avec l'Ouest), l'Europe pourra participer à une indispensable rénovation du parc de salles.

Encore faudrait-il savoir ce que l'on y montre. La plupart des films russes récents sont des comédies mélodramatiques, des adaptations littéraires ou des policiers. On peut y ajouter quelques films d'auteur qui ont fait un bon accueil de critique, mais avec un succès restant de quelques milliers exemplaires. Quelques productions exceptionnelles, tel *Soleil trompéur* de Mikhalkov, l'Oscar du film étranger cette année. Accusés par certains de ne tourner que pour les festivals étrangers, par d'autres de faire des films indigènes, ce cinématographe hétéroclite d'Eisenstein et de Tarkovski, les cinéastes russes ne sont, dans de telles conditions, guère à même de créer des œuvres porteuses d'espoir et de renouveau.

Pu peut-être représenter cette année au Festival de Cannes, la cinématographie russe continue de se torturer dans des convulsions dont personne n'entrevoit la fin. Même Alexandre Guerman, grand metteur en scène reconnu internationalement, a été expulsé par le Roskino, le studio d'État de Saint-Petersbourg et le fonds ECO, n'a toujours pas achevé son film, *Khorostalev*, ma victoire ! dont le tournage débuta en décembre 1992. Les bons esprits s'en vont répétant que l'heure n'est plus aux auteurs. Mais rien ne prouve que celle des films : pour commencer ait sonné.



**« Underground »
d'Emir
Kusturica**

En provenance d'Europe de l'Est, il faut compter avec le roumain « Les Escargots du sénateur » de Mircea Daneliuc, et le hongrois « Baste à cricri », de Pethő et Góthár. La tragédie qui embrase les Balkans depuis trois ans est également représentée, sous l'offense, par les deux des films les plus attendus, signés d'auteurs souvent célébrés sur la Croisette, « Le Regard d'Ulysse », réalisé tout au long du Danube et jusqu'à Sarajevo par Theo Angelopoulos, et « Underground », tourné dans les studios de Belgrade par le Bosniaque Emir Kusturica. Un seul film russe est cette année sélectionné à Cannes, « Musique pour décembre », d'Ivan Dykovich, auxquels on peut adjoindre « Le Lion à la barbe blanche », court métrage d'Andrei Khirjanovskii, et le moyen métrage signé par Andreï Tarkovski et son scénariste de « Nostalgia », Tonino Guerra, même si « Le Temps du voyage » est un film italien.

SELECTION OFFICIELLE CANNES 95 • EN COMPETITION
DIMANCHE 21 MAI • 11h30 • 17h45

Una producción Elías Querejeta

Historias del KRONEN

Juan Diego Botín, Jordi Mollà, Nuria Prims, Aitor Merin,
Armando del Río, Diana Gálvez, Iñaki Méndez.
Con la colaboración de Mercedes Sampietro, André Falco,
Jose Maria Pou y Cayetana Guillén Cuervo.
Dirigida por Montxo Armendáriz

1er
siècle du **cinéma**

Premier siècle du cinéma
à Cannes.
Espace Marché Parvis
stand n° 1 - 00

JOËL CHAPRON

<p>El primer mundo de la música clásica de primer nivel. Música de todos los siglos.</p> <p>tve</p>	<p>El Club de los Premios de la Academia.</p> <p>CANAL 5</p>	<p>La Gran Orquesta Simfónica de Cleveland.</p> <p>Polifonías y Alegrías Film Club</p>	<p>Con la Colaboración del Burzuz.</p> <p>SE</p>	<p>El primer mundo de la música clásica de primer nivel. Música de todos los siglos.</p> <p>RCA</p>	<p>Música clásica disponible en CD + MC en el club.</p> <p>DOBY STEAR DIGITAL</p>
--	---	---	---	--	--

صوت من الوطن

VI / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

CANNES/FRANCE

Trois jeunes réalisateurs

Enfants de la fin du siècle

Xavier Beauvois, Karim Dridi, Mathieu Kassovitz :
trois regards pour explorer une réalité, celle des années du sida, de la guerre, de l'exclusion et de la violence.

L'ÉDITION 1994 du Festival de Cannes avait marqué pour le cinéma français l'apparition d'une relève, venue en rangs serrés contrarier le ronronnement d'un cinéma dont on se plaisait à déplorer ici et là, et souvent avec quelque excès, le manque d'audace et d'originalité, et une frilosité éloignant les cinéastes des sujets les plus « brûlants ». Si la compétition faisait encore la part belle aux productions lourdes (*La Reine Margot*, *Les Patriotes*, *Grasse fatigue*), les films présentés dans la sélection Un certain regard (*J'oi pas sommeil*, *L'Eau froide*, *Les Roseaux sauvages*) et dans le cadre de Cinémas en France (*Les Amoureux*, *Petits arrangements avec les morts*, *Trop de bonheur*), section très dévaluée depuis plusieurs années et qui retrouvait ainsi un éclat surprenant, traduisaient d'authentiques désirs de cinéma et une volonté commune de parler du monde d'aujourd'hui.

A Claire Denis, Olivier Assayas, Catherine Corsini, Pascale Ferran et Cédric Kahn, succèdent cette année, notamment, Xavier Beauvois et Mathieu Kassovitz en compétition, Karim Dridi à Un certain regard. Ils ont respectivement vingt-huit, vingt-sept et trente-quatre ans, présentent à Cannes leur deuxième film (après *Nord*, *Métisse* et *Pigalle*) et se posent des questions auxquelles ils apportent des réponses différentes. Mais leur volonté d'appréhender le réel de cette fin de siècle, des années du sida, de la guerre, des banlieues et de la violence, les réunit.

Les dernières scènes du film ont été filmées en Bosnie, sur les lieux mêmes de l'action. A l'exception de celles où l'on tire à la mitrailleuse. Une question de morale : « Comment est-il possible de mimer le mort au milieu de gens qui se font réellement tuer ? » Conscient également qu'il ne pouvait demander à un acteur d'interpréter les scènes très dures qu'il écrivait, il a décidé d'emblée qu'il incarnerait lui-même le rôle principal. Façon radicale d'aller jusqu'au bout de la logique d'un film qui est le sien, qu'il a réalisé en « vampirisant » tous ceux qui travaillaient avec lui, et dont il sait à l'avance, sans s'en rendre compte, qu'il risque de beaucoup choquer.

La Haine devrait également causer quelques remous en baie de Cannes. Mathieu Kassovitz accoste en effet avec un sujet fort (les bavures policières et le déferlement de violence qu'elles engendrent), abordé de front, avec toute la brutalité des mots et des comportements qu'il suppose. Avec, aussi, le désir d'offrir un vrai spectacle, susceptible de séduire. L'emploi du noir et blanc symbolise cette double approche, visant l'apparence documentaire en même temps qu'il traduit une sophistication, évidente dans les choix de réalisation. « A partir du moment où l'on se lance dans la fiction, on est obligatoirement dans le faux, explique-t-il. C'est également une question d'éthique de réalisateur : je ne suis pas un travailleur social, mais un cinéaste, qui sait qu'aucun film,

ces dernières années, à Marseille), le film est devenu moins violent, plus nuancé, plus tendre. La description de la famille algérienne s'est faite plus centrale et a infusé sur l'histoire d'Ismaël, vingt-cinq ans, torturé par un drame dont il se sent responsable, et de son petit frère Mouloud, treize ans, que leur séjour à Marseille place au cœur du trafic de drogue, du racisme et de la violence. Pour Karim Dridi, le réalisme passe d'abord par les acteurs : « Il me semble impossible de prétendre au réalisme si l'on utilise des comédiens connus. Mais je ne crois pas non plus à un certain genre de naturalisme, qui consiste à prendre des non-professionnels auxquels on demande pratiquement de tenir leur propre rôle : je tiens à ce que les interprètes jouent vraiment. Le rôle de la tante est tenu par une femme ou foyer, qui a voulu faire du théâtre quand elle était plus jeune. Son talent n'a jamais été exploité, et, lorsque je l'ai choisie, j'ai surtout été sensible à son désir de jeu. » Mais, davantage encore que les interprètes, l'implication du réalisateur détermine le rapport du film avec la réalité : « Il faut savoir ce que l'on est disposé à donner pour le sujet, ce que l'on est prêt à faire vraiment. Plus on donne et plus on a de chances d'être en phase avec ce que l'on a choisi de filmer. »

Beauvois, Kassovitz, Dridi, trois approches différentes de réalités fuyantes, minées par les clichés, faussement balisées par la surmédiatisation dont fait l'objet tout ce qui, croit-on, peut être décalé comme un « sujet de société ». Trois manières de filmer le monde, réunies dans un même désir de cinéma, et une même émotion à la perspective de présenter son film au Festival de Cannes. « Lorsque j'étais lycéen, à Calais, se souvient Xavier Beauvois, je faisais rire mes copains quand je leur disais que le bac ne m'intéressait pas, puisque je voulais être metteur en scène. Et quand ma mère hésitait à me laisser partir pour Paris, je lui disais qu'elle ne le regretterait pas, parce qu'un jour j'irais à Cannes pour montrer mon film. » Preuve que, aussi ancré dans le réel qu'il puisse être, aussi sombres soient les perspectives qu'il dégage, le cinéma fait toujours rêver.

PASCAL MÉRUGEAU

Nul ne disputera à Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet l'ampleur de leurs ambitions. Avec « La Cité des enfants perdus », présenté en ouverture de la compétition officielle, les coréalisateurs de « Delicatessen » poursuivent la mise à l'écran de leur univers visuel forgé dans la pratique de la bande dessinée, du clip et de la publicité. Avec un objectif avéré : contester aux Américains le monopole du fantastique contemporain et des effets spéciaux informatisés. Aux antipodes du réalisme des autres films français en sélection officielle, leur fantasmagorie a mobilisé deux laboratoires de manipulation des images, Dubol et Buf Compagnie. Depuis quelques années, on voit se multiplier les trucages électroniques dans des films français traditionnels, notamment des comédies comme « Les Visiteurs » ou « Grosse fatigue » (en attendant le prochain film de Jean-Marie Poiré, « Les Arges gardiens »). La tentative de Caro et Jeunet vise, elle, à inventer une nouvelle esthétique directement inspirée de ces outils, et destinée selon eux à succéder à la première génération de l'imagerie triomphante — avec les moyens du seul cinéma — qu'incarneront, il y a une quinzaine d'années, des réalisateurs tels que Luc Besson ou Jean-Jacques Beineix.

Les trois cinéastes se sont posé la question du réalisme : connaissance « de l'intérieur » pour Beauvois, usage volontaire de l'artifice chez Kassovitz, travail avec les acteurs chez Dridi

Dans *N'oubliez pas que tu vas mourir*, Xavier Beauvois retrace le parcours d'un étudiant en histoire de l'art qui, découvrant accidentellement sa séropositivité, entame un processus suicidaire aux contours de descente aux enfers individuelle, avant de rencontrer l'amour puis de s'immerger dans la tragédie bosniaque. Le sida, la drogue, le sexe, la déchéance, la guerre, face à la lumière de la peinture italienne et du ciel de Rome, éclairés par les quatuors à cordes spécialement composés par John Cale : le titre l'indiquait déjà sans ambiguïté, *N'oubliez pas que tu vas mourir* est un film hanté par la mort, né du désir du réalisateur d'« adapter un comportement romantique à la réalité du quotidien ». « Le fait que j'ai perdu beaucoup d'omis à cause du sida a compté, poursuit Xavier Beauvois, mais c'est avant tout l'idée de condamnation à mort qui a servi de détonateur. Le thème est sans doute intemporel, mais je voulais l'ancrer dans un contexte réaliste. » Pour le cinéaste, cet ancrage nécessitait à la fois un grand respect de la logique dramatique (« Le spectateur doit savoir d'où vient l'argent que le personnage utilise pour faire ce qu'il veut ») et une parfaite connaissance de la réalité décrite : « A mon âge, alors que j'essaie d'emmagasinier le plus possible d'expérience, il me paraît impossible de filmer quelque chose que je ne connais pas. Il faut vieillir avant d'aborder des sujets plus éloignés de soi. » Cette certitude l'a convaincu de se faire arrêter par la police, pour connaître « de l'intérieur » les vraies conditions d'une garde à vue, et l'a conduit jusqu'à Mostar, où il a découvert que la guerre ne ressemblait pas à ce que l'on voit au cinéma. Plus que le fracas des explosions et le crépitement des armes automatiques, c'est le silence de la guerre qui l'a saisi, et le chant des oiseaux s'élevant seul sur un paysage muet.

jamais, ne changera le monde. Le désir de cinéma est donc forcément plus fort, qui crée l'envie de faire un film qui soit aussi un spectacle, que les gens aient envie de voir et prennent plaisir à voir. Tout en évitant de sombrer dans l'esthétisme. Sur ce sujet, le budget, quel qu'il soit, sera de toute façon trop élevé. » Mathieu Kassovitz a ainsi voulu que sa description de la banlieue évite le misérabilisme : les images sont belles, le recours aux courtes focales intègre harmonieusement les personnages à leur environnement, le Dolby-Stéréo donne au son cette coloration séduisante que le scénario refuse par ailleurs (ni personnages féminins, ni scènes de sexe, ni musique de film). En revanche, les scènes situées à Paris isolent les personnages des décors, avec une caméra fixe, et le son a été enregistré en mono. « De toute façon, sourit encore le cinéaste, c'est fichu d'avancer pour ce qui est du réalisme : impossible de ne pas tomber dans les clichés à un moment ou à un autre. J'ai surtout veillé à ne pas verser dans l'esthétique vidéoclip, à laquelle la construction du film, avec ses séquences fermées sur elles-mêmes, pouvait conduire. Mon film de référence pourrait être *Mean Streets* et j'ai une immense admiration pour le cinéma de Ken Loach, mais je n'ai pas le talent nécessaire pour prétendre les approcher : j'ai besoin de tous les artifices du spectacle. » La référence au cinéma réaliste de Ken Loach est également à Karim Dridi : « Être capable de passer cinq mois à Manchester pour tourner cinq semaines, voilà qui impose un respect et traduit une humilité dont je souhaite, modestement, m'inspirer. » Au départ, *Bye-Bye* est né du désir de ce jeune cinéaste, né d'un père tunisien et d'une mère française, de traiter du thème de la culpabilité. Au fil de la préparation et du tournage (qui s'est déplacé de Belleville, qui s'est trop transformé



Le personnage de Krank (Daniel Emilfork), croqué par le styliste Jean-Paul Gaultier pour « La Cité des enfants perdus ».

Sept fait

Renouvea
par Gilles Jacob

La filiale cinéma d'Arte

La Sept fait neuf

Une politique centrée sur la découverte de nouveaux talents et l'aide aux films de grands cinéastes français et internationaux.

COPRODUCTRICE de huit films en sélection officielle (six en compétition et deux à la Sept-cinéma d'Arte apparaît sans mal comme un relais essentiel pour le cinéma d'auteur français, mais aussi mondial. De plus, les films sélectionnés illustrent à la perfection les conclusions du rapport récemment réalisé sur les activités de la filiale depuis sa naissance en septembre 1991. Ils mettent en lumière, aussi, la politique annoncée par le président d'Arte, Jérôme Clément, sur la foi de ce rapport.

Analysant à la fois les résultats en salle, les sélections et récompenses recueillies dans les festivals internationaux, l'audience de la diffusion sur la chaîne et la rentabilité des investissements, ce rapport rédigé par Richard Boldin, responsable du cinéma depuis six mois, met en évidence le point fort de la politique menée par la filiale « production » de la filiale, que dirige depuis sa création Georges Goldenstern : les premiers et deuxièmes films français – ceux-là mêmes mis à l'honneur par la sélection cannoise. Les Nuits folles, Petits arrangements avec les morts, Mina Tannenbaum, L'Odor de la papaye verte, La Sentinelle... apparaissent comme les perles du catalogue. Les films qui complètent les sélections sont ceux des nouveaux cinéastes – soit l'affirmation du caractère culturel de la chaîne –, et de correspondre à des budgets modestes, les seuls que la filiale peut se permettre, avec ses 43 millions de francs pour ce poste cette année (une enveloppe en baisse : elle était de 50 millions l'année précédente, et surtout bien inférieure aux moyens dont disposent les trois grands diffuseurs hertziens, 188,6 MF pour TF1, 128 pour France 2 et 84,6 pour France 3).

« Notre stratégie est claire, dit Jérôme Clément. La priorité sera davantage encore en faveur de la découverte de nouveaux talents, et de l'accompagnement de ceux que nous avons aidé à révéler. Cela correspond à la fois à notre nature, à nos moyens et à nos intérêts. » Mais nous ne deviendrons pas un

guichet automatique, précise Richard Boldin. Personne, aucun producteur ou aucun type de film ne dispose d'un droit d'accès à la filiale, dont les choix restent de notre seul ressort. »

Schématiquement, les engagements de La Sept-cinéma se répartissent entre trois catégories : parmi les 58 titres coproduits depuis la création, 22 constituent ce fer de lance des premiers ou deuxièmes films. S'y ajoutent d'une part l'intervention dans les films de cinéastes français majeurs (Rivette avec *Jeanne la Pucelle*, Dardan avec *Déjà flammes*, Cavallier avec *Libra me*, Garrel avec *La Naissance de l'amour*, ou encore le prochain Rohmer, *Conte d'été*), d'autre part la participation à des œuvres signées de grands cinéastes internationaux. Ce que reflète la sélection cannoise : à côté de Xavier Beauvois, Mathieu Kassovitz ou Karim Dridi, on trouve en effet Souleymane Cissé, Theo Angelopoulos, Manoel de Oliveira, Zhang Yimou – après Moretti et Chahine, avant Kanevski et Lounguine. Les résultats de ces deux autres secteurs sont nettement moins convaincants.

Quel est le sens du label « culturel » accolé à la chaîne ?

« Nous serons plus prudents dans le choix des titres et plus attentifs aux montages financiers, mais il n'est pas question de renoncer à ces deux axes, affirme Jérôme Clément. Ils correspondent à deux caractéristiques de la chaîne, sa vocation culturelle et sa dimension internationale. » Une affirmation qui est loin d'être de soi : on avait vu, au milieu de l'an dernier, la direction d'Arte tentée par un recentrage vers des productions plus « grand public » (*Le Monde* du 6 septembre). En affirmant aujourd'hui la priorité à la découverte de jeunes talents et le maintien du soutien aux grands créateurs de l'écran, Jérôme Clément tranche un débat de fond, portant sur le sens même du label « culturel » accolé à sa chaîne, dans le domaine du long-

leur politique de coproduction en 1994, concentrant leurs obligations d'investissements sur un plus petit nombre de films, et surtout de nature beaucoup moins variée. « Du prime-time sinon rien » pourrait devenir leur slogan. Face à ce resserrement, dont les projets artistiquement les plus ambitieux sont les victimes naturelles, l'existence de La Sept-cinéma risque de devenir vitale pour toute une partie du cinéma français... et mondial. L'historique détaillé de beaucoup des films coproduits par Arte prouve en effet que, sans elle, ils ne se seraient tout simplement pas réalisés.

Politique, le choix d'Arte est aussi économique. Avec les moyens dont elle dispose pour l'instant, la chaîne culturelle n'aurait de toute façon pas la possibilité de concurrencer les autres diffuseurs sur des superproductions. S'il reste souhaitable que son budget propre connaisse une augmentation, le véritable enjeu, pas seulement financier, concerne la relation avec le partenaire allemand. La Sept-cinéma est en effet une émanation de la seule partie française, sans équivalent outre-Rhin. La différence de statut du cinéma de part et d'autre de la

frontière et la confusion entre films et téléfilms en usage chez les diffuseurs germaniques ont empêché la création d'une filiale similaire qui, en joignant ses forces à celles de la société parisienne, aurait notablement modifié les capacités d'intervention.

Selon Jérôme Clément, cette situation a commencé d'évoluer, comme en témoigne une récente réunion bipartite, tenue à Hambourg fin avril : « Il s'agit de mettre en place un réseau de partenaires de production, au premier rang desquels figurent les deux grandes chaînes publiques allemandes, ARD et ZDF, mais aussi des producteurs indépendants. En créant ainsi une sorte de club, Arte remplit pleinement sa fonction de structure de rencontre, de confrontation et éventuellement de cofinancement. Nous avons compris qu'on ne pouvait pas exiger la symétrie de toutes les structures, il faut trouver des formules plus souples. »

« La mise en place de ce réseau signifie que nous pourrions désormais envisager de rester aux côtés d'un jeune réalisateur qu'on aurait aidé à découvrir mais qui, à son troisième ou quatrième film, a besoin d'un financement supérieur à nos moyens ac-

tuels. » La partie en est encore à ses débuts, son enjeu est considérable : rien moins que la naissance de cet axe franco-allemand dont on sait bien que, dans le cinéma comme en tout autre domaine, il constitue la colonne vertébrale de toute politique européenne.

A l'échelle française, la politique cinéma d'Arte passe aussi par la diffusion, en début de soirée, de films (pas seulement ceux qu'elle a coproduits) qui, sur les autres chaînes hertziennes, sont relégués à des heures tardives. Pour mettre en valeur la place qu'ils comptent tenir dans le cinéma, les dirigeants d'Arte se réfèrent volontiers à l'exemple de Channel 4, qui fut (et reste en partie) la cheville ouvrière de la défense du cinéma britannique. Avec au moins une différence de taille : malgré la réussite de la série « Tous les garçons et les filles », qui envoyait il y a un an trois de ses épisodes à Cannes et a connu un triomphe aux Césars avec *Les Roseaux sauvages* d'André Téchiné, il n'est pas question, dit-on avenue Théophile-Gautier, de remettre en cause le principe de la distinction entre films et fictions télévisées.

J.-M. F.

Renouveau

par Gilles Jacob

P OUR inaugurer ce deuxième siècle du cinéma, il nous paraît de bon augure de confirmer de jeunes cinéastes. Si l'aventure du premier film est souvent la plus étonnante, ce sont les deuxièmes films qui permettent d'envisager s'il y a ou non un vrai renouvellement des talents. Sur la totalité des œuvres que nous avons visionnées et qui représentent, pour la France, la moitié de la production annuelle, un nouveau courant se dessine, celui des promesses tenues, des paris confirmés. La Haine offre une vision stupéfiante des problèmes d'intégration, déjà au cœur de *Mélie*. N'oublie pas que tu vas mourir continue de surprendre par la crudité et la distance du regard du cinéaste de Nord. *La Cité des enfants perdus* réinvente l'extraordinaire invention visuelle déjà à l'œuvre dans *Delicatessen*. Bye Bye dévotion une nouvelle facette du réalisateur déjà remarqué de *Pigalle*. Quant à Anne Fontaine, elle esquisse à nouveau dans *Augustin* les contours d'une œuvre commencée avec *Les histoires d'un amour finissent mal en général*. Cette génération des « enfants

perdus » – trouvée chez nous et ailleurs – se cherche, en mal du père, en mal de repères, dans des cités désenchantées. Cités et environnement : les contours d'un nouveau territoire de la fiction apparaissent peu à peu. Le cinéma hexagonal prend à son tour en compte une banlieue où se télescopent certains des paradoxes de la vie contemporaine : misère et société de consommation, anonymat et société du spectacle... La désintégration des familles, la loi du milieu et l'échec de l'assimilation débouchent sur une situation comparable à celle des « quartiers-nations » des villes américaines (Little Italy, Little Odessa, Chinatown). Un sous-genre explose sous nos yeux, en prise directe avec notre temps, comme le sont les films hollywoodiens (*Mean Streets*, *Le Parrain*...), les films de Spike Lee ou, plus récemment, de Tarantino et de James Gray (*Little Odessa*).

Ajouterai-je que si ces enfants trouvés venaient d'outre-Atlantique, on créerait au génie ?

Gilles Jacob est délégué général du Festival de Cannes.



48^{ème} FESTIVAL DE CANNES, CANAL+ DERoule LE TAPIS ROUGE.

CETTE ANNÉE ENCORE, CANAL+ LA CHAÎNE DU CINÉMA EST À L'HEURE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM : TOUTE LA MAGIE DES CÉRÉMONIES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE, DES DOCUMENTAIRES SURPRENANTS SUR HOLLYWOOD, DES COURTS-MÉTRAGES, DES FILMS DÉJÀ PRIMÉS À CANNES, NULLE PART AILLEURS ET LA GRANDE FAMILLE SUR LA CROISSETTE, ISABELLE GIORDANO TOUS LES JOURS SUR LES MARCHES DU PALAIS DU FESTIVAL PROJECTEURS, STARS ET TAPIS ROUGE SUR CANAL+.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

Six films en provenance

Fissures dans la grande



Deux grands noms dominent le versant asiatique des sélections cannoises : vedettarisé par le succès d'« Épouses et concubines » (1991), Zhang Yimou est l'un des principaux représentants de cette « cinquième génération » qui a renouvelé avec éclat le cinéma chinois au sortir de la Révolution culturelle. Il présente à Cannes « Shanghai Triad », situé dans les milieux interlopes du grand port, durant les années 30, avec celle qui cessa durant le tournage d'être sa compagne et son actrice fétiche, Gong Li. Sans avoir jusqu'à présent connu un succès comparable, le Taiswanais Hou Hsiao-hsien s'est affirmé comme l'un des grands metteurs en scène contemporains, avec « Un été chez grand-père », « Poussière dans le vent », « La Cité des douleurs » et « Le Maître de marionnettes ». Il présente « Good Men, Good Women » (photo), tourné en partie en Chine populaire. A la Quinzaine des réalisateurs figure l'un des « poulains » de Hou Hsiao-hsien, Hsu Hsiao-ming, découvert dans la même section il y a quatre ans, et qui présente « Heartbreak Island ». A Un certain regard, il faut guetter « Rencontre au crépuscule », de Chen Yi-fei, et « La Môme singe » de Xiao Yen-Wang, et à la Semaine de la critique « La Belle-Fille », du Taiswanais Steve Wang. Le Japon est représenté par le seul « Sharaku », évocation d'un artiste du XVIII^e siècle par le vétéran Masahiro Shinoda.

L'œil de l'Etat est toujours là, mais les cinéastes, aidés par la reconnaissance internationale, apprennent à contourner ce pesant regard. Bagarre.

PÉKIN
de notre correspondant
ES débâcles de Zhang Yimou au cours du tournage de Shanghai Triad illustrent le jeu d'esquive entre les cinéastes et les autorités. Furieux du succès du réalisateur de Vivre à Cannes, où le film primé avait été présenté, l'Etat dernier avant d'avoir obtenu le visa de censure chinois, les surveillants de la pellicule mirent au point un nouveau règlement destiné à limiter le nombre de productions montées avec l'apport de capitaux extérieurs. La mesure provoqua la suspension du tournage de cette coproduction avec la France : l'équipe ne pouvait continuer tant qu'il n'aurait pas été prouvé que le film faisait partie du quota des œuvres autorisées. La parade fut une astuce financière - le « retrait » d'ONGC, abandonnant formellement son rôle de coproducteur pour ne rester que le distributeur européen. Elle a permis de reprendre le tournage et d'achever le film. Jusque là, il était impossible d'entreprendre un tournage contesté par l'Etat, qui détenait le monopole des moyens de production. L'urgence d'un embryon de secteur privé à l'intérieur même de la cage où était enfermé le cinéma chinois change considé-

ramment les données du jeu pour les censeurs. Il va leur falloir compter avec un milieu qui, face au pouvoir, parle le seul langage désormais recevable du fait de la faillite idéologique : celui de l'argent.

Depuis des années, le cinéma « nationalisé » chinois perd de l'argent. N'ayant à offrir au public que la sempiternelle glorification des héros du régime, il se trouve de plus en plus déphasé par rapport à une société où la nouvelle bourgeoisie a accès, légalement ou non, aux productions des Majors américaines, grâce au satellite et à la vidéo.

Certains commencent à comprendre que la bagarre a quelque peu changé de terrain. Ainsi a-t-on vu China Film, le distributeur national, se féliciter de l'accord conclu, le 26 février, par B&K et Washington sur la question des copyrights et la lutte contre la piraterie. Pour les politiques fidèles, il s'agit d'autoriser une percée de Hollywood sur le marché chinois, question ultra sensible pour raisons idéologiques. Pour les commerçants du cinéma, en revanche, il y a là matière à un regain d'espoir. China Film pourra dégager des dividendes du succès escompté des œuvres américaines, qui lui permettront en principe d'investir dans la production nationale.

Le plaisir d'un pied-de-nez au régime sur un sujet tabou

D'autre part, certains réalisateurs prennent de moins en moins de gants avec un pouvoir qui s'appuyait principalement, autrefois, sur les mécanismes d'autocensure. Ainsi Zhang Yuan, l'auteur des Louhards de Pékin, s'est-il offert le plaisir d'un pied de nez au régime sur un sujet relevant théoriquement du tabou absolu : la place

Le blocage du cinéma japonais

En attendant les mutants

Berceau du jeu vidéo et du magnétoscope, le Japon est au cœur des mutations que connaissent les industries de l'image. Le cinéma japonais a subi de plein fouet l'assaut de ces nouveaux venus sans que l'énergie créatrice, et les investissements qui lui ont donné naissance, paraissent capables encore de venir à sa rescousse.

TOKYO
Correspondance
ES statistiques en apparence honorables cachent mal les difficultés de la création cinématographique et de son industrie. 251 films ont été produits au Japon en 1994, et la part de marché des films japonais est remontée à 40 %. Mais dans cet ensemble, on compte une vingtaine de dessins animés et, au bas mot, 120 films pornographiques. A côté des éternelles superproductions de la Toho (Godzilla, vingtième du nom) ou de la Shochiku (Toro-san, n° 46), pas moins de six dessins animés figurent parmi les dix premiers succès nippons du box-office. Le dessin animé Pompoko (réalisé par Isao Takahata, et produit par les studios Ghibli et la Daiei), en tête du box-office des films nippons, se place troisième derrière les films américains. Avec, selon la Toei, 40 % des recettes de l'industrie cinématographique, les dessins animés sont le seul rempart contre l'invasion américaine. Sans eux, la part de marché du cinéma japonais atteindrait à peine 24 %.

Ainsi qu'elles produisaient jusqu'à 500 films dans les années 60, les Majors japonaises ont dû abandonner le cinéma pour rester à flot. Elles lui ont préféré les chaînes d'hôtel, l'immobilier, les magasins de fleurs, les parcs à thème, les séries télévisées... et les films américains. La Toho s'en tient à un Godzilla - films d'aventures fantastiques - par an, tandis que la Toei est au-

jourd'hui le plus gros producteur de dessins animés du monde. La Shochiku, dont Nagisa Oshima avait claqué la porte en 1959 pour s'installer à son compte, est la seule des trois à s'intéresser au jeune cinéma indépendant. Son vice-président, Kazuyoshi Okuyama, a instauré en février dernier un fonds d'investissement (l'équivalent de 275 millions de francs) pour les sociétés désireuses d'investir dans les films qu'il produira et prévoit une Semaine des jeunes réalisateurs en octobre, à prix réduit. La Nikkatsu a déposé son bilan en juillet 1993. La Daiei a été rachetée par les éditions Tokuma, et a cédé ses salles.

Ce sont les trois majors encore en place (Toho, Toei, Shochiku) qui contrôlent les circuits de distribution des films nippons, pour le malheur des indépendants : le distributeur doit, pour avoir accès à ce circuit, garantir à l'avance les recettes de l'exploitation (une des trois majors), selon la pratique du *Mae-uri hasho*. Les cinéastes se répartissent en amont, produire un film devient un pari trop risqué pour la plupart des producteurs indépendants. Les majors (à la fois distributeurs et exploitants) sont d'autant plus à

même de profiter de leur position dominante qu'aucune réglementation ne régit les pratiques des entreprises, et que la transparence n'est pas de mise. Les films étrangers, pour lesquels un plus grand nombre de gros distributeurs (les Américains, Nippon Herald, Toho-Towa...) se font concurrence, ne sont pas soumis à l'astreinte de l'avance sur recettes. Hors des seuls succès indépendants de 1993, le film de Yotchi Sai De quel côté la lune. A plus grande échelle, Herald Ace, épaulé par sa maison mère Nippon Herald, a cette année, avec Sharaku, gagné le pari d'une grosse production culturelle au pays du Nintendo. Il est vrai que les spectateurs ne sont plus au rendez-vous. En 1990, on comptait plus d'un milliard de spectateurs pour près de

reux. Et la vidéo connaît à son tour une récession. Mais l'arrivée des multiplexes pourrait casser le monopole des majors, même si les sept complexes en activité diffusent pour l'instant essentiellement des films américains. Enfin, selon M. Horikoshi, d'Euro Space, l'ouverture des « dragons » asiatiques (Corée, Taiwan) à la culture japonaise pourrait apporter des ressources supplémentaires aux films indépendants japonais.

Dans l'étroite marge qui lui reste, la création ne survit que grâce aux initiatives privées, tel le festival Pia, du film indépendant. L'octroi d'une bourse aux lauréats permet chaque année à des jeunes réalisateurs de faire leurs premiers pas. Souvent assimilée à une cinémathèque privée, la Fondation Kawakita présente les films japonais aux festivals étrangers. Et si la télévision monopolise aujourd'hui les talents, il arrive que des stars du petit écran reviennent au cinéma avec succès, comme Takeshi Kitano, le réalisateur de Sonatine, sorti en France le 3 mai.

Malgré les quelques velléités du gouvernement à l'occasion du centenaire du cinéma, et l'ouverture très prochaine d'une nouvelle cinémathèque aux moyens cependant limités, les perspectives semblent plutôt sombres pour le cinéma japonais. A moins que l'alliance de la vidéo, de l'électronique et de la télévision ne donne naissance à une espèce mutante, entre le dessin animé et le jeu vidéo.

BRICE PEDROLETTI

« Les salles de cinéma d'aujourd'hui sont les magasins vidéo », explique Masahiro Shinoda, le réalisateur de « Sharaku »

gros circuits, de petites salles indépendantes ont fait leur apparition à Tokyo et Osaka dans les années 80, sur le modèle d'Iwanami Hall. Ce sont ces distributeurs - et exploitants pour certains - (Euro-Space, Image Forum, Alcine Terrain, Herald Ace) qui se lancent aujourd'hui, à petits pas, dans la production de films japonais. Si la plupart de ces films restent condamnés à une sortie confidentielle, Cine qua Non, petit distributeur de films français, a produit un des

7 500 écrans. En 1994, il y a eu 123 millions de spectateurs dans 1 747 salles, pour une population de 123 millions d'âmes. En revanche, les ventes et locations de films en vidéo atteignent le double du box-office nippon. Le nombre de spectateurs vidéo est estimé à 670 millions de personnes. Le chiffre d'affaires des télévisions dépasse les 3 000 milliards de yens. Quand Masahiro Shinoda, le réalisateur de Sharaku, explique que « les salles de cinéma d'aujourd'hui sont les ma-

gasins vidéo », cela a plus d'une signification au Japon. Il est fréquent que des sociétés de vidéo, telles Pony Canyon Productions, Amuse Vidéo, ou Bandal Visual, coproduisent ou produisent des films. Tant et si bien que leur apport dans le financement des films, sous forme de droits vidéo ou d'investissement direct, varie de 40 à 70 % du budget de ceux-ci. Pour compléter, le producteur fait appel aux télévisions, ou bien à des sociétés totalement extérieures au cinéma. Peu cinéphiles et principalement portées sur la production de films TV (les *dorama*), les télévisions nipponnes investissent essentiellement dans les films commerciaux. Une nouvelle tendance a fait son apparition : les chaînes produisent pour le cinéma des remakes de séries télé. A la faveur de la bulle spéculative de la fin des années 80, des grands magasins (Seiyu), des maisons de commerce (Marubeni), des maisons de titre (Nissin Iwai, Mitsui), des groupes industriels (Suntory), le géant des vins et spiritueux, se sont lancés, avec plus ou moins de bonheur, dans le cinéma. Aujourd'hui touchés par la crise économique, ces « sponsors » sont moins géné-

du monde Chinois

muraille

Tienanmen, à Pékin, centre géopolitique de l'organisation du pouvoir, théâtre du drame de 1989 et de plusieurs autres événements d'importance par le passé. Sans aborder de front la dernière répression, l'œil de Zhang Yuan brosse sur la symbolique pesante dont le gouvernement entoure *La Place*, filmée dans sa vie quotidienne du matin au soir - non pas en vidéo légère mais avec une lourde caméra 35 mm. Impertinence inimaginable il y a peu de temps encore.

Les clips vidéo offrent également un espace de respiration : le même Zhang Yuan s'est payé la tête du régime en réalisant un clip du rocker Cui Jian, qui bouscule sans ménagement la vieille génération communiste. Sous la scène d'une représentation folklorique poussée, contemplée par une assemblée de gérontes impavides, Zhang Yuan et ses compères, le cou plié par la faible hauteur du plafond, martèlent un rock énergique. Pour annoncer finalement que l'équipe de la cage, ou du cachot, « s'est en-

volée ». Et les vieux communistes d'applaudir, sans comprendre que leur ovation est détournée.

Il y a encore loin avant que de telles percées permettent aux cinéastes chinois de travailler librement. La distribution de telles œuvres reste confinée à un public « branché », confidentiel, si l'on considère le nombre d'habitants, ne serait-ce qu'en ville. C'est même le danger qui pèse, non seulement sur le cinéma mais aussi sur les autres disciplines artistiques : un phénomène d'enfermement dans un ghetto où l'insolence et l'expérimentation sont tolérées à condition de demeurer discrètes, à destination des seuls initiés. Quand on se remémore l'aridité du désert artistique dans lequel Mao avait laissé son pays, on se dit qu'il y a peut-être là plus qu'un mirage. Un espoir dont la réalisation passe sans doute, entre autres, par le développement de liens plus réguliers, quoique toujours fragiles, avec les « autres Chinois », ceux de Taïwan, de Hongkong et d'« outre-mer ».

FRANCIS DERON

Vents d'est

Au mois d'avril, les cinéastes de Hongkong maifestaient leur inquiétude face à la perspective du retour de la colonie britannique dans le giron continental, en 1997 : aux représentants de la Guilde des réalisateurs, qui s'étaient adressés au « Comité de travail préliminaire » chargé d'organiser la réunification, le responsable pékinois a assuré que le régime « n'interviendrait pas dans la production ». Ce qui reste à prouver. A ce souci, formulé en termes de liberté d'expression, s'en ajoute un autre, explicitement commercial : on s'est fort alarmé à Hongkong de voir pour la première fois des productions hollywoodiennes (*Jurassic Park*, *Speed*) tenir le haut d'un box-office jusqu'au bout tout entier voué aux films locaux.

Au même moment, en Chine populaire, les très officiels représentants des studios d'Etat manifestaient des angoisses comparables, et se sont émus de l'ouverture, trop large à leurs yeux, des frontières aux films américains. S'il est clair que la production traditionnelle n'est pas ce que l'on mesure de lutter avec cette concurrence, l'ouverture aux coproductions entre Chinois peut faire figure d'alternative. Chen Kaige, lauréat de la Palme d'or avec *Adieu ma concubine* il y a deux ans, achève sur le continent le tour-

nage de son nouveau film, financé par la productrice de Hongkong Hsu Feng. C'est aussi un financier de Hongkong qui a permis la botte fin de *Rouge*, de Li Shaohong, en compétition au dernier Festival de Berlin... après qu'un producteur de Taïpeh s'était montré défilant. Et Hou Hsiao-hsien, le plus grand cinéaste taïwanais, a tourné une grande partie de *Good Men, Good Women* sur le continent.

Le Hongkongais Wong Kar-wai, l'auteur de *Chungking Express*, produit actuellement un premier film d'un compatriote, réalisé dans la région de X'ian. Rencontre ou crépuscule (montré à Uo certain regard), premier film d'un peintre de Shanghai, Chen Yi-fei, est lui aussi produit à Hongkong, tandis que *La Môme singe*, de Xiao-Yen Wang, est l'oeuvre d'une Chinoise installée aux Etats-Unis, mais qui a tourné en Chine populaire... Manifestement, les flux s'accroissent, même s'ils demeurent à la merci des revirements et tracaseries des autorités. En Chine populaire même, les mentalités des créateurs évoluent à toute allure. On trouvera une ample description de ces modifications des arts et des médias dans *La Petite Révolution culturelle*, de Marie-Claire Huot, récemment publiée aux Editions Philippe Picquier.

J.-M. F.

Découverte en Malaisie

La révélation de cinéastes et de cinématographies méconnues est l'oeuvre des fonctions d'un festival. Grâce à Pierre Rissient, inépisable arpenteur des colos les plus reculés de la planète des images, les festivaliers sont cette année conviés à découvrir un réalisateur dont il est peu probable qu'ils aient jamais entendu le nom, U-Wei Bin Hajisaari, et des films d'une origine qui a peu de chance de leur être familière, la Malaisie. Après l'indépendance (1946), il exista dans les années 50 une petite production nationale, dont la seule figure marquante, P. Ramlee, était réalisateur, acteur, producteur et scénariste. Elle s'est interrompue en 1959 avec l'autonomie de Singapour, où cessa également l'activité cinématographique menée par des producteurs de Hongkong.

Parmi une poignée de cinéastes tentant de jeter les bases d'une cinématographie nationale, le « missi dominici » du Festival de Cannes a débouché un réalisateur de quarante

ans : U-Wei, qui est l'auteur de deux longs-métrages et de plusieurs films produits par la télévision. C'est un florilège de son travail qui est présenté sur la Croisette, avec l'intégralité de *L'Incendiaire*, adaptation pour le petit écran d'une nouvelle de Faulkner, et des extraits d'un autre film réalisé pour la télévision, *Je suis le roi de la montagne*, ainsi que du premier long-métrage de cinéma de U-Wei, *Femme, épouse et pute*, qui a connu un succès triomphal à Singapour et en Indonésie, ce qui lui a permis de sortir également en Malaisie, malgré l'hostilité de la censure.

Pierre Rissient affirme attendre également beaucoup de Mee Pok Man, premier long-métrage d'un jeune cinéaste de Singapour, Eric Khoo, qui signifierait l'émergence d'une nouvelle cinématographie dans la métropole du Sud-Est asiatique. En péril sous de nombreuses latitudes, le cinéma continue pourtant de se renouveler, souvent là où on l'attendait le moins.

J.-M. F.

Entretien avec Souleymane Cissé

Donner du « Waati » ...

Itinéraire d'une jeune Sud-Africaine à travers « Le Temps », l'espace et l'histoire.

WAATI (Le Temps) représente à plus d'un titre l'Afrique et son cinéma. D'abord du fait de son auteur, tout depuis que *Yeelen*, présenté avec succès à Cannes en 1987, a fait de lui l'un des rares grands noms de cette région du monde. Un nouveau film de Cissé est nécessairement une date importante sur l'agenda du cinéma africain. Ensuite parce que le scénario de son film prend en écharpe le continent tout entier, géographiquement (du sud à l'ouest), historiquement (de l'apartheid aux conflits intercommunautaires post-coloniaux), linguistiquement, et plus encore par l'ampleur et la diversité des thèmes évoqués. Jusqu'au récit, qui accompagne l'itinéraire d'une jeune sud-africaine à travers le temps, l'espace et les différentes formes de savoir : les hiatus et les changements de régime de la narration traduisent l'existence d'un « scénario en béton » pour l'Afrique, disent la fragmentation et l'incertitude sur les destins du continent et de ses habitants.

La durée et la difficulté de la production de *Waati* sont eux aussi représentatifs des conditions d'existence du cinéma en Afrique : Souleymane Cissé a mis sept ans à mener à bien un projet qui porte bien son nom. *Le Temps*. Pour ce faire, il lui a fallu fédérer autour de lui d'importantes et instables alliances, dans lesquelles se retrouvent deux des principaux producteurs français, Daniel Toscani du Plantier et Claude Berri, rejoins par le producteur tunisien Tarak Ben Ammar, Arte et Canal Plus, l'Union européenne et l'Etat malien, sans omettre le rôle central joué par le Centre national du cinéma (français). Au cœur de ce dispositif se trouve la propre société de production du cinéaste, qu'il a créée dès son retour à Bamako après avoir étudié la mise en scène à Moscou. C'est grâce à elle qu'il a pu réaliser *Den Mouso* (La Jeune Fille) en 1975, *Bara* (Le Travail) en 1979, *Fingé* (Le Vent) en 1982, *Yeelen* (La Lumière) en 1986.

Le cinéma n'intéresse pas les hommes d'affaires africains

Un parcours semé d'embûches - son premier film lui avait valu des menaces d'emprisonnement, tandis que des fonctionnaires malins faisaient le voyage de Paris pour tenter de détruire le négatif - qui n'ont pas empêché avec *Waati* l'écriture du scénario, pour une grande part situé en Afrique du Sud, se heurta longtemps à l'impossibilité de se rendre sur place. Le premier tournage, en Afrique de l'Ouest, a dû s'interrompre : l'actrice principale a changé ; plusieurs fois les sources financières se sont taries et Cissé a dû reprendre le chemin des capitales du Nord pour ouvrir les vannes, et au passage gager tous ses biens personnels. « Etc. », serait-on tenté d'écrire, avec un fatalisme auquel n'a pas cédé le réalisateur. Parvenu au terme de ce marathon, il en raconte les principales étapes, les enjeux majeurs, ainsi que les défis auxquels est, selon lui, confronté le cinéma africain. Sans aménager.

« L'idée de départ du film » : la situation en Afrique du Sud - encore soumise au régime d'apartheid quand je commence à écrire - est la version la plus spectaculaire et la mieux connue d'un problème commun à toute l'Afrique. Nous avons au Mali avec les Touaregs, on le retrouve même avec les Berbères

en Afrique du Nord. J'ai essayé de poser une question globale sur les oppositions ethniques. Je suis né dans un pays où le métissage est assez fréquent. Ni mon père ni moi n'avons connu de conflits intercommunautaires comparables à ce qui se produit aujourd'hui. Malheureusement, le temps qui s'est écoulé depuis a montré, dans d'autres parties du continent, combien mes angoisses étaient fondées. Partir de l'Afrique du Sud et y revenir me permettait une approche globale, la libération de Mandela puis son élection ne modifiaient pas cette question de fond :

tant une chance unique d'offrir une alternative à la coproduction avec l'Europe, il faut pouvoir créer un axe Sud-Sud. L'administration Mandela a évidemment des problèmes plus brûlants, mais il est essentiel qu'à moyen terme elle s'en préoccupe. Il existe une infrastructure, des laboratoires, des auditoriums, mais pour l'heure tout reste entre les mains d'entrepreneurs blancs, obéissant aux seules motivations du profit.

« Dans *Waati*, on voit la fille du patron boer qui apprivoise la famille de l'héroïne, Nandi, lui offrir son amitié et lui demander de prendre en considéra-

plus à mon idée du personnage principal que l'étudiante en Sorbonne que j'avais choisie. Bien qu'elle n'ait jamais joué, je lui ai proposé le rôle. Au début, toute l'équipe m'a fait la tête, ils n'aimaient pas la nouvelle Nandi, mais à mesure qu'on avançait dans le tournage, tous se sont rendu compte que Linéa Tsolo était faite pour ce rôle. Son père a dû fuir à cause de l'apartheid, elle est née à Soweto, elle est en phase avec le film. Parmi les comédiens, les Sud-Africains sont des professionnels, les autres des amateurs, mais personne n'improvise. Sauf la vieille femme



Nandi (Linéa Tsolo) dans « Waati ».

... au « Waati »

l'apartheid aura été un phénomène anecdotique dans l'histoire longue du continent.

« On dit qu'il est impossible de produire un film comme *Waati* avec de l'argent africain, que le continent est trop pauvre. C'est faux. Il y a des gens riches en Afrique, qui dépendent de sommes considérables en pur gain. Le problème tient à ce que les hommes d'affaires africains ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre : le cinéma ne les intéresse pas. Ils n'ont pas conscience de sa portée. Le film a coûté finalement 30 millions de francs, ce qui n'est pas cher - vu son ampleur - à l'échelle de la production française. Il aurait pu coûter moins avec une production plus solide. Dans chaque pays, j'ai fait appel à des techniciens locaux autour d'un noyau constant, composé du directeur de la photo italien, Vincenzo Marano (qui a remplacé un couple de cameramen russes, puis un français), du directeur de production espagnol et d'un directeur général malien.

« Au Mali, l'Etat nous a aidés politiquement sinon financièrement, son intervention a été utile pour s'adresser à des organismes internationaux. Le président du Burkina Faso avait promis son soutien, mais il n'a rien fait. En Afrique du Sud, je n'ai pas trouvé de partenaire, j'espérais que la télévision nationale (la SABC) participerait à la production, mais ils ont refusé. Ce pays représente pour-

tion ses propres angoisses. Nandi refuse, en lui expliquant pourquoi. Il aurait été trop facile de présenter une réconciliation, je montre le début du pardon, qui consiste à se parler. Je ne peux pas aller au-delà, je ne peux pas me mettre à la place des Sud-Africains, je peux seulement observer et essayer de comprendre. Je ne veux pas être un donneur de leçon. Mes précédents films, qui ont circulé dans la plupart des pays d'Afrique, m'ont appris que le public comprend très bien les nuances, qu'il voit même des choses dont je n'avais pas conscience, mais qui sont pourtant sur l'écran.

« J'appartiens à une culture où ce qui est raconté reste sous forme d'images. Nous n'avons pas une culture de l'écrit, nous avons une culture orale qui se transforme en images, et celles-ci sont fortes parce qu'elles sont inattendues. Bien sûr le surréalisme en fait partie, peu importe qu'on y croie ou pas : une force s'impose par laquelle se produit le rapprochement - entre les idées, entre les personnes, entre les communautés. Nandi, l'héroïne du film, connaît l'existence de ces puissances grâce à sa grand-mère et aux contes dont elle l'a nourrie, il lui arrive de pouvoir les utiliser, dans des circonstances extrêmes.

« Au bout d'une semaine de tournage, je me suis rendu compte que la jeune fille qui aidait comme stagiaire au maquillage ressemblait beaucoup

touareg, que j'ai laissé dire ce qu'elle voulait. A ce moment, le voulais dépasser le système de la fiction.

« Jusqu'à présent, je ne suis pas arrivé à créer l'environnement dont j'ai besoin pour faire mes films comme il le faudrait. Je suis déçu par le cinéma africain, je trouve qu'il a très peu de bons films. Je suis membre actif de la Fédération panafricaine des cinéastes (dont le président, le réalisateur burkinabé Gaston Kabore, fait cette année partie du jury du Festival), mais je reproche à cet organisme de ne pas suffisamment préparer la relève. Il faut créer les structures qui permettent de stabiliser ce qui est acquis, sinon on reste à la merci de quelques jeunes sans talent mais avec une grande gueule, qui se mettent en avant. Il faut créer le futur, c'est de la responsabilité des pouvoirs politiques, sans eux rien n'est possible. L'inauguration de la CinémaSud africain à Ouagadougou est une bonne initiative, mais pour moi le plus important reste de créer une école de cinéma, c'est ce dont nous avons le plus besoin. Ce qui reste à faire est plus important que ce qui a été accompli ».

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

En mal d'image

« CINÉMA africain ». Il faudrait commencer par s'interroger sur cette expression. Sa pertinence tient aux difficultés similaires que rencontrent tous les réalisateurs du continent noir. La formule n'échappe pourtant pas à l'ambiguïté entre la vieille aspiration panafricaine, géoethniste mais plus enlisée que jamais, et la reconnaissance des diversités, qui serait évidente dans d'autres régions du monde : qui songerait à mettre dans le même sac un film portugais et un film allemand ? Toujours est-il qu'avec seulement deux films présents au Festival, toutes sections confondues (*Waati* du Malien Souleymane Cissé et *Haramaya* du Burkinabé Drissa Touré,

auxquels on peut ajouter *L'Enfant noir*, réalisé en Guinée par le Français Laurent Chevalier), l'Afrique apparaît mal représentée au sein de la grande manifestation internationale. Ce faible nombre de titres est à la fois inquiétant et naturel, traduisant la réelle difficulté des pays les plus pauvres à projeter, pour eux-mêmes et vers l'extérieur, leur propre image. Pourtant, à côté du film de Touré, déjà montré, et primé, au récent Festival panafricain de Ouagadougou (*Le Monde* du 8 mars), le grand oeuvre de Souleymane Cissé témoigne à lui seul à la fois des possibilités et des obstacles, également immenses, des films d'Afrique.

J.-M. F.

CINÉMA

A la recherche du film perdu
36 15 LEMONDE

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL :

36 17 LMDOC

recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

36 29 04 56

recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

صحنه اول

X / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

CANNES/IRAN

« Le Temps de l'amour » et « Salam Cinéma », deux films

Téhéran tourne et contourne

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

SOUVENT, un cinéaste joue le rôle de repère et de pilote dans la découverte d'une cinématographie - il en alla ainsi avec Kurosawa pour le cinéma japonais, avec Glauber Rocha pour le Brésil, avec Milos Forman pour la Tchécoslovaquie, dans les années 50 et 60. Pour l'Iran, c'est Abbas Kiarostami qui a rempli, à bon droit, cette fonction.

Et Cannes aura scandé les dernières étapes de cette montée vers la lumière, commencée grâce à des festivals plus tournés vers la découverte: Locarno, les Trois Continents à Nantes, La Rochelle. Au terme d'un scénario similaire, la sélection à Cannes, dans la section Un certain regard, de deux films - rarissime privilège - de Mohsen Makhmalbaf devrait permettre à la fois d'élargir la connaissance d'un autre grand cinéaste, et d'ancrer l'idée que le cinéma iranien ne se résume pas à l'auteur de *Où est le moin de mon ami ?* et *d'Au travers des oliviers*.

Le cinéma a une longue histoire en Iran depuis que le chah Muzaffaredin ramena d'un voyage dans les villes d'eaux européennes la première caméra, en 1900. Une histoire compliquée aussi, marquée par l'opposition des religieux, et l'importance du rôle des minorités. Sous le règne de Mohammad Reza Pahlavi, la production nationale connaît son véritable essor au début des années 50, atteignant vingt titres en 1953 pour culminer à quatre-vingt-dix en 1972. La plupart des films mélangent imitations de série B à l'américaine et mélodrames orientaux, en intégrant des personnages de la culture traditionnelle pour créer le genre des « films farsis ». Mais, à partir des années 60, prend forme un cinéma d'auteur plus exigeant et plus original.

Les religieux restent des adversaires du cinéma, frivole, immoral et porteur des poisons de l'Occident

Bien que le chiisme iranien ne pratique pas l'interdit de la représentation, à l'instar des sunnites, comme en témoigne la longue tradition de la miniature persane, les religieux restent des adversaires du cinéma, frivole, immoral et porteur des poisons de l'Occident. Il est fréquemment pris à partie durant la montée de la contestation islamiste des années 70 : plusieurs salles sont saccagées - en août 1978, l'incendie du Rex à Abadan fait quatre cents morts. L'arrivée au pouvoir de Khomeiny se traduit par une chute brutale de la production. L'interdiction de tous les films tournés avant la révolution de 1979 (qui, évidemment, ne respectent pas les nouveaux canons religieux) et l'instauration d'une censure extrêmement contraignante.

Pourtant, dès 1981, le guide spirituel déclare : « Nous ne sommes pas contre le cinéma, nous sommes contre la corruption des mœurs ». La révolution culturelle que le régime veut mettre en œuvre se heurte à un paradoxe : les Iraniens restent très friands de films, et l'essor de la vidéo permet la circulation sous le manteau des productions du Grand Satan et des petits, auxquelles il importe d'opposer un contre-feu. Alors que se succèdent les ministères « de la culture et de l'orientation isla-

mique », chaque fois accueillis comme des coupeurs de têtes et qui mènent une politique plus nuancée, se met en place un jeu complexe d'interdiction et de laisser-faire, au sein duquel bon nombre de cinéastes fraient leur chemin. Même si les incessantes luttes entre factions au pouvoir, relayées par une presse aux ordres, en fait souvent les otages de campagnes de dénigrement, et de revirements imprévisibles.

Mais si quelques-uns des meilleurs (Amir Naderi, réalisateur du *Coureur*, nu tout récemment Bahram Beizai, l'auteur de *Bashu le petit étranger*) ont choisi l'exil, un grand nombre de cinéastes talentueux poursuivent leur œuvre, comme en témoigne

Par un paradoxe dont le cinéma fournit maints exemples, l'un des pays soumis au plus rigoureux contrôle de la censure en même temps qu'à de très graves difficultés matérielles, l'Iran, se confirme d'année en année, de festival en festival, comme « terra cinematographica » de première importance.

notamment, outre les cas de Kiarostami et de Makhmalbaf, *Lo Jorre* d'Ebrahim Farouzbab et *L'Homme d'Abadan* de Kianoush Ayari, respectivement *Léopard d'or* et *Léopard d'argent* à Locarno en 1994. La production devrait atteindre 70 titres en 1995, après avoir fléchi aux abords de la cinquantaine depuis 1987. La fréquentation avoisine, quant à elle, les 70 millions d'entrées annuelles. Au cœur du dispositif cinématographique se trouve la Fondation Farabi, organisme parapublic créé en 1983. Son actuel directeur, Mohammad Hossein Haghighi, affirme que « Farabi fonctionne comme intermédiaire entre secteur public et privé ». En fait, la fondation a longtemps

contrôlé l'ensemble de la filière : financement de la production, supervision des scénarios, accès au matériel de tournage et de montage, distribution, exportation des films nationaux et importation des réalisations étrangères - seule la censure, au sens strict, reste du ressort direct du ministère.

Le monopole de Farabi est à présent lentement remis en question par le retour en force du secteur privé. En témoignent les deux films montrés à Cannes, produits par un jeune homme d'affaires enrichi par le commerce avec l'étranger, Abbas Ranjbar. Celui-ci s'est passé de l'infrastructure de la Fondation pour présenter *Salam Cinéma* sur la Croisette, tandis que *Le Temps de l'amour*, toujours interdit, ne doit sa venue qu'à l'existence d'une copie en Turquie. On constate également la remise en cause de la toute-puissance de Farabi à travers la récente création d'un autre organisme, CMI, qui regroupe autour du département fiction de la télévision iranienne une dizaine de maisons de production privées.

« Ceux qui crient dès qu'on voit un cheveu d'une petite fille sur une image, savent-ils quel coup brutal ils font subir aux gens du métier, qui sont chacun un soldat au front de la résistance culturelle ? »

Et l'ensemble des producteurs indépendants ont rendu publique début avril une virulente déclaration : on répose à une tentative d'instaurer une carte professionnelle renouvelable chaque année. S'appuyant sur un discours prononcé en février 1994 par le « guide » (l'ayatollah Khamenei), où il attribue à la communauté artistique la prééminence sur l'État dans les domaines culturels, ils déclarent : « Nous ne sommes pas contre la volonté des officiels de continuer à régenter le cinéma « un contrôle [deveut] une surveillance directe, une protection [qui se mue] en massacre, et une aide [qui devient] la destruction de tout épanouissement des talents ». Ils affirment que la poursuite des interventions politiques va entraîner la disparition de l'investissement privé dans la production et « mener à l'impasse la pensée des artistes ». Proclamant que « le gouvernement islamique doit seulement définir les lignes générales » (...), qu'il « n'a pas à se mêler de production, de distribution », ils récusent, outre la mise en place de la carte, l'interventionnisme sur la publicité et dans la classification des films : « Ceux qui crient dès qu'on voit un cheveu d'une petite fille sur une image savent-ils quel coup brutal ils font subir aux gens du métier, qui sont chacun un soldat au front de la résistance culturelle ? »

S'il n'est pas question de transgresser les tabous, concernant notamment les mœurs, et dont les femmes sont les principales victimes (outre les obligations vestimentaires, il est par exemple interdit d'entendre un chant féminin sur une bande-son), à l'intérieur de ce cadre sont nés des films d'observation sociale très aigus, et parfois fort critiques (*lire ci-contre*). Les films dont les personnages principaux sont des enfants esquivalent d'emblée un grand nombre d'interdits : l'un des principaux vecteurs a donc été le département cinéma de la



Mohsen Makhmalbaf sur le tournage de « Salam Cinéma ».

Après la révolution

TÉHÉRAN
correspondance

« **L**ES dirigeants religieux ne sont pas contre le cinéma à condition qu'il présente une éthique islamique, sans plaisir charnel, ou artificiel comme l'alcool ; qu'il glorifie si possible la révolution et surtout qu'il ne condamne pas le régime », disait récemment un membre d'une institution gouvernementale, pour présenter les deux genres les plus prisés dans les années 80 : le « film de guerre » et le « film moralisateur ». Le film historique à caractère religieux s'est, lui, très peu développé. Quant à la comédie, après une éclipse presque totale, elle a commencé à réapparaître.

Devenu un véritable genre, le cinéma moralisateur traduit à l'écran les valeurs islamiques : honnêteté, justice et humilité. Ses héros sont systématiquement issus des classes défavorisées. Malgré une tendance au misérabilisme - il est symptomatique que plus de 80 % de ces films comportent au moins une scène d'hôpital - les thèmes de la corruption, de l'injustice et de l'avidité des possédants témoignent eloquemment des comportements sociaux face aux difficultés de la vie quotidienne, notamment dans les grandes villes. Ce genre a accordé une place privilégiée aux enfants, représentants d'un idéal de pureté, d'honnêteté et de générosité, et qui appartiennent à la première génération forgée par la République islamique. L'institut pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes, le Kanun, a produit la plupart de ces films, sous l'influence d'Abbas Kiarostami.

La violence est restée, malgré un code religieux réticent à son égard, un élément majeur dans la production iranienne, comme pour contrebalancer l'absence d'autres facteurs divertissants. Le film de guerre, à partir de 1981 (un an après le début du conflit avec l'Irak) constitue plus de la moitié de la production

durant toute la décennie. Le maître dans ce domaine, Ebrahim Hatami-Kia, appartient à la génération de réalisateurs impliqués très jeunes dans la révolution et dans la guerre. Issus de son expérience approfondie du front, où il a tourné, pour une série télévisée, *L'Histoire de la victoire* en 1985, ses films s'attachent à la mentalité des combattants, qu'ils soient sur un champ de bataille ou à l'hôpital. Au même comportement : aucun d'eux ne veut mourir, aucun d'eux n'est un héros ; pourtant, ils choisissent finalement le martyre.

Mais dans son dernier film, *De Karkheh ou Rhin* (1993), qui a connu un énorme succès dans les salles nationales, Hatami-Kia porte un regard plus distant et critique sur la guerre - reculé partagé par d'autres réalisateurs. Les

l'écart jusqu'à présent, comme le carcan des traditions ou les souffrances des femmes, deux thèmes très souvent liés. La révolution iranienne ne s'est pas faite au nom d'un retour au passé, contrairement aux idées généralement répandues : la modernité occidentale a souvent participé au mouvement révolutionnaire. Mais des pratiques ancestrales demeurent, et certaines se renforcent, tandis que les aspirations à un mode de vie individualiste et occidental des jeunes - surtout dans les grandes villes - creuse un fossé de frustrations entre normes traditionnelles et comportements issus de l'époque impériale mais aussi de la révolution.

Les cinéastes s'attaquent notamment à des institutions comme le mariage à l'ancienne et ses conséquences, ou au code de l'honneur,

Les réalisateurs traitent avec davantage d'audace des sujets tenus à l'écart jusqu'à présent, comme le carcan des traditions ou les souffrances des femmes

conséquences psychologiques du conflit, son coût humain et économique ont en effet été ressentis beaucoup plus amèrement après 1989, date de la fin des combats et de la mort de Khomeiny. A la fin des années 80 s'est développé un cinéma qui, tout en préservant les tabous de l'islam et du sexe, témoigne des déséquilibres sociaux et remet en question certains des mœurs d'ordre qui avaient rythmé la révolution.

C'est d'ailleurs aussi depuis cette date que les réalisateurs traitent avec davantage d'audace des maux de la société, et commencent à s'attaquer à des sujets tenus à

qui justifie parfois les comportements les plus abjects. La souffrance des femmes est traitée depuis 1992 avec plus d'attention par les cinéastes, plusieurs films récents ayant d'ailleurs un prénom féminin comme titre : *Nargess* (1992), *Sara* (1993), *Zinat* (1994)... Et la dernière œuvre de la cinéaste Rakshan Bani-Estamad, *Le Foulard bleu* (1995), qui sera présentée au prochain Festival de Locarno, est un hymne à une jeune femme des quartiers défavorisés, qui se bat pour sa famille, son travail, sa dignité, et l'amour caché qu'elle partage avec son employeur de trente ans son aîné.

AGNÈS DEVICTOR

L'irrésistible ascension

e pour

de Mohsen Makhmalbaf

la censure

Fondation pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes, créé et longtemps animé par Kiarostami. *Le Ballon blanc*, présenté à Cannes par la Quinzaine des réalisateurs, réalisé par Jafar Panahi d'après un scénario de Kiarostami (dont il est l'assistant) continue de témoigner brillamment pour cette tendance.

L'un des aspects les plus intrigants des films iraniens concerne l'importance accordée à la mise en scène cinématographique comme sujet même des œuvres : elle est au centre de *Close-Up*, d'*Et la vie continue* et d'*Au travers des oliviers* de Kiarostami, comme de plusieurs films de Makhmalbaf (dont les deux sé-

lectionnés à Cannes), elle est explicitement évoquée dans bon nombre d'autres réalisations. Cette thématique n'est pas nouvelle : le cinéma, enjeu de la démocratisation et de la modernisation, était déjà le sujet du deuxième long métrage de fiction iranien, *Hadji Agha*, acteur de cinéma, d'Avanes Ohanian en 1932. Elle s'explique en partie par le fonctionnement actuel d'une société qui elle-même relève, à tous les échelons, d'une « mise en scène » reposant sur le respect de codes, l'utilisation de faux-semblants, un jeu infiniment complexe avec les apparences. Ainsi, en parlant de lui-même, le cinéma décrit le monde.

J.-M. F.



« Le Temps de l'amour », un des deux films de Mohsen Makhmalbaf présentés à Cannes.

Entretien avec le réalisateur

« Un miroir qui se déplace devant la réalité »

S'ils n'ont guère eu l'occasion de découvrir le travail de Mohsen Makhmalbaf (seul « Le Cycliste » a connu une

hors festivals, distribution confidentielle), les spectateurs français ont pu entrevoir le réalisateur dans « Close-Up », d'Abbas Kiarostami : c'était lui le

cinéaste ultra-célèbre dont un quidam prenait la place dans cette reconstitution d'un fait divers authentique, et il apparaissait durant la

dernière séquence. En Iran, Makhmalbaf a conquis sa popularité au cours d'un parcours à la fois surprenant et exemplaire.

CHIRAZ

de notre envoyé spécial

Mohsen Makhmalbaf est né en juin 1957 dans les quartiers déshérités du sud de Téhéran. Très jeune, il rejoint les rangs des activistes islamistes opposants au régime du chah, ce qui lui vaut de passer plusieurs années en prison, après avoir attaqué un policier. Libéré par la révolution de 1979, militant radical d'un idéal ultrarégionaliste, égalitariste et anticapitaliste, il devient réalisateur pour propager ses idées, tournant quatre films « à message » animés et simplistes. Cette œuvre est interrompue par la police politique du chah et les communistes.

A partir du *Cycliste* (1986), suivi par *Le Cycliste* (1987), Makhmalbaf connaît une double évolution : d'une part, l'absence de réformes sociales et les conséquences de la guerre contre l'Irak l'amènent progressivement à s'opposer au régime dont il était apparu comme le cinéaste officiel ; d'autre part, il se passionne pour l'expression cinématographique, et s'invente un style très personnel. Il use (et parfois abuse) d'abord de schémas d'outrage trahissant sa vision eucharistique du monde qui l'entoure, en particulier dans le virulent pamphlet *Le Mariage des bœufs* (1988). Progressivement, il s'approche d'un cinéma plus épuré, où le documentaire tient une meilleure part. Autodidacte, Mohsen Makhmalbaf est également un écrivain prolifique (vingt livres parus).

Depuis sa rupture avec la ligne officielle, il s'est trouvé un allié en la personne d'un producteur indépendant, Abbas Ranjbar. L'un des deux films présentés à Cannes, *Le Temps de l'amour* (1990), leur premier travail en commun, a aussitôt été interdit : les autorités n'ont apparemment pas apprécié cette histoire d'amour qui, en trois épisodes, relativise le comportement de chacun, présentant trois déroulements possibles à partir du même synopsis. Il est vrai que cela ne s'accorde guère avec l'intégrisme, qui prétend définir la loi unique applicable à chaque situation. Ou est-ce la beauté sensuelle du film qui, sans outrepasser aucune règle, a dérangé ?

Le second film de Makhmalbaf montré à Cannes, *Salom Cinéma* (1995), met en scène le réalisateur lui-même, auditionnant des dizaines d'aspirants comédiens : formidable étude des comportements d'aujourd'hui, et passionnante réflexion sur les mécanismes de la mise en scène. Une version deux fois plus longue (trois heures) du même film sera présentée au prochain Festival de Locarno, qui réservera une place importante au cinéma iranien, avec notamment l'intégrale des nombreux inédits de Kiarostami. D'ici là, Mohsen Makhmalbaf aura terminé son troisième long métrage, *Gabeh*, sur le tournage duquel nous l'avons rencontré, au pied des tombeaux des anciens empereurs perses à

Nashe-e Rostam.

« Que signifie le titre de votre film, *Gabeh*, et quel est son sujet ?

— *Gabeh* est le nom d'un genre de tapis iranien, fabriqué par les tribus nomades avec de la laine non traitée et des teintures naturelles. Les dessins de ces tapis naissent de ce qui se produit dans l'existence de ceux qui les tissent. Quand ils traversent un désert, il y a du blanc ; si quelqu'un meurt il y aura du noir ; s'il y a une naissance, on verra un bébé apparaître. Ce film me permet de montrer comment la vie engendre des œuvres. A l'origine, il s'agit d'un court métrage documentaire, mais c'est devenu un long métrage. Le rapport entre le tapis et la vie est très semblable au cinéma que j'aime : un cinéma qui appartient à la culture d'un endroit particulier et qui peut être très personnel, et aussi très libre, sans obéir à des schémas préétablis. Logiquement, la nature et l'histoire du film ont changé au fil de ce qui se produisait pendant le tournage, comme un tapis.

— Que pensez-vous du cinéma, avant la révolution ?

— Je n'y allais jamais, pour deux raisons : j'étais très religieux et opposé au cinéma, qui nous était interdit. Et les films étaient mauvais, sans aucune valeur artistique — du moins est-ce ce que je croyais. Plus tard, j'ai découvert les œuvres de Dariussh Mehriji ou de Bahram Beizai, qui faisaient de bons films avant la révolution. C'est d'ailleurs en voyant un très mauvais film, après la révolution, que je suis devenu réalisateur : on y retrouvait les mêmes schémas hollywoodiens, et je me suis dit qu'il fallait que tout était en train de changer dans le pays, il n'était pas possible qu'on continue à tourner des milliers de pareils. Ensuite, j'ai compris que le cinéma pouvait être un bon, en même temps qu'un moyen, un mode de vie. Et il m'a semblé que je pouvais rester un bon croyant en devenant cinéaste.

— Vos premiers films ont été produits par le département de la propagande islamique ?

— Ils ont été produits grâce à cet organisme. J'ai emprunté de l'argent pour pouvoir les réaliser, avec des comédiens amateurs, tous bénévoles, comme les techniciens, et lui a accepté de garantir mon emprunt... dans le cas où le résultat leur conviendrait. Ce qui a été le cas.

— Votre cinéma change au milieu des années 80.

— An début, j'utilisais les films pour exprimer mes idées. Puis, j'ai commencé à considérer le cinéma comme un art. En six mots, j'ai lu quatre cents livres en prenant des notes, sur la technique, la mise en scène, la théorie, la critique. Dans mes premiers films j'étais très extrémiste. Ensuite, mon point de vue s'est relativisé, tout en restant attentif à la réalité sociale. Dans *Nasreddine Shah* — réalisé en 1991, ce film évoque, sur le mode burlesque, la naissance du cinéma en Iran — on voit un grand miroir transporté

par un chariot : le cinéma est ce miroir qui se déplace devant la réalité. J'essaie qu'il ne reflète pas seulement les apparences. C'est pourquoi j'ai eu recours à des séquences de fantaisie.

— A partir du *Colporteur*, vous commencez à avoir des problèmes avec la censure ?

— Une petite scène a été censurée. Mais ensuite, quand j'ai réalisé *Le Cycliste*, on m'a ordonné de ne pas tourner en Iran. J'ai été surpris par l'hostilité des autorités, alors que je me considérais dans le même camp. Au début, quand j'étais un activiste, je faisais des choses que ces futurs officiels, nous étions dans les mêmes prisons avant la révolution, nous avions les mêmes buts : la libération du pays et l'abolition de la misère.

— *Le Mariage des bœufs* traduit le passage de la critique sociale à la critique politique directe.

— J'ai essayé de montrer ce qui se passe à l'intérieur de ceux qui ont véritablement cru à la révolution, et ont été déçus. Le film est sorti en Iran, il a été bien reçu, mais il a eu des problèmes pour être montré à l'étranger : il n'a jamais pu être présenté en compétition dans un festival, afin qu'il ne reçoive pas de prix. Votre changement d'attitude par rapport au régime a-t-il rendu plus difficile la réalisation des films suivants ?

— Entre 1982 et 1986, les cinéastes ont bénéficié d'une certaine liberté : le gouvernement les aidait sans leur imposer de grandes limites. Mais ça s'est terminé au moment où j'étais à l'étranger parce qu'à nouveau on n'avait ordonné de ne pas le tourner en Iran. A l'origine, le film devait comporter neuf épisodes, mais je n'ai pas pu mener à bien les six derniers. J'avais imaginé que chacun des neuf épisodes se passait dans un pays différent, avec des mœurs, des religions différentes, les jeux de permutation auraient porté trois fois sur la situation sentimentale, trois fois sur la situation policière, trois fois sur l'attitude religieuse.

— Je voulais montrer combien la moralité, ou même la légalité, dépendent de l'endroit où on se trouve. Tant de choses sont conditionnées par le pays où on naît, l'époque, l'origine sociale. *Le Temps de l'amour* se voulait une leçon de tolérance, mais il a déclenché une réaction d'intolérance en Iran : les autorités ont dit qu'il menaçait l'harmonie de la société, qu'il manquait de respect à la famille, qu'il était impudique, etc.

— Alors que je suggérais seulement qu'il n'y a pas une explication unique, ou un seul chemin vers Dieu. A présent, la censure donne un meilleur grade aux mauvais films — qui reproduisent les schémas anciens — qu'aux bons films (même autorisés, un film est classé A, B, C ou D : selon le grade obtenu, il bénéficie d'une diffusion plus ou moins large, et son réalisateur obtient — ou non — des facilités pour son film suivant).

— Que représente pour vous la participation aux festivals internationaux ?

— Mes films ont été présentés dans cent quarante festivals. Sans la censure, j'aurais pu être le double. Figurer dans les festivals m'a aidé à être reconnu, mais m'a aussi valu des problèmes : certains de nos journaux sont très attentifs à ce que je fais. Je considère que je montre notre culture au monde ; d'autres pensent différemment. Ils prétendent que si mes films sont acceptés c'est qu'ils sont occidentaux, alors que je crois que c'est leur originalité qui leur permet de voyager : ces films-là, seul un Iranien peut les réaliser. A un moment où, dans le monde entier, nous passons pour un peuple de

terroristes, je trouve important de montrer la réalité. Malheureusement, certains médias peosent le contraire.

— Comment est né *Salom Cinéma* ?

— J'avais ce sujet en tête depuis dix ans. Je me suis décidé à le réaliser après que plusieurs de mes scénarios eurent été refusés, et notamment un projet sur le pèlerinage à La Mecque : le gouvernement m'a laissé le publier sous la forme d'un livre, moins compromettant qu'un film selon lui. Pour *Salom Cinéma*, j'ai passé des petites annonces dans les journaux, une foule de gens sont venus, croyant à un casting pour un film qui serait tourné ensuite. J'ai donc fait une déclaration pour expliquer que cette audition

était le film lui-même : tout le monde a rempli un formulaire pour accepter d'être filmé.

— Il y a une grande passion pour le cinéma chez les Iraniens. Et le cinéma reste menacé ici. Il faut le défendre contre les forces du passé. Ce n'est pas nouveau : le deuxième film iranien racontait déjà l'histoire de quelqu'un qui est contre le cinéma et va apprendre à l'aimer. Ce sujet est d'actualité depuis soixante ans : c'est mon histoire ! Et c'est l'histoire de cette société qui est d'abord hostile à la nouveauté, puis se passionne pour elle. Cette attitude nous a souvent fait perdre un temps précieux.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

CAHIERS DU CINEMA

SPECIAL CANNES

LE CINEMA DES BANLIEUES.
LA HAINE DE KASSOVITZ.
ED WOOD DE TIM BURTON.
WAATI DE SOULEYMANE Cissé.

RENCONTRE AVEC EMIR KUSTURICA SUR UNDERGROUND.
HISTOIRE DU CINEMA : ENTRETIENS AVEC SCORSESE, FREARS, OSHIMA.
ALMODOVAR EN TOURNAGE.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 50 F

صحنه من الاصل

XII / LE MONDE / JEUDI 18 MAI 1995

CANNES/PROGRAMME

SÉLECTION OFFICIELLE

COMPÉTITION

OUVERTURE: *La Cité des enfants perdus*, de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet: le 17 à 19 h 15 et 23 h.
Shakuru, de Masahiro Shinoda: le 18 à 8 h 30, 15 h et 19 h.
Ward (Le Temps), de Souleymane Cissé: le 18 à 11 h 30 et 22 h.
Beyond Rangoon (Rangoon), de John Boorman: le 19 à 8 h 30, 14 h et 19 h 45.
Angels and Insects, de Philip Haas: le 19 à 11 h 15 et 22 h 30.
Jefferson in Paris (Jefferson à Paris), de James Ivory: le 20 à 8 h 30 et 19 h 30.
Senatorul Mădărar (Les Escargots du sénateur), de Mircea Daneliuc: le 20 à 11 h 45 et 22 h 15.
Carrington, de Christopher Hampton: le 21 à 8 h 30, 14 h et 20 h 15.
Historias del Kronen (Historias du Kronen), de Montxo Armendariz: le 21 à 11 h 30 et 17 h 45.
Between the Devil and the Deep Blue Sea, de Marion Hanel: le 21 à 23 h.
Land and Freedom, de Ken Loach: le 22 à 8 h 30, 14 h et 19 h 30.
Kids, de Larry Clark: le 22 à 17 h.
Hanan Hanou (Good Men Good Women), de Hou Hsiao Hsien: le 22 à 11 h 15 et 22 h 30.
The Neon Bible, de Terence Davies: le 23 à 8 h 30, 14 h et 19 h 30.
L'Amore molesto (L'Amour qui dérange), de Mario Martone: le 23 à 11 h 15, 16 h 45 et 22 h.
Le Regard d'Ulysse, de Theo Angelopoulos: le 24 à 8 h 30 et 18 h 30.
Shanghai Triad, de Zhang Yimou: le 24 à 14 h et 22 h 30.
The Madness of King George (La Folie du roi George), de Nicholas Hytner: le 25 à 8 h 30, 14 h et 19 h 30.
N'oubliez pas que tu vas mourir, de Xavier Beauvois: le 25 à 16 h 45.
O Convento (Le Couvent), de Manoel de Oliveira: le 25 à 11 h 15 et 22 h 05.
Underground, de Emir Kusturica: le 26 à 8 h 30 et 18 h 30.
Ed Wood, de Tim Burton: le 26 à 12 h 30, 15 h 30 et 22 h 30.
La Haine, de Mathieu Kassovitz: le 27 à 8 h 30, 15 h et 19 h 30.
Dead Man, de Jim Jarmush: le 27 à 11 h et 22 h 30.
CLÔTURE: *the Quick and the Dead*, de Sam Raimi (hors compétition): le 28 à 19 h et 23 h.
* Tous les films sont projetés au Grand Auditorium Lumière.

SÉANCES SPÉCIALES

The Usual Suspects, de Bryan Singer (hors compétition): le 19 à 16 h 45.
To Die For, de Gus Van Sant (hors compétition): le 20 à 0 h 30.
Kiss of Death, de Robert Schroeder (hors compétition): le 23 à 0 h 30.
Desperado, de Robert Rodriguez (hors compétition): le 25 à 0 h 30.

UN CERTAIN REGARD

OUVERTURE: *Georgia*, d'Ulu Grosbard: le 18 à 14 h 30 et 22 h 30.
Idradhanura Chhal (Les Ombres de l'arc-en-ciel), de Susant Misra: le 19 à 11 h et 17 h.
Unstrung Heroes, de Diane Keaton: le 19 à 14 h 30 et 22 h.
Lisbon Story, de Wim Wenders: le 20 à 11 h et 17 h.
Le Plus Bel Age..., de Didier Haudepin: le 20 à 14 h 30 et 22 h 30.
Augustin, d'Anne Fontaine: le 21 à 11 h et 17 h.
The Poison Tasters, d'Ulrik Theer: le 21 à 11 h et 17 h.
Bye-Bye, de Karim Dridi: le 21 à 14 h 30 et 22 h 30.
Wobé E Ashdighi (Le Temps de l'amour), de Mohsen Makhmalbaf: le 22 à 11 h et 17 h.
Salam Cinema, de Mohsen Makhmalbaf: le 22 à 11 h et 17 h.
Evening Liaison (Rencontre au crépuscule), de Chen Yi Fei: le 22 à 14 h 30 et 22 h 30.
A Részleg (Poste avancé), de Péter Gothar: le 23 à 11 h et 17 h.
Rode, de Clement Virgo: le 23 à 14 h 30 et 22 h 30.
Kald Bakur, de U-Wei bin Hajisaeri: le 24 à 11 h.
The Monkey Kid (La Môme singe), de Xiao-Yen Wang: le 24 à 17 h.
Ez Hadamm Tufus (Sous l'arbre dom), de Eli Cohen: le 25 à 11 h et 17 h.
Canadian Bacon, de Michael Moore: le 25 à 14 h 30 et 22 h 30.
Mouzyka Dila Dekabria (Musique pour décembre), d'Ivan Oikhovtchyn: le 26 à 11 h et 17 h.
Things to Do in Denver When You're

Le jury de la compétition officielle

● Sous la présidence de Jeanne Moreau, M^{me} Nadine Gordimer, écrivain (Afrique du Sud), Michèle Ray-Gavras, productrice (France), Maria Zvereva, scénariste (Russie), et M^{me} Gianni Amelio, réalisateur (Italie), Jean-Claude Brialy, acteur et réalisateur (France), Emilio Garcia Riera, historien et critique (Mexique), Gaston Kabore, réalisateur (Burkina-Faso), Philippe Rousselet, directeur de la photo (France) et John Waters, réalisateur (Etats-Unis).

Vincent Cassel et Hubert Koundé dans « La Haine », de Mathieu Kassovitz.



CINÉMAS EN FRANCE

Corps Inflammables, de Jacques Mallot: le 19 à 17 h 15 (A); le 20 à 9 h (B), 13 h (B), 22 h (C); le 25 à 8 h 30 (B) et 22 h (C); le 27 à 19 h 45 (A).
Requiem, de Jean-Luc Raynaud: le 20 à 17 h 15 (A); le 21 à 9 h (B) et 22 h (C); le 26 à 22 h (C); le 27 à 8 h 30 (B) et 17 h 15 (A).
Faute de soleil, de Christophe Blanc: le 21 à 17 h 15 (A); le 22 à 9 h (B), 13 h (B) et 22 h (C); le 27 à 8 h 30 (B), 14 h 30 (A) et 18 h (C).
Le Rocher d'Acapulco, de Laurent Tuel: le 22 à 17 h 15 (A); le 23 à 9 h (B), 13 h (B) et 22 h (C); le 25 à 8 h 30 (B); le 27 à 11 h 15 (A) et 20 h (C).
Validement je vous aime, de Jean-Michel Carré: le 23 à 17 h 15 (A); le 24 à 9 h (B), 13 h (B) et 22 h (C); le 26 à

9 h (B); le 27 à 9 h (A) et à 22 h (C).
* Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes:
A: Théâtre Palais-Croisette.
B: Salle André-Bazin.
C: Cinéma Les Arcades.

RÉTROSPECTIVE JOHN FORD

The Whole Town's Talking (Toute la ville en parle): le 18 à 21 h 30 (A).
Steamboat Round the Bend: le 19 à 11 h (A).
Stagecoach (La Chevauchée fantastique): le 19 à 21 h 30 (A).
The Prisoner of Shark Island (Je n'ai pas été Lincoln): le 20 à 11 h (A).
Wagonmaster (Le Convoi des braves): le 20 à 16 h 30 (C).
The Grapes of Wrath (Les Raisins de la

colère): le 20 à 21 h 30 (A).
Young Mr. Lincoln (Vers sa destinée): le 21 à 11 h (A).
Cheyenne Autumn (Les Cheyennes): le 21 à 12 h 45 (B).
My Darling Clementine (La Poursuite infernale): le 21 à 21 h 30 (A).
How Green was my Valley (Qu'elle était verte ma vallée): le 22 à 11 h (A).
Fort Apache (Le Messager de Fort Apache): le 22 à 21 h 30 (A).
They Were Daring (Les Sacrifiés): le 23 à 11 h (A).
She Wore a Yellow Ribbon (La Charge héroïque): le 23 à 21 h 30 (A).
The Iron Horse (Le Cheval de fer): le 24 à 11 h (A).
The Quiet Man (L'Homme tranquille): le 24 à 21 h 30 (A).
Three Sad Men (Trois sublimes canotiers): le 25 à 11 h (A).
The Searchers (Le Prisonnier du désert): le 25 à 21 h 30 (A).
The Wings of Eagles (L'Aigle vole au soleil): le 26 à 11 h (A).
The Last Hurrah (La Dernière Parure): le 26 à 14 h 30 (A).
The Sun Shines Bright (Le Soleil brille pour tout le monde): le 26 à 17 h (A).
Sergeant Rutledge (Le Sergent Noir): le 26 à 21 h 30 (A).
Two Rode Together (Les Deux Cavaliers): le 27 à 11 h (A).
The Man Who Shot Liberty Valance (L'Homme qui tua Liberty Valance): le 27 à 14 h 30 (A).
Donovan's Reef (La Taverne de l'Irlandais): le 27 à 17 h (A).
Seven Women (Frontière chinoise): le 27 à 21 h 30 (A).

mau: le 24 à 24 h (A).
The Cold Deck (Grand frère), de William S. Hart: le 25 à 17 h (A).
Jeunes Lumières: le 27 à 11 h (D).

CINÉMA VU PAR...

Cinema of Tears, de Nelson Pereira Dos Santos: le 19 à 19 h 30 (B).
A Personal Journey with Martin Scorsese (première partie), de Martin Scorsese: le 20 à 19 h 30 (B).
A Personal Journey with Martin Scorsese (deuxième partie): le 21 à 19 h 30 (B).
Typically British, de Stephen Frears: le 22 à 19 h 30 (B).
2 x 30 ans de cinéma français, de Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville: le 23 à 19 h 30 (B).
100 Years of Japanese Cinema, de Nagisa Oshima: le 24 à 19 h 30 (B).
The Cinema on the Road, de Jang Sun-woo: le 25 à 19 h 30 (B).
Cinema of Unesse, de Sam Nelli: le 26 à 19 h 30 (B).
* Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes:
A: Salle Miramar.
B: Salle André-Bazin.
C: Grand Théâtre Lumière.
D: Auditorium Jean-Louis-Bory.

Le Monde à Cannes:
Résidence Gray d'Albion
(Appartement n° 511)
64, rue d'Antibes
06400 Cannes
TEL: 92-94-05-50
Fax: 93-94-45-35

CINÉMA DE TOUJOURS

Prima della Rivoluzione, de Bernardo Bertolucci: le 18 à 19 h 30 (A).
Nosferatu, de Friedrich Wilhelm Murnau:

8 films en Sélection Officielle

LA HAINE de Mathieu Kassovitz
(Les Films de l'Éclat)

N'oubliez pas que tu vas mourir de Xavier Beauvois
(Winchot / Les Films de l'Éclat)

O CONVENTO (Le Couvent) de Manoel de Oliveira
(Gemini Films)

LE REGARD D'ULYSSE de Theo Angelopoulos
(Paradis Films)

SHANGHAI TRIAD de Zhang Yimou
(UGC Images / Alpha Films)

WAATI (Le temps) de Souleymane Cissé
(Sis Films / Erato Films)

Un Certain Regard

BYE BYE de Karim Dridi
(ADR Productions)

LE PLUS BEL ÂGE de Didier Haudepin
(Bloody Mary Productions)